

## Moscou dans l'étau du Golfe

L'interminable conflit du Golfe, maintenant vieux de sept ans et demi, place Moscou dans une position de plus en plus inconfortable. Allié traditionnel de l'Irak - et de longue date son principal pourvoyeur en armes - le régime soviétique n'a jamais pu prétendre, de ce fait, à une authenticité neutrale. Pourtant, infiniment soucieux, au-delà des antagonismes idéologiques, de ménager un voisin iranien avec lequel elle partage 4 000 kilomètres de frontière, l'URSS s'est toujours gardée de prendre clairement position contre la république des ayatollahs.

Ainsi refuse-t-elle depuis des mois l'application totale de la résolution 598 du Conseil de sécurité qu'elle avait cependant appuyée le 20 juillet 1987, et qui prévoit un embargo international sur les armes destinées à l'Irak, au cas où ce pays n'accepterait pas le cessez-le-feu et le retour aux frontières d'avant la guerre préconisée par l'ONU.

Le dilemme qui se pose à l'URSS l'oblige à un savant exercice d'équilibre parfois difficile à maîtriser. En relançant le 27 février de manière spectaculaire une « guerre des villes » - à laquelle le recours systématique à des missiles soviétiques Scud-B donne une nouvelle intensité - l'Irak met une fois de plus Moscou dans l'embarras et attire l'attention sur les limites de la diplomatie du Kremlin dans le Golfe. Accusée par les dirigeants de la République islamique d'envoyer armé le main d'un ennemi qui n'hésite plus à lancer ses fusées contre les villes saintes de l'Irak, les responsables soviétiques sont contraints, en invoquant des arguments techniques, à protester publiquement de leur innocence.

Cette nouvelle escalade du conflit gêne d'autant plus l'URSS qu'elle a, en ce moment, d'excellentes raisons de ne pas se brouiller avec l'Irak. Dans la perspective du prochain retrait de ses troupes d'Afghanistan et à une époque où ses républiques d'Asie centrale enregistrent une poussée de l'islam, Moscou n'a aucun intérêt à provoquer un voisin qui a les moyens d'attiser les conflits sur les marches de son empire.

Toutefois, entre l'URSS et l'Irak, le pire n'est pas sûr. Les manifestations étudiantes de dimanche dernier contre les locaux diplomatiques soviétiques à Téhéran et à Ispahan sont restées sans lendemain. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'elles aient été le produit d'un conflit de pouvoir entre ayatollahs plutôt que d'une décision longuement mûrie par l'équipe dirigeante. L'homme fort du régime iranien, M. Rafsanjani, a d'ailleurs, dans l'affaire des missiles, rapidement disqualifié l'URSS, en même temps qu'il pointait un index accusateur vers les États-Unis et la France.

A la tribune de l'ONU, Moscou fera tout pour gagner du temps et éviter de voter l'embargo anti-iranien. Ses dernières propositions - notamment en faveur de la désignation d'un médiateur - s'apparentent à une manœuvre de diversion. Mais l'URSS pourra-t-elle se réfugier éternellement dans l'ambiguïté ?

(Lire nos informations page 3.)

M 0147-0311 D-450 F



3790147004500 03110

## Le lancement de la fusée européenne

### Ariane : un vol décisif pour France-Telecom

Du succès du tir d'Ariane, prévu dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 mars, dépend le fonctionnement de l'ensemble du système français Telecom 1. Deux satellites vont être mis en orbite : Spacenet III R, pour le compte d'une société américaine ; Telecom 1 C, pour le compte de la France. Ce dernier doit remplacer Telecom 1 B, tombé en panne le 15 janvier, et apporter au dispositif de France-Telecom le « secours » dont il risquait de manquer.

Les vols d'Ariane se suivent et ne se ressemblent pas. Le précédent tir, en septembre dernier, représentait une étape cruciale pour Ariane, qui devait effacer l'échec de juin 1986 et convaincre ses clients que les problèmes qui avaient affecté le moteur du troisième étage étaient surmontés.

La société responsable de la commercialisation du lanceur ayant renoué à cette occasion avec le succès, il lui faut maintenant transformer l'essai et prouver qu'elle est capable de « forcer le pas » cette année, comme l'a récemment souligné son président, M. Frédéric d'Allest. Car pour respecter les contraintes de son important carnet de commandes (43 satellites à lancer dans les trois prochaines années), elle prévoit de procéder à huit lancements en 1988 et à neuf au cours des deux prochaines années.

Nulle précaution n'étant superflue pour asseoir la crédibilité du lanceur, Ariane n'a pas hésité à refuser, à la mi-novembre, la livraison du moteur du troisième étage après avoir constaté une élévation anormale de la température d'un roulement de sa turbopompe. Cela eut pour effet de retarder d'environ deux mois le vol initialement prévu pour décembre dernier.

Ariane-3 emporte sous sa coiffe un satellite américain de télécommunications appartenant à la société américaine GTE Spacenet Corp. - Spacenet III R/Geostar RO1, - ainsi appelé car il devra, par l'intermédiaire d'un récepteur Geostar, assurer la radiolocalisation d'un véhicule mobile sur le territoire des États-Unis (le Monde du 2 juillet 1986).

ELISABETH GORDON.  
(Lire la suite page 12.)

## La préparation de l'élection présidentielle

### Le RPR durcit le ton à l'égard de M. Mitterrand

M. Jacques Chirac a souhaité, jeudi matin 10 mars, qu'un face-à-face soit organisé entre lui-même et le candidat socialiste au premier tour de l'élection présidentielle. La veille, à « L'heure de vérité », M. Pasqua avait « conseillé » au chef de l'Etat de ne pas être candidat, invoquant notamment son âge. Ainsi, les critiques du RPR contre M. Mitterrand se font de plus en plus vives. Celui-ci effectuait jeudi une visite dans la Nièvre (lire page 7).



## Le contentieux sur la fourniture de gaz

### Un psychodrame franco-algérien

M. Jacques Chirac a annoncé à deux reprises son intention de se rendre en Algérie. Si aucune date n'est encore arrêtée, on affirmait encore récemment à Matignon que le premier ministre aurait tenu à aller voir le président algérien, M. Chadli, avant l'élection présidentielle.

par Bruno Dethomas

Le contentieux gazier entre les deux pays n'est pas la préoccupation majeure de Paris : il y a, dit-on, sans parler des otages français du Liban, beaucoup d'autres sujets de discussion. Mais nul n'ignore l'importance qu'attache l'Algérie à ce dossier, les hydrocarbures représentant 98 % des recettes en devises du pays et la France achetant 72,3 % du gaz liquéfié algérien. D'où le risque politique d'un tel voyage.

Au regard du passé récent, il y aurait certes quelque ironie à voir

le premier ministre céder trop. L'actuel ministre de la défense, André Giraud, n'avait-il pas, en 1982, qualifié de « désastre » le compromis intervenu sur le gaz entre le gouvernement socialiste et l'Algérie, ajoutant même : « Il a fallu que la France, toute honte bue et trahissant la solidarité gouvernementale européenne, fût le premier faillir » et qui plus est en faisant semblant de céder aux grands sentiments. Comme les négociateurs algériens doivent rire !

Depuis le 29 janvier 1979 - date à laquelle la SONATRACH algérienne a demandé la révision de contrats dont l'encours était à peine sèche - l'on a assisté à deux cycles presque complets de négociations. L'échec des discussions entre les compagnies gazières entraîne l'intervention des ministres de l'énergie qui, incapables de s'entendre, puisent dans le soutien des mêmes thèses que les compagnies dont ils

ont la tutelle, en appellent à l'autorité suprême, chef de l'Etat ou de gouvernement.

Du premier round qui s'était achevé le 3 février 1982 lorsque Claude Cheysson, alors ministre des relations extérieures, sur l'ordre de l'Elysée, avait accepté la quasi totalité des exigences algériennes, on peut pourtant chercher à éclaircir un conflit qui porte sur les prix mais aussi sur les quantités (les Algériens aimeraient avoir des engagements sur le renouvellement des contrats qui arrivent à échéance en 1990 et 1992) et sur les souplesses.

La première question qui se pose, c'est l'avenir du gaz en France. Le bouleversement du marché de l'énergie a été tel, depuis 1982, que l'on ne craint plus de « pénurie » avant la fin de la décennie prochaine. Aussi toutes les qualités que l'on prêtait naguère au gaz semblent-elles s'être évaporées.

(Lire la suite page 28.)

## Les chaînes publiques en quête de ressources

### Télévision : la marée des parrains

A mi-chemin de la publicité et du mécénat, le parrainage fait aujourd'hui recette. Un pactole que les chaînes publiques, à la recherche de nouveaux financements, n'ont pas l'intention d'abandonner à leurs concurrents privés.

C'est plus qu'une vague. Presque un raz de marée. Le parrainage - qu'on l'anglicise en « sponsoring » ou l'habille de chic en « partenariat » - déferle sur le petit écran. Les compagnies d'assurance rivalisent pour nous offrir la météo, et les banques se disputent les cours de Bourse en fin de journaux. Une marque d'apéritif patronne des émissions de golf, et une pâte dentifrice des longs métrages de cinéma. Le tour est pris. Canal Plus avait ouvert la voie, les autres chaînes privées lui ont emboîté le pas. Déjà, TF1 tire du parrainage 5 % de son imposant chiffre d'affaires publicitaire ; la Cinq 6 % ou 7 % et M6 vise les 10 %.

Le pactole est toujours bon à prendre. Et le service public n'entend pas être de reste. D'autant que ce type de recettes n'est pas comptabilisé dans son quota de publicité. C'est Antenne 2, d'abord, qui, nomme M. Maurice Bruzek responsable d'un nouveau département « partenariat » et proclame *urbi et orbi* que « tout est parrainable ». « Apostrophes » et « Le grand échiquier », « Musiques au cœur » et « Le Monde magique de Chantal Goya ». Attention, recitifie toutefois le directeur général adjoint de la chaîne, M. Jean Rouilly, si nous avons choisi un professionnel de la télévision pour diriger ce secteur, c'est que nous ne ferons pas n'importe quoi. Pas de pollution de l'antenne, des partenaires triés sur le volet, un respect scrupuleux des lois : il ne sera pas dit que la chaîne de référence capitale, devant le commerce pavillon bas.

C'est FR3, ensuite, qui n'a pas ces états d'âme-là. Ou du moins, ce discours-là. Et avoue, prosaïquement, vouloir porter ses recettes de parrainage de 2 à 7 % - voire 10 % - du total de ses recettes publicitaires. « Nous devrions bientôt conclure un contrat pour Disney Channel et nous sommes les seuls, pour l'instant, à proposer du sponsoring en

région », annonce M. Alain Fourcade, responsable de la régie.

Voilà le télé-spectateur prévenu. L'appétit des annonceurs n'a d'égal que le désir de le satisfaire professé par Antenne 2 et FR3. En toute légalité, d'ailleurs. Le parrainage est autorisé par la loi, et la CNCL - quitte à se montrer plus sévère pour Radio-France - soigneusement maintenue dans les textes la balance égale entre télévisions publiques et privées. Une entreprise, moyennant finance, peut donc obtenir mention de son nom et de son logo au générique d'une émission de service public ou bien encore y offrir des lous.

Légale, l'affaire n'est pourtant pas sans risque ni ambiguïté. Ni même toujours bien acceptée. Le comité d'établissement de FR3 vient de demander à la CNCL son « approbation » sur les retransmissions des Jeux de Calgary, assurées par la chaîne avec la participation de Renoma-Sport et Renoma-Monsieur. Les textes, dans cette dernière affaire, semblent respectés, dit-on à la CNCL, dans l'attente d'une réponse officielle. Respectés ? A la lettre, oui. Mais le télé-spectateur y trouverait-il son compte ? Oui si l'on considère que FR3 n'aurait pas pu « couvrir » les Jeux si Renoma n'avait réglé la facture des faiscieux satellite. Non, si l'on s'en tient au jeu-concours auquel ce parrainage a donné lieu. « C'est vrai, plaide M. Fourcade, il y a eu quelques ratés. Mais il n'est pas question, pour nous, de brader l'antenne ».

Le passé, pourtant, ne plaide pas pour l'avenir. Etouffée par ses contraintes budgétaires, FR3 a multiplié ces derniers mois les initiatives hasardeuses, et particulièrement les coproductions de magazines avec des ministères - coproductions qui, pour n'être pas du parrainage *stricto sensu*, répondent au même besoin de trouver des financements. Ce furent, d'abord, les émissions réalisées avec le SIRPA, le service de presse des armées, pour lesquels la CNCL a donné son blanc-seing. C'est aujourd'hui le magazine quotidien « Mode d'emploi », coproduit avec le ministère des affaires sociales.

PIERRE-ANGEL GAY.

(Lire la suite page 22.)

## Le Monde

### LIVRES

Un entretien avec Michel Deguy à propos de son livre sur le comte Gallimard.

Simenon à l'ombre de Balzac : à l'occasion de la publication des œuvres complètes de Simenon, une confrontation entre le père du commissaire Maigret et l'auteur de la « Comédie humaine ».

L'histoire par Jean-Pierre Rioux : un mémorial de la population française ; l'antisémitisme politique ou les marécages de la haine.

Dino Buzzati, par Hector Bianciotti et François Bott.

D'autres mondes, par Nicole Zani.

Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 13 à 20


# PATRICIA HIGHSMITH

## CATASTROPHES

NOUVELLES

Dix petits chefs-d'œuvre moraux et terrifiants

Almann-Lévy



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 38 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 515 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 130 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 ch. ; Thaïlande, 1,50 T. ; USA, 1,50 \$ ; USA (New Coast), 1,75 \$.

هكذا من الأصل



CHINE : après les émeutes de Lhassa

## Le dilemme de Pékin au Tibet : comment maintenir sa tutelle sur le territoire tout en jouant l'« ouverture »

Pékin a rompu son silence de quatre jours sur l'émeute du 5 mars à Lhassa en donnant une large place dans les médias, le jeudi 10 mars, à des déclarations condamnant les émeutiers, mais réaffirmant la politique d'ouverture officiellement en vigueur au Tibet. Au cours d'une réunion exceptionnelle, tenue la veille à Pékin, le panchen-lama, second du dalaï-lama dans la hiérarchie religieuse du Tibet, a assuré à une vingtaine de représentants tibétains que le pouvoir chinois continuera à « rectifier les erreurs gauchistes du passé ». A Lhassa, le calme semble être effectivement revenu.

PÉKIN  
de notre correspondant

L'enjeu du problème tibétain pour Pékin dépasse largement le cadre romantique mais restreint du Toit du monde. Il réside, en dernière analyse, dans la crédibilité du fameux slogan « un pays, deux systèmes », le plan original que la Chine propose pour mettre Hongkong et Taïwan sous sa tutelle. En cela, les implications des récentes émeutes sont plus sérieuses encore que les difficultés de M. Gorbatchev avec ses minorités nationales. Pour ce dernier, il s'agit principalement d'un problème de politique intérieure. Pour Pékin, c'est, à bien des égards, une question de politique étrangère et de développement économique.

Que veulent, en fin de compte, les Chinois au Tibet ? Avant tout maintenir leur tutelle sur un territoire stratégique, et éviter de donner l'impression aux autres minorités nationales des marches de l'Empire que la voie du séparatisme est ouverte. La Chine a-t-elle guère les moyens d'échafauder des plans grandioses pour le développement de cette région : elle doit se limiter à l'ouverture au tourisme, à une économie privée de petite envergure, ou à un commerce frontalier et avec l'intérieur chinois à peu près sans entraves.

Que veulent, de leur côté, les Tibétains ? Les plus farouches séparatistes — largement minoritaires, d'après nombre de témoignages — réclament une indépendance utopique. Mais il ne fait aucun doute que Pékin se maintiendra coûte que coûte au Tibet. Il ne sert à rien de se demander si un Tibet sous tutelle indienne serait plus heureux : pareille hypothèse est exclue. Cependant, tant à Lhassa qu'au Tibet, un point de vue plus réaliste s'exprime à l'occasion : parvenir à un assouplissement suffisant de la mainmise chinoise, afin que les Tibétains se sentent maîtres d'une part de leur destin.

Cela suppose que Pékin révisé ses réflexes dominants, accepte de payer le prix — économique, mais surtout politique — d'une réconciliation avec le dalaï-lama. Ce dernier a montré qu'il n'accepterait pas le marché que la Chine lui propose pour l'instant, consistant à en faire un homme de paille plus attractif pour les Tibétains que le panchen-lama, largement discrédité.

Dès lors, la question suivante se pose pour Pékin : est-il concevable

que puisse s'exprimer un sentiment tibétain authentique, se définissant par rapport à l'identité chinoise, et contre l'assimilation à l'empire han, aussi déguisée soit-elle. En théorie — du point de vue de l'histoire de la Chine comme de celui des méthodes communistes — on serait tenté de répondre par la négative. Mais l'histoire se heurte à une réalité nouvelle, celle des projets de développement préparés par le Parti communiste pour sortir de la faillite économique.

Ces plans consistent à dire aux ressortissants de Hongkong, de Macao et de Taïwan : vous avez le droit d'avoir vos idées à l'égard du régime communiste, vous pouvez même les exprimer, du moment que vous acceptez de placer vos capitaux, vos techniques, votre dynamisme, au service de la modernisation de la mère-patrie, qui vous laissera une bonne part de l'usufruit. Les engagements de

la Chine post-maoïste ne sont pas moins contraignants : ils la lient au puissant monde de la finance des Chinois d'outre-mer, omniprésent en Asie du Sud-Est mais également très influent dans le monde industrialisé. Au-delà, Pékin est, à chaque nouveau contrat avec une firme occidentale ou japonaise engagée un peu plus dans une économie mondiale dominée par le capitalisme.

A l'égard de tout ce milieu, extrêmement sensible à tout ce qui peut se produire sur le continent, Pékin doit, bien plus que par le passé, s'en tenir à la parole donnée. Ce formidable réservoir d'énergies et d'inventivité que sont les Chinois d'outre-mer, sur lesquels M. Deng Xiaoping a décidé de miser, a, d'une certaine façon, acquis le droit de dire son mot dans les affaires intérieures du continent. Il n'est, pour s'en persuader, que de voir la précipitation avec laquelle le représentant de Pékin se rue au secours de la Bourse de Hongkong dès que celle-ci fait mine de baisser.

Personne, à Taïwan ou ailleurs, n'est véritablement sensible au drame que vivent les Tibétains depuis près de quarante ans. Mais il ne faudrait pas croire non plus que toute action répressive du régime communiste sur le Toit du monde passerait inaperçue. A Hongkong et à Taïwan, Pékin a fait des promesses, mais n'a guère encore donné de pages. A preuve, les angoisses qui traversent actuellement une couche non négligeable de la population de Hongkong sur les garanties réelles que Pékin offre après la rétrocession du territoire en 1997.

### Les difficultés de M. Zhao Ziyang

A Taïpei, on considère comme ici que le Tibet fait partie de la Chine ; mais l'abandon de la politique d'apaisement dans la région « autonome » y serait accueilli comme pain béni par les adversaires de la réunification. Pékin est conscient de tout cela.

En outre, M. Zhao Ziyang, depuis qu'il a succédé en titre, sinon en fait, à M. Deng à la tête du parti, a doublé la mise politique de son mentor. Il est personnellement impliqué dans une stratégie extraordinairement osée — pour un régime qui se dit communiste — de développement géographique et économique, qui favorise les régions côtières au détriment de l'arrière-pays.

Tout cela peut-il être remis en question par une simple émeute à Lhassa ? Sûrement pas dans l'immédiat. Mais il existe un risque grave quant au rythme d'application de cette stratégie. Les procédés de développement envisagés sont trop révolutionnaires pour une bureaucratie aussi timorée que l'est devenue le PC sous Mao Zedong. Pourtant, M. Zhao est prisonnier de son rôle. Il doit sa légitimité à ses audaces passées, tant politiques (durant la révolution culturelle, quand il osa s'opposer aux ordres du Grand Timonier) qu'économiques (du temps où il se fit répéter par M. Deng pour sa réforme agraire audacieuse au Sichuan).

Il doit, certes, encore composer. Mais il ne peut se permettre de remettre en cause son plan d'ensemble. Ces forces mêmes qu'il tente de gagner à sa cause, surtout celles qui observent la scène chinoise de l'extérieur — où elles n'ont rien à craindre pour leur sécurité personnelle, — en concluraient à l'échec de la réforme. On pourrait, alors craindre le pire d'une Chine qui aurait perdu espoir de sortir de sa misère.

FRANCIS DERON.

INDONÉSIE : le cinquième mandat du président Suharto

## Une volonté persistante de calmer le jeu

Elu pour la première fois en 1968 et candidat unique à la magistrature suprême, le président Suharto a été reconduit dans ses fonctions, le jeudi 10 mars, pour un cinquième mandat de cinq ans, par l'Assemblée consultative du peuple, qui s'est prononcée par acclamations. Cette Assemblée, composée de mille membres, dont seuls quatre cents (des députés) sont élus, devrait élire, vendredi, à la vice-présidence M. Sudharmono, l'influent secrétaire d'Etat et président du Golkar, le parti gouvernemental qui a remporté, de haute main, les élections législatives de 1987. Des militaires ont toutefois exprimé des réticences à l'égard de M. Sudharmono.

A l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de la déposition de son unique et illustre prédécesseur, Sukarno, M. Suharto eut donc, à l'âge de soixante-six ans, ce qui sera sans doute son dernier mandat présidentiel. L'événement ne constitue pas une surprise. L'ancien général, qui organisa la résistance au coup d'Etat pro-communiste de 1965, avait annoncé sa décision voilà plusieurs mois, tout en laissant entendre qu'il n'aurait peut-être pas jusqu'au terme de son mandat.

Le choix de M. Sudharmono comme vice-président n'est donc pas sans importance : en cas de vacance du pouvoir, le vice-président assure l'intérim jusqu'à la réunion d'une Assemblée consultative du peuple, chargée de désigner un nouveau président. En prenant à ses côtés une personnalité de poids — alors que le précédent vice-président était assez effacé, — M. Suharto semble avoir songé à organiser sa propre succession.

A la fin de son quatrième mandat, le président a également réorganisé le commandement des forces armées, lesquelles jouent un rôle crucial — et reconnu par la Constitution — dans la vie publique. Prolongé d'un an en 1987, le général Benny Murdani, souvent qualifié de numéro deux du régime, a été remplacé à la tête des forces armées, fin février, par le général Try Sutrisno, un ancien aide de camp du président, qui, depuis 1986, occupait les fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre. De l'avis général, M. Murdani — un chrétien dans un pays qui compte une large majorité de musulmans — devrait figurer au sein du prochain gouvernement, dont la formation sera annoncée en avril.

Mais les spéculations sur les nominations, en Indonésie, sont un art difficile, surtout depuis quelques années, le président Suharto prenant, seul, les décisions les plus importantes. Le chef de l'Etat a mis en place un système strictement contrôlé — ou parle souvent de « démocratie surveillée » — au sein duquel extrémistes et même radicaux n'ont pas de place. Le communisme demeure hors la loi et les avocats d'un Etat islamique sont parfois condamnés à de sévères peines de prison. De près ou de loin, le pouvoir contrôle également les médias.

Surtout, la vie politique est étroitement réglementée. Les trois mouvements autorisés — outre le Golkar, le PPP et le PDI — doivent adhérer à l'idéologie d'Etat, le Pancasila, et renoncer à toute vocation religieuse. Deux préoccupations semblent aujourd'hui expliquer ces précautions : l'unité d'un archipel comp-

tant environ 170 millions d'habitants et formant une mosaïque ethnique, culturelle et religieuse ; la priorité donnée à la relance d'une économie en quête d'un second souffle.

### Renaissance du « sukaraisme »

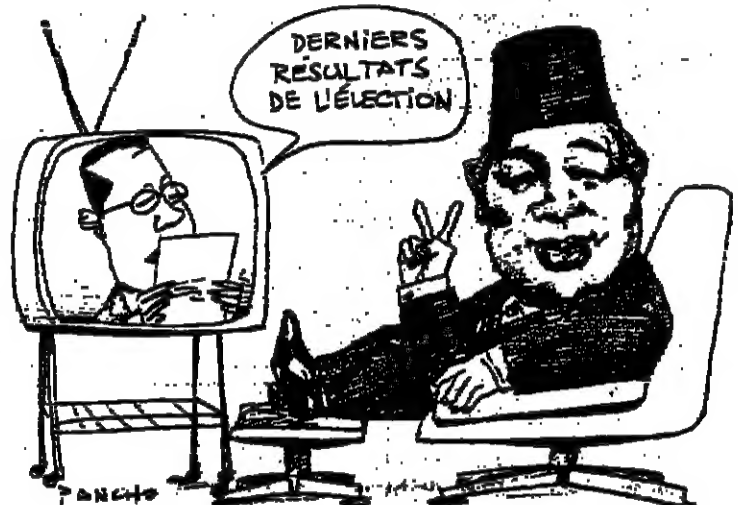
Pour l'instant, à l'exception de flambées de violence, assez rares que est relativement calme. En dépit d'une stricte réglementation, les élections législatives de l'an dernier ont été l'occasion de grandes manifestations, l'armée ayant opté, davantage que par le passé, pour une neutralité entre les trois partis en présence. Si le Golkar — avec 73 % des voix contre 62 % la fois précédentes — a largement dominé le débat, ces élections ont confirmé la naissance du « sukaraisme » (le PDI). Surtout, elles ont été les plus tranquilles depuis l'établissement de l'ordre nouveau — le libellé du régime de M. Suharto, par opposition à l'« ordre ancien » dont est affublé la présidence de Sukarno.

Plus récemment, en novembre 1987, à Ujung-Pandang, capitale de Sulawesi-Sud, de graves incidents se sont produits lorsque les autorités ont voulu imposer le port

du pétrole ont été assez souvent utilisées à bonne fin. Surtout, pour la première fois et à la surprise générale, ce pays surpeuplé a atteint, au début des années 80, le seuil de l'autosuffisance alimentaire.

Mais la manne pétrolière appartient, depuis trois ans, à l'histoire, et le pays connaît depuis une période de vaches maigres, avec un taux d'expansion économique annuel inférieur à 4 %, contre les 5 % prévus par le IV<sup>e</sup> Plan quinquennal (1984-1989). Le service de la dette extérieure — évaluée à plus de 41 milliards de dollars — doit représenter, en 1988, 38 % des recettes à l'exportation. Les salaires des fonctionnaires et des militaires sont gelés pour la troisième année consécutive, et le projet de budget pour 1988-1989 prévoit que les deux tiers des dépenses — en augmentation de 27 % — proviendront du remboursement de la dette. M. Suharto, qui souhaite que le décollage de l'économie intervienne dans les années 90, a donc appelé la semaine dernière encore à de nouveaux « sacrifices ».

Comme à la fin des années 60, l'heure des technocrates est donc revenue, avec des projets de dérégulation, de libéralisation et d'ouverture sur l'extérieur. Ils bénéficient de solides appuis à



du casque aux motocyclistes. Pendant quatre jours, des étudiants ont orchestré de furieuses protestations en ville. Bilan des affrontements avec les forces de l'ordre : trois morts, selon les autorités, quatorze, selon les organisations humanitaires privées. Ces incidents ont prouvé que la violence se cachait encore souvent au coin de la rue en Indonésie, et les autorités ont dû adresser de très claires mises en garde aux autres universités pour qu'elles ne fassent pas de cette affaire une « cause nationale », comme certaines en avaient l'intention.

La nouvelle génération — y compris parmi les officiers — n'a pas vécu la déchirure sanglante de 1965-1966, quand la répression contre les communistes fit quelques centaines de milliers de victimes. Une bonne partie de la population n'a connu que l'atmosphère bien plus tiède de l'« ordre nouveau », avec les retombées inégales mais indiscutables, du boom pétrolier des années 70.

Sous M. Suharto — dont la politique étrangère est nettement ancrée à l'Ouest, — le niveau de vie général s'est redressé. Malgré des gaspillages et l'existence d'une bureaucratie pléthorique et bien peu dynamique, les recettes

l'étranger : gestionnaires très prudents, les Indonésiens sont les bons élèves du FMI et de la Banque mondiale. En outre, Américains et surtout Japonais considèrent comme une priorité le redressement économique et la stabilité politique de l'archipel.

### Dégel avec Moscou... et Pékin

Javanais musulman et paysan d'origine, le président Suharto plaide, dans ce domaine, le bon sens, même s'il donne l'impression, surtout depuis quelques temps, de vouloir se décharger des affaires courantes pour se consacrer aux grands choix. Il a profité de son quatrième mandat pour amorcer le dégel de ses relations avec l'URSS et, même avec la Chine, rendant ainsi à son pays une influence certaine dans le concert régional, ainsi que l'a démontré, en décembre, le sommet de l'ASEAN à Manille.

Cette Association des nations de l'Asie du Sud-Est — qui regroupe, outre l'Indonésie, la Malaisie, Brunei, les Philippines, la Thaïlande et Singapour — perdrait tout son sens sans la participation de Jakarta. Longtemps délaissée sur elle-même, à l'image d'un président qui a paru se tenir à l'écart de la scène internationale, l'Indonésie refait surface, en dépit de l'usure inévitable de l'« ordre nouveau ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● MALAISIE : un dirigeant de l'opposition de nouveau arrêté. — Le vice-président du Parti de l'action démocratique (PAD, opposition), M. Karpal Singh, a été de nouveau arrêté, le mercredi 9 mars, quelques heures après qu'un tribunal eut ordonné sa libération après dix-neuf semaines de détention, a annoncé un porte-parole du PAD, M. Madhavan Nair. La Haute Cour de l'Etat de Penang avait fait droit au recours en appel de M. Karpal, également membre du Parlement, qui contestait la validité, pour insuffisance de preuves, de l'ordre de détention prononcé contre lui. M. Karpal faisait partie d'un groupe de cent dix-neuf opposants arrêtés en octobre et novembre, en vertu de la loi sur la sécurité intérieure, après avoir été accusés d'attiser les antagonismes entre les communautés malaises et chinoises, les deux plus importantes du pays. Le vice-ministre de l'Intérieur avait déclaré, mardi, au Parlement, que cinquante-huit d'entre eux avaient été libérés. — (AFP)

## Les Etats-Unis lèvent leur embargo sur les transferts de technologie vers Pékin

A l'issue de la visite officielle aux Etats-Unis du ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, Washington a annoncé, le mercredi 9 mars, la levée du gel des exportations de haute technologie vers la Chine. Cette mesure avait été prise en octobre 1987 pour protester contre les livraisons d'armes de Pékin à Téhéran et, en particulier, de fusées Silkworm. « Nous sommes encouragés par les déclarations et les actions chinoises en ce qui concerne l'acquisition par l'Iran de missiles antinavires chinois comme les Silkworm », a déclaré le porte-parole du département d'Etat. En conséquence, nous avons décidé de reprendre le processus de libéralisation du contrôle des exportations vers la Chine.

Après l'audience accordée à M. Wu par le président Reagan, le porte-parole de la Maison Blanche a, d'autre part, indiqué que la Chine ne s'opposerait plus à l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies d'un embargo sur les armes à destination de l'Iran, à condition que la grande majorité du Conseil y soit

favorable. Washington y a vu un « signe très positif » de l'amélioration des relations sino-américaines, relativement tendues ces derniers temps, en particulier en raison des ventes d'armes à l'Iran et des critiques du Congrès sur les violations des droits de l'homme au Tibet, que Pékin considère comme une ingérence dans ses affaires intérieures. M. Wu a abordé la question tibétaine avec ses interlocuteurs américains, mais les deux parties se sont abstenues de fournir des précisions à ce sujet.

S'adressant au National Press Club de Washington, mercredi, M. Wu a assuré que la Chine ne vendait pas d'armes à l'Iran. Il a aussi annoncé que la Chine accepterait dorénavant de recevoir des volontaires du « Peace Corps », en particulier des enseignants. Après sa visite aux Etats-Unis, M. Wu est attendu en Grande-Bretagne. Il s'arrêtera ensuite, le 15 mars, à Paris, pour s'y entretenir avec M. Jean-Bernard Raimond, qui offrira un dîner en son honneur. — (AFP)

## La communauté sikh : a un nouveau chef

NEW-DELHI  
de notre correspondant

M. Jasbir Singh Rode a été officiellement nommé, mercredi 9 mars, Jathedar de l'AKAL Takht, c'est-à-dire « commandant suprême », temporel et spirituel, de la communauté sikh. La cérémonie d'investiture s'est déroulée au Temple d'or d'Amritsar en présence des principaux grands prêtres de la secte, mais aussi des représentants de toutes les organisations sikhistes. M. Jasbir Singh Rode, âgé de trente-quatre ans, est le neveu de M. Bhindranwale, le « gourou » terroriste tué lors de l'opération « blue star » contre le Temple d'or en juin 1984. Le nouveau Jathedar est libre depuis le 4 mars, jour où le gouvernement de New-Delhi a relâché cinq prêtres et quarante des trois cent soixante détenus sikhs de la prison de Jodh-

bur, dans une tentative pour enrayer la violence.

Jusqu'à son arrestation, en décembre 1985, M. Singh Rode, qui avait passé beaucoup de temps à l'étranger pour structurer la fédération internationale de la jeunesse sikh, était sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Il avait coutume d'exhorter la communauté à donner « du sang, de l'argent et des armes » pour la création du Khalistan (Etat sikh indépendant), et sa capture, à l'époque, fut qualifiée de « coup d'éclat » des forces de l'ordre. En ordonnant sa libération, le gouvernement de M. Rajiv Gandhi avait donc pris un risque considérable : M. Jasbir Singh Rode dispose d'une autorité et d'un pouvoir qui s'imposent, théoriquement, à toute la communauté sikh.

L. Z.



## Diplomatie

### AFGHANISTAN

#### Les négociations de Genève sont bloquées

Les pourparlers « indirects » pakistano-afghans paraissent bloqués, le mercredi 9 mars, dans la soirée, à la suite des prises de position de M. Abdul Wakil, ministre des affaires étrangères de Kaboul, qui a rejeté en bloc les revendications d'Islamabad et de Washington. Au cours d'une conférence de presse, M. Wakil a clairement indiqué que la formation d'un gouvernement de coalition à Kaboul ne serait « ni discutée ni négociée » à Genève ou dans une quelconque capitale. Islamabad, Washington ou Moscou. Il a également rejeté la demande américaine d'une « symétrie » dans l'arrêt de l'aide étrangère aux moudjahidines et de celle de l'URSS à Kaboul. « Cesser l'aide à des groupes terroristes », a-t-il dit, est totalement différent de mettre un terme à l'assistance d'un Etat à un autre, une assistance que l'URSS a accordée à l'Afghanistan tout au long de son histoire.

A Peshawar, l'un des chefs modérés de la résistance afghane, le président du Front national de libération de l'Afghanistan (NLFA), M. Sibghatullah Mujaddedi, a démissionné à la fois de la direction de son parti et de l'Alliance qui regroupe sept mouvements de moudjahidines. Il s'est plaint d'être « injustement l'objet de pressions de la part des tenants de la ligne dure au sein de l'Alliance ». M. Mujaddedi, très influent parmi les Afghans, est considéré comme favorable au retour de l'ancien roi Zahir Shah, ce qui est rejeté par l'Alliance. Son fils Zabihullah a été nommé vice-président du gouvernement intérimaire formé par l'Alliance fin février.

A Moscou, entre-temps, un groupe de dissidents ont remis, mercredi, à l'ambassadeur d'Afghanistan une lettre demandant la libération du journaliste français Alain Guillo, condamné à Kaboul le 4 janvier à dix ans de prison pour « espionnage ».

Le rédacteur en chef du bulletin indépendant *Express-Khronika*, M. Alexandre Podrabinek, accompagné de quatre membres de la rédaction, a été reçu par l'ambassadeur. Le texte de la lettre souligne que « les Soviétiques sont loin d'approuver unanimement cette condamnation d'un journaliste dans l'exercice de ses fonctions ». — (AFP.)

#### Le Parlement européen a refusé d'entériner les accords CEE-Israël

##### STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Les députés européens ont refusé, le mercredi 9 mars, d'approuver les accords de coopération entre la CEE et Israël. Il s'agissait simplement de protocoles destinés à adapter les accords pré-existants à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté. La prise d'otages de Dimona n'a pas suffi à influencer les parlementaires européens.

Depuis décembre dernier, l'alle gauche de l'Assemblée de Strasbourg et les conservateurs britanniques avaient différé le vote sur ces accords. Sous l'impulsion de

M. Simon Veil et des démocrates-chrétiens, le scrutin a eu lieu mercredi. Mais les textes ont recueilli un nombre de voix largement inférieur à celui requis par les dispositions de l'acte unique (260), malgré l'avis favorable des socialistes français.

La situation dans les territoires occupés a conduit la majorité de l'Assemblée à estimer que le moment était mal choisi pour se prononcer favorablement. Ce qui aurait pu être interprété, considèrent les parlementaires, comme « un acte de solidarité » à l'égard de la politique du gouvernement israélien.

M. S.

### AFRIQUE DU SUD

#### Moscou rejette l'offre de Pretoria concernant un « Angola neutre »

L'Union soviétique a rejeté, le mercredi 9 mars, l'offre faite samedi par le gouvernement sud-africain, qui s'était déclaré prêt à accepter en Angola « un gouvernement neutre et non aligné » si Moscou faisait de même.

Interrogé à ce sujet, le porte-parole officiel soviétique, M. Guennadi Guerassimov, a fait observer que « la situation en Afghanistan et celle qui prévaut en Angola sont deux choses tout à fait différentes ».

« Les questions essentielles, que n'a pas évoquées le ministre sud-africain, sont l'apartheid, l'ingérence dans les affaires intérieures de pays voisins, notamment l'Angola, et le problème namibien. Le fond du problème est là et non dans la nature du gouvernement en Angola », a déclaré M. Guerassimov. Dimanche dernier, l'URSS avait appelé à des « sanctions globales obligatoires » contre l'Afrique du Sud après l'interdiction par Pretoria des dix-sept plus grandes organisations luttant contre l'apartheid.

A propos du débat intervenu, mardi, sur ce sujet au Conseil de sécurité des Nations unies et qui s'est achevé comme à l'ordinaire par les veto américains et britanniques opposés aux sanctions, M. « Pik » Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, a fustigé « le cynisme » de l'organisation internationale.

« Quel respect peut-on avoir pour un Conseil dont certains des membres votent en faveur de sanctions obligatoires (contre Pretoria) alors que leurs propres gouvernements cherchent désespérément à atteindre leur commerce avec l'Afrique du Sud et à obtenir d'elle des contrats de développement ? », s'est demandé le ministre. L'allusion visait notamment le Zimbabwe et la Zambie, qui procèdent au boycott total de l'Afrique du Sud tout en maintenant avec elle de très importants échanges. — (AFP.)

PATRICE DE BEER.

## Proche-Orient

### Les affrontements en Cisjordanie et à Gaza

#### Palestiniens et Israéliens s'engagent dans un conflit d'usure

Mille officiers israéliens, dont une centaine de grades supérieurs, ont critiqué mercredi 9 mars, dans une lettre ouverte, la politique de M. Shamir, demandant au premier ministre de choisir « la voie de la paix » et d'abandonner l'idée du « Grand Israël » prônée par la droite nationaliste. D'autre part, la détention administrative de M. Fayçal Al Hussein, personnalité palestinienne connue pour ses positions en faveur de l'OLP, a été prolongée de trois mois. Déjà depuis le 12 septembre, M. Hussein devait être libéré cette semaine. A Genève, le représentant des Etats-Unis à l'ONU, M. Vernon Walters, a démenti les informations diffusées par la télévision américaine CBS selon lesquelles il aurait rencontré secrètement un dirigeant de l'OLP samedi dernier à Tunis. — (AFP, Reuter.)

##### JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Il n'y a pas de solution miracle, et, même si cela prend encore du temps, Tsahal parviendra finalement à ramener le calme. » Tout juste trois mois après le début du « soulèvement » en Cisjordanie et à Gaza, c'est ce message de « patience et sang-froid » que le ministre israélien de la défense, M. Rabin, a adressé aux Israéliens au cours d'une longue interview télévisée.

Il est vrai que cette « journée du troisième mois » a amplement prouvé qu'on ne pouvait pas parler d'essoufflement du mouvement. Les mots d'ordre du comité national unifié du soulèvement ont été largement suivis. La grève des commerçants en Cisjordanie et à Gaza a été totale. La plupart des services municipaux étaient paralysés, la majorité des ouvriers ne se sont pas rendus à leur travail en Israël... et la liste des localités où se sont déroulés des affrontements avec les forces israéliennes est très longue, surtout en Cisjordanie.

Ces affrontements ont fait, selon un bilan israélien, deux morts dans des villages de la région de Ramallah (Silwad et Alturmus-Aya). De source palestinienne, on fait état d'une troisième victime à Samia, au sud de Hébron. En plusieurs endroits, on a vu apparaître la nouvelle arme israélienne anti-émeutes : le canon lance-gravier, monté sur un half-track, dont l'armée semble apprécier l'efficacité pour la dispersion des manifestations.

Par ailleurs, les affrontements nocturnes entre colons israéliens et population palestinienne paraissent se développer. Mardi soir, on avait déjà assisté à une « bataille

de pierres » sur une route près d'Ariel, une implantation urbaine du nord de la Cisjordanie, où des colons ont incendié des voitures d'habitants de villages arabes voisins.

##### Affrontement à Hébron

Dans la nuit de mercredi à jeudi, le centre de Hébron a été le théâtre, pendant près de trois heures, de violents heurts entre l'armée, des manifestants palestiniens, qui avaient dressé des barrières, et aussi les colons qui habitent les quelques maisons du quartier juif restauré dans la vieille ville. Les versions sur le déroulement de ces événements sont contradictoires. Le rabbin Levinger, le chef de file des colons de Hébron, affirme que « la foule arabe s'apprêtait à attaquer les maisons juives pour y procéder à des massacres », ce que dément l'armée israélienne. Et, de source palestinienne, on explique que tout a commencé lorsque la voiture d'un habitant arabe a été incendiée.

Dans son interview télévisée, M. Rabin a non seulement stigmatisé le comportement des colons qui se livrent à des « vendettas », il a également répété que, « sans les implantations, la tâche de l'armée serait plus aisée ».

En fait, après trois mois de soulèvement, le terme qui est le plus

souvent utilisé pour qualifier les événements de Cisjordanie et de Gaza est désormais celui de « guerre d'usure ». Et l'on en perçoit d'autant moins l'issue que le blocage politique est plus total que jamais. Le cabinet restreint israélien (cinq ministres Likoud, cinq ministres travaillistes) qui s'est réuni mercredi n'a, comme prévu, pris aucune décision sur le « plan Shultz », qui a été soumis, la semaine dernière, à MM. Shamir et Pères.

Le premier ministre est bien résolu à ne soumettre ce plan au vote du cabinet qu'après son retour des Etats-Unis, le 22 mars. Cela lui permettra, estime-t-il sans doute, de gagner du temps et de bénéficier, la semaine prochaine à Washington, d'une certaine marge de manœuvre dont il serait privé s'il était porteur d'une réponse négative. Pourtant, mercredi, devant le groupe parlementaire du Likoud, M. Shamir a tenu pour la première fois publiquement des propos qui prouvent qu'il ne formule pas seulement des « réserves » à l'égard du « plan Shultz », mais qu'il s'y oppose catégoriquement. Il a en effet déclaré qu'il fallait « combattre » ce plan, qu'il a qualifié de « violation d'engagements pris précédemment par les Etats-Unis » et de « reddition face au terrorisme, à la violence et aux pressions ».

(Interim.)

### La « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak

#### 92 missiles en dix jours

L'Iran et l'Irak ont annoncé avoir tiré au total 92 missiles en dix jours, depuis la reprise de la « guerre des villes », le dimanche 28 février au soir.

Selon un décompte arrêté mercredi, l'Irak a annoncé le tir de 52 missiles sol-sol contre le territoire iranien, dont 46 sur Téhéran, 4 sur la ville sainte de Qom et 2 sur Isfahan, au centre de l'Iran.

Pendant la même période, depuis la chute du premier missile, dans la nuit du dimanche 28 février, les autorités iraniennes ont annoncé la chute de 18 missiles sol-sol iraniens à Bagdad et d'un autre à Mossoul, principale ville du nord du pays. Elles ont fait état, après la chute de chaque missile, de morts et de blessés, dont des femmes et des enfants, ainsi que de dégâts matériels, mais sans donner de bilan précis.

De son côté, l'Iran a annoncé que ses unités avaient lancé 40 missiles

sur l'Irak, dont 24 sur Bagdad et 3 sur Mossoul.

L'Iran a confirmé la chute de 3 missiles à Qom, de 2 à Isfahan et de plusieurs autres à Téhéran, sans en préciser le nombre exact.

Le dernier bilan des victimes iraniennes, établi selon les chiffres donnés par Téhéran, s'élève à au moins 270 tués et 1 000 blessés, à la suite des tirs de missiles ou des raids aériens irakiens. — (AFP.)

● IRAN : exécution d'un dirigeant des Fedayin du peuple d'Iran. — Un communiqué de l'organisation des Fedayin du peuple (majoritaire) annonce que, après cinq années d'emprisonnement et de tortures, Ali Reza Akbari Chandi, membre du bureau politique de l'organisation, a été exécuté, le 8 mars 1988. Libéré des prisons du chah en 1978, M. Chandi avait été arrêté en 1983, alors qu'il s'apprêtait à quitter l'Iran pour l'étranger. Il était, depuis, détenu à la prison d'Evine.

### Début de détente entre les deux pays ?

#### Trois des quatre Mig-23 libyens qui avaient atterri en Egypte ont regagné Tripoli

##### LE CAIRE

de notre correspondant

Trois des quatre Mig-23 libyens qui avaient atterri en catastrophe en Egypte, le 1<sup>er</sup> mars, ont regagné leur pays, le mercredi 9 mars.

Le dernier Mig-23 regagnera la Libye dès que sa révision technique sera achevée. Les quatre Mig-23 avaient été forcés d'atterrir dans un aéroport militaire du désert occidental égyptien à la suite de mauvaises conditions

météorologiques. Le silence des autorités égyptiennes avait tout d'abord fait croire qu'il s'agissait d'une nouvelle défection de pilotes libyens (*le Monde* du 3 mars), tandis que Tripoli affirmait que les appareils avaient regagné la Jamahiriya.

Samedi 5 mars, le président Mubarak rompit le silence officiel égyptien en affirmant que, à la suite d'une médiation de l'Arabie saoudite, les appareils rentreraient en Libye dès la fin de leur révision technique. Le rais a conclu qu'il remettrait par la même occasion à Tripoli cinq de ses militaires retenus en Egypte depuis la défection en mars 1987 des pilotes d'un C-130 Hercules de l'armée libyenne.

Dimanche 6 mars, un Galaxy saoudien ayant à son bord une quinzaine de techniciens libyens atterrissait dans une base militaire égyptienne. En attendant la fin de la révision technique de leurs appareils, les pilotes des quatre Mig-23 avaient été reçus par le président Mubarak.

Avec le règlement de cette affaire, la question qui se pose maintenant au Caire est de savoir s'il s'agit d'une simple accalmie dans la tension entre l'Egypte et la Jamahiriya ou d'un début de détente comme certains milieux politiques l'affirment ?

ALEXANDRE BUCCANTINI.

### « La France a un rôle à jouer dans le Pacifique sud » nous déclare le ministre néo-zélandais des affaires étrangères

« Nous sommes favorables à une présence française dans le Pacifique sud. La France a un rôle à jouer », nous a déclaré M. Russell Marshall, ministre néo-zélandais des affaires étrangères et du désarmement, le mercredi 9 mars, à l'issue de sa première visite officielle en France depuis qu'il a pris ses fonctions, en 1987. Il s'est entretenu avec MM. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, Michel Noir, ministre du commerce extérieur, et Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, ainsi qu'avec M. Michel Rocard.

Qualifiée de « franchises et amicales » par le Quai d'Orsay, les conversations entre MM. Raimond et Marshall ont été jugées par ce dernier « franches, mais non tendues, honnêtes, directes et dépourvues d'hostilité ». Les sujets de tension entre les deux pays — les essais nucléaires de Mururoa, la Nouvelle-Calédonie, les séquelles de l'affaire du Rainbow Warrior et la présence du commandant Mafart à Paris — ont été au centre des discussions, la Nouvelle-Calédonie en particulier. En fait, les deux parties ont essentiellement répété leurs points de vue respectifs, sans ambition de convaincre.

M. Marshall a cependant estimé que « les deux parties ont fait des efforts sincères pour améliorer leurs relations ». Des conversations se poursuivent sur le cas du com-

mandant Mafart. Mais surtout, le ministre néo-zélandais nous a dit vouloir dépasser les différends car « Français et Néo-Zélandais sont des alliés et amis de longue date » faisant partie du monde occidental. Il a dit « encourager » par les vues « évolutives » de M. Pons sur la Nouvelle-Calédonie, espérant que « si la situation s'oriente vers plus d'autonomie, il sera plus difficile pour d'autres — la Libye par exemple — d'y semer le trouble ».

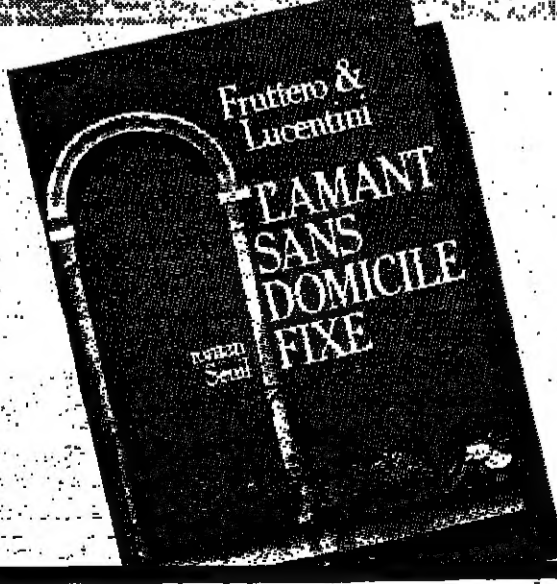
C'est pourquoi, a-t-il ajouté, « nous avons offert à M. Pons, qui en a pris acte, d'exercer une activité amicale et modératrice en Nouvelle-Calédonie, entre les pays mélanésiens et la France, mais aussi entre Paris et les dirigeants canaques », profitant des bonnes relations que Wellington entretient avec eux. Car

la Nouvelle-Zélande craint que les modérés du FLNKS, comme M. Tilbeau, ne soient dépassés par des extrémistes, dont « deux ou trois sont en contact avec Tripoli ».

En dépit des désaccords, les relations entre Paris et Wellington semblent se dédier d'un peu, ce qui est également le cas de celles entre l'Australie et la France depuis la visite de M. Giraud à Canberra (*le Monde* du 24 et du 27 février). Restaient les questions du contingentement à l'importation du beurre et du mouton néo-zélandais dans les pays de la CEE. Les négociations ne sont pas encore ouvertes, mais M. Noir a expliqué à son interlocuteur que, dans une période de quotas laitiers, il est difficile de faire preuve de trop de générosité.

PATRICE DE BEER.

## FRUTTERO & LUCENTINI



Deux temps, trois mouvements, un peu de tendresse, pas mal d'humour et le goût du travail sans filet, *adagio con brio*, le tour est joué ! Frédéric Vitoux / *Le Nouvel Observateur*

Le récit le plus vif, le plus aigu, débordant d'intelligence, qui soit... Patrick Mauriès / *Libération*

Un petit bijou d'élégance, de culture et de style. Michel Ehrsam / *La Croix*

Editions du Seuil

هتدأ من الإصل



## Europe

URSS : réunion à Moscou au siège du comité central

## Les autorités cherchent à apaiser les tensions entre les nationalités au Caucase

MOSCOU  
de notre correspondant

Les autorités soviétiques ont résolu de s'attaquer au fond de la crise caucasienne tout en se donnant du temps pour y trouver une solution. Elles veulent, autrement dit, tenter de calmer le jeu en laissant aux Arméniens l'espoir qu'ils pourraient obtenir des satisfactions sur le statut de la région autonome du Nagorny-Karabakh sans pour autant donner l'impression de céder à une pression populaire ni risquer de relancer la crise en heurtant les Azeris.

A l'issue d'une réunion, mercredi 9 mars, de plusieurs hauts dirigeants du parti au siège du comité central (1), l'agence Tass a en effet annoncé que le bureau politique avait demandé au secrétariat de « conduire une étude approfondie de tous les aspects de tous les problèmes qui se sont accumulés dans la région autonome du Nagorny-Karabakh, ainsi que des causes de la détérioration consécutive des relations entre populations, d'en tirer des conclusions adéquates et de les soumettre s'il est possible à l'examen du comité central et du gouvernement de l'Union soviétique ».

Chaque mot compte ici, puisque l'agence Tass, dès le départ, par les plus hautes instances, que « problèmes »

il y avait bel et bien dans cette région, rattachée en 1923 à l'Azerbaïdjan et dont les Arméniens réclament le retour à leur propre République, parce qu'ils y sont largement majoritaires et, disent-ils, victimes de discriminations. Cette formulation des choses devrait donc être favorablement accueillie à Erevan mais la déception n'en sera pas moins grande car cette « étude approfondie » ne va pas se faire en dix jours et le bureau politique s'est bien gardé de recommander une quelconque hâte.

Plus préoccupant encore pour les Arméniens, M. Gorbatchev a insisté, en tirant les conclusions de cette réunion, sur le fait que « pas un seul problème posé au processus de réorganisation ne pouvait aujourd'hui être résolu sans l'accord de toutes les parties intéressées à ses répercussions sur les relations entre les nationalités (...) ».

Après avoir, le secrétaire général avait déclaré que « toute aggravation » des tensions entre Arméniens et Azeris menacerait les « grands bénéfices » apportés par le régime soviétique à l'unité entre les peuples de l'Union et si justifiée que puisse être la colère des Arméniens, a-t-il donné à comprendre, des intérêts supérieurs pèsent sur la solution de la crise. Beaucoup de chefs de file arméniens le reconnaissent d'ail-

leurs ou l'ont dit publiquement, mais le secrétaire général avait promis, pour obtenir la dispersion, le 26 février, de l'énorme manifestation d'Erevan, de trouver et donner une solution « sous un mois », et un nouveau rassemblement avait donc alors été convoqué pour le 26 mars dans la capitale arménienne.

Que ce rassemblement ait lieu ou non, le ressentiment à l'égard du régime depuis en Arménie est celui des abominables massacres organisés contre les Arméniens, dimanche 28 février, à Soumgaït, en Azerbaïdjan. Véritable pogrom, ces massacres auraient fait plus d'une centaine de morts, selon des témoins directs, et le fait est que le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guerassimov, a révisé en hausse, mercredi, le bilan officiel : trente-deux morts maintenant au lieu de trente et un, et admis surtout que le convoi-fusil était toujours en vigueur dans la ville dès 18 heures.

Des rumeurs font, par ailleurs, état d'une agitation diffuse à Erevan, où circulent des mots d'ordre de grèves, et il est de ce point de vue frappant que le communiqué de Tass ne parle pas d'une situation revenant à la normale dans les deux Républiques, mais « en train de revenir à la normale, bien qu'elle continue à présenter des difficultés ».

Ce communiqué pourra-t-il, dans ces conditions, contribuer réellement à apaiser les passions ? L'avenir le dira, mais la réponse est d'autant moins évidente qu'on croit bien comprendre que des points de vue différenciés se sont exprimés au cours de la réunion de mercredi. D'un côté, la conclusion principale des rapports présentés par les premiers secrétaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan, MM. Demirtchian et Baguirov, est qu'on ne peut pas « subordonner les plus importants problèmes de la destinée d'un peuple au pouvoir de quelques émotifs et mouvements spontanés ».

De l'autre, M. Gorbatchev déclare que « le plus important maintenant est d'appliquer avec conséquence les principes léninistes de la politique des nationalités ». Si les mots ont un sens, cela veut dire que ces principes ne sont pas appliqués à l'heure qu'il est et qu'il faut donc changer du tout au tout de politique.

En attendant, les comités centraux d'Arménie et d'Azerbaïdjan se sont vu « recommander » de « définir un ensemble de mesures à long terme (...) pour résoudre en coordination les questions sociales, économiques, scientifiques, culturelles et linguistiques » des rapports entre les deux Républiques — et cela sur la base de ces principes « léninistes » que les *Novelles de Moscou* opposent, mercredi, au stalinisme toujours en vigueur dans le domaine des nationalités (Le Monde du 10 mars).

Mercredi encore, le rédacteur en chef adjoint de *Journaliste* a semblé indiquer dans les colonnes de la *Pravda* que les journalistes devraient disposer de plus de liberté qu'ils n'en ont depuis le début de la crise caucasienne. Quant au président du Soviet suprême, embolant le pas au ministère de l'intérieur, il s'est inquiété de l'augmentation de la criminalité qu'aurait suscité les restrictions de la vente sur l'alcool. C'est M. Gorbatchev qui est le père de ces mesures et il avait vertement ironisé sur ces adversaires de la « perestroïka » qui prétendent entre autres catastrophes que la population ne supporterait pas le régime sec.

BERNARD GUETTA.

(1) Outre M. Gorbatchev ont pris, selon l'agence Tass, « part à la discussion » MM. Gromyko, Ligatchev, Rykov et les premiers ministres de la politique, MM. Demirtchian, Dolgikh et Razoumovski, membres suppléants du bureau politique, M. Loukianov, membre du secrétariat, ainsi que MM. Selov, premier ministre d'Azerbaïdjan, Vozianov, président du présidium du Soviet suprême d'Arménie, Sarkitchian, premier ministre d'Arménie, Demirtchian et Baguirov, premiers secrétaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan.

## Plusieurs morts dans une tentative de détournement d'avion

Moscou. — Une tentative de détournement d'un appareil Tupolev-154 des lignes intérieures soviétiques s'est achevée dans le sang, le mardi 8 mars, avec la mort de trois passagers, d'une hôtesse de l'air et de « la plupart » des pirates de l'air, a annoncé, mercredi soir, l'agence Tass.

Dans un bref communiqué, l'agence officielle soviétique a indiqué qu'un « groupe de criminels armés » avait tenté de s'emparer de l'avion qui assurait la liaison Irkoutsk-Kourgan-Leningrad, « pour fuir à l'étranger ». Les « mesures prises » ont permis de « neutraliser » les pirates de l'air, dont les survivants ont été capturés et seront traduits en justice, a ajouté l'agence Tass, sans préciser combien ils étaient, ni où et comment s'est déroulée l'intervention des forces de l'ordre.

Le quotidien soviétique *Sovetskaya Rossiya* a révélé, mercredi, que les pirates de l'air avaient demandé à se rendre à Londres. L'avion approchait de Leningrad au terme d'un vol de sept heures environ, lorsqu'un passager a demandé à une hôtesse de transmettre un message à l'équipage : « Nous exigeons un

changement de cap. Allez à Londres ou nous ferons sauter l'avion avec les passagers ».

Le commandant de bord, M. Valentin Kouprianov, a posé l'avion après plus d'une heure « sur l'un des aéroports de notre territoire », ajoute le journal — dans la région de Leningrad, selon un porte-parole de l'aéroport d'Irkoutsk.

Une fois l'avion immobilisé, l'équipage a tenté de parlementer avec les pirates, mais ceux-ci, de plus en plus nerveux, « refusant catégoriquement d'entendre raison », « dans ces conditions », poursuit *Sovetskaya Rossiya*, la seule décision possible était de recourir à des mesures pour déjouer les criminels ».

Le terme « mesures » désigne vraisemblablement une opération des forces de l'ordre dont on ignore tout pour l'instant. Selon l'agence Tass, des blessés ont été soignés sur place. Le nombre des passagers n'a

pas été précisé non plus, mais le Tupolev-154 peut transporter cent trente personnes et les avions des lignes intérieures soviétiques sont généralement pleins.

C'est le dix-septième détournement d'avion connu en Union soviétique depuis 1970. Six seulement ont abouti — quatre vers la Turquie, un vers le Sud-Est et un vers l'Indonésie, — les autres ont pour la plupart, connu des dénouements sanglants. Le dernier en date remonte à septembre 1986, lorsque des soldats qualifiés de « toxicomanes » par l'agence Tass avaient tenté de s'emparer d'un avion au sol à Oufa, dans l'Oural, après une poursuite en voiture avec des policiers.

Six personnes, dont deux pirates de l'air, avaient été tuées. En 1983, neuf Géorgiens avaient tenté de détourner un Tupolev-134 vers la Turquie. Quatre d'entre eux furent condamnés à mort. — (Reuters, AFP, UPI.)

## A TRAVERS LE MONDE

## SAO-TOMÉ-ET-PRINCIPE

## Deux mercenaires américains auraient participé à la tentative de putsch

Deux mercenaires, probablement de nationalité américaine, faisant partie du commando qui a débarqué à Sao-Tomé dans la nuit du 7 au 8 mars et qui a été maîtrisé par les forces de sécurité (Le Monde du 10 mars), a révélé, mercredi à Luanda, le directeur de l'Agence de presse nationale, M. Manuel Dende.

Le journaliste a déclaré à l'agence angolaise que l'un des deux mercenaires avait été tué et que l'autre avait été arrêté. Selon lui, le chef du commando était M. Alfonso dos Santos, qui a été capturé, tout comme d'autres éléments disant appartenir à l'Organisation des libérateurs de Sao-Tomé-et-Principe. D'autres mercenaires, de différentes nationalités africaines, faisaient également partie du groupe, selon lui. M. Dende a affirmé également que les forces de sécurité procédaient actuellement à des arrestations d'autres éléments de ce mouvement dans les régions du littoral : à Santana, Praia-Gamboa, Colônia-Acoriana et Bombom. — (AFP.)

## Ethiopie

## Washington

## «gravement préoccupé» par la situation alimentaire

Le gouvernement américain s'est déclaré, le mercredi 9 mars, « gravement préoccupé » par le fait que le nord de l'Éthiopie pourrait subir une grave famine en raison des combats entre forces éthiopiennes et rebelles dyakhan qui bloquent les fermiers d'écarter les populations.

Ces accrochages ont empêché la fourniture de 8 000 tonnes de nourri-

ture en février sur les 20 000 qui devaient être acheminées dans cette région, a indiqué le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman. « Nous sommes gravement préoccupés par le fait que des combats encore plus importants pourraient prolonger l'insécurité sur les routes, rendant encore plus difficile le transport (de nourriture) et entraînant une réduction des stocks et une famine sur une grande échelle ».

M. Redman a estimé que ces conditions d'insécurité étaient « directement » dues « aux activités des insurgés et à l'incapacité du gouvernement de contrôler ces activités ». « Nous déplorons l'utilisation militaire des routes dans le nord de l'Éthiopie et la pollution de la famine précédemment au moment où le peuple de la région est le plus vulnérable », a-t-il dit, appelant les deux parties à cesser leurs opérations militaires.

Le porte-parole a indiqué que les convois de camions étaient prêts à prendre la route dès que les circonstances le permettraient et que les transports de nourriture par avion effectués sous l'égide de l'ONU se poursuivraient. — (AFP.)

## Sénégal

## M Wade

## et douze autres opposants inculpés

Le principal adversaire du président Abdou Diouf à l'élection présidentielle du 28 février, M. Abdoulaye Wade, et douze autres membres de l'opposition sénégalaise ont été inculpés, mardi 8 mars, et seront traduits prochainement en justice (nos dernières éditions du 10 mars).

Ces opposants, qui sont inculpés d'incitation à la violence et de menaces et actes de nature à jeter le discrédit sur les institutions publiques, sont passibles de peines allant de un à cinq ans de prison. L'agence de presse sénégalaise (APS, officielle) a confirmé que M. Wade, et quelques membres de la direction de

son parti, ainsi que M. Arneth Dandakho, secrétaire général du Parti de l'indépendance et du travail (PIT, marxiste), avaient été mis, mardi, sous mandat de dépôt.

Le chef du Parti démocratique sénégalais (PDS, libéral) comparaitra devant la Cour de sûreté de l'État en compagnie de deux autres responsables de son parti et du secrétaire général du PIT, partie formation marxiste, qui avait soutenu M. Wade à l'élection présidentielle.

Les audiences de la Cour de sûreté de l'État, présidée par un magistrat professionnel, sont publiques et contradictoires. M. Wade sera défendu par un avocat français, M. Francis Spiner, l'un des deux défenseurs de l'ex-empereur Bokassa. La défense devrait notamment se appuyer sur l'immunité parlementaire des trois députés du PDS, immunité que conteste l'accusation, qui souligne qu'elle ne s'applique pas dans les cas de « délits flagrants ».

La date du procès n'a pas encore été fixée. — (AFP.)

## Haïti

## Un colonel inculpé pour trafic de drogue aux Etats-Unis

Un grand jury fédéral (chambre de mise en accusation) de Miami, en Floride, a inculpé le mercredi 9 mars, le colonel de l'armée haïtienne Jean-Claude Paul pour complicité dans un trafic de drogue. De sinistre mémoire pour son rôle sous les Duvalier, le colonel Paul est accusé d'avoir mis son aérodrôme privé et son ranch, près de Port-au-Prince, à la disposition de trafiquants de drogue travaillant sur le territoire américain. Selon un homme d'affaires de Miami qui a informé la police, le colonel haïtien aurait ainsi participé en décembre 1986 à une livraison de 100 kilogrammes de cocaïne. La drogue venue de Colombie à destination des Bahamas aurait transité par Haïti. — (AFP, Reuters.)

Le cinquantième anniversaire de l'Anschluss

## L'Autriche «première victime» ou «complice» du national-socialisme ?

VIENNE  
de notre correspondant

De nombreuses manifestations marquent, du jeudi 10 au dimanche 13 mars, à Vienne, le cinquantième anniversaire de l'Anschluss — l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne en mars 1938. Les organes de l'Etat, les communautés religieuses, les partis politiques, ainsi que des organisations privées s'emploient à rappeler aux Autrichiens, nés dans leur grande majorité après la seconde guerre mondiale, les ambiguïtés d'une époque où leur pays a eu deux visages : celui de victime et celui de complice.

Divisés par le débat sur le passé militaire du président Waldheim, les Autrichiens sont obligés de faire face à leur histoire, et l'interprétation de celle-ci a suscité des désaccords profonds. Les conservateurs continuent de défendre la thèse de « l'Autriche première victime du national-socialisme ». Les socialistes reconnaissent, bon gré mal gré, que le régime austro-fasciste a duré, entre 1934 et 1938, contre le nazisme, mais demeurent traumatisés par la guerre civile sanglante de 1934, suivie de l'éviction totale de la social-démocratie du pouvoir.

L'Eglise catholique semble être la seule à assumer sa responsabilité de la vérité, une exposition remarquable sur le thème « L'Eglise catholique et le national-socialisme » cherche à faire comprendre, sans vouloir la justifier, la position de l'épiscopat catholique prêt à « s'arranger » avec le nazisme. L'archevêque Karl Berg, président de la Conférence épiscopale, a lancé un appel aux Autrichiens pour « la réconciliation sans refoulement des souvenirs ».

Pour réunir les Autrichiens, au moins un moment, sur leur histoire, le gouvernement a demandé à la population d'observer une minute de silence, le vendredi 11 mars, à 11 h 10, pour commémorer le souvenir des « morts, persécutés et émigrés à la suite de l'Anschluss ».

Les dirigeants politiques de l'après-guerre ont pu facilement s'identifier à la thèse de la « première victime », car ils furent souvent eux-mêmes victimes de régimes hitlériens et passèrent des années dans les camps de concentration. Le premier gouvernement provisoire autrichien de Karl Renner n'a pas tardé, d'ailleurs, à s'occuper du problème que posaient les anciens nazis pour la jeune deuxième république.

## Année générale en 1937

Dès juin 1945, une loi sur les crimes de guerre était votée par le Parlement. En novembre 1945, des tribunaux spéciaux étaient créés. Entre 1946 et 1955, ils jugèrent 136 829 anciens nazis ; 43 personnes furent condamnées à mort et 32 exécutées ; 72 anciens nazis ont été condamnés à la prison à vie et 9 870 acquittés. En 1957, ce chapitre était clos par une amnistie générale pour les national-socialistes.

Une manifestation importante devait se dérouler dans la soirée du 10 mars, sur la place de l'Hôtel-de-Vienne. Plusieurs personnalités, dont l'ancien chancelier Bruno Kreisky, devaient prendre la parole et évoquer leurs souvenirs de l'époque de l'Anschluss. Le président Kurt Waldheim, réélu au silence pendant les observations officielles, devait s'adresser à la nation le même jour dans un discours télévisé.

Vendredi, le gouvernement se réunira deux fois, au Parlement, et au siège du président, pour des séances commémoratives. Les anciens résistants se réuniront également vendredi devant le monument érigé à l'endroit où se trouvait le siège de la Gestapo à Vienne. Samedi, le club républicain Nouvelle Autriche prévoit une manifestation pour une « autre Autriche » afin de protester « contre le mensonge, l'opportunistisme, la discrimination et le faux patriotisme ».

WALTRAUD BARYLL.

## RFA

## Kurt Georg Kiesinger, chancelier fédéral de 1966 à 1969, est mort

BONN  
de notre correspondant

Kurt Georg Kiesinger, qui exerça les fonctions de chancelier fédéral de 1966 à 1969, est mort, le mercredi 9 mars, d'une hémorragie intestinale, à la clinique universitaire de Tübingen, dans le Bade-Wurtemberg. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Kurt Georg Kiesinger s'était depuis plusieurs années retiré de la politique active et n'apparaissait plus que très rarement aux tribunes des congrès du Parti chrétien-démocrate, dont il était le président d'honneur. Son nom restera lié à une période de l'histoire politique de la RFA, celle de la « grande coalition », qui, de 1966 à 1969, avait réuni dans un gouvernement commun les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, et à un incident, la gifle que lui administra en 1968 M. Beate Klarsfeld, qui voulait par ce geste attirer l'attention de l'opinion publique sur le fait que le chancelier fédéral avait été membre du parti nazi de 1933 à 1945. Kurt Georg Kiesinger, juriste diplômé, membre avant guerre d'organisations catholiques avait rejoint le parti national-socialiste dès 1933 pour, affirmait-il, « tenter de garder une influence sur le cours des événements ».

En 1940, il devint directeur adjoint du département radiophonique du ministère des affaires étrangères, dirigé par Joachim von Ribbentrop. En 1945, il fut interné pendant dix-huit mois au camp de Ludwigsburg à cause des fonctions qu'il avait occupées sous le III<sup>e</sup> Reich. Il se lança dans la vie politique en 1949, et fut élu député CDU au premier Bundestag.

LUC ROSENZWEIG.

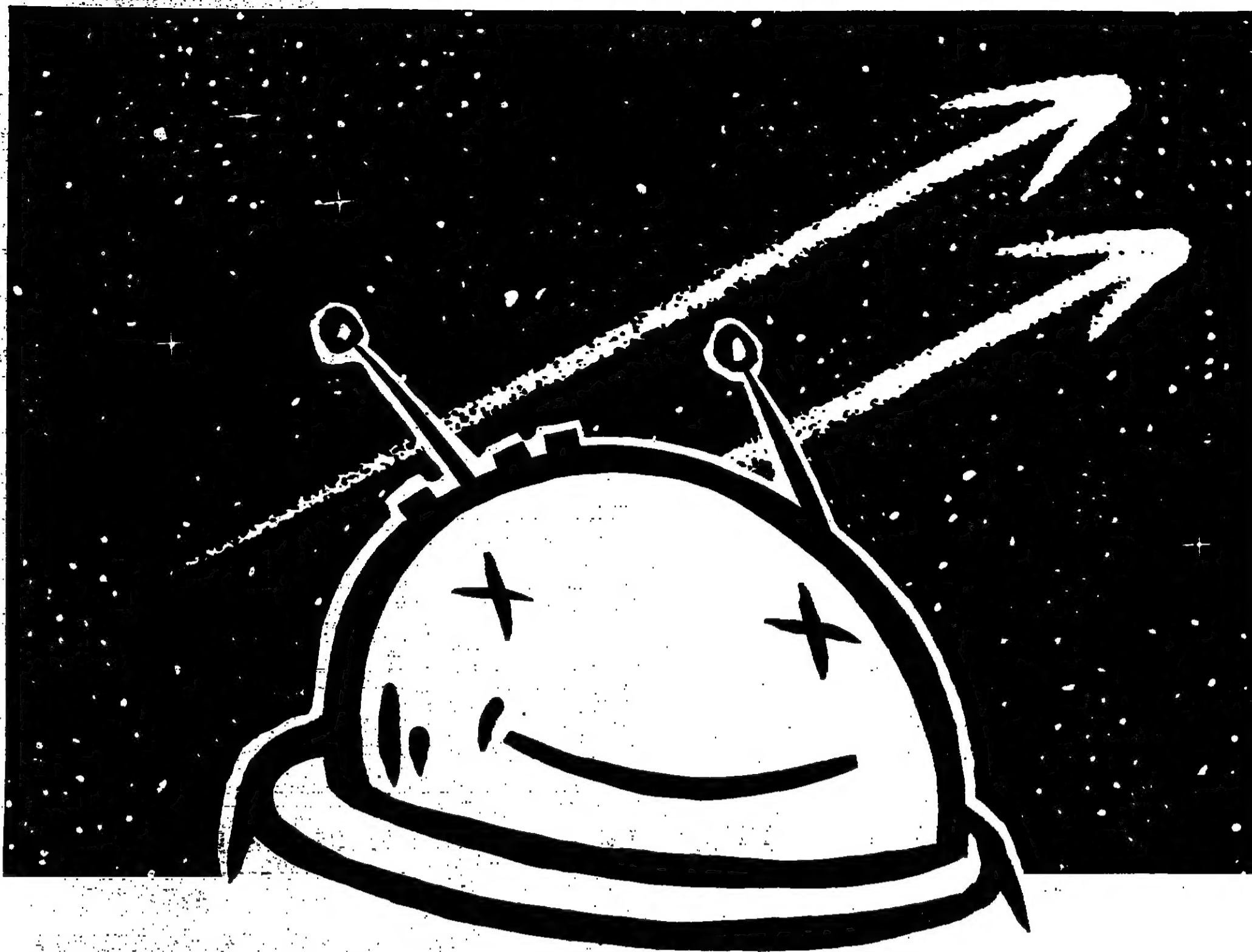
Le Monde  
sur minitelABONNEZ-VOUS  
RÉABONNEZ-VOUS

au Monde et à ses publications

3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO



**ENSEMBLE, L'INTELLIGENCE ET LA VOLONTE RELEVANT TOUS LES DEFIS.**



Aujourd'hui deux entreprises expriment fortement leur volonté de travailler ensemble. Ensemble elles s'opposent à une OPA sur Telemecanique. Ensemble elles ont un projet commun, un avenir commun. Telemecanique et Framatome c'est d'abord la priorité donnée aux hommes, à leur personnalité, à leur dynamisme, à leur aptitude à devancer les grandes mutations de demain.

Demain, la rencontre du savoir-faire Telemecanique en automatismes industriels et de l'expérience de Framatome dans les hautes technologies conduira à la construction de l'usine du futur, l'usine de la qualité totale, du zéro défaut.

Demain ces deux entreprises profiteront de leurs implantations internationales, de l'Amérique à l'Asie, pour conquérir de nouveaux marchés dans le monde entier.



**LES HOMMES QUI FONT LE 21<sup>e</sup> SIECLE.**

Une note d'information présentée conjointement par Framatome et Telemecanique électrique (vsa COB n°8863 en date du 26/02/88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés.

INTERMARCO PUBLIEN CONSULTATION

مقتدا من الاميل



## Amériques

ÉTATS-UNIS : après les « primaires » du Sud

## Encore un long chemin à parcourir...

Après le « super tuesday », qui a vu se tenir, simultanément, le mardi 8 mars, une vingtaine de « primaires » et « caucus » dans les États du Sud, l'heure des comptes est venue. Tandis que le candidat Bush fête dans la liesse la victoire éclatante de son champion, qui compte déjà sept cent cinq délégués sur les mille cent trente-neuf nécessaires pour obtenir l'investiture républicaine, les vaincus reportent leurs espoirs vers l'avenir...

À deux exceptions près : MM. Gary Hart et Jack Kemp. La campagne de l'ancien favori démocrate était mort-née avant même le début des « primaires » : M. Hart ne s'est jamais relevé du scandale suscité par sa liaison avec un mannequin de Miami. Il devrait annoncer son retrait sous peu. Quant au très conservateur représentant de New York, M. Jack Kemp, qui se présente comme le « véritable héritier du vrai réaganisme », n'ayant obtenu jusqu'ici que des résultats plus que médiocres, il devrait jeter l'éponge lui aussi. Aux épreuves à venir, donc, de conforter l'avance de M. Bush chez les républicains et, surtout, de départager le tiers démocrate (Dukakis, Jackson, Gore) qui a terminé « super tuesday » dans un moratoire.

Le premier test intéressant chez les démocrates — puisque ce jour-là ils seront seuls concernés — se tiendra le 12 mars, lors des « caucus »

de Caroline du Sud et du Wyoming. M. Jesse Jackson aura, là encore, l'occasion de rallier tous les suffrages noirs de Caroline du Sud, comme il l'a fait dans les autres États du Sud, où il a obtenu 90 % du vote noir. M. Albert Gore, le sénateur du Tennessee, pourra, lui, essayer d'exploiter à nouveau sa carte régionale d'« enfant du pays », qui ne lui a pas si mal réussi le 8 mars.

Le coup d'envoi du second round de « primaires » importantes sera donné le 15 mars, avec celles, décisives, de l'Illinois : puis, le 26 et le 29 mars, auront lieu celles du Michigan et du Connecticut. Ce pourrait être le chemin de croix de l'ex-486-vangéliste Pat Robertson, celui qui « parlait directement à Dieu » mais qui, n'ayant pas eu l'oreille divine dans la « bible belt » du Sud, ne l'aura sans doute pas non plus dans des États plus sensibles aux discours syndicalistes qu'aux prêches évangélistes. Si son credo protectionniste ne convainc pas, ce sera aussi le chant du cygne de M. Dick Gephardt, le représentant du Missouri dont le populisme n'a pas leurré le Sud. Ce sera enfin le test décisif pour M. Robert Dole, le seul qui puisse encore prétendre au titre de président pour l'investiture républicaine.

Le Nord-Est, par excellence, devrait être la terre d'élection du gouverneur du Massachusetts,

M. Michael Dukakis, mais aussi l'occasion pour M. Jesse Jackson de montrer qu'il a été entendu dans les ghettos des grandes villes industrielles et que sa croisade économique s'adresse à tous les laissés-pour-compte de la société américaine, et pas seulement aux Noirs.

La caravane électorale américaine se transportera ensuite à New York, le 19 avril. Difficile de prévoir à l'avance le vote capricieux des « apples », les jeunes gens « hippies » et dynamiques de la Big Apple. Mais si chez les démocrates personne n'a vraiment émergé, il n'est pas exclu que le talentueux et ambitieux gouverneur de l'État, M. Mario Cuomo, pointe une oreille et même commence à jouer les hommes providentiels en s'inscrivant aux « primaires » qui restent.

Soit, le 26 avril, à celles de Pennsylvanie et, le 3 mai, à celles de l'Ohio, prélude au feu d'artifice final, le 7 juin, de la Californie et du New Jersey. Il ne restera plus ensuite qu'à se livrer aux tractations byzantines qui consisteront, du 18 au 21 juillet à Atlanta pour les démocrates, et du 15 au 18 août à La Nouvelle-Orléans pour les républicains à désigner les deux champions qui porteront les couleurs de leur parti à l'élection présidentielle proprement dite du 8 novembre prochain.

M.-C. D.

CANADA

## Démission du premier ministre du Manitoba

Le premier ministre néo-démocrate du Manitoba, M. Howard Pawley, a remis sa démission, le mercredi 9 mars, moins de vingt-quatre heures après avoir vu son budget refusé par une faible majorité à l'Assemblée provinciale.

Conformément à la tradition parlementaire britannique qui veut qu'un gouvernement battu lors d'un vote sur le budget déclenche aussitôt des élections, M. Pawley a convoqué des élections générales pour le 26 avril.

Le Parti conservateur (opposition officielle) devance déjà le Nouveau Parti démocratique (social-démocrate) de M. Pawley et apparaît comme le favori pour les élections.

En effet, selon un récent sondage, il recueille 50 % des intentions de vote de l'électorat, contre 25 % pour les néo-démocrates et 23 % pour les libéraux.

M. Pawley a également démissionné de son poste de chef du Nouveau Parti démocratique avec lequel il était au pouvoir depuis 1981. Il assurera toutefois les affaires courantes jusqu'aux élections. — (AFP.)

ONU

## Cuba invite des observateurs à visiter ses prisons

GENÈVE  
de notre correspondant

Coup de théâtre au Palais des Nations : Cuba a invité des représentants de la Commission des droits de l'homme de l'ONU à visiter ses prisons. Dire qu'à cette commission, réunie depuis le 1<sup>er</sup> février, Cuba avait été mis sur la sellette — ce qui est rarissime pour un pays marxiste — est peu dire. La désignation à la tête de la délégation américaine d'un Cubain, M. Armando Valledor, y a largement contribué : le poète, qui a passé plus de vingt ans dans les geôles cubaines, a exhibé ses plaies, au propre comme au figuré. Un ambassadeur américain, le général Vernon Walters en personne, est venu à Genève pour prononcer un réquisitoire très ferme et fort habile, dans lequel il estime que « la liberté (à Cuba) n'existe que dans la mesure où Fidel Castro a décidé qu'elle le peut ». Les États-Unis ont présenté un projet de résolution qui a provoqué les protestations des Cubains.

Dans la soirée du 9 mars, une lettre du vice-ministre cubain des affaires étrangères précisait que le président Alioune Sene (Sénégal) et cinq membres de la commission, représentant chacun un groupe régional, sont conviés à « observer » la situation des droits de l'homme à Cuba, son gouvernement se déclarant prêt à payer les frais de cette visite et à faciliter le travail des invités, notamment en ce qui concerne les visites de prisons, diverses rencontres avec des personnalités et l'accès à tous les documents qu'ils souhaiteraient consulter.

Ce geste des Cubains est considéré avec méfiance par les Occidentaux : puisqu'il existe une procédure prévoyant l'envoi sur place d'un rapporteur spécial qui endosse les responsabilités de ses quarante-trois membres de la commission, pourquoi remplacer cette pratique par une initiative unilatérale quelque peu floue quant à ses modalités ?

## Des images clandestines

Hors du Palais des Nations, où se projettent, avait été interdite à la suite des démarches entreprises par Cuba et ses amis, un film, *Nobody Listened*, de Nestor Almendros, a été montré pour la première fois en Europe. Il dénonce l'horreur des prisons cubaines et les services endurés pendant parfois une vingtaine d'années par d'anciens partisans de Fidel Castro. Des images d'archives et d'autres, tournées clandestinement à Cuba même, font apparaître aussi le triste cortège des manifestations d'effacement et d'effacement primaires et font sentir l'épaisseur de la peur et de l'arbitraire en toile de fond.

ISABELLE VICHNIAC.

■ NICARAGUA : report des négociations avec le Contra. — Les dirigeants des rebelles antiscientistes ont refusé d'entamer, le mardi 9 mars, les négociations directes avec le gouvernement de Managua, qui devaient se dérouler jusqu'au vendredi 11. M. Adolfo Calero, l'un des hauts responsables de la Contra, a déclaré dans une interview qu'il souhaiterait voir les négociations s'ouvrir le 21 mars. — (Reuters.)

OFFICIERS MINISTÉRIELS  
VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente Palais de Justice de Bobigny le mardi 22 mars 88, 13 h 30. UN LOT  
**STUDIO A GAGNY (93)**  
3, avenue du Grand-Cerf  
avec douche, cab. de toil. w.c., REMISE  
et petite cour, au r.d.-ch.  
MISE A PRIX : 15 000 F  
S'adresser pour renseignements : M<sup>rs</sup> BRIGITTE MARSI-GNY, avoc., à Nanterre (93160), 9, all. de la Chapelle, tél. : 45-05-47-36 ; M<sup>rs</sup> M. BRAZIER, avoc., à Paris (8<sup>e</sup>), 178, bd Beaumarchais, tél. : 45-62-39-02.

Vente s/maison immob. Pal. de Just. Nanterre, jeudi 24 mars 88, à 14 h.  
**UN LOGEM. DE 2 P. PRINC.**  
au r.d.-ch. du bte. A d'un immeuble  
A GENNEVILLIERS (92)  
14, av. Gabriel-Péri-15, r. du Clos  
Mises à prix : 70 000 F  
S'adresser : M<sup>rs</sup> WILHELM, av. à Nanterre (92), 7, av. de Madrid, t. 47-47-25-30 ; SCP BILLORE-SCHLES et A. DUBOIS, av. à Paris-1<sup>re</sup>, 18, r. Dupuy, t. 45-62-39-13 ; ou av. pr. Trib. gde inst. de Nanterre. Au greffe où le cahier des ch. est déposé. Sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Créteil le JEUDI 24 MARS 1988, à 9 h 30 - EN UN LOT  
**UN APPART. de 3 P. à VILLENEUVE-LE-R. (94)**  
3, rue Paul-Bert, au 3<sup>e</sup> étage droite. CAVES et REMISE  
M. à P. : 100 000 F  
S'adresser : SCP GASTINEAU, MALANGEAU et BOTTILLER-BOUSSAULT, avocats associés, 28, r. des Pyrénées, Paris-1<sup>re</sup>, tél. 42-40-46-79 ; ou avocats pr. Trib. gde inst. de Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre, le jeudi 24 mars 1988 à 14 h.  
**APPARTEMENT à CHATILLON-SS-BAGNEUX**  
(Hauts-de-Seine) 58, rue Pierre-Brossolette  
Rez-de-chaussée, bte. C, composé d'une pièce principale, cuisine, salle de bains avec w.c., CAVES, PARKING. MISE A PRIX : 115 000 F.  
S'adresser à M<sup>rs</sup> WAQUET, avocats au barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet, 92000 Nanterre, tél. 47-21-64-80 (de 9 h 30 à 12 h 30), et sur les lieux pour visiter, le LUNDI 14 MARS 1988 de 9 h 30 à 16 h 30.

Vente s/conv. sais. en vente volont. le jeudi 21 mars 1988 à 14 h  
**APPARTEMENT à PARIS 13<sup>e</sup>**  
4-14, RUE JEANNE-D'ARC, au 9<sup>e</sup> étage, bte. A2, local 2.  
Entr., sdb., cuis., chbr., dégr., rangements, s.d.-b. avec w.c., séchoir, cave au 3<sup>e</sup> s/sol.  
LIBRE DE LOCATION - M. à P. : 280 000 F.  
S'adresser : M<sup>rs</sup> J. COOPER ROYER, avocats à Paris-17<sup>e</sup>, 1, rue Georges-Berger, tél. : 46-22-26-15 ; SERVICE DES DOMAINES (D.N.I.D.), 11, rue Tronchet à Paris-9, service des ventes judiciaires, tél. 42-66-91-40.  
Pour vis. s/place le 14 mars 1988 entre 14 h et 15 h.

Vente sur saisie au Palais de Justice d'EVRY, le MARDI 22 MARS 1988 à 14 h  
**APPARTEMENT 5 PIÈCES à EVRY (91)**  
6, square Paul-Lafargue  
Bâtiment 1, escalier B, 2<sup>e</sup> étage à droite, porte droite, avec cuisine, rangements, placards, salle de bain, entrée, dégr., terrasse.  
EMPLACEMENT POUR VOITURE.  
MISE A PRIX : 50 000 F.  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Jean-Claude BRENNER, avocats à EVRY (Eure-et-Loir), 3, place du Rouillon, tél. : 60-77-51-00.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre, le jeudi 24 mars 1988 à 14 h.  
**STUDIO à COURBEVOIE (92)**  
103 à 171, rue Jean-Pierre-Timbert  
Au premier étage du bâtiment A, escalier 2, composé d'une pièce principale, entrée, cuisine, salle de bain, placard, balcon, PARKING.  
MISE A PRIX : 126 000 F.  
S'adresser à M<sup>rs</sup> WAQUET, avocats au barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet, 92000 Nanterre, tél. 47-21-64-80 (de 9 h 30 à 12 h 30), et sur les lieux pour visiter, le LUNDI 14 MARS 1988 de 9 h 30 à 16 h 30.

Vente s/publ. jud. au Pal. de Just. de Paris le jeudi 21 mars 1988 à 14 h  
**STUDIO à PARIS (14<sup>e</sup>)**  
52-54, RUE D'ALÉSIA et 10-20, IMPASSE DU MOULIN-VERT, 3<sup>e</sup> étage  
LIBRE DE LOCATION - M. à P. : 140 000 F  
S'adresser : M<sup>rs</sup> J. COOPER ROYER, avocats à Paris-17<sup>e</sup>, 1, r. Georges-Berger, tél. 46-22-26-15 ; SERVICE DES DOMAINES (D.N.I.D.), 11, r. Tronchet à Paris-9, service des ventes judiciaires, tél. 42-66-91-40. Pour vis. s/place le 16 mars 1988 entre 14 h et 15 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre, le jeudi 24 mars 1988 à 14 h.  
**PAVILLON à RUEIL-MALM. (92)**  
56, rue Georges-Sand  
Élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée de 3 pièces, premier mansardé au-dessus.  
sur un TERRAIN de 807 m<sup>2</sup>  
MISE A PRIX : 350 000 F.  
S'adresser à M<sup>rs</sup> WAQUET, avocats au barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet, 92000 Nanterre, tél. 47-21-64-80 (de 9 h 30 à 12 h 30), et sur les lieux pour visiter, le MERCREDI 16 MARS 1988 de 14 h 30 à 16 h 30.

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de Paris, le jeudi 24 mars 1988 à 14 h 30  
**2 PIÈCES à usage de BUREAU  
2 LOCAUX SANITAIRES**  
et 2 passages de rez-de-chaussée dans un immeuble à  
**PARIS 19<sup>e</sup>**  
8-8 bis, 10 et 10 bis, rue du Hainaut  
Mise à prix : 200 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Bernard MALINVAUD, avocats à Paris, 16, place de l'Alma, Paris-16<sup>e</sup>, tél. : 47-23-73-70 ; M<sup>rs</sup> Daniel BAUMGARTNER, syndic, 4, rue de la Concorde, Paris-8<sup>e</sup>, et tous avocats près le Trib. de Paris.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le jeudi 24 mars 1988 à 14 h, EN UN SEUL LOT  
Dans un ensemble immobilier à  
**PARIS 15<sup>e</sup>, 113, RUE DE JAVEL**  
**1<sup>er</sup> UN LOGEMENT**  
dans le bâtiment A, escalier A et A1, au 3<sup>e</sup> étage, porte face gauche, comprenant : entrée, 2 pièces et cuisine.  
**2<sup>er</sup> UN LOGEMENT**  
dans le bâtiment A, escalier A et A1, au 3<sup>e</sup> étage, porte droite, comprenant : entrée, salle de séjour, chambre, cuisine et débarras.  
**3<sup>e</sup> UNE CAVE** dans le bâtiment A, escalier A, au sous-sol  
Mise à prix : 100 000 F  
S'adresser pour tous renseignements : au cabinet de la SCP SCHMIDT DAVID GUIBÈRE, société d'avocats, 76, av. de Wagram à Paris-17<sup>e</sup>, tél. : 47-63-29-24.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de Créteil le JEUDI 24 MARS 1988, à 9 h 30 - EN UN LOT  
**UN APPART. de 4 PCES à CRETEIL (94)**  
2 et 4, r. Thomas-Eaton, 107-109, av. du Général-de-Gaulle, au rez-de-ch., bte. 6. CAVES au premier s/sol, bte. 2. 2 FAREINGS au premier s/sol, bte. 6.  
M. à P. : 300 000 F  
S'adresser : M<sup>rs</sup> LARROUYET-CUPILLARD, avocats à La Varenne-St-Hilaire (94), 46, avenue Albert-1<sup>er</sup>, tél. 42-43-12-73 ; M<sup>rs</sup> Bruno CHAIN, avocats à Paris (7<sup>e</sup>), 19, avenue Rapp, tél. : 45-52-72-00 ; tous avocats près le Tribunal de grande instance de Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le jeudi 24 mars 1988 à 9 h 30  
**APPARTEMENT type 3 D à CRETEIL**  
(Val-de-Marne)  
Résidence « La Porte-Blanche », rue Juliette-Savary  
1<sup>er</sup> étage face gauche, entrée, dégr., salle de bain, w.c., rangements, cuisine, salle de séjour, 2 chambres, loggia. Au sous-sol, une cave n° 29.  
Mise à prix : 150 000 F  
Pour tous renseignements, s'adr. à : 1<sup>er</sup> M<sup>rs</sup> Martine GUILBERT, avoc., 117, av. P.-V.-Coururier, 94400 VITRY-SUR-SEINE, tél. : 46-80-66-00 ; 2<sup>o</sup> M<sup>rs</sup> Jeanine DEVOS-CAMPY, avoc., 57, av. de Suffren, 75007 Paris, tél. : 45-67-98-84 ; et à tous avocats près le Tribunal de grande instance de Créteil.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le jeudi 24 mars 1988 à 9 h 30  
**UNE PROPRIÉTÉ à VILLEJUIF**  
(Val-de-Marne)  
35, rue Camille-Blanc  
comportant un rez-de-chaussée composé de bureaux (libres), d'un premier étage composé d'un studio et d'un logement (libres) et d'un deuxième étage composé d'un studio (libre) et d'un logement (libre).  
Mise à prix : 500 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> LARROUYET-CUPILLARD, avocats à La Varenne-St-Hilaire, tél. 42-43-12-73 ; M<sup>rs</sup> D. PAQUET, avocats à Paris, tél. 45-44-52-53 ; M<sup>rs</sup> Th. MAGLO, avocats à Créteil, tél. 48-99-23-92, et M<sup>rs</sup> R. BOISSEL, avocats à Paris, tél. 42-61-01-09.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le jeudi 24 mars 1988 à 14 h, EN UN LOT  
**APPARTEMENT à PARIS 10<sup>e</sup>**  
dans un immeuble  
76-80, r. René-Boulanger ; 4 à 10, r. Bouchardon,  
et Cité Riverain, sans numéro  
de 4 pièces au 2<sup>e</sup> étage droite du bâtiment C2, avec une cave et un emplacement de parking  
Mise à prix : 350 000 F  
S'adresser : SCP COURTEAULT, LECOQ, RIBEAUD DUMAS, avocats, 17, av. de Lamballe, 75016 Paris, tél. : 45-24-46-48.

(Publié)  
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en  
**FONDS DE COMMERCE** : boutiques, bureaux, locaux commerciaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, garages  
Tous les lundis, dans le journal  
spécialisé depuis 43 ans  
**« LES ANNONCES »**  
En vente partout 5,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 42-45-36-38.

**Le Monde**  
sur minitel  
**ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE**  
La campagne s'accélère  
36.15 TAPÉZ LEMONDE

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 656572 F  
Tél. MONDIPAR : (1) 42-53-06-51  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Wozniak  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Correspondant en chef : Claude Salas

**Le Monde**  
TELEMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
Imprimé à « Le Monde », 7, rue des Italiens, PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037  
**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPAR 206 136 F  
**ABONNEMENTS PAR MINTEL**  
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO  
365 jours par an. 24 heures sur 24



# Politique

La campagne dans la majorité

A « L'heure de vérité » d'Antenne 2

## M. Pasqua « conseille » à M. Mitterrand de ne pas se représenter

Invité, le mercredi 9 mars, de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Pasqua a notamment déclaré : « Depuis 1986, 900 000 Français ont été convoqués aux urnes pour des élections partielles. La gauche a perdu trois points. Jamais la gauche n'a été aussi minoritaire dans le pays que ce qu'elle est aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle, si j'avais un conseil à donner à M. Mitterrand, je lui conseillerais de ne pas se représenter, parce que, quel que soit le candidat de la majorité qui arrivera en tête au premier tour, il sera battu et ce, de façon inéluctable. Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie. »

Et il est bien évident qu'un président de la République socialiste — parce qu'il ne sera pas autre chose — gouvernera avec le comité du directeur du Parti socialiste et le Parti communiste. D'ailleurs, M. Lajoinie a déjà fait acte de candidature dans ce gouvernement. Et le ministre répète à deux reprises que, s'il n'y a pas de dissolution, « nous » censurons, avant d'ajouter : « Il y a entre les socialistes et nous des différences fondamentales. Ils nationalisent, nous privatisent ; ils amnistient et ils libèrent, nous arrêtons. Ils créent de nouvelles pauperses, on les secourt. Tout cela n'est pas compatible. Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie. »

Notre philosophie à nous, c'est la liberté. La leur, c'est l'état de le dirigisme. C'est incompatible. Sur l'essentiel, ils n'ont rien appris. Ils sont prisonniers d'une idéologie, d'un appareil, et ils ne changeront pas. Ce qu'il y aurait de pire pour la France, ce serait l'élection d'un socialiste. Donc il faut tout faire pour l'empêcher, et ne doutez pas que nous le ferons. De toute façon, il n'y a pas d'autre gouvernement possible pour la France qu'un gouvernement RPR-UDF. Donc Jacques Chirac premier ministre ou Raymond Barre, il y aura des ministres RPR dans le gouvernement et des ministres UDF.

précise qu'il ne sera « jamais » ministre avec des membres du Front national. Il indique qu'il ne votera « jamais » pour M. Mitterrand, car « quand on est gaulliste, on ne peut pas oublier que François Mitterrand a été l'adversaire acharné du général de Gaulle pendant trente ans. Il a été son adversaire irréductible. Il a été un partisan, il a tout combattu, il a tout condamné. Je trouve cela paradoxal et très inquiétant. C'est d'ailleurs pour cela que j'étais intéressé d'être dans ce gouvernement, notamment de voir comment pouvait se comporter comme président de la République quelqu'un qui avait condamné tout ce qu'a fait le général de Gaulle : l'élection du président de la République au suffrage universel — or, il est aujourd'hui président de la République élu au suffrage universel ; la force de frappe — il l'avait condamnée, maintenant, éventuellement, c'est lui qui devra appuyer sur le bouton ; je crois d'ailleurs qu'il le fera ; la politique étrangère — c'est celle du général de Gaulle ; finalement, je me demande s'il n'a pas des remords, François Mitterrand, de temps en temps... d'avoir combattu le général ». Le ministre indique qu'il est pour la préférence nationale dans l'administration, mais pas ailleurs. Il ne souscrit pas à la formule de M. Stasi : « L'immigration est une chance pour la France, et préfère dire : « L'immigration a été une chance ».

## Le chantage et l'âge

ENCORE plus ennuyé par les tentatives de l'émission qu'agacé par les questions des journalistes, M. Charles Pasqua a à peine caché son impatience et montré son regret de n'avoir pas pu davantage parler comme il le souhaitait.

Après quelques réponses lapidaires sur la délinquance, sur les écoutes téléphoniques, sur l'existence ou non de la « passerelle » avec l'extrême droite, sur ce point, prendra quelques positions sans équivoque. Pour lui, gaulliste, le racisme est un concept tout à fait condamnable.

La baisse de la délinquance a commencé en 1985. Interrogé par Albert du Roy sur le moment où la « courbe globale » de la délinquance et de la criminalité constatées avait commencé à s'inverser, M. Charles Pasqua a répondu péremptoirement : « Dans le deuxième semestre 1986 ». Le ministre de l'intérieur a d'ailleurs été par les services de police et de gendarmerie.

La Documentation française a en effet publié, fin 1987, comme chaque année, le recensement des « Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 1986 ». A la page 5, l'évolution, illustrée par un graphique montrant une courbe descendante à partir de 1985 (le sommet étant 1984 avec 3 681 453 crimes et délits), est la suivante : — 8,02 % en 1986 par rapport à 1985, — 2,78 % en 1985 par rapport à 1984, — 3,30 % en 1984 par rapport à 1983, — 4,40 % en 1983, — 18,12 % en 1982, — 9,89 % en 1981, — 12,74 % en 1980. La « baisse significative et inédite » de 1986, commentent la direction générale de la police nationale et la direction centrale de la police judiciaire, auteurs du rapport, était « déjà sensible au premier semestre, la diminution [était] accentuée nettement au second semestre ». La baisse fut de — 6,16 % au premier semestre 1986 par rapport au premier semestre 1985 et de — 10,31 % au second semestre par rapport au second semestre précédent.

Mais il a d'abord fait passer un double message : « M. Chirac est peut-être le meilleur candidat, et surtout le président le plus souhaitable. Certes M. Barre possède de grandes qualités — il ne le connaît pas assez pour être sûr — et au besoin il le soutiendra — même tous les soirs — s'il arrive à passer devant M. Chirac au premier tour. Mais, de cela M. Pasqua doute. »

Il doute aussi que M. Mitterrand suive le conseil qu'il lui a donné au cours de cette émission de ne pas briguer un second mandat. Avec des mimiques expressives et un silence qui en disait long, il n'a pas démenti qu'un sondage des Renseignements généraux ait donné le chef de l'Etat battu de tels écarts de voix, secrets, il les transmet régulièrement à M. Mitterrand.

Sur un ton égal, M. Pasqua a rappelé que le président de la République avait été pendant trente ans « un adversaire acharné et irréductible ».

La baisse a donc commencé en 1985 et elle était déjà sensible au premier semestre 1986. « Après une hausse ininterrompue (depuis 1972), la criminalité, résume le rapport officiel, a donc ralenti sa progression en 1983 et 1984, pour se stabiliser en 1985 et nettement diminuer en 1986. » Le ministre de l'intérieur a donc tort d'attribuer l'inversion de la courbe à la seule action des gouvernements de l'après-16 mars 1986.

M. Edgar Faure, soixante-deux ans, qui avait été opéré le 22 février de la vésicule biliaire, a dû être réopéré le lundi 7 mars, indique un bulletin de santé diffusé dans la nuit du mardi au mercredi 9 mars par l'hôpital Laënnec à Paris.

Ancien président du conseil, ancien président de l'Assemblée nationale, sénateur du Doubs, M. Edgar Faure préside depuis le 5 mars 1987 la mission de commémoration du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Après la seconde intervention, motivée par une « complication ulcéreuse gastrique », l'hôpital Laënnec indiquait, le 9 mars, que l'état de santé de M. Edgar Faure « présente, depuis quarante-huit heures, des signes encourageants d'amélioration ».

Le président de la République s'est rendu dans la soirée du 8 mars au chevet d'Edgar Faure.

Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme  
**DINER DES ANNIVERSAIRES**  
• Les cinquante ans d'existence de la LICRA  
• Les vingt ans de mandat du président PIERRE-BLOCH  
le LUNDI 21 MARS 1988 à 20 h  
Salle du Pavillon Dauphine  
75015 PARIS (Porte Dauphine)  
sous la présidence d'honneur effective du cardinal Albert DECOURTAY  
Inscriptions avant le 18 mars :  
LICRA - 40, rue de Paradis  
75010 Paris. Tél. 47-70-13-28

M. Chirac estimerait « normal » un face-à-face avec le candidat socialiste. M. Jacques Chirac, invité de France-Inter le jeudi matin 10 mars, a déclaré qu'il « souscrit tous à fait » au jugement formulé par M. Charles Pasqua, l'invité par Antenne 2, au sujet du Front national. M. Chirac a répété qu'il n'a « pas l'intention de négocier avec un dirigeant politique, quel qu'il soit », entre les deux tours de l'élection présidentielle. Comme on lui demandait, précisément, s'il excluait de gouverner avec des ministres du Front national, il a déclaré : « Je l'ai dit. Je le dis. »

Le premier ministre a indiqué, d'autre part, qu'il « estimait » par « faitement normal » des avant le premier tour, un face-à-face (télévisé) entre le candidat socialiste et l'un ou l'autre des candidats de la majorité, voire, successivement, l'un et l'autre. M. Chirac a « enfin » indiqué qu'il peut « peut-être faire mieux que le maintien du pouvoir d'achat ».

## Les calculs du RPR

Voilà M. François Mitterrand prévenu : si le candidat socialiste l'emporte le 8 mai, ses adversaires seront tout pour lui imposer non seulement un troisième mandat mais aussi un quatrième tour de scrutin.

Les précisions apportées à ce sujet par M. Charles Pasqua sur Antenne 2, mercredi soir, ont en effet le mérite de la clarté. Enfonçant le clou planté dimanche soir sur TF 1 par M. Jacques Chirac, le ministre de l'intérieur a ouvertement indiqué que, non content de refuser toute nouvelle cohabitation avec M. Mitterrand, dans l'hypothèse de la défaite de la droite, le RPR s'emploierait à censurer tout gouvernement qui voudrait jouer le jeu du président socialiste de la République. Et M. Pasqua est allé jusqu'au bout de sa pensée : si les élections législatives anticipées qui seraient alors provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale contredisaient le résultat de l'élection présidentielle, le président de la République élu le 8 mai n'aurait plus qu'à se soumettre ou à se démettre.

Le calcul du RPR pour l'après-8 mai apparaît donc transparent : si le candidat socialiste sortait victorieux du scrutin présidentiel, il suffirait de lui opposer, le plus tôt possible... une autre légimité. Élémentaire, dirait M. Pasqua. Peut-être trop élémentaire.

Car si les résultats des élections partielles et les enquêtes d'opinion autorisent un tel calcul dans la mesure où ces données traduisent, entre la cote de popularité personnelle de M. Mitterrand et les intentions de vote des Français aux législatives, un écart favorable à la thèse de M. Pasqua, ce scénario fait peu de cas des évolutions que la réélection d'un président de gauche pourrait avoir à la fois à l'intérieur de la coalition qui contrôle actuellement la majorité parlementaire et dans le corps électoral.

En dépit de la solidarité exprimée jusqu'à présent par les dirigeants de l'UDF à l'égard du RPR, rien ne dit que cette majorité confrontée à la sanction du suffrage universel, otempérerait comme un seul homme aux injonctions du RPR. Rien ne permet de jurer non plus que les électeurs, pour leur part, refuse-

raient, le cas échéant, surtout si le mouvement chiraquien lui donnait l'impression de provoquer par dépit un conflit institutionnel, de donner au président à peine élu la majorité dont il aurait besoin. Mais on n'en est pas là.

**LES 40 RADIOS LOCALES DE RADIO FRANCE C'EST 7.250.000 AUDITEURS RÉGULIERS\***

**LE RÉSEAU DE RADIO FRANCE PREMIER RÉSEAU DE FRANCE\*\***

\* Enquêtes Médiamétrie et ISL de 1987  
\*\* France Inter - France Musique - France Culture France Info - Radio Bleue - FIP - Radios Locales

- RADIO FRANCE ALSACE
- RADIO FRANCE ARMORIQUE
- RADIO FRANCE BELFORT
- RADIO FRANCE BERRY SUD
- RADIO FRANCE BESANCON
- RADIO FRANCE BORDEAUX-GIRONDE
- RADIO FRANCE BRETAGNE OUEST
- RADIO CORSE FREQUENZA MORA
- RADIO FRANCE CHERBOURG
- RADIO FRANCE COTE D'AZUR
- RADIO FRANCE CREUSE
- RADIO FRANCE DIJON-BOURGOGNE
- RADIO FRANCE DROME
- FREQUENCE NORD
- RADIO FRANCE HERAULT
- RADIO FRANCE ISERE
- RADIO FRANCE LANDES
- RADIO FRANCE LIMOGES
- RADIO FRANCE LOIRE OCEAN
- RADIO FRANCE LYON

- RADIO FRANCE MAYENNE
- RADIO FRANCE MARSEILLE
- RADIO FRANCE MELUN
- RADIO FRANCE METZ
- RADIO FRANCE NANCY
- RADIO FRANCE NIMES
- RADIO FRANCE NORMANDIE-CAEN
- RADIO FRANCE NORMANDIE-ROUEN
- RADIO FRANCE ORLEANS
- RADIO FRANCE PAYS BASQUE
- RADIO FRANCE PAU-BEARN
- RADIO FRANCE PERIGORD
- RADIO FRANCE PICARDIE
- RADIO FRANCE PROVENCE
- RADIO FRANCE PUY-DE-DOME
- RADIO FRANCE REIMS
- RADIO FRANCE ROUSSILLON
- RADIO FRANCE TOULOUSE
- RADIO FRANCE TOURS
- RADIO FRANCE VAUCLUSE

هفتا من الامل





## Politique

### La campagne dans la majorité

## Les « premiers ministrables » de M. Raymond Barre

M. Raymond Barre à l'Elysée, quel premier ministre à Matignon ? Cette question a souvent été posée au député du Rhône sans qu'il ait été possible jusqu'à présent, y compris dans son entourage, d'obtenir la plus petite esquisse de réponse. M. Barre s'est toujours refusé à faire des promesses à qui que ce soit. Simplement, nourri par sa propre expérience des cinq années qu'il a passées à Matignon sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, se tenant à une lecture scrupuleuse de la Constitution de 1958 et se fondant sur l'expérience de la cohabitation, M. Barre a toujours insisté sur les relations « de coopération et non de rivalité » indispensables

entre le président de la République et le premier ministre. « Un premier ministre tel que je l'entends, explique-t-il ainsi dans son livre *Questions de confiance, ne doit pas être un simple chef d'état-major* [...]. C'est parce que tous les rouages de l'administration convergent sur Matignon qu'un premier ministre sans poids, sans réalité propre et qui n'aurait pas le sens de la gestion serait incapable de tenir Matignon. »

Dès lors, tous les pronostics sont permis. Deux noms reviennent le plus souvent. Celui de M. Jean François-Poncet, récemment sorti de l'ombre avec sa participation à l'émission

« L'heure de vérité ». Sa passion pour l'Europe, ses relations étroites avec le partenaire allemand, son expérience concrète acquise sur son territoire de Lot-et-Garonne des problèmes de l'aménagement du territoire, ses attaches radicales utiles pour une ouverture de la majorité, son expérience d'ancien secrétaire général de l'Elysée, constituent pour cet ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing autant d'atouts et le placent dans la position de favori. M. Pierre Méhaignerie peut revendiquer les mêmes avantages, mais sa carte de visite de chef de parti peut, dans un premier temps, constituer pour lui un handicap. Preuve de l'incertitude qui plane

sur cette question, ni M. François-Poncet ni M. Méhaignerie ne croient en privé en leurs chances. Le premier se verrait très bien revenir au quai d'Orsay, le second à la tête du ministère des finances. D'autres noms sont cités : celui du ministre de la Défense, M. André Giraud, qui se prépare depuis un certain temps à toute éventualité, ou celui encore du président du groupe centriste au Sénat, qui peut se targuer d'une étroite complicité avec M. Barre, M. Daniel Hoeffel. A moins que M. Barre ne surprenne tout son monde en recrutant « l'homme de paille » qu'il recherche hors du microcosme.

D. C.

### M. Jean François-Poncet : le mieux placé

Heureux comme en Lot-et-Garonne ! A le voir rire d'aussi bon cœur à l'heure sacrée du café-matin avec une dizaine de conseillers généraux dans le bar-cantine de l'hôtel du département, on ne peut que se dire que Jean François-Poncet a bel et bien trouvé son havre aux bords de la Garonne.

Ce sera « ici et nulle part ailleurs ». Pour en convaincre les sceptiques, le couple François-Poncet, arrivé à Agen au milieu des années 60, acquiert une belle demeure sur les coteaux. Fort des seuls souvenirs d'un stage d'administration à Toulouse et du parrainage du tout-puissant voisin lotois, Maurice Faure, Jean François-Poncet décide d'occuper le créneau entre « la gauche-gauche et les gaullistes ».

L'essai n'est pas transformé du premier coup, mais l'échec des législatives, en 1967, est suffisamment honorable pour persévérer et gagner le siège de conseiller général de Laplume. Le ballon ovale est désormais fiché sur sa motte de terre. Un embryon d'équipe se constitue pour préparer les prochains matches : « Avenir 47 », où se retrouvent tous les « poncétistes ». Le premier dimanche de septembre, ils se réunissent chez leur chef de file : ils étaient quatre mille pour la fête de 1987 !

Envoyé en poste à Téhéran, en 1969, JFP rêve d'une affectation en Espagne. Las ! Le pouvoir est sans tendresse pour ce centriste-locaniste, européen convaincu, opposant irréductible qui a même refusé au législateur de 1968 l'investiture des giscardiens. Le consulat de Venise, ce sera « non », et il quitte le Quai. Direction le secteur privé, aux établissements Carnaud et Forges de Bassin-Indre.

Il reviendra au Quai, et par la grande porte, en janvier 1976. Une belle revanche que cette nomination de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Ce premier passage sera bref. Six mois plus tard, quelques semaines avant que Jacques Chirac ne claque la porte du gouvernement, Valéry Giscard d'Estaing en fait son collaborateur le plus proche : secrétaire général de l'Elysée.

Le Lot-et-Garonne n'en revient pas : il a son grand homme et il ne le savait pas. Pendant onze ans, JFP était tu à l'assemblée départementale. « C'est ce que j'ai fait de plus intelligent », dit-il aujourd'hui. Un « Blitzkrieg » de quinze jours, et voilà le fils qui « vu son père pleurer toute sa vie sur son absence de province » président du conseil général.

Le succès appelle le succès : Raymond Barre, pour son troisième gouvernement, en fait son ministre des affaires étrangères. Deux ans et demi sous pression : passé le 10 mai 1981, JFP « se réinvestit corps et âme » dans son territoire.

La décentralisation socialiste en fait un « patron » de département, et quel patron ! Ses adversaires ne tarissent pas sur son « autoritarisme », son « despotisme » : en un « tyran ». Ses collaborateurs usent de plus de précautions. Cela donne des formules nuancées sur « l'homme qui sait ce qu'il veut », « qui aime bien que les choses marchent bien et vite », « qui supporte

mal les discussions sans fin, voire la contradiction ».

L'intéressé préfère parler « méthodes de travail ». C'est un bon élève — n'a-t-il pas été major de l'ENA ? — un infatigable « bousleur ». Ses dossiers, il les connaît sur le bout du doigt. Une réunion de travail avec les maires de son canton est une véritable leçon de politique locale, avec ce subtil équilibre qui consiste à défendre les responsables présents de l'administration... tout en donnant raison aux élus toujours prompts à leur reprocher quelque incohérence ou incapacité.

Tout un art, appris en ce pays de rugby et sur ces terres radicales-socialistes. A tel point que le dernier budget du département a été adopté par trente voix (dont celle d'un radical de gauche) contre deux du Parti communiste et avec les huit abstentions du Parti socialiste. Et JFP de payer le luxe de donner raison au porte-parole socialiste qui lui reprochait un manque d'audace et d'imagination financières, en souhaitant que majorité et opposition mettent en commun idées neuves et projets.

#### A Fabri

Sans regret de n'avoir jamais siégé à l'Assemblée nationale qui vous « contraint aux excès », il a choisi en 1983 l'hémicycle du palais du Luxembourg. « Situation confortable », avoue-t-il, qui le met « à l'abri des préoccupations électorales ». Discret mais tenace, le sénateur de Lot-et-Garonne effectue un apprentissage rapide : au bout de trois ans de mandat, la présidence de la commission des affaires économiques lui échappe. Une fonction qui, assure-t-il, lui va « comme un gant ».

Même feutrées, ses initiatives n'y sont pas toujours du goût de tout le monde. Quand en septembre dernier il lance l'idée de faire réfléchir sur les conséquences économiques pour la France de l'ouverture du marché unique européen, nul ne trouve à redire. Il prévoit d'installer une mission d'information pour entendre les spécialistes économiques et financiers avant un colloque fixé à la mi-février. Remords subit ou découverte d'un possible danger, voilà le microcosme sénatorial en émoi.

L'affaire remonte jusqu'à Alain Fohrer, qui avait accepté de patronner ce fameux colloque. « Je ne voulais pas en faire un show médiatique », sous-entendu au profit de Raymond Barre, affirme, la main sur le cœur, Jean François-Poncet, qui, respectueux du désir des présidents de groupe de la majorité d'éviter un conflit avec le RPR, a repoussé l'affaire à l'après-élection. On n'est pas diplomate sans savoir jusqu'où on ne pas aller !

Présent comme le futur premier ministre de Raymond Barre lors d'un récent dîner-débat à Montauban, il détourne le propos en assurant que le président nouvellement élu « aura l'embarras du choix » et qu'il entend, lui, rester « président du conseil général de Lot-et-Garonne », sans préciser que après tout, les deux fonctions ne sont pas incompatibles.

Et pourtant, la prédiction n'est pas seulement flatteuse, il y a des signes. Sa présence à « L'heure de vérité » comme baron du barrisme,

son rôle grandissant dans l'équipe du candidat au point d'en devenir peut-être le porte-parole officiel, confirment qu'il a bien le « profil ». Qu'il ait en un tête-à-tête d'une bonne heure avec le député du Rhône à la veille de sa prestation sur Antenne 2, qu'il ait organisé et fédéré tout ce qui n'est ni gaullisme ni socialisme au sein de l'UDA (Union pour le développement de l'Aquitaine), soit quelques quinze cents élus dans sa région, cela montre de quel poids il pèse.

De là à occuper ce qu'il appelle « le siège du mort dans la voiture des institutions de la V<sup>e</sup> République », il y a un pas qu'il se défend de franchir.

Qu'il le veuille ou non, il est le mieux placé. Raymond Barre veut faire la différence sur le terrain européen. Or Jean François-Poncet a débuté sa carrière dans les années 50 auprès de Maurice Faure signataire du Traité de Rome. Ancien secrétaire général de l'Elysée : qui d'autre que lui connaît aussi bien les rouages du couple Elysée-Matignon ? Le député du Rhône n'aime guère les partis : appartenant à l'UDF depuis 1984 au sein des « adhérents directs », Jean François-Poncet n'appartient nullement comme un homme de parti. Aurait-il le sens de l'ouverture ? Il se le prête : mais il lui faudra convaincre ceux qui lui reprochent d'avoir oublié ses amis d'antan et de s'être « droitisés ». A l'inverse, ces atouts ne gommant pas des handicaps : son côté « grand bourgeois » et l'absence de contacts directs au contact des réalités locales. Son obstination à ne lancer aucune flèche contre le RPR et Jacques Chirac ne suffit pas à faire oublier son anti-gaullisme de jadis.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### M. André Giraud : en quête d'une stature

En deux années d'exercice des responsabilités à la tête du ministère de la Défense, M. André Giraud a cherché à se donner une stature nationale et une posture internationale. La fonction même autorise cette ambition, surtout si son titulaire, parce qu'il doit se refuser à entraîner l'armée dans la bataille politique, sait témoigner sa réserve, au moins de façade, devant les inévitables joutes partisans. A un pont-clic de la cohabitation, qu'un pont-clic, comme tout bon « barriste », à une « petite purge », où, néanmoins, rien d'essentiel ne serait compromis, M. Giraud a tenté de se construire un destin politique personnel.

Durant sa traversée du désert, entre 1981 et 1986, ce « gaulliste de tête et de cœur, longtemps pourri aux sources du pétrole et du nucléaire qui symbolisent l'indépendance de la France, a compris qu'il lui faudrait, un jour ou l'autre, détenir une consécration électorale, sous la forme d'un mandat au nom duquel il pourrait continuer d'exister.

#### Son carnet d'adresses

A soixante-trois ans en avril prochain, M. Giraud agit donc comme s'il était l' élu d'une circonscription (celle de Sartrouville, Maisons-laffitte, Le Vésinet, dans les Yvelines) sur laquelle il a jeté son dévolu. Il s'y présentera aux prochaines élections législatives. Et, en attendant, il y organise des réunions publiques, rassemble les marchés et reçoit les doléances ou les demandes d'intervention d'un électoral acquis largement aux thèses de la majorité. L'ancien haut fonctionnaire n'a pas encore l'aisance de l' élu professionnel : son ton parfois cassant, rude ou volontiers ironique aux dépens de son interlocuteur et son discours assuré de détenir la vérité auront besoin d'être gommés.

Mais cette onction de l'élection, qu'il recherche aujourd'hui, est une épreuve sur la voie qui distingue tout premier ministre, à part entière, de

Premier ministre ? L'hypothèse fait naître sur le visage de l'intéressé un sourire mi-gêné, mi-révéru. Dans ce train qui l'emène de Shanghai à Shenzhen (zone économique spéciale de Chine méridionale), le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports affirme avoir d'autres préoccupations.

Délaissant momentanément, en cette fin de janvier, une campagne électorale qui pètit, le président du CDS part à la découverte d'une Chine qui s'éveille économiquement. La faiblesse de l'image industrielle de la France face à l'Allemagne fédérale ou au Japon, l'essor économique du sud de la Chine sur le modèle de Taïwan : autant de réalités qui l'entraînent un peu plus dans l'idée que les querelles franco-françaises sont en complet décalage avec l'ampleur des défis économiques de cette fin du vingtième siècle.

Mais, pour l'heure, tandis que défient à la fenêtre les images d'une Chine pluri-millénaire, paysans et buffles dans les champs, M. Méhaignerie accepte d'oublier momentanément les dossiers des mœurs de Pékin et de Shanghai pour revenir à l'Hexagone. Le chef de file des centristes n'ignore pas qu'il figure en bonne place au sein des « premiers ministrables » de la « tortue » Barre. La tortue, un symbole, pour lui, des plus heureux : c'est en Chine le symbole de la longévité.

Responsable de la principale formation de soutien au candidat Raymond Barre, le président du conseil général d'Ille-et-Vilaine a la confiance et l'estime de l'ancien premier ministre, qui apprécie le leader local solidement implanté dans son terroir breton, l'ancien maraîchier des discussions agricoles de Bruxelles, le ministre qui corneque aujourd'hui un pachyderme ministériel.

ce que serait, à Matignon, un chef d'état-major du président de la République.

Dans le même temps, M. Giraud a beaucoup voyagé. Ancien ministre de la Défense n'a probablement parcouru autant de kilomètres en avion pour rencontrer ses homologues à l'étranger et profiter de cette occasion pour être reçu par les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement ou les ministres des affaires étrangères des pays où il a ainsi séjourné. Que ce soit aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Espagne, en Italie, dans les pays du Proche ou du Moyen-Orient, et dans les Etats africains, pour en prendre que les exemples de visites les plus fréquentes, le ministre français de la Défense a consciencieusement rempli son carnet d'adresses, tissé un réseau de connaissances et parlé, hors des frontières, au nom de la France.

Parfois même, M. Giraud a donné l'impression de s'exprimer comme un ministre des affaires étrangères... En témoignage, le voyage récent en Australie, où tous ceux qui le suivent gardent le souvenir d'une réception digne d'un premier ministre, en tout cas bien supérieure à ce qu'aurait dû avoir le président du comité français pour le bicentenaire de ce pays et le titulaire du portefeuille de la Défense qu'il était, en la circonstance, tout à la fois. Aucune flèche tirée, en public, contre M. François Mitterrand, même si, d'autre part, M. Giraud, qui ne met pas pour autant son drapeau dans la poche, se montre, en privé, agacé par un chef de l'Etat accusé de monnaie « son maillot rose ».

L'homme avait de l'admiration pour M. Valéry Giscard d'Estaing, dont il fut le ministre de l'Industrie. Il a du respect pour M. Raymond Barre, mais n'a eu de cesse d'annoncer qu'il se rallierait à M. Jacques Chirac s'il devenait le « champion » de la majorité du second tour de la prochaine élection présidentielle. A aucun moment, le candidat Barre, qui apprécie M. Giraud parce qu'il lui ressemble parfois, n'y a vu un quelconque double jeu.

JACQUES ISNARD.

### M. Pierre Méhaignerie : la seconde carte

riel, enfin l'Européen convaincu. Homme de dialogue, héritier par les sectarismes, soucieux de la finalité sociale de toute politique économique de rigueur, il pourrait être un premier ministre d'ouverture pour M. Raymond Barre.

Pour autant le « pedigree » de M. Méhaignerie n'est pas sans failles. Il ne s'est pour l'instant jamais illustré dans un grand ministère politique, de ceux où l'on prend des coups et où l'on apprend à les rendre. Certains de ses amis le jugent d'ailleurs trop tendre, pas assez charismatique. Il ne fait pas l'unanimité à l'UDF, où les légalistes le soupçonnent périodiquement de lorgner du côté socialiste. Enfin, une règle non écrite de la V<sup>e</sup> République semble le prédestiner plutôt à être l'une des éventuelles secondes cartes d'un Barre président songeant en cours de mandat à se séparer de son premier ministre : en effet, depuis 1958, les locataires de Matignon en début de septennat ont un profil politique affirmé, les seconds se recrutent plus volontiers dans un cénacle de fidèles ou de « techniciens ».

#### « La trahison de Lille »

Mais, à l'heure où l'expérience originale de la cohabitation touche à son terme, à plusieurs milliers de kilomètres de Paris, le ministre de l'équipement se prête au jeu du bilan avant de songer à l'avenir. « Je ne regrette rien, dit-il, il n'y avait pas d'autre choix. Je me souviens trop bien de l'histoire du RPR pour jouer la carte du soutien sans participation. » S'il se félicite des « relations cordiales » entretenues avec le premier ministre, il ne cache pas que la personnalité « évolutive » de M. Chirac l'a parfois déçus. Mais, bédouin dans son dévouement ministériel d'une complète autonomie, le bilan est somme toute positif.

Il ne conserve de ces vingt mois que deux mauvais souvenirs : l'affaire de la loi Devaquet et la tentative « maladroite » de Matignon de centraliser, l'été dernier, les crédits de communication de différents ministères. Les ministres baristes avaient cru y déceler, à l'approche de l'élection présidentielle, une intention maligne de leur couper le nerf de la guerre. « Nous avons eu finalement gain de cause », rappelle-t-il comme pour bien montrer que le mot intrinsèque fait aussi partie du vocabulaire centriste.

La potion fut donc moins amère que prévu, et le ministre reconnaît

volontiers la qualité de certaines réalisations du gouvernement, notamment en matière de libération de l'économie et dans le domaine de l'emploi. Des résultats qui, « excepté sur les Français une séduction certaine », « Mais rien n'est terminé. La France a besoin d'un type d'homme politique comme Barre qui dit la vérité au pays, qui ait une vision d'avenir et un comportement politique rigoureux ».

Mais, plus que d'instincts « gauchistes », sur une éventuelle arrivée à Matignon au cas où... M. Méhaignerie est préoccupé par des réalités qui lui semblent plus concrètes : dans quel état la majorité arrivera-t-elle au 3 mai, que deviendra l'UDF après l'élection présidentielle ? Sur le premier chapitre, le patron du CDS a de quoi à se faire une irritation. L'entreprise de débouchage menée par le RPR auprès de l'UDF (les premiers échecs lui sont parvenus en Chine) illustre une réalité qu'il énonce ainsi : « Il y a eu RPR un discours très unilatéral, mais pour la pratique c'est autre chose. En revanche, l'UDF, le propos l'est peut-être un peu moins, alors que dans la pratique nous sommes très unilatéraux ». Quant à l'UDF, « elle a du mal à s'enfuir quand elle a à faire face à l'impérialisme du RPR », constate-t-il.

Le président du CDS se félicite bien sûr du soutien de l'ancien républicain de M. Léotard, même si, au début, il avoue avoir été irrité par l'incursion du secrétaire général du PR à vanter les qualités de M. Chirac avant de consentir à son tour à M. Barre du bout des lèvres. Les choses ont changé depuis, et le ministre de la culture est même parvenu à se faire consacrer médiatiquement, comme le plus efficace soutien de M. Barre sur le terrain. En outre, après l'échec du secrétaire d'Etat au tourisme, le giscardien Jean-Jacques Descamps dans la canotière paternelle de Lille, c'est M. Méhaignerie qui fait aujourd'hui figure d'asocé.

La « trahison de Lille », selon l'expression d'un léotardien, risque fort de peser lourd dans la balance UDF de l'après-3 mai, quand se posera le délicat problème de la succession de M. Jean Lecanuet à la tête de la confédération. Une échéance qui, quel que soit le résultat de l'élection, sera pour l'UDF un moment de vérité. M. Méhaignerie ne l'ignorait pas, et ce rendez-vous semble plus occuper ses pensées qu'un éventuel parcours « premier ministériel ».

PIERRE SERVANT.



### PRÉSIDENTIELLE 1988 LE NOUVEAU GRAND DOSSIER ÉLECTORAL DE L'AFP

Pour cerner les candidats à cette élection et disposer d'un document complet sur le septennat écoulé :

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL EN 2 VOLUMES INDISSOCIABLES

Ce vade-mecum de l'élection présidentielle : illustré de cartes, de graphiques et de photos AFP paraîtra le 10 mars, un mois et demi avant le premier tour de scrutin.

TOME I : LES DONNÉES HISTORIQUES CONSTITUTIONNELLES ET PRATIQUES

TOME II : LE SEPTENNAT ÉCOULÉ (Politique intérieure et internationale)

PRÉSENTATION DES CANDIDATS (Biographie, organigramme de leur état-major, projet de campagne et les grandes lignes du programme)

De plus, dès le 20 mai, vous recevrez les résultats complets circonscription par circonscription.

### L'INDISPENSABLE DOCUMENT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 1988

Prix : 1765,50 F TTC (500 pages)  
AFP : 11/15, place de la Bourse, 75002 PARIS  
Tél. : (1) 42 33 44 66 - Poste 4462

### (Publicité) L'INSTITUT LUCIEN HERR

Organise samedi 12 mars de 9h 30 à 20h ses premières rencontres au FIAP 30, rue Cabanis 75014 Paris sur le thème :  
"Les enjeux économiques, sociaux et politiques pour la gauche française à l'horizon de 1992"

- Quelle marge pour quelle politique économique ?
- Le social en déclin ou naissance possible d'un nouveau modèle ?
- Le champ politique à la veille et après l'élection présidentielle ; la gauche en quête d'une nouvelle stratégie démocratique.

Trois tables rondes avec la participation d'économistes, de hauts fonctionnaires, de syndicalistes, d'universitaires, etc.  
Pour tout renseignement Tél : 45.82.16.60





## Politique

### La campagne dans l'opposition

#### L'avenue Franco-Russe attend son candidat

Serait-ce une conjuration ? Les voilà tous chuchotant en cercle fermé, l'air pénétré et afféché, la démarche assurée de ceux qui savent. Mais chut ! Motus et bouche cousue. Les mitterrandistes s'ingèrent l'un des plus longs silences radio du septennat. Cela fait maintenant trois mois que plus personne ne doute, réellement, que M. François Mitterrand dépendra le renouvellement de son bail à l'Élysée ; trois semaines qu'il se murmure au Palais-Bourbon, et il y a des rumeurs, des rumeurs, des rumeurs, au centre de Paris pour abriter l'antenne du candidat socialiste ; trois jours qu'une « source autorisée » a laissé filtrer que le siège de l'état-major du président-candidat Mitterrand s'installera au numéro 7 de l'avenue Franco-Russe. Non, ce n'est pas un gag. Mais défense de rire et défense de parler.

De grâce, ne posez pas de questions. Ne vous faites pas tantôtiser et si vous en avez, rangez-les dans un tiroir. Un quartier général ? des locaux ? M. Jack Lang détourne la tête : « Je ne suis pas au courant » (sourire). « Je ne veux pas le savoir » (coup d'œil charmeur). M. Edith Cresson, qui bouda au Maroc, au Cameroun et en Côte d'Ivoire afin de rencontrer les Français de l'étranger, s'étonne, faussement ingénue : « C'est la première fois que j'entends parler de cette avenue Franco-Russe. Je ne sais même pas où c'est ! » Le secrétaire de M. Pierre Bérégovoy, confit : « Il n'y a pas de candidat, donc il ne peut pas y avoir d'infrastructure. » Et, dans un souffle : « Comprenez-vous, c'est difficile de parler maintenant. » Un vrai supplice.

Et puis, tout à coup, un gradé casse, envoie promener courtoisie et secret au prix de quelques péripéties compliquées : « Pour l'instant tout transite par le Palais-Bourbon. — Jusqu'au démarrage de la campagne ?

— Mais ça a déjà démarré ! — Tout partira du 7 de la rue Franco-Russe ? — Voilà... d'où vous dites... — Tous bristlent de vous le confirmer. Personne n'ose. C'est fait. Avenue Franco-Russe, une rue en coupe qui relie la rue de l'Université et l'avenue Rapp, entre le pont de l'Alma et la tour Eiffel, nulle agitation. Le Collège coquettif, dernier occupant, a libéré les lieux et ne répond plus que par un disque sans surprise : « Le numéro que vous avez demandé n'est plus attribué. Veuillez consulter le nouveau annuaire ou votre documentation. » Une voiture de police passe sagement, à intervalles réguliers, pour s'assurer de la tranquillité des lieux. On ne visite pas !

Mais, à l'intérieur, les gros rhododendrons qui s'entassent dans le hall, derrière la lourde porte en bois, fleurissent déjà bon le bol d'oxygène pour militants stressés. Les peintres s'activent derrière la façade stricte de briques roses patinées. Les caméras vidéo scrutent sans relâche les rares passants et dissimulent les échecs.

Les premiers des socialistes sont serins. Les hommes du président aussi. M. Pierre Bérégovoy, chef présumé de la campagne du futur candidat en voie de déclaration, consent à dire sobrement : « Nous sommes prêts à l'écouter. » Sobriété encore, M. Jack Lang affirme : « Nous allons fuir comme la peste toute campagne à l'estomac. »

Sobriété toujours. M. Roland Dumas écarte avec un art consommé toute question d'anecdote. Avec M. Louis Mermus, M. Edith Cresson, M. Pierre Joxe, Henri Nallet et d'autres, ils ont les pieds sérieusement calés dans des starting-blocks légèrement engourdis, et n'attendent plus que le coup de sifflet du président.

LAURENT GRELSAMER.

#### M. Marchais veut éviter un « plébiscite » de M. Mitterrand au premier tour

La session du comité central du PCF consacrée à l'engagement des communistes dans la campagne présidentielle s'est achevée, le mercredi 9 mars, par l'adoption à l'unanimité du rapport introductif de M. Paul Laurent (le Monde du 10 mars). Un peu moins d'une trentaine de participants ont pris la parole au cours de la seconde journée, et une discussion spontanée s'est engagée autour de l'utilité des appels publics en faveur de M. Lajoinie, entre les tenants du vote protestataire et les défenseurs du vote sur le programme politique. M. Georges Marchais a mis l'accent sur la nécessité de l'engagement de tous les communistes. « Tout le reste n'est que fantasmagorie », a-t-il dit.

« Faut-il choisir l'« ardeur » de Chirac ? Faire « confiance » à Barre ? Sombrier dans les délires de la « tonnonmanie », de la « mitterrandolatrie » ou de la « mitterrandocritique », selon le terme au goût du jour ? En une formule enlevée, M. Marchais a balayé MM. Chirac, Barre et Mitterrand qui, refusant de parler de leur bilan et de leurs projets, « veulent chloroformer les Français ». Le secrétaire général s'en est pris plus nettement au président de la République qu'au premier ministre et à M. Barre.

Concernant le bilan de M. Barre, il a estimé que « derrière l'effluve et la suffisance de ce joyau de la droite bornée, il y a les résultats catastrophiques du plus destructeur des économistes de France ». Concernant M. Chirac, il a affirmé qu'après avoir « mis notre pays sur les rails de la politique d'austérité et de suppressions d'emplois massives » entre 1974 et 1976, il a renoué en 1986 « enfoncé dans le tunnel qu'il avait commencé à creuser » et qu'il a, depuis lors, poursuivi son chemin. Tous deux sont « naturellement les adversaires que combattent sans concession André Lajoinie et notre parti », a ajouté M. Marchais avant d'indiquer que « c'est précisément cette opposition frontale à la droite qui nous conduit à dire la vérité aux Français sur le bilan de François Mitterrand et à les mettre en garde contre ses projets ».

Selon le secrétaire général du PCF, la volonté du chef de l'Etat, qui entretient la fiction du suspense sur sa candidature, est d'« adapter plus encore, selon les menus recettes que celles préconisées par Chirac et Barre, la société française aux exigences des grandes firmes multinationales dans le cadre d'une « Europe de 1992 » qui aggraverait toutes les difficultés des gens et du pays ». C'est également « achever l'évolution qu'il a imprimée au PS en faisant revenir celui-ci à son point de départ : la SFIO des années 50, un parti de centre gauche qui gouverne avec le centre droit — c'est-à-dire avec la

droite — pour mener une politique de droite ». A l'avance, M. Marchais dénonce l'argument, selon lui « doublement mensonger », qui sera utilisé par les socialistes, sur la nécessité d'obtenir le score le plus élevé possible dès le premier tour. Le dirigeant communiste martèle que « le poids [...] du premier tour n'anticipe en rien le résultat du second ». Et de préciser : « François Mitterrand avait recueilli 43,2 % des voix au premier tour de 1974 : il a été battu. Il en a recueilli 25,8 % en 1981, il a été élu ».

Il n'empêche que, pour M. Marchais, cet argument est aussi « politiquement mensonger » car « chacune des voix pour François Mitterrand au premier tour sera comptabilisée comme un soutien inconditionnel à sa personne, à son bilan [catastrophique] et à ses projets [d'alliance au centre] ». Le secrétaire général en conclut qu'« il ne serait sain ni pour la démocratie, ni pour l'avenir de la gauche et du pays que François Mitterrand soit ainsi plébiscité au premier tour ». Car, au fond, poursuit M. Marchais, il ne manque qu'une seule chose au chef de l'Etat : depuis qu'il a pris le contrôle du PS en 1971, c'est « un triomphe au premier tour de l'élection présidentielle et un nouvel affaiblissement du Parti communiste ».

Après avoir longuement développé les thèmes de l'« union pour se défendre », celui du « parti des mécontents », ceux de la misère et de la pauvreté, M. Marchais s'est penché sur le « style de travail » des communistes dans la campagne électorale.

En conclusion, le secrétaire général a expliqué que « la mise en œuvre de cet immense travail » repose en priorité sur les membres du comité central et les premiers secrétaires de fédération. « Cela demande un engagement constant — et sans doute, dans certains cas, plus ample qu'aujourd'hui — de chaque membre du comité central », a lancé M. Marchais.

O. B.

#### Un sondage BVA-«Paris-Match»

L'élection de M. Mitterrand en 1981 a été « une bonne chose pour la France » selon 52 % des Français

« Tout compte fait, l'élection de François Mitterrand a été une bonne chose pour la France », estiment 52 % des personnes interrogées par BVA dans un sondage publié, le jeudi 10 mars, dans Paris-Match. 32 % des interviewés ne partagent pas cet avis (dont 66 % des électeurs du premier ministre et 63 % de ceux de M. Jean-Marie Le Pen).

Si 56 % des sondés pensent vivre de la même façon qu'il y a sept ans, 25 % (dont 48 % des sympathisants du président du Front national) considèrent qu'il y a eu une dégradation de leur vie et 12 % une amélioration de celle-ci. Néanmoins, 43 % des consultés estiment que les choses se sont dégradées (65 % des électeurs communistes partagent ce jugement), 37 % qu'elles n'ont pas bougé et 12 % qu'elles se sont améliorées. De même, l'économie française apparaît plus faible qu'il y a sept ans aux yeux de 46 % des interviewés, au même niveau selon 28 % des avis recueillis, et consolidée pour 11 % des personnes interrogées.

(1) Sondage effectué du 15 au 19 février auprès d'un échantillon représentatif de 932 personnes.

#### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 9 mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des délibérations, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

- AUGMENTATION DES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES (le Monde du 10 mars.)
- CONGÉ SPÉCIAL POUR LES PRÉFETS

Sur proposition du ministre de l'Intérieur, le conseil des ministres a adopté un décret qui prolonge jusqu'au 31 décembre 1988 la période pendant laquelle les préfets peuvent demander à être placés en position de congé spécial au titre du décret du 5 juin 1987.

- MISE EN VALEUR DES SITES DE VERSAILLES (Lire page 21.)

#### Nominations

Le conseil des ministres a également adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Bertrand de Galé, administrateur civil, est nommé président du conseil d'administration de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA).

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Pierre Lafaye, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé membre titulaire de la commission des sondages ; M. Guy Rosier, conseiller maître à la Cour des comptes, et M. Jacques Babon, conseiller référendaire à la Cour des comptes, sont nommés membres suppléants de la commission des sondages.

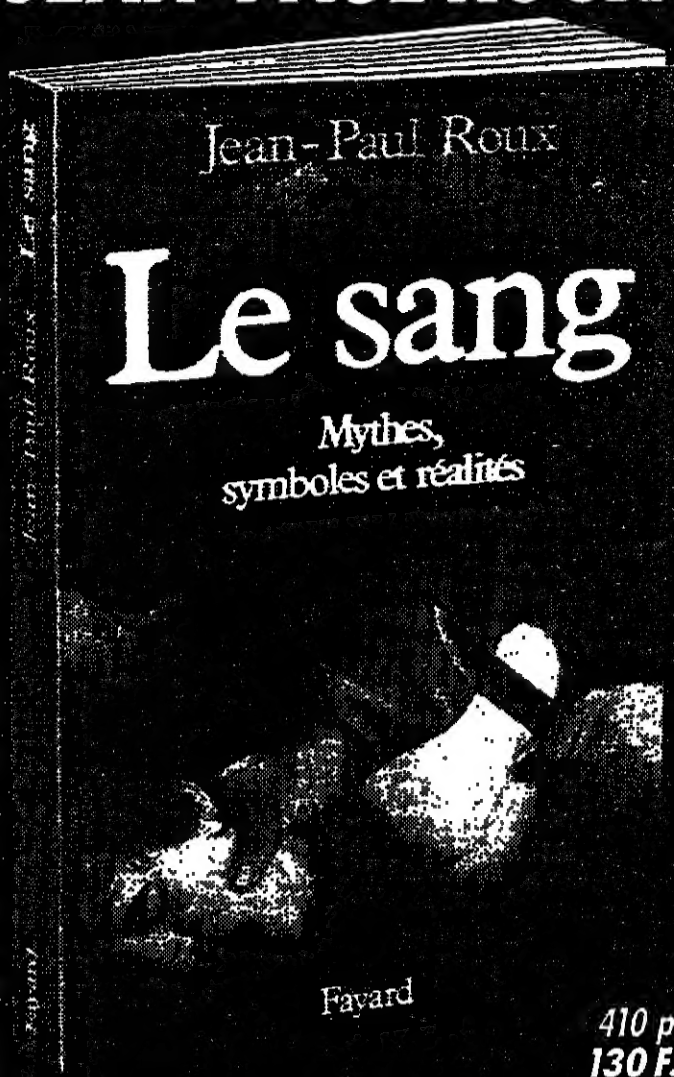
Sur proposition du ministre délégué chargé des P et T, M. Jean-Pierre Bodet, administrateur des postes et télécommunications, est nommé directeur du réseau à la direction générale de la poste.

# LE SANG

## Mythes, symboles et réalités

par

### JEAN-PAUL ROUX



Une synthèse historique tout à fait remarquable. L'auteur a recueilli les mythes et les symboles relatifs au sang dans les rites religieux et dans la vie quotidienne des temps et des lieux les plus divers. De cet énorme travail de comparaison, il a tiré un livre vivant, profond, quelquefois drôle, souvent terrible.

Paul Corentin - Télérampa

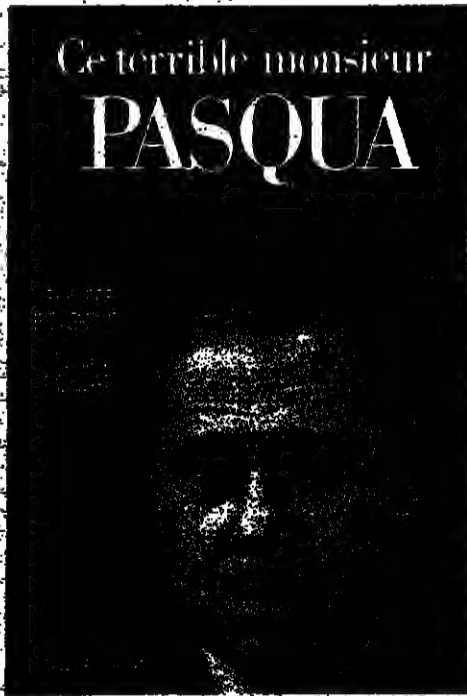
Du sang virginal au sang eucharistique, ce liquide a fait couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui encore, il fournit une imagerie forte, lourde de passions... Spécialiste d'histoire des religions, J.-P. Roux a réussi à écrire un livre passionnant... Le rare équilibre théologique de l'auteur lui permet d'avancer avec précision descriptions et analyses sans pour autant perdre le sens du sacré.

Jean-Robert Armogathe - La Croix

FAYARD

#### "IL EUT FAIT UN MAGNIFIQUE GÉNÉRAL D'EMPIRE"

Patrice Courroux - Le Quotidien de Paris



« Un livre qui permet de cerner au plus près le mystère Pasqua ».

Daniel Verne - Le Monde

« On découvre dans cette biographie un personnage surprenant... et parfois même « tonnonmanique » ».

Olivier Jay - L'Express

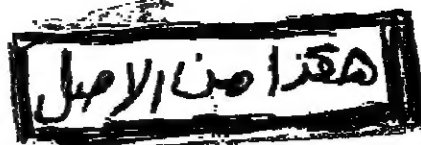
« Exhaustive sans longueur, impitoyable sans agressivité, impartiale autant que faire se peut ».

Georges Elgozy - Le Figaro

OLIVIER ORBAN

مكتبة الامير





Après la mort d'un gendarme à Ajaccio

## M. Pasqua : « Mettre hors la loi ceux qui n'ont rien à voir avec les traditions de la Corse »

La levée de corps de Stéphane Chariot, vingt-sept ans, le gendarme tué le mardi 8 mars de deux balles dans l'abdomen au cours du mitraillage de la caserne Battisti à Ajaccio par un commando de quatre hommes, devait avoir lieu, jeudi 10 mars à l'aéroport de Campo-d'Oro. Père d'une fille de deux ans, le gendarme devait recevoir à titre posthume la médaille militaire, celle de la gendarmerie et devait être cité à l'ordre de la nation.

Dès mercredi après-midi, M. Jacques Chirac a reçu M. Charles Pasqua, ministre

de l'intérieur, et M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, pour étudier avec eux la situation en Corse. Invité le soir même de « l'Heure de vérité », sur Antenne 2, le ministre de l'intérieur a notamment déclaré : « En Corse, comme ailleurs, nous luttons contre le terrorisme. J'ai dit que la Corse tout le monde connaît tout le monde. Le véritable support d'un gouvernement et de la démocratie, c'est l'opinion publique, et je pense que le moment est venu (...) pour les Corses de se débarrasser d'un tabou séculaire. Il faut

mettre hors la loi ceux qui n'ont rien à voir avec les traditions de la Corse et qui, par leur action, plongent la Corse dans le sang. »

A Ajaccio, les enquêteurs ont retrouvé une autre voiture blanche, un break Citroën BX, à l'intérieur de laquelle ont été découvertes des munitions comparables à celles utilisées par les malfaiteurs du commando. Les deux occupants d'une Opel Ascona, étaient cependant toujours en garde à vue mercredi soir.

## La mort banalisée

AJACCIO de notre envoyé spécial

La scène ressemble à une reconstitution du drame de la veille. A un détail près : les deux gendarmes de faction à l'entrée de la caserne Battisti d'Ajaccio se tiennent derrière la haute porte de fer et non plus devant comme Stéphane Chariot. Tendu sur leurs gardes, engoncés dans leurs gilets pare-balles, ils jettent au moindre bruit de moteur un coup d'œil dans la rue par une fente ouverte dans le métal.

Les impacts de balles ont été enregistrés à la craie. Des enfants ont repris leurs jeux à quelques mètres, dans la cour carrée transformée en terrain de sport, à l'endroit même où avait explosé l'engin lancé par-dessus le mur. Des gendarmes entrent, sortent, s'obligent à sourire. Sur un tableau de service, dans la cour, un message propose : « Poulets à 20 F le kilo. La vente, à en croire l'auteur, est exceptionnelle.

Cernée de HLM en surplomb, indéfinissable, la caserne Battisti paraît réchauffer au pâle soleil de mars son architecture désuète des temps de paix. Une vie de gendarmerie, avec sa routine revenue, à l'heure du déjeuner. Les enfants, tout à l'heure, seront escortés jusqu'à l'école. Des patrouilles sillonnent Ajaccio. Des sentinelles sont parfois visibles au détour d'une rue. Actes inutiles mais bien obligés, tous les gendarmes le disent : « Nous n'avons pas d'autre solution que de rester exposés, explique un officier. Ce n'est pas la guerre. Nos missions continuent. » Si la gendarmerie en Corse décidait de s'enterrer devant l'adversaire, de s'entourer de casemates dans ses casernes, ses neuf cents « personnels affectés » et ses cinq escadrons mobiles « déployés » ne suffiraient pas à la tâche. Peine perdue.

Autant se remettre à vivre comme chaque jour, comme si le FLNC n'était pas prêt à tuer malgré le décès du gendarme Chariot. Dans

leur PC, les officiers n'ont pas le moral. Ils savent que la mort de Stéphane Chariot n'est pas banalisée, dans une indifférence malgré les communiqués d'indignation de ses élus locaux. Comme si l'assassinat, en août 1987, du gendarme Guy Aznar, près de Bastia, avait absorbé toute l'émotion disponible. Routine de la mort, déjà.

Surout, ces officiers maudissent leur malchance. Au fil des heures d'enquête et de préparation des obsèques, il apparaît de plus en plus probable que, dans leur chasse au commando, les hommes de la caserne Battisti se sont trompés de cible. La voiture blanche interceptée quelques minutes après la fusillade n'était sans doute pas la bonne. Les deux suspects interpellés se trouvaient peut-être bien par hasard dans les chemins du maquis voisin. La méprise aux allures de bavure — exploitable par les familles ou les nationalistes — vient s'ajouter au deuil et au sentiment d'impuissance.

Dès les premiers coups de feu pourrants, des gendarmes, de leur bureau, avaient suivi la voiture blanche à la jumelle; des enfants dans la rue l'avaient vue s'éloigner. Mais le véhicule s'était trouvé hors d'attente une ou deux minutes dans une ravinée en contrebas, masqué par une chapelle et des maisons. Le commando a pu filer par une autre rue.

### La gêne des enquêteurs

Au fil des heures, mal à l'aise, des officiers reconnaissent que les gendarmes lancés à la poursuite du commando ont pu tirer sur un véhicule étranger à l'opération. L'Opel Ascona touchée par les balles des gendarmes et que l'on voyait de tous les environs chercher son chemin dans le maquis en pente avait sans doute pour seul tort d'être blanche justement à cet endroit-là.

Après avoir annoncé qu'une partie de l'équipe de l'ex-FLNC avait été interceptée, il a bien fallu

admettre que les deux jeunes gens arrêtés pouvaient, tout simplement, être occupés à essayer de manier sportive un véhicule sur les hauteurs, thème qu'ils n'ont cessé de défendre pendant leur garde à vue.

L'un d'eux est bien employé par le concessionnaire Opel d'Ajaccio. La voiture immatriculée dans le Finistère n'était pas volée, mais très régulièrement en réparation avant d'être repropagée à la vente. Les deux suspects, d'abord présentés comme des nationalistes connus, seraient en fait plus proches, comme dit un gendarme, « de la petite délinquance ».

Mercredi, en fin d'après-midi, la gêne des enquêteurs tourne alors au malaise. Une autre voiture blanche, un break Citroën BX, vient d'être retrouvée abandonnée dans un autre quartier de la ville. A l'intérieur, selon certaines informations, des munitions correspondant à celles utilisées par le commando contre Stéphane Chariot.

### Le mauvais œil

Bien sûr, il reste un doute : l'Opel blanche a peut-être servi d'appât pour entraîner, comme dans un western, la troupe des poursuivants sur une fausse piste. Mais ce serait prêter au commando trop d'astuce. Les tueurs ont eu une chance incroyable dans ce périmètre très rapidement cerné par les forces de l'ordre, et les enquêteurs restent convaincus que cet attentat-là a été largement improvisé.

Les officiers de la caserne Battisti n'ont pas le moral. Le mauvais sort. Le mauvais œil, encore. Après l'assassinat en juin 1987 du docteur Lafay à Ajaccio, après celui, en août de la même année, du gendarme Guy Aznar, ils savent qu'une enquête a fort peu de chance d'aboutir sans éléments matériels. Jean-André Orsini, l'un des chefs militaires présumés de l'ex-FLNC, n'a pu être arrêté en février parce qu'un commando au prin-

temps avait commis l'erreur d'abandonner derrière lui des armes et des papiers d'identité, lors du mitraillage d'un gendarme.

Mais, pour les autres ? Les gendarmes, conjointement désignés avec le service régional de police judiciaire d'Ajaccio pour mener cette enquête, trouvent le jeu avec l'adversaire trop légal. De meurtre en meurtre, l'ex-FLNC apprend à corriger les défauts de ses actions, à détruire ses armes, à laisser moins d'empreintes. Et comme ce n'est pas la guerre et que les casernes et leurs sentinelles restent des proies faciles, la caserne Battisti, à défaut de moral, se repaie psychologiquement sur elle-même pour quelques heures.

« On court après des gens marchant dans les allées, alors qu'eux-mêmes empruntent les pelouses », confie un officier qui s'accorde le droit d'exprimer, pour une journée, son amertume.

PHILIPPE BOGGIO.

● M. FRANÇOIS MITTERRAND : « La solidarité de la nation tout entière. » Au conseil des ministres de mercredi 9 mars, M. François Mitterrand a souligné que « la nation tout entière » est « solidaire » des « forces de sécurité ». D'autre part, le président de la République a adressé un télégramme de condoléances à la veuve de Stéphane Chariot, le gendarme tué à Ajaccio.

● M. JACQUES CHIRAC : « Tous les moyens doivent être utilisés pour réduire le terrorisme. » Au conseil des ministres de mercredi, M. Jacques Chirac a donné des « instructions formelles pour que tous les moyens soient utilisés pour réduire le terrorisme et éviter qu'une minorité tienne à fait marginal n'impose sa loi par la force ». Le premier ministre, dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé, a rendu hommage « aux forces de l'ordre pour les progrès accomplis depuis deux ans dans la lutte contre l'insécurité et le terrorisme ».

Au tribunal de Lyon

## Histoire d'une « bavure » pénitentiaire

LYON de notre bureau régional

Ce fut un peu le procès de l'univers carcéral, de ses violences et de ses silences, une entrée avec effraction dans un monde à part, avec ses lois propres. Devant la huitième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lyon, deux surveillants de la prison Saint-Paul, Gérard Veyssière et Jean-Claude Pardo, répondaient, mercredi 9 mars, de « coups et blessures volontaires avec préméditation », et les parties civiles étaient deux anciens détenus, Farid Smaoui et Rachid Izri.

Dans le public, au dernier rang, avait pris place une délégation de collègues de MM. Veyssière et Pardo, tous abscondus de cette situation qui faisait des coupables d'hier les victimes d'aujourd'hui et où deux des leurs se retrouvaient prévenus. Pourquoi ?

Parce que le 16 août 1983, en fin d'après-midi, une altercation avait éclaté entre détenus gitanes et maghrébins dans la cour de promenade de la prison Saint-Paul. Convoqués immédiatement dans le bureau du surveillant chef, Smaoui et Izri affirmèrent avoir voulu calmer leurs camarades.

Excédés par l'incroyable des gardiens, ils échangèrent des propos vifs et quelques coups, et le surveillant chef donna l'ordre de les transférer dans le quartier disciplinaire. A ce moment-là, selon les détenus, Jean-Claude Pardo proféra des propos racistes et frappa violemment Smaoui. Alors qu'ils étaient maîtrisés, Veyssière intervenait à son tour et frappait Izri.

### Deux visions de la prison

Devant le juge d'instruction, Veyssière devait reconnaître les faits. Il disait avoir « mal interprété un geste de Izri et perdu son sang-froid ». Pardo, lui, niait, et assurait au contraire avoir été agressé par Smaoui. Fait exceptionnel, les deux détenus, convoqués plus tard au « prétoire » pour leur indiscipline, étaient relaxés.

Dans un long rapport étayé d'expertises médicales et de multiples témoignages — dont certains sous couvert d'anonymat — le sous-directeur de la prison, M. Curlier, qualifiait les incidents du 16 août de « rixes mineures ». Dans une note, le directeur de la prison préférait parler d'« intervention sévère, accompagnée de coups inutiles plus proches de la bavure que de la rixonnade ». Élément essentiel de l'instruction, ce rapport fut au centre du procès. Prenant, selon Pardo et son avocat M. Jean Louis-Laberge, « fait et cause » pour les

détenus, il témoigna essentiellement de la volonté du sous-directeur de mettre à un surveillant qui ne partageait pas sa vision de la politique carcérale.

Entre les deux hommes, le conflit est réel : « On s'est promis de s'enterrer », devait déclarer Jean-Claude Pardo à l'audience. Soudieux d'« ouverture », le sous-directeur avait institué d'urgence des réunions régulières entre détenus et membres de l'administration pénitentiaire, rencontres auxquelles participait d'ailleurs Farid Smaoui. Cette politique se trouvait très contestée par le syndicat de surveillants dont Jean-Claude Pardo était membre. Pour les avocats des parties civiles, en revanche, le rapport du sous-directeur est essentiel. « S'il n'y avait pas eu cette volonté de la direction de mettre à jour ces faits, nous n'en saurions aujourd'hui rien », soulignait M. Jacques Larocque, avocat de Rachid Izri. « Les gardiens sont là pour surveiller, ils n'ont pas à utiliser des ressentiments personnels contre des détenus, qui sont dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits », ajoutait-il.

Au nom de Rachid Smaoui, M. Myrian Picot, demandait au tribunal : « Votre jugement doit avoir une valeur exemplaire. » Cependant il s'agissait juridiquement de déterminer si ce qui est reproché aux deux gardiens relève de la simple contravention ou du délit. Le juge d'instruction avait retenu le délit pour Jean-Claude Pardo et la contravention pour Gérard Veyssière. Ce dernier pouvait donc invoquer la prescription puisque les faits remontaient à plus d'un an. Mais, citant un arrêt de la chambre criminelle de la cour de cassation du 12 juillet 1972, M. Larocque objecta que la prescription n'est pas opposable aux parties civiles dans une affaire comme celle-là, suivie successivement par deux juges, et dont l'instruction avait été engagée longue. Les deux avocats de la partie civile plaident donc pour que soit retenue la préméditation « dont les injures racistes sont la phase majeure », selon M. Picot, et demandent, près de 10 000 F de dommages et intérêts pour chacun de leur client. Pour le procureur, qui tint à rendre hommage à l'ensemble des surveillants pour leur travail, « si les faits sont établis » et les propos racistes « démontrés », la préméditation ne doit toutefois pas être retenue à l'encontre des deux inculpés. M. Philippe Métral, défenseur de Gérard Veyssière, plaide pour son client la contravention sans préméditation, alors que M. Bernard-Laberge demandait la relaxe.

Jugement le 30 mars.

PASCALE ROBERT-DIARD.

## Le recensement des condamnés maghrébins

### « Mesure humanitaire » ou « démagogie » ?

Après la publication dans le Monde du 9 mars d'une circulaire du ministère de la justice demandant aux directions régionales de l'administration pénitentiaire de dresser la liste des condamnés maghrébins pouvant faire l'objet d'une libération conditionnelle suivie d'une expulsion, le garde des sceaux a tenu à préciser à l'AFP qu'il s'agit « d'une mesure humanitaire qui n'a pas de coloration politique ». Pour M. Chalandon, les étrangers bénéficient rarement de mesures de libération conditionnelle car il leur faut fournir un certificat d'hébergement et un certificat de travail qu'ils n'ont pas. « Par conséquent il y a une inégalité entre les Français et les étrangers au détriment des étrangers ».

Si les Maghrébins sont les seuls concernés par cette note, c'est « parce qu'ils représentent plus de 50 % des étrangers dans nos prisons et qu'il est plus facile de négocier avec la Tunisie, le Maroc et l'Algérie qu'avec les très nombreux autres pays entre lesquels se répartissent les 50 % qui restent. Il fallait commencer par quelque chose, on a commencé par les Maghrébins ».

Interrogé à ce sujet au cours de son « Heure de vérité » sur Antenne 2, le mercredi 9 mars, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a de son côté estimé : « Ce n'est pas un hasard, c'est parce que nous avons notamment avec nos amis algériens, marocains et tunisiens des relations permanentes, des accords de coopération. [...] Il est normal que, avec eux comme avec d'autres, ce n'est pas limitatif, chaque fois que nous le pouvons, nous renverrons chez eux les délinquants qui acceptent d'y retourner. »

M. Georges Kiejman, interrogé sur TF1, pense au contraire que, « procéder à des libérations conditionnelles des seuls étrangers est à la fois inefficace, xénophobe et démagogique. Inefficace, car si on demande le consentement de ces étrangers, ils le refusent la plupart du temps en ré-

son de leurs attaches en France ; xénophobe, parce qu'une politique pénitentiaire se décide en fonction de la gravité de l'infraction et de la durée de la peine et non de la nationalité du délinquant et parce que cela tend à accréditer l'idée que le délinquant, c'est d'abord l'étranger et surtout les Maghrébins, ce qui est statistiquement faux. Enfin le projet est démagogique parce qu'il ne verra pas plus le jour que les précédents projets de garde des sceaux : privatisation des prisons, réforme du code de la nationalité, etc. »

Pour des raisons bien différentes, M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, juge aussi la mesure « démagogique parce que nous sommes à cinquante jours des élections. Il est vraisemblable que ces condamnés, libérés préventivement, retourneront en France. Donc, c'est tourner en rond, et il n'y a qu'une méthode : c'est fermer les robinets et faire en sorte que les Tamouls, les Sép-Lankals, tous ceux qui viennent du tiers-monde ne viennent pas ».

[En répondant aux questions concernant la note du 19 février signée du directeur de l'administration pénitentiaire, M. François Bonnelle, le garde des sceaux fait une confusion : à l'automne, cette mesure est destinée à réduire l'aggravation entre détenus français et détenus étrangers, qui, faute de pouvoir produire des certificats d'hébergement ou de travail, seraient régulièrement exclus des mesures de libération conditionnelle. Or la note ne porte que sur les maghrébins, qui, outre la condamnation à une peine d'emprisonnement, font l'objet d'une mesure judiciaire d'expulsion du territoire ou d'un titre administratif d'expulsion ou de réadmission à la frontière. On voit mal quelle serait l'utilité de certificats de travail ou d'hébergement pour ceux qui doivent — au milieu de leur peine — s'ils sont libérés conditionnellement ou une fois qu'ils ont purgé — de toute façon quitter une décision judiciaire le territoire français. — Ag L.]

## L'affaire des fausses factures de Nancy

### MM. Michel Bouriez et Richard Zanier ont été remis en liberté

NANCY de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a ordonné, le mercredi 9 mars, la remise en liberté de MM. Michel Bouriez, directeur général des hypermarchés Cora, président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, et de Richard Zanier, directeur de BG Service, filiale du groupe Cora, tous deux inculpés dans l'affaire des fausses factures de Nancy.

Le dossier est cependant loin d'être clos. En premier lieu parce que sept personnes restent inculpées de faux en écritures de commerce et abus de biens sociaux, dont trois sont toujours en prison. C'est notamment le cas du dernier en date, M. Gérard Malgras, entrepreneur en peinture de la région nancéienne, demeurant dans le Toulois, écroué le 8 mars à la prison de Briey (le Monde du 10 mars). Quelques jours auparavant, M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé du dossier, avait inculpé et écroué à la prison de Metz M. François-Régis Motte, numéro deux du groupe Castorama, dont le siège est à Lille. Enfin, il reste en prison M. André Gussat, entrepreneur en maçonnerie, inculpé dès la première heure et écroué à la prison Charles III de Nancy depuis le 18 novembre 1987. Ce modeste entrepreneur de Toul apparaît, en fait, comme le véritable maître d'union de toutes les inculpations actuelles.

C'est par l'entreprise de M. Gussat que sont passées les premières factures découvertes par les enquêteurs. Des factures signées par M. Richard Zanier pour des travaux non effectués ou surévalués lors d'implantations

d'hypermarchés pour environ 10 millions de francs.

Mercredi, la chambre d'accusation a, semble-t-il, estimé que MM. Bouriez et Zanier « n'étaient pas forcément au courant de la destination des fonds ». Mais qui sait exactement où sont passés ces fonds qui ont d'ailleurs pratiquement tous transféré par la même banque ?

C'est encore M. Gussat qui rapparaît lors de l'inculpation le 8 février de M. Jean-Marie Maïre, ancien directeur des hypermarchés Leclerc de Dommarin-lès-Toul (Meurthe-et-Moselle) et de Contrexéville (Vosges). Les deux hommes, longtemps proches, ont eu, à un moment donné, un différend portant sur une facture de 2 millions de francs, somme concernant des travaux qui auraient été effectués par l'entreprise Gussat.

### Le jeu des surenchères

C'est toujours M. Gussat qui apparaît au premier plan de l'inculpation récente de M. François-Régis Motte, responsable du développement de Castorama. Examinée en 1986, l'extension d'un Castorama est rejetée par la commission départementale d'urbanisme et de commerce (CDUC) de Meurthe-et-Moselle. Le modeste entrepreneur de Toul, décidément polyvalent, se fait fort d'obtenir l'autorisation et propose un « contrat d'assistance administrative » facturé 2,4 millions au groupe Castorama. Une « assistance administrative » apparemment efficace puisque le dossier obtient alors l'avis favorable de la CDUC.

Le fonctionnement des CDUC avait été ouvertement mis en cause par

M. Michel-Edouard Leclerc le lendemain même de l'inculpation de M. Bouriez. Le fils de M. Edouard Leclerc avait alors dénoncé un véritable « racket parfaitement organisé » par les élus dans les CDUC. M. Michel-Edouard Leclerc a, d'ailleurs, été interrogé au qualité de témoin par le juge d'instruction, le 23 février dernier : « C'est lorsque les hommes politiques savent directement concernés qu'ils arrêteront de régler leurs comptes préélectoraux sur le dos des chefs d'entreprise, bailleurs de fonds ou non et que pourra s'instaurer un vrai débat sur le financement des partis politiques », avait-il déclaré à la sortie du palais de justice de Nancy. Un résumé plausible de l'affaire des fausses factures de Nancy qui avait une illustration de ce qui se passe dans nombre de départements français, que les CDUC soient majoritairement à droite ou à gauche.

En inculquant plusieurs entrepreneurs « racketés », le juge d'instruction de Nancy avait ainsi mis en lumière, dans son département, ceux qui se sont prêtés au jeu apparemment quasi inconnu des surenchères pour implanter des grandes surfaces de plus de 1 500 mètres carrés. M. Thiel, qui ne vise à coup sûr que des entrepreneurs ayant usé de fausses factures, n'a toutefois pas démontré qu'il s'agit d'un jeu déloyal, et à qui il servait.

Son instruction, en cela, est probablement faussée par le fait qu'il serait logiquement déssaisi du dossier s'il envisageait l'inculpation d'un élu, notamment d'un maire. Ces derniers bénéficient d'un statut d'officier de police judiciaire, la chambre criminelle de la Cour de cassation devrait, en cas d'inculpation, désigner une autre juridiction et, par là même, un autre juge.

## Carrefour du développement

### Le parquet demande de nouvelles expertises

L'instruction ordinaire du dossier du Carrefour du développement — à l'exception, donc, du cas de Christian Nucci, désormais du ressort de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice — joue les prolongations. M. Jean-Pierre Michaux, premier juge d'instruction, chargé de cette affaire depuis ses débuts, en mai 1986, avait transmis le dossier le 14 décembre 1987 au parquet de Paris. Près de trois mois plus tard, le mercredi 9 mars, ce dernier a pris des réquisitions supplémentaires aux fins de nouvelles mesures d'instruction.

Ces réquisitions concernent l'instruction principale ouverte pour vol par fausses clés ou clés volées, soustraction par dépôt-taire public, abus de confiance, faux en écritures publiques et usage, faux en écritures privées et usage, recel. Le principal inculpé est M. Yves Chailier, ancien chef de cabinet de M. Nucci, aux côtés de onze autres personnes.

Ainsi, l'instruction ordinaire de l'affaire du Carrefour du développement pourrait ne pas être close avant l'échéance politique de l'élection présidentielle. L'une des raisons des réquisitions supplémentaires du parquet serait la demande de nouvelles expertises financières, dans la mesure où le rapport final d'enquête de la police judiciaire a quelque peu contredit le réquisitoire du parquet, sur la base duquel la procédure de Haute Cour a été engagée contre M. Nucci (le Monde du 6 février).



Harlem Désir entre en campagne,  
et c'est dans Globe.  
Globe, le magazine du temps  
qui pense.



## Génération Désir.

Interview: où l'on découvre l'engagement nouveau d'Harlem Désir.  
Sondage: où les Français répondent à Harlem Désir qu'ils sont prêts à accepter un(e) Président(e), heur et de moins de 30 ans.  
Rencontres: où Harlem Désir dialogue avec une éminence de la Perestroïka et avec les enfants de Belleville. Bilan: une génération qui a des idées! par Laurent Joffrin.

هفتاد و اربع



Société

18

E

Cent

Sar  
de 10  
à 14 h  
LE  
Gris  
CY  
mines  
JOK  
Fouan  
ZO  
PAPI  
IM  
Galer  
tion d  
DE  
SON  
TRIE  
tion fr  
LE  
DE S  
Jusqu  
L'E  
mva.  
CCI.

Mu

DE  
mies  
20 h  
28 F  
ZL  
rator  
56-09  
mect  
samer  
SA  
ture.  
nue  
Tous  
dimar  
12 h  
FR  
et les  
Musé  
Chaur  
Jours  
7 mai  
CC  
NAR  
modé  
(47-2  
17 b  
10 av  
SIT  
Chaur  
Musé  
Sauf  
Jusqu  
AN  
des a  
60-32  
NC  
DEP  
1983  
soir  
Royal  
TION  
Jagu  
60-39  
Entri  
LE  
Musé  
25-21  
9 b  
22 h  
15, ju  
VA  
1, ru  
lundi  
dimar  
le din  
E  
D'OF  
Dega  
Art,  
Rous  
vair  
Gausu  
LE  
LUR  
de Vi  
11 h  
25 F  
PC  
Jours  
peint  
Halle  
08-21  
LE  
radio  
Petit  
18 h  
LE  
Musé

SCIENCES

Ariane : un vol décisif pour France-Telecom

(Suite de la première page.)  
C'est dire que ce tir sera suivi de près outre-Atlantique. Mais il n'en monopolisera pas moins l'attention des responsables de France-Telecom (co-Direction générale des télécommunications) qui ont confié Telecom 1C à Ariane.

Certes, pour la société de télécommunications française, la perte d'un engin de 400 millions de francs (auquel il faut ajouter 300 millions de francs de lancement) serait un lourd handicap. Mais du succès du tir et de la mise en orbite du satellite dépend aussi le bon fonctionnement de l'ensemble du système Telecom 1, affecté par la panne, le 15 janvier dernier, de Telecom 1B, le frère jumeau de celui qui doit être déployé.

Fort heureusement, le composant électronique responsable de la défaillance de son prédécesseur a été, bien avant la panne, modifié sur Telecom 1C, lequel a cependant fait l'objet d'une ultime vérification qui a eu pour effet de repousser d'une semaine encore l'envoi d'Ariane. Quant aux missions confiées à Telecom 1-B, elles ont été rapidement transférées sur le « frère aîné » de la famille, Telecom 1-A, qui assure maintenant la transmission de communications militaires, de liaisons téléphoniques et télex avec les DOM, de programmes de radio et de télévision ainsi que de liaisons à haut débit utilisées par des entreprises. Mais une telle situation ne saurait durer sans risques car, les douze répéteurs (1) du satellite étant employés, il ne reste à France Telecom aucune possibilité de « secours » si l'un d'eux subissait un quelconque ennui.

Bien que chez Matra, le constructeur de Telecom 1, on estime qu'il « reste une chance infime » de sauver le satellite en panne lors de la prochaine période d'éclipse (le Monde daté 31 janvier-1<sup>er</sup> février, France-Telecom « en a fait son deuil » comme le dit M. Jean-François Latour, responsable des programmes Telecom. C'est dire que l'on attend avec impatience la

mise en service de Telecom 1-C — qui devrait intervenir à la mi-mai — pour décharger Telecom 1-A.

En cas d'échec, « on marcherait sur une patte », souligne M. Latour. France-Telecom devrait alors renoncer à accueillir de nouveaux utilisateurs et « accélérer la mise en place de moyens terrestres de secours » pour faire face à toute défaillance éventuelle d'un répéteur et honorer les termes des contrats passés avec ses clients. Et il ne lui resterait plus qu'à attendre la mise en orbite du premier exemplaire de la nouvelle génération de satellites Telecom (Telecom-2), prévu en octobre 1991, en espérant que Telecom 1-A, qui arrivera à cette date en fin de vie, tienne bon.

La perte ou la mise sur une mauvaise orbite de Telecom 1-C obligerait aussi son constructeur à « revoir l'ensemble du plan de développement de Telecom-2 », souligne M. Georges Estibal, directeur général adjoint de la branche Espace de Matra. « Il faudrait alors veiller à n'introduire aucune modification superflue dans le satellite » et à revoir toutes les phases critiques afin de « tenir scrupuleusement les délais », ajoute-t-il.

Avec la perte de Telecom 1-B, précédée de celle du satellite ouest-allemand TV-SAT, déclaré « définitivement hors d'usage » le 24 février dernier, et de celle du satellite de télécommunications transatlantique Intelsat-5 qui s'est désintégré avec Ariane en juin 1986, « l'Europe a perdu vingt répéteurs en deux ans », déplore M. Latour. Souhaitons que la série noire s'arrête à ce chiffre rond.

ÉLISABETH GORDON.

(1) Appareil électronique qui amplifie le signal reçu de Terre avant de le renvoyer vers les stations au sol. Un répéteur peut retransmettre un millier de circuits téléphoniques et une « voire deux » chaînes de télévision.

ENVIRONNEMENT

Les criquets pèlerins menacent le nord et l'ouest de l'Afrique

Les criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*) menacent désormais d'un véritable désastre les pays d'Afrique du Nord et ceux du Sahel. Les autorités marocaines ont déjà traité, avec trente-cinq avions et de nombreux véhicules, près de 280 000 hectares et ont envoyé des spécialistes aider leurs collègues de Mauritanie. Dans le nord de ce pays, en effet, il faudrait traiter de toute urgence, avant le 15 mars, 300 000 hectares, comme l'a annoncé récemment la FAO (Food and Agriculture Organization, une des agences spécialisées des Nations unies). Pour cet essai de lutte, il faudrait disposer immédiatement de deux avions et de 150 000 litres supplémentaires d'insecticide.

La situation actuelle ne surprend pas les spécialistes regroupés dans l'Acridologie opérationnelle-Ecoforce internationale (association Programme de recherches interdisciplinaires français sur les acridiens du Sahel, PRIFAS), qui fait partie du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

En octobre 1987, ceux-ci avaient vu, dans l'ouest du Niger, des bandes larvaires de criquets pèlerins dont la densité dépassait déjà deux mille individus au mètre carré et qui couvraient parfois une surface de quelques centaines de mètres carrés (le Monde du 5 novembre 1987). Des insectes ailés, mais encore immatures, étaient déjà parvenus dans le sud du Maroc et de l'Algérie (où des traitements anti-acridiens ont été entrepris) et dans le nord de la Mauritanie (où rien n'a été fait). Toute la zone concernée par la guerre des Sahraouis contre les Marocains avait dû recevoir sa part de criquets. Mais, bien évidemment, ni surveillance ni traitement n'y ont été entrepris.

La situation a brusquement empiré avec les pluies, exceptionnelles pour la saison et par leur abondance, qui sont tombées depuis une dizaine de jours sur le sud du Sahara. Il y a même eu de graves inondations à Tamanrasset (Algérie).

Désormais, il y a conjonction d'une part, de très vastes surfaces couvertes, pour plusieurs mois, d'une végétation importante et inhabituelle, d'autre part de populations très nombreuses de criquets pèlerins qui sont déjà dans leur phase grégaire (le Monde du 11 juin 1986). Les insectes sont déjà ailés, donc prêts à entreprendre leur migration vers le Maroc, l'Algérie et autres... Et à s'ajouter aux nombreux criquets pèlerins déjà présents sur place.

Sauf phénomène imprévisible qui stopperait la pullulation des insectes, l'année 1988 risque ainsi d'être absolument désastreuse par la faute d'innombrables criquets.

Y.R.

MÉDECINE

Aux Etats-Unis

Un violeur confondu grâce à la technique des empreintes génétiques

La toute récente technique dite des « empreintes génétiques » vient de confirmer son efficacité en une affaire légale. Un expert américain, le docteur Michael Baird, a annoncé, le mercredi 9 mars, devant un tribunal de Floride, qu'il avait pour la première fois retrouvé l'identité d'un violeur à partir de l'application de cette technique à un fœtus. Cette preuve biologique confond Georges Forest, trente-quatre ans, soupçonné d'avoir violé huit femmes entre décembre 1986 et octobre 1987.

Le biologiste américain affirme que Georges Forest est le père d'un fœtus conçu après un viol. Il fonde ses conclusions au moyen de la technique des « empreintes génétiques » utilisée sur le sang de Georges Forest et sur les tissus du fœtus avorté.

La victime avait demandé une interruption de grossesse quelques semaines après les faits.

Archéologie

Les grotesques n'étaient pas des antiquités

Les cent quinze statuettes grotesques d'Amiens ne sont ni gauloises ni modernes. Elles ont été faites par leur inventeur un garçon qui avait travaillé quelque temps comme bétailleur pour la direction régionale des antiquités et qui avait présumé avoir découvertes dans des décharges publiques proches de la ville. Ce qui avait été l'occasion d'accuser les archéologues d'avoir fouillé un site d'Amiens sans y porter l'attention nécessaire (le Monde du 27 janvier). Les grotesques avaient été achetées 11 000 F (auxquelles se sont ajoutés divers objets « troqués » par un antiquaire d'Amiens,

expert auprès des tribunaux, qui, selon les déclarations faites jeudi 10 mars à Europe 1, n'a pas porté plainte. Des études des statuettes étaient en cours au laboratoire du Louvre.

Éducation

Le financement du plan Monory qualifié de « rustines » par les baristres

Les mesures annoncées, le mercredi 9 mars, au conseil des ministres, pour financer le plan Monory dans le budget 1989 (le Monde du 10 mars), sont « du bricolage de fin de règne », pour la Fédération de l'éducation nationale et... « des rustines » pour les baristres. Pour la FEN, « il s'agit d'une annonce diabolique et non d'une préparation concertée du budget 1989, et encore moins d'une réponse aux grands défis de l'avenir ». M. Cousneau, député d'Ille-et-Vilaine et président du mouvement REEL Education, estime que « les problèmes de l'éducation nationale et des universités ne se réduisent pas à une question d'heure supplémentaire et ne peuvent être résolus par une série de mesures ponctuelles ». Pour le bureau exécutif du PS, « une priorité aussi essentielle que l'éducation mériterait autre chose et mieux que des ratonnages tardifs et des promesses électorales ».

Enseignante mutée à cause d'un livre

M<sup>lle</sup> Véronique Solhou, maîtresse auxiliaire de français au collège Pablo-Picasso de Bron (Rhône), qui avait fait étudier à ses élèves de surnommer le livre d'Azouz Bagou le Gome de Chabba (le Monde du 25 février), vient d'être mutée au lycée Edouard-Henriot de Lyon, où elle enseignera... l'allemand. Ce roman autobiographique, qui raconte comment un jeune beur élevé dans les bidonvilles de Villeneuve s'en sort grâce à l'école, avait provoqué une réaction chez certains parents à cause de deux pages jugées choquantes.

J.-Y. N.

Grand Concours  
"Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde le GUIDE du ROUTARD

AIR FRANCE

DEMAIN  
dans  
Le Monde



GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE  
sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

EXTRAIT DU RÈGLEMENT DU JEU-CONCOURS

ARTICLE 1

Le jeu-concours « Découvrez l'Europe de 1992 » est organisé par HACHETTE, 79, bd Saint-Germain, 75006 Paris ; LE MONDE, 7, rue des Italiens, 75009 Paris ; et AIR FRANCE, 1, square Max-Hymans, 75015 Paris.

Ce jeu-concours est ouvert à toute personne désireuse d'y participer, à l'exception des membres du personnel d'HACHETTE, LE MONDE et AIR FRANCE, leurs sous-traitants et leur famille directe.

ARTICLE 2

Le jeu-concours « Découvrez l'Europe de 1992 » est ouvert du 11 mars 1988 au 31 mai 1988.

Aucune réponse expédiée après le 31 mai 1988 ne sera admise, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 3

Le jeu-concours « Découvrez l'Europe de 1992 » est doté de billets d'avion offerts par AIR FRANCE.

Au total, 40 billets individuels aller-retour au départ de Paris et au choix des gagnants sur les destinations qui feront partie de la Communauté européenne de 1992 : ALCANTE, AMSTERDAM, ATHÈNES, BERLIN, BRUXELLES, CATANE, COPENHAGUE, DUBLIN, EDIMBOURG, HAMBURG, LISBONNE, LONDRES, LUXEMBOURG, MADRID, MALAGA, MUNICH, NAPLES, PISE, ROME, VENISE.

Les billets pourront être utilisés entre le 14 juillet 1988 et le 31 décembre 1988 inclus, sous réserve des places disponibles.

Les prix ne seront pas échangeables contre des espèces.

ARTICLE 4

Pour jouer, les participants devront répondre aux 16 questions et à la question subsidiaire qui figurent sur un bulletin de participation qu'ils pourront se procurer dans les librairies, maisons de la presse et les agences d'Air France ou découper dans le Monde du 6 mai 1988 (daté 7 mai 1988). Un seul bulletin gagnant sera pris en compte par personne. Pour aider les participants à répondre aux 16 questions, le Monde publiera chaque vendredi (numéro daté du samedi), du 11 mars 1988 au 6 mai 1988, un indice.

Pour les questions concernant l'Europe, il sera tenu compte de la nomenclature géographique de l'OCDE, comprenant les pays européens membres de l'OCDE, dont la Turquie, ainsi que le territoire de Gibraltar, Chypre, Malte, l'Europe de l'Est et l'URSS, non membres de l'OCDE.

ARTICLE 5

Les bulletins-réponses devront être expédiés sous enveloppe affranchie à : Grand jeu-concours « Découvrez l'Europe de 1992 », BP n° 4, 93260 Les Lilas.

ARTICLE 6

Les gagnants autoriseront expressément et gracieusement la citation de leurs nom et adresse ainsi que la reproduction de leur photographie à des fins publicitaires.

ARTICLE 7

Toute difficulté qui viendrait à naître de l'application ou de l'interprétation du présent règlement ou qui ne serait pas prévue par celui-ci, sera tranchée en dernier ressort par les organisateurs.

ARTICLE 8

En cas d'ex-aequo, il sera tenu compte du plus grand nombre de réponses exactes aux 16 questions. La question subsidiaire permettant de les départager.

Le jury de sélection sera composé de :

— un membre de la rédaction du Monde,  
— un membre de la compagnie Air France,  
— un membre des guides du Routard.

Les critères de classement seront : l'originalité, le style, la créativité et l'argumentation du texte.

Les ex-aequo irrédutibles seront départagés par une nouvelle question subsidiaire qui leur sera adressée personnellement.

ARTICLE 9

Le règlement complet du jeu-concours ainsi que le texte du bulletin-réponse et les modalités de contrôle sont déposés chez Maître Veneris, bâllier de justice à Neully.



## La dernière ruse de Buzzati

Quand Dino inventait des fables pour faire ses adieux

La métaphore est le masque des écrivains. Lorsqu'on va mourir, comment parler de soi sans avoir recours à la rhétorique ? Autrement, on risquerait de verser dans l'impudique, et Dino Buzzati détestait cela. Il savait que l'indécence dessert, ou défigure, les vérités qu'elle prétend révéler. Dernier recours, dernier secours. Les écrivains sont des gens rusés, comme le prouve Leopardi lorsqu'il dépeint sa manière de vivre les journées. « d'allégresse ». « Aussi je me livrais extérieurement à la mélancolie, bien qu'intérieurement je fusse heureux. [...] Ce contentement paisible et caché, je craignais de le troubler, de l'altérer, de le gêner et de le perdre en le dévoilant. Je confiais mon bonheur à la garde de la mélancolie (1) ». Chaque matin, quand il retrouvait sa table de travail, l'écrivain cherchait la façon dont il va se travestir aujourd'hui. Le déguisement permet de faire passer des émotions que les douanes de la vie « rationnelle » ne sauraient tolérer.

Buzzati, qui devait mourir le 28 janvier 1972, écrivait dans ses derniers mois les nouvelles réunies sous le titre *Le régiment part à l'aube*. Il s'agit d'ailleurs moins de nouvelles que d'apologues ou de fables. Sous la métaphore militaire du régiment « qui a reçu sa feuille de route », l'auteur nous laisse seulement deviner l'étrangeté de tout ce qu'il éprouve depuis qu'il est averti de sa disparition prochaine. « Tout est dit », sans que rien ne soit jamais déclaré. Buzzati était l'un des

meilleurs dans ces trafics de sentiments qui se font au passage des frontières.

Comment les idées viennent-elles aux écrivains ? S'entretenant avec Yves Panafieu, Dino Buzzati répondait qu'il suffisait parfois d'apercevoir « un chien dans une rue » pour que naisse une idée. « Alors, une lueur se forme », qui se prolonge dans des images sans que l'auteur comprenne encore la signification de tout cela. Ici, de nombreux « signaux funèbres » se précisaient peu à peu, sous les aspects les plus divers. Quand le héros d'une nouvelle rencontre la sœur (le double) de sa jeune maîtresse, il découvre bientôt que cette intrigante joue le rôle d'une messagère : elle apporte un « avis de départ ». Ainsi des régiments entiers s'enfuient-ils, chaque jour, dans les galaxies.

### Des ivrognes de l'avenir

On pensait avoir assez de temps pour : « visiter l'Amérique », « faire sa cure à Chiocciolo » et « s'acheter un nouveau rasoir » : « demain et demain et demain, Shakespeare... ». Mais voilà qu'une intrigante « vous tape sur l'épaule » de la façon la plus intempérative, en n'ayant cure de rompre les armistices. Dans ce livre, Buzzati dénonce moins nos illusions que leur intempérance, qui nous fait ressembler à des ivrognes de l'avenir.

En septembre 1970, l'auteur a imaginé qu'il dialoguait avec un



Buzzati : un trafiquant de sentiments.

« plénipotentiaire de Mars », lequel s'étonnait de nos mœurs comme, jadis, le Persan de Montesquieu. L'émissaire de la lointaine planète, ayant compris que la vérité de la vie se résumait à « l'attente d'un départ », s'interrogeait sur le singulier aveuglement des humains : « Tout le monde se comporte comme s'il ne devait jamais s'en aller et, une fois que l'ordre de départ arrive, tout le monde [...] proteste avec véhémence ». Buzzati répondait que c'était naturel, car les gens appréciaient les « splendeurs » de l'existence. Le Martien connaissait-il les couleurs de notre ciel, nos prairies, nos océans, nos cités, nos musées, nos jeux du stade, nos chefs-d'œuvre littéraires, nos « jeunes et belles femmes », les béatitudes de l'amour, les voluptés du vin, les plaisirs de la table ?

Emporté malgré lui dans son élan, Dino Buzzati demandait

aussi au Martien s'il connaissait nos misères, nos laideurs, nos vulgarités ou nos tourments : « Se battre pour la gloire, pour la fortune, pour le démon qui vous tient et vous harcèle et, une fois parvenu à ses fins, ne plus voir que cette ombre noire qui vous attend [...] ».

Pourtant, concluait l'auteur, « il n'y a pas d'autre échappatoire que cette stupidité qui pousse l'homme politique à s'occuper des siècles à venir [...], et l'avocat, le médecin, le banquier, le tisserand, l'épicier [à croire] que leur travail, ou leurs affaires ou leurs petites combines [...] dureront une éternité ».

Buzzati inventa son dialogue à Venise. Il était originaire de cette ville par sa mère, qui descendait d'une famille de doges. Pour les écrivains, l'examen de passage obligé, c'est Venise. La composition porte sur la mort. Comment traduire les admirations, les ravissements funèbres qu'inspire cet endroit ? Les élèves Thomas Mann, Paul Morand, André Suarès ont été reçus. Quelle note donnera le public français à l'élève Buzzati pour sa méditation pascalienne sur les « divertissements » ?

FRANÇOIS BOTT.

\* **LE RÉGIMENT PART À L'AUBE**, de Dino Buzzati. Traduit de l'italien par Susi et Michel Bretmann. Préfices d'André Malraux et de Gêdo Piovana. Laffont, 144 p., 72 F.

\* **DINO BUZZATI, QUI ÉTES-VOUS ?**, de Michel Saffran, suivi du **LABORATOIRE SECRET**, entretiens avec Yves Panafieu. Répères chronologiques. Bibliographie. Photos. La Mammifère, 368 p., 48 F.

(Lire également, page 19, l'article d'Hector Bianciotti sur la correspondance entre Dino Buzzati et Arturo Brambilla.)

(1) Du « Zibaldone », 133 fragments tirés des carnets de Leopardi, et traduits par Michel Orcel. Le temps qu'il fait, 110 p., 68 F., 1987.

## Les marécages de la haine

Deux regards

sur l'antisémitisme politique

BIEN peu d'hommes politiques ont été aussi copieusement traités dans la boue que Léon Blum et Pierre Mendès France. Parce qu'ils étaient juifs, ils furent tout au long accusés d'abaisser la France pour satisfaire les intérêts de leur « race », de gêner la République au nom de la « synagogue », de souiller l'âme gauloise, accusations portées avec un acharnement et une violence dont nous avons aujourd'hui fort heureusement perdu l'idée — et dont nous protégeons l'opportune loi de 1972.

L'attaque vint surtout de la droite et de l'extrême droite, sous des plumes qui avaient trempé leur encre dans la France juive de Drumont : à la « fille Blum », à « Mamzelle la belle juive », à « l'empoisonneur » d'un Pierre Dominique en 1930, répondant « Mendès le lucifère, le tentateur, le parleur fou », de Rivarol en 1956. « Le fleur empoisonné » d'un Pierre Dominique en 1957. Mais la haine avait des longtemps ravagé d'autres extrêmes et quelques marécages : le MRP, sans tomber dans le délire, entendait bien manier le « glaive exterminateur » contre « PMF ». Blum était pris de « tortillements freudiens » dans l'Humanité dès 1928 et, à l'heure de Munich, il y eut d'étranges murmures antisémites chez des socialistes qu'on retrouvera bientôt à Vichy.

Pierre Birnbaum n'a aucune peine à rassembler les citations nauséabondes de cet argumentaire. Et à démontrer combien l'héritage de Drumont a prospéré à la fin de la III<sup>e</sup> République, sous Pétain et sous la IV<sup>e</sup>. « Karfunkelstein » et « Mendès Palestine » incarnent l'éternel juif errant, « sangsue » gorgée de sang français, pervers sexuel, Antéchrist ennemi du vin et ami du lait, homme de main du grand capital et du sionisme : la fixité du délire est établie ; le chef du gouvernement du Front populaire et l'homme qui mit fin à la guerre d'Indochine étaient trop exposés à cette violence pour n'en pas subir les pires épreuves.

On savait déjà que la haine de la « Gueuse » avait pu fédérer les monarchistes d'Action française et les bateleurs populistes des ligues depuis l'affaire Dreyfus. Mais Pierre Birnbaum suit avec minutie une hypothèse plus large. C'est la force nouvelle de l'Etat républicain, dit-il, qui a encouragé un antisémitisme politique qui construisit, pour mieux combattre, le mythe de la « République

juive ». Car les juifs de cour ont pu devenir en France des juifs d'Etat, dès lors que la Révolution de 1789 leur avait ouvert les portes des assemblées, de la haute fonction publique et même du gouvernement.

Les catholiques s'abstenant longtemps, la méritocratie républicaine profita aux minorités décidées, protestantes ou israélites. Il y eut donc, conclut Birnbaum, corrélation « entre l'intégration des juifs à l'Etat et l'apparition d'une forme nouvelle de l'antisémitisme ». Et ce n'est pas un hasard si Maurras dénonça avec tant de constance l'« Etat juif », si l'antisémitisme scella les subversions qui menaçaient la République.

La démonstration de Pierre Birnbaum, minutieuse, documentée, brillante, n'emporte pas cependant tout à fait l'adhésion. L'antisémitisme, il est vrai, fut souvent au point nodal de la dénonciation du régime parlementaire. Mais il ne fut qu'une composante d'une entreprise plus vaste et qui dépassait l'Etat, de raisonnement assez totalitaire par la « causabilité diabolique », comme l'a dit Léon Poliakov : une rage à voir des complots partout, une phobie de tout ce qui n'était pas lisible par le raisonnement sommaire.

### Le goût de l'ordre musclé

Pour le cas, tristement célèbre en la matière, de l'extrême droite, le petit livre fort pédagogique et pétillant d'intelligence d'Ariane Chebel d'Appollonia dit bien que, de Maurras à Le Pen, se sont toujours mêlés haine de l'Etat « enjuivé » et obsession de la décadence, goût de l'ordre musclé et refus de l'intellectualisme, sans qu'aucun ingrédient du potage l'emporte sur tous les autres. Le juif, fût-il « d'Etat », était donc affreusement inséré dans un dispositif à géométrie variable, mais toujours multiforme, qui visait à abattre avec lui le jésuite, le franc-maçon, le protestant, le communiste ou les « deux cents familles » qui auraient pris la nation en otage. Et ce serait même à la diversité de ses cibles que l'extrême droite put tester ça et là — de « sidaïque » en « détail » pour une période plus proche de nous — la cohérence minimale de ses interventions.

JEAN-PIERRE RIGOUX.

(Lire la suite page 17.)

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Les Mœurs des grands fauves, de Jean-Louis Curtis  
Giraudoux ? Tiens !..., de Paul Guimard

### Maladies professionnelles

LES artistes ne sont ni meilleurs ni pires que d'autres. Simplement, tout, chez eux, fait vent. Une émotion, un amour, un malheur, on ne peut jurer s'ils les éprouvent pour de bon, ou s'ils se préparent à les exploiter, ou les deux. Entre eux et les autres, entre eux et ce qu'ils sentent, entre eux et eux, s'insinue un petit souci monstrueux (faiseur de génie ou stérile, la question n'est pas là) : « Ma chère œuvre ne pourrait-elle pas en profiter ? » J'ai surpris une comédienne, découvrant dans une glace sa mine effondrée, le matin où on enterrait sa mère, et se promettant à elle-même, du fond de sa douleur non feinte : « Tiens, pas mal, il faudra que je m'en ressente ! ».

Chez les acteurs et actrices, ce dédoublement a été moqué par les plus grands : Pirandello, Strindberg, Bernard Shaw, Anouilh. Sur leur propre compte, les écrivains ont moins volontiers vendu le mèche. Il y fallait les dons d'observation et d'ironie qui font les pasticheurs. Jean-Louis Curtis est de ceux-là ; rappelez-vous *La Chine m'inquiète* (1972).

PRÉCAUTION d'usage : ne pas se laisser distraire par la part de pastiche, justement, et par les portraits à clefs que contiennent certains récits des *Mœurs des grands fauves*, en premier lieu celui qui donne son titre au recueil.

Bien sûr, Curtis a songé à Aragon et à Triolet. Comment le nierait-il ? Comment s'y tromper ! Ce poète officiel aux accents épiques ou élégiaques et cette romancière aux yeux « bleus comme l'éclat d'un ciel d'hiver en haute montagne », ce sont Louis et Elsa crachés. Tout y est : l'hôtel feutré des beaux quartiers, le sens de la mise en scène, l'obsession de plaire. Quant à l'apprêt de la compétition sous les airs doucereux, à la chaudière présumée et au doute sur l'authenticité de leur amour légendaire, ils découlent

des témoignages d'intimes ; et l'émancipation tapageuse du survivant après son voyage les rend plus que plausibles.

Mais la réussite n'est pas dans le rassemblement avec des modèles connus, ni le plaisir de lecture dans leur identification. Le plus vrai du texte est inventé. Il est dans les encouragements que les époux implorant l'un de l'autre et qui, c'est connu, tombent toujours à côté. Les amis les plus proches et les plus flegmeux trouvent rarement le mot attendu. S'ensuit une comédie des compliments, tournée, selon l'humeur du jour, pour « avoir le paix » ou pour relancer une vieille guerre conjugale. Et cette comédie a sa grandeur, au-delà des mesquineries vaniteuses. A la suite de Curtis, on éprouve ce que ces maladies professionnelles et ces accidents du travail ont, sous le piteux ou le risible, d'attachant.

A même ambiguïté marque l'évocation, encore moins dissimulée, de la tyrannie tribale selon Gide. Cette fois, on s'y croirait. Adrien Formose, c'est son nom, règne sur son petit monde du haut de sa notoriété, de ses chapeaux cabossés, de ses bobos d'hypocondriaque, de ses velléités de voyages sans cesse différés, de ses mots recherchés, comme « ébaubi », ou de ses marottes — ici : le yoyo. Le récit, intitulé *l'Araspe*, se situant dans les années 30, on voit le maître rêver au paradis soviétique, sous l'influence d'un amateur de fulgurances opaques (Dorsel-Malraux) et d'un nommé Herbauld, sous qui perce... Pierre Herbart.

Conscient de sa parfaite bourgeoisie, le gourou de l'Ashram ira-t-il lever le poing à un meeting antifasciste ? A quoi joue-t-il quand il souhaite de tout cœur la réussite du « plan quinquennal », ou quand il cache à ses amis chrétiens son irreligion foncière ?

(Lire la suite page 16.)

## BÉATRIX BECK

### Stella Corfou

« Une petite merveille ! Une fois n'est pas coutume, Stella Corfou me donne envie de hausser le ton... »  
Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

« Béatrix Beck porte à la perfection, ou presque, une manière qui mêle sang et réalité, folie et raison... »  
Angelo Rinaldi / L'Express

ROMAN

GRASSET

هنا من الامير



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## ROMAN

## Mme le ministre

Une réunion officielle sur fond de bourdonnements d'oreilles : une image qui se trouble : Mme le ministre est souffrante. Et l'univers vacille dans l'attente d'un avis médical... Dans *Choses dites* de profil, entrelaçant les thèmes tant de fois exploités de la maladie et du pouvoir, Hugette Bouchardau a

su éviter les périls redoutés. Pas de longs développements sur la solitude des puissants, mais des portraits touchants de son entourage immédiat.

Le récit retrace l'attente d'un diagnostic médical. Dix jours pendant lesquels la vie officielle paraît plus dérisoire : « *Al-je milité si longtemps, à coup de tracts, de collages d'affiches, de meetings, pour me retrouver à grignoter du homard entre un conservateur anglais et un libéral hollandais ?* » Dix jours où

s'expriment l'angoisse de la maladie, la vulnérabilité, mais aussi les souvenirs, les combats féministes d'antan, la maison de Provence... Et tout cela prend un singulier relief sur l'ombre portée de la maladie.

FLORENCE NOUVILLE.

★ *CHOSSES DITES DE PROFIL*, d'Hugette Bouchardau, Ramsay, 288 pages, 89 F.

## SOUVENIRS

## De Port-Royal à Maurras

Pierre Ordioni est un personnage surprenant. On l'a connu diplomate et chef du service de presse du Quai d'Orsay, on le savait passionné de la chose militaire — il a combattu en 1940, en 1943-1945, en Algérie, — l'ère d'histoire récente, dont il fut acteur et témoin. On ignorait que cet homme du monde était aussi l'auteur de deux thèses sur le jansénisme dans le diocèse d'Auxerre. Et oblat (héic) de l'ordre bénédictin...

Une jeunesse pour l'éternité est certes le récit d'une enfance et d'une prime jeunesse dans un milieu imprégné de catholicisme, de royalisme et de vertus austères. C'est aussi et surtout l'histoire d'un itinéraire où Port-Royal tient une place essentielle, le Port-Royal des « Messieurs » de Pascal et de Mère Angélique. Pierre Ordioni, à quarante ans, se lie aux bénédictins de la Pierre-qui-vire, près de Vézelay. Un parcours spirituel guidé par une mère mystique et passionnée et des moines érudits et hautement traditionnels le conduit à Maurras et à l'Action française. L'histoire de la vieille droite française, dans la mesure où celle-ci s'est inspirée d'une spiritualité authentique, même si elle est controversée, ne pourra ignorer le témoignage de Pierre Ordioni.

JEAN PLANCHAIS.

★ *UNE JEUNESSE POUR L'ÉTERNITÉ*, de Pierre Ordioni, Ed. Albatros, 320 p., 120 F.

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## BIOGRAPHIE

● GUSLAIN DE DIEBACH : *la Double Vie de la duchesse Colonna*. Sculpteur (de talent) et femme du monde, suisse de naissance, italienne par son mariage et française de cœur, proche de Napoléon III et amie de Thiers, la duchesse Colonna constitue un beau sujet de biographie. Gustave de Diebach raconte la brève existence de cette femme dont Courbet peignit un très évocateur portrait. (Perrin, 372 p., 120 F.)

## CINÉMA

● JACQUES PRÉVERT : *Jenny et Quai des brumes*. La fleur de l'âge et l'Orléans de Quai des brumes. Jacques Prévert, dont les deux plus célèbres, *Orléans de Quai des brumes* et *Quai des brumes*, l'histoire du cinéma français de l'entre-deux-guerres n'aurait pu être ce qu'elle a été sans l'apport de la sensibilité et de la poésie de Prévert. (Gallimard, deux volumes, respectivement 284 p., 150 F., et 360 p., 170 F.)

## CRITIQUE LITTÉRAIRE

● BEATRICE DIDIER : *la Voix de Marianne*. Essai sur Marivaux. Autour du thème de la féminité dans la Voix de Marianne, de Marivaux, Béatrice Didier analyse « le rôle de la narratrice et de sa destinataire, puis le temps du récit, la composition du roman, les effets de symétrie et de dissymétrie qui s'y lient, la présence des personnages, l'effacement des décors et des objets, le rôle de la parole et ses divers registres. » (José Corti, 164 p., 115 F.)

● SARAH KORMAN : *Conversions*. Le Marchand de Venise sous le signe de Saturne. Selon Freud, le Marchand de Venise de Shakespeare est « légèreté » à une certaine dissimulation du sens primitif. Sarah Korman, en quête de ce sens primitif, se démarque de Freud pour interroger la place et le rôle du juif Shylock dans l'œuvre de Shakespeare. (Gallimard, 70 p., 56 F.)

## HISTOIRE

● JACQUELINE BALDRAN et CLAUDE BOCHURBERG : *Brassilach ou la célébration du mépris*. « Ce qui nous apparaît l'ANTI-SÉMITISME (veuillez bien lire, je vous prie) devient chaque jour une nécessité plus urgente. » Bien que connue et maintes fois citée, cette phrase de Robert Brassilach, extraite d'un article intitulé « La question sion », paru dans *Je suis partout* en mars 1933, maintient l'homme qui l'a écrite, et qui qu'il aurait pu penser, faire ou écrire par ailleurs, dans ce que Jankélévitch nommait « l'imprescriptible ». Les auteurs de cette plaquette rappellent opportunément, à l'heure de très inopportunes tentatives de réhabilitation, citations nombreuses et accablantes à

l'appui, qui fut Robert Brassilach. (A.J. Presse, 28, rue de Trévise, 75009 Paris, 160 p., 85 F.)

● CLAUDE MORILHAT : *la Prise de conscience du capitalisme*. Économie et philosophie chez Turgot. Des lumières nouvelles sur Turgot, qui, loin d'être un disciple marginal de Quesnay et des physiocrates, apparaît comme le premier penseur théorique d'une société dominée par le capital. (Médias Kinkisch, 220 p., 149 F.)

## LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● MOULOU MAMMERI : *Entretien avec Tahar Djawout*. Un recueil des quelques conversations que Tahar Djawout, poète et jeune romancier de trente-trois ans, a entretenues avec le doyen des écrivains de la « génération 52 », romancier et dramaturge, mais également anthropologue, linguiste et grammairien. Ces entretiens sont suivis d'un inédit de Mouloud Mammeri : *la Cité du soleil*, une sottie en trois tableaux. (Ed. Laphomic, Alger, 84 p., 34 F. En vente à la librairie des éditions La Découverte, 1, place Paul-Pastol, 75005, et à la librairie La Tiers Mythe, 21 rue, Clichy, 75006 Paris.)

## LINGUISTIQUE

● LOUIS HJELMSLEV : *Essai linguistique*. Réédition d'un ouvrage datant de 1959 paru en France en 1971. Avec le langage et les Polynésiens à une trilogie du langage, cet Essai linguistique constitue l'essentiel de l'œuvre du grand linguiste danois, mort en 1965. Préface de François Rastier. (Ed. de Minuit, 288 p., 89 F.)

## LITTÉRATURE

● LÉONTE DE LISLE : *Contes en prose*. Impressions de jeunesse. Six récits de jeunesse de l'auteur des *Polynésiens*, parus en feuilleton dans la presse dans les années 1840. Préface par Edgar Faure, ces contes en prose, qui ont fait l'objet d'éditions bibliographiques en 1910 et 1925, sont réédités ici par le Centre de recherche indocanologique. (C.R.I., 89, 291, 97490 Sainte-Clotilde, Ile de la Réunion, 250 p.)

## TÉMOIGNAGE

● KASSA HOUARI : *Confessions d'un immigré*. Un Algérien à Paris. Pour la première fois, la vie d'un travailleur maghrébin en France décrite avec minutie de l'intérieur. L'auteur de ce livre émouvant est un autodidacte découvert par Michel Polac à l'occasion d'un « Droit de réponse » sur les musulmans. (Lulu commun, 250 p., 89 F.)

## Au rendez-vous des insomniaques

PIERRE DRACHLINE fait partie de ces poètes qui s'assassinent tous les jours à coups de doutes et de dépressions, d'angoisses, et de révoltes muettes. Si l'existence est pour lui un Apprentissage du dégoût (1), c'est qu'il a le Cœur à l'horizontale : « Vous savez, ces cœurs qui s'usent plus vite que les autres. Ce sont des cœurs que la moindre émotion entaille. »

Chaque page du Cœur à l'horizontale est un constat d'échec, l'aveu d'une nouvelle capitulation. De défilait en errance on s'en tire quelquefois en croyant que la faute en incombe à autrui. Mais on a beau se persuader que la famille, les amis, les ennemis vous cherchent noise, c'est dans les relations de soi à soi que l'effaire se corse. Drachline, en chroniqueur des misères intimes, enregistre les soubresauts de cette inimitié de longue date.

Il déboule dans les venelles de la littérature, frappe à tout hasard à la porte de la gloire, et ne trouve refuge que dans la salle enfumée d'un bistrot où, sur les nappes en papier, il croque toujours la même silhouette. Parfois, il signe des aveux complets auprès d'une

belle de nuit que n'étonnent plus les extravagances des essouffés. Parfois, il comptabilise ses défaites, se demandant si la somme de ces négations, de ces bouts de nappes plus ou moins inspirés, peut engendrer un livre dont compenserait ses infortunes passées. Mais il n'imaginerait pas que l'on puisse s'attarder à lire ses « *laissez-aller littéraires* »...

Cependant, pour rien au monde, on ne renoncera à ces voyages au bout de la nuit. On plonge, fasciné, dans ces chroniques rédigées par un funambule qui manie avec beaucoup d'élégance l'humour macabre le plus décapant.

Ceux que la connaissance du bonheur n'effleure pas trouveront dans les confidences à veines ouvertes de Drachline un long cri, une colère qui se dissimule sous les apparences de l'impassibilité, un talent qui fouette le sang.

R. J.

★ *LE CŒUR À L'HORIZONTALE*, de Pierre Drachline, Instant/Tablé rose (50, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris), 224 pages, 89 F.

(1) Plasson, 1979.

## ARTS

## Henri, Sonia, Pablo

Une vie de Matisse, une autre de Sonia Delaunay, les souvenirs sur Picasso de Fernande Olivier : les peintres du vingtième siècle à la lumière de leurs biographies.

COMPOSER la biographie d'un peintre n'est pas commode, ne serait-ce que parce l'œuvre peint se dérobe à l'évocation. Il existe depuis 1980, grâce à Bernard Dorival, une biographie précise et concise de « la » peintre-couturière-décoratrice. Le « roman vrai » (sic) de Dominique Desanti ne lui ajoute que ce qui gâche les biographies : les dialogues « comme si vous y étiez », la psychologie de chic et les évocations romancées. L'auteur ne sait comment analyser la genèse de l'abstraction selon les Delaunay et traite l'histoire de l'art avec un mépris qui finit par lasser.

Car Pleyne a une thèse, une thèse claire, forte et juste. Il se refuse à ne voir en Matisse que le bon grand-père à lorgnon doré de l'abstraction. Qui lui donnerait tort ? Portraiture, peintre et sculpteur du nu, Matisse s'est constamment efforcé de transcrire ce qu'il appelait son « sentiment intime ». Il a célébré les formes et les couleurs des femmes et des fleurs en véritable héritier du dix-huitième siècle français, celui de Quentin de La Tour et du grand Fragonard. Au fil de sa démonstration, Pleyne remet en cause bien des lieux communs, rappelle le profond attachement de Matisse à l'art dit « ancien » et « facile » du peintre de Nice. Son Matisse ne peut que choquer les bien-pensants du progrès en art. Aux autres, qu'il aide à se dégarer des conformismes du modernisme officiel, il donne une belle leçon de liberté de pensée.

Toutes les récritures ne sont pas de cette qualité. Il en est

même dont la nécessité échappe. La *Sonia Delaunay* de Dominique Desanti appartient, hélas, à cette dernière espèce. Il existe depuis 1980, grâce à Bernard Dorival, une biographie précise et concise de « la » peintre-couturière-décoratrice. Le « roman vrai » (sic) de Dominique Desanti ne lui ajoute que ce qui gâche les biographies : les dialogues « comme si vous y étiez », la psychologie de chic et les évocations romancées. L'auteur ne sait comment analyser la genèse de l'abstraction selon les Delaunay et traite l'histoire de l'art avec un mépris qui finit par lasser.

## La vengeance de la Joconde

Faut-il un exemple ? Un chapitre, « La vengeance de la Joconde », est consacré à l'affaire des statuettes volées au Louvre par Géry Piérot, secrétaire d'Apollinaire, qui en avait pas des « terres cuites », comme le croit Dominique Desanti, mais des sculptures de pierre. Pis : elles n'étaient pas « égyptiennes », mais ibériques. Détail ? Il s'en faut quand l'on sait quel rôle l'art ibérique a joué dans la genèse des *Demoiselles d'Avignon*. Il est vrai que, selon l'auteur, ledit tableau provoqua un « scandale » en 1907. Scandale très circonscrit sans doute, puisque les *Demoiselles* ne furent exposées pour la première fois qu'en 1916... Les allusions à la poésie et à l'actualité mondaine ont autant de pittoresque. On y voit ainsi un Matisse qui « hurle ses vœux comme on tape sur une grosse caisse »... Robert Delaunay apparaît sous les traits d'un époux inflexible, instable et puéril qui ne serait devenu lui-même que grâce à son entreprenante et maternelle

épouse. Est-ce là excès de zèle féministe ? Est-ce au nom de la même doctrine que Dominique Desanti s'acharne à rendre odieux Picasso et caricature la pensée d'un Kandinsky ou d'un Frenzy Marc, abstraits eux aussi ? On doute qu'une biographie si violemment ennemie des nuances contribue à l'intelligence de son sujet.

Les *Souvenirs intimes* de Fernande Olivier sont d'une lecture plus instructive. Montage adroit de fragments d'une autobiographie inédite, de lettres à Gertrude Stein non moins inédites et de récits tirés de Picasso et ses amis que la « belle Fernande » avait publié en 1932, le livre a deux parties distinctes. La première narre avec une splendeur impudique les aventures sentimentales et érotiques d'une Parisienne de 1900. Séduite par un rustaud pré-nommé Paul, après avoir échappé de justesse à un oncle aux intentions impures, la candide jeune fille découvre le mâle et ses exigences, qui lui déplaisent. Ce dégoût l'incite à quitter l'infatigable Paul, qui l'a pourtant épousée pour « réparer », et à agréer les hommages d'un sculpteur à l'affection plus mesurée. Ce sculpteur lui découvre sa vocation de modèle. Elle le devient donc, et pour des artistes célèbres, Cézanne, Carollus-Duran, Roll et Dubuffé. Ces messieurs respectables se prennent d'affection pour celle qui leur pose des Eve et des femmes du monde toute la journée. Saivent quelques épisodes héroïco-comiques montmartrois dignes d'un Mirbeau ou d'un Dariau. Le sculpteur révèle sa vraie nature quand Fernande le trouve dans leur lit avec une fillette de douze ou treize ans. Draine. Heureusement « il y a dans la maison un peintre espagnol que, depuis quelque temps, je trouve partout sur mon passage et qui me regarde avec de

grands yeux lourds, aigus et pen-sifs à la fois, pleins d'un feu contenu (...).

C'est Pablo Picasso, bien sûr, dont la seconde partie de ces *Mémoires* décrit les mœurs domestiques, les amis, les collectionneurs et les marchands. La chronique des années de l'antiquaire et du cubisme décevrait qui croirait y découvrir de quoi renouveler la chronologie des peintures ou l'analyse des influences. Fernande se souvient mieux d'un hiver sans charbon, d'une gifle lancée par l'amant trop jaloux ou de l'entrée de Gertrude et de Léo Stein dans l'atelier. Les peintures, elle ne les a vues qu'à peine, trop obsédée par le peintre. Il n'empêche : il faut lire la prose moqueuse de « Madame Picasso » — qui ne le fut pas — pour le plaisir des anecdotes. Et pour savoir comment la grave Moréas, un soir, à la Closerie des Lilas, jeta une poignée de dominos à la tête de Fernande, pour la punir de lui avoir fait perdre une partie contre Paul Fort.

PHILIPPE DAGEN.

★ *HENRI MATISSE*, de Marcel Pleyne, La Manufacture, 244 p., 48 F.

★ *SONIA DELAUNAY MAGIQUE MAGICIENNE*, de Dominique Desanti, Ramsay, 398 p., 136 F.

★ *SOUVENIRS INTIMES*, de Fernande Olivier, Calmann-Lévy, 254 p., 98 F.

Vient de paraître

APORIE n° 9

ICÔNE - JUDÉE

Hommage à LORAND GASPARD

Grand Prix Poésie Ville de Paris 1987

220 p. 15 x 21

11 ill. n. et coul. dont 7. Dessins

110 F. franco à la revue :

APORIE, 869, route de Colombier

83200 Le Rivet-les-Eaux.

## DEVANT L'HISTOIRE

86-87 :

la polémique sur les « années-Hitler ».

DEVANT L'HISTOIRE



Les documents de la controverse sur la responsabilité de l'establishment des Juifs par le régime nazi

32 pages 118 F.

cerf



## LA VIE LITTÉRAIRE

## « Les livres, beaucoup, passionnément... »

Le marché du livre est actuellement stagnant. Si les maisons d'édition, dans leur ensemble, publient plus de titres, le tirage moyen des ouvrages baisse. C'est pour tenter de remédier à cette situation préoccupante que, pour la première fois, le Syndicat national de l'édition s'est associé avec la direction du livre et de la lecture pour lancer une grande opération publicitaire axée sur « l'incitation à l'achat de livres », composée d'une campagne d'affichage et de messages lus sur France-Inter par Marie-France Pisier, depuis le lundi 7 mars.

Selon l'agence de publicité Alliance, qui réalise cette campagne, un tiers des Français n'achète pas de livres, un tiers en achète un ou deux fois, le dernier tiers étant composé d'acheteurs plus réguliers. Peut-on réellement favoriser de manière significative les achats de livres sur l'unique base d'une campagne publicitaire ? A ce sujet, les publicitaires se montrent réservés : « Transformer radicalement le comportement des non-acheteurs pour les faire venir en librairie est un travail de longue haleine, qu'une campagne de promotion limitée dans le temps ne peut raisonnablement donner comme objectif. » Ce sont donc les lecteurs qui ont déjà une « culture » du livre et de la librairie qui sont visés.

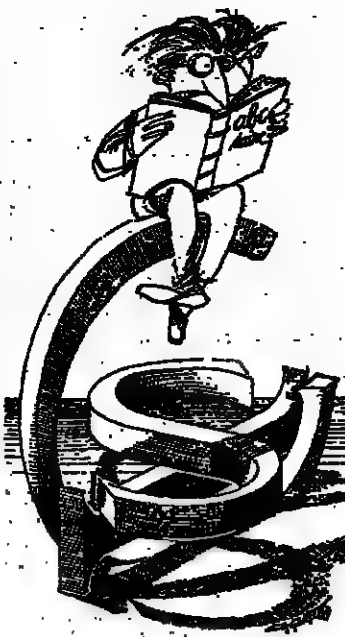
Plus de 1 840 affiches sont installées jusqu'au 21 mars sur les murs de Paris et de vingt-sept villes de province. Successivement, une femme, un enfant, un jeune couple et un homme âgé déclinent leur slogan : « Êtes-vous livre ou pas ? », « J'ai eu une enfance très livre », « Nous formons un couple très livre ».

En mettant ainsi en avant le livre, les organisateurs espèrent, également, préparer le public au prochain Salon du livre qui se déroulera, cette année, du 14 au 20 avril, à la Porte de Versailles, dans un espace deux fois plus important qu'auparavant.

SANDRINE TREINER.

## Un Bernanos très stylisé

Le 20 février, Georges Bernanos (1888-1948) aurait eu cent ans. Pour célébrer cet anniversaire, le ministère des affaires culturelles a commandé au sculpteur William Chataway un buste de l'écrivain. Ce monument devrait bientôt prendre place à Paris, probablement sur



la rive gauche. Il est actuellement exposé dans le quatorzième arrondissement de Paris (1).

William Chataway a déjà réalisé un Einstein et un Chateaubriand. Pour le buste de Bernanos, l'artiste s'est inspiré de ses photographies autant que de son œuvre. Il lui aura fallu quatre années, de nombreux dessins et travaux préparatoires, avant d'en arriver à ce résultat surprenant, très géométrique, presque futuriste. L'exposition qui se déroule actuellement constitue une bonne explication des étapes successives du travail de l'artiste. Présentant vingt-huit dessins et vingt et une sculptures, elle réalise en quelque sorte une justification du résultat final. Sont exposées en particulier une série de sculptures remarquables représentant Georges Bernanos après son grave accident de moto en 1933, appuyé sur ses deux cannes.

S. T.

(1) L'exposition « Dessin-sculpture de William Chataway » se tient jusqu'au 19 mars de 14 heures à 19 heures à la Galerie des artistes, 55-57 rue du Montparnasse, Paris 14<sup>e</sup>.

## Santé

## mode d'emploi

Le département médecine des éditions Flammarion, qui dirige André Piekarski, elle-même médecin, ajoute à ses livres bien connus des spécialistes une nouvelle collection d'ouvrages médicaux, pour un large public. « Nous ne méconnaissons pas les difficultés de la vulgarisation », dit André Piekarski, mais, devant le besoin d'informations médicales que nous sentons dans le public, nous avons décidé de créer cette collection « Santé mode

d'emploi. » Il est clair pour nous que ces livres ne sont pas destinés à se substituer au médecin, mais à donner une information de qualité, présentée d'une manière assez simple pour être accessible à des non-techniciens.

Quand on entend les « légendes » qui courent encore sur le SIDA, quand on sait que, dans les cas d'infectus, les malades arrivent encore souvent trop tard à l'hôpital, « on comprend », ajoute la directrice de Flammarion Médecine, l'intérêt d'ouvrages orientés vers la prévention. Les livres de la collection « Santé mode d'emploi » paraîtront au rythme de deux ou trois par semestre. Leur prix devrait être, dans tous les cas, inférieur à 100 F. Le premier sort le 15 mars, sous une maquette qui a su éviter le côté racoleur propre à trop de travaux dits de vulgarisation médicale.

Dans son premier titre, les Femmes et le SIDA, le professeur Roger Henricot tente de montrer que, « loin de rester confinés au groupe dit « à risque », le SIDA touche aussi les femmes, avec le retentissement que cela peut avoir sur leur vie sociale et surtout familiale ». Il met en lumière les circonstances de la contamination des femmes et les moyens de l'éviter (164 p., 69 F). En avril, « Santé mode d'emploi » publiera Tout cœur, du docteur Chantal Patel, sur les maladies cardio-vasculaires.

Jo. B.

## Mort du doyen

## des lettres arabes

L'écrivain libanais chrétien Mikhaïl Nouaymé, l'un des précurseurs de la littérature arabe moderne, est décédé fin février à l'âge de quatre-vingt-dix-neuf ans, dans son domicile de la banlieue nord de Beyrouth.

Né en 1889, dans la montagne chrétienne du Meten, Mikhaïl Nouaymé commença ses études primaires à l'école du village, et les poursuivit à l'école russe de Nazareth, en Palestine, puis en Russie de 1906 à 1911. Il se rend aux États-Unis, où il obtint deux diplômes de littérature et de droit, à l'université de Washington, et suit des études supérieures de littérature à Rennes de 1913 à 1919. Il réside pendant vingt ans aux États-Unis et se lie d'amitié avec les jeunes écrivains arabes émigrés, notamment Khalil Gibran, auteur du Prophète, dont il écrit par la suite une biographie.

Le cercle des Amis de la plume, qu'il fonda avec ses écrivains, joue un rôle important dans le développement de la littérature arabe contemporaine, pour l'élaboration d'une nouvelle langue littéraire arabe moderne. Son œuvre, des romans, des essais, des poèmes, compte trente titres en arabe et quatre en anglais. Le plus grand de ses romans ont été traduits en treize langues. Son autobiographie en trois tomes, Saboun, a été écrite à l'âge de soixante-dix ans. — (AFP).

## DU MONDE ENTIER

## PARUTIONS DE FÉVRIER 1988

Jorge Luis BORGES

Les conjurés

Le chiffre

Traduit de l'espagnol par Claude Estaban.

Friedrich GORENSTEIN

Le rachat. Roman

Traduit du russe par Lily Denis.

David SHAHAR

Le jour des fantômes. Roman

Traduit de l'hébreu par Madeleine Neige.

John UPDIKE

Ce que pensait Roger. Roman

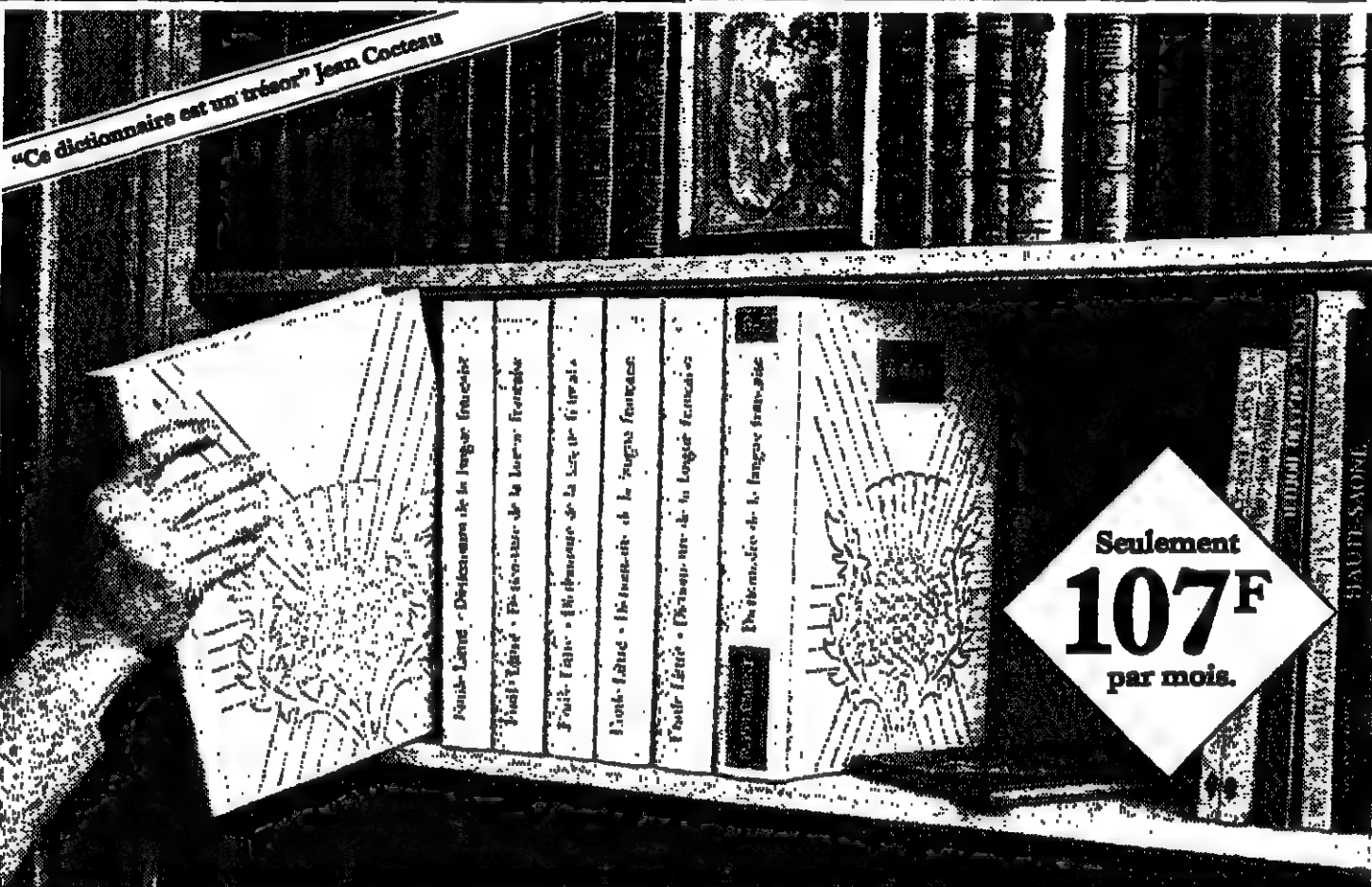
Traduit de l'anglais par Maurice Rambaud.

John UPDIKE

La condition naturelle. Poèmes

Traduit de l'anglais par Alain Soud.

GALLIMARD



Sur 85.000 mots et ses centaines de milliers de citations passionnantes font de ce Littré en 7 volumes l'ouvrage toujours le plus actuel de la langue française.

## Une édition - événement du Grand Littré!

6 volumes joyaux de votre bibliothèque. Plus un supplément, avec les 5.000 mots les plus récents de notre langue.



Quand, en 1865, Maxime Littré écrit sur le dernier des 415.636 feuillets qui sont déjà Le Littré « Aujourd'hui, j'ai fini mon dictionnaire... » à ce seul travail, il a consacré trente années de sa vie. Mais (ce que lui-même ignore alors), il vient aussi de signer un des plus beaux et des plus grands monuments de la langue française.

Son dictionnaire est en effet bien plus qu'une immense « cage aux mots ». Avec le même souffle que Hugo dans sa Légende des Siècles, c'est toute la légende des mots.

Mots innombrables (ils sont 85.000 !). Disséqués dans leur anatomie. Enregistrés dans leur état-civil. Avec leurs permissions d'emploi, précises comme les Tables de la Loi.

Mais aussi mots de chair et de sang. Sentis dans des centaines de milliers de citations d'auteurs classiques ou modernes.

Comme la Bible, c'est aussi un roman

Un dictionnaire ? Mais où les mots vivent dans le tissu de la langue. Dans des retrouvailles de chaque ligne avec Voltaire ou Montaigne, Lamartine ou Bossuet ou tel poète anonyme et précieux du XV<sup>e</sup> siècle.

Ce qui ne donne pas seulement au Littré son accès facile et familier. Mais fait de lui un dictionnaire qu'on lit avec la même passion qu'il a été écrit.

En fait, c'est le joyau rayonnant de toute bibliothèque qui est ainsi réédité. Et qui,

avec le septième volume ajouté ici, fait un Littré prenant aussi en compte même les mots les plus nouveaux nés d'aujourd'hui.

C'est un ouvrage résolument exceptionnel dans lequel vous pouvez vous plonger dès demain, chez vous. (Mais à condition de le commander très vite, car cette précieuse édition est à tirage limité !...)

## Un chef-d'œuvre d'édition

7 volumes in-quarto habillés d'une reliure ivoire grainée. Titres, plats et tranches dorés.

## CADEAU

Si vous renvoyez le bon de commande dans la semaine, nous vous ferons parvenir la très belle reproduction d'un lavis d'encre en couleurs de Victor Hugo : « Paysage aux trois arbres ».

Cette gravure de 30 x 40 cm, réalisée sur vélin d'Arches 100% pur chiffon, est une véritable petite œuvre d'art, au tirage limité à 3.600 exemplaires tous numérotés.

Et ce cadeau vous restera acquis, quelle que soit votre décision d'achat.

## BON DE COMMANDE PERSONNEL

à retourner dès aujourd'hui à Encyclopædia Britannica, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 PARIS Cedex 15.

OUI, je désire recevoir le Grand Littré en 7 volumes. Je vous adresse donc 95 F, soit les droits de réservation de ces 7 volumes que je vous prie de bien vouloir m'expédier. Je réglerai ensuite mon achat de la façon suivante (cocher la case correspondante) :

☐ Au comptant - Avec un règlement de 1755 F, comptant les droits de réservation. (Prix total des 7 volumes : 1850 F.)

☐ À crédit - En 18 mensualités de 107 F chacune. Soit 1926 F (dont frais de crédit : 171 F; taux nominal : 11,97%; taux effectif global : 11,97%) comptant les droits de réservation.

☐ Veuillez alors me fournir les formulaires de prélèvement automatique (entièrement gratuits).

☐ ccp ☐ banque, ainsi que l'offre préalable de crédit.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Signature obligatoire \_\_\_\_\_

J'ai bien noté que je dispose de 7 jours à compter de ma date de commande pour y renoncer éventuellement, en vous avisant par lettre recommandée A.R. (Le montant de mes droits de réservation m'étant alors remboursé.)

## ● EN BREF

● Débats et tables rondes accompagnent une exposition sur le DOMAINE PRIVÉ (Journées Intimes, correspondances, Mémoires, autobiographies...) qui se tient jusqu'au 27 mars au Forum du centre Pompidou et qui est orga-

nisé avec le concours de la librairie Flammarion 4 de centre. Renaud Camus, Michel Deguy, Florence Delay, Bernard Noël, Gabriel Matzneff... notamment participent à ces débats dans la salle d'actualité de la BPL, qui a publié le calendrier.

● PRÉCISION. — Contrairement à ce que nous avons indiqué (le Monde du 27 février), le livre de Primo Levi Si c'est un homme, réédité récemment par Julliard et rapidement épuisé, est de nouveau disponible. « Il a été réimprimé le 11 janvier, puis — à la suite d'une rupture de stock — le 18 février. Nous disposons actuellement de 2.000 exemplaires », indique l'éditeur.

● LE 35<sup>e</sup> PRIX MAX-JACOB, l'une des plus importantes récompenses françaises dans le domaine de la poésie, doté d'une somme de 20 000 F, a été attribué à Paul de Roux pour son livre Le Front contre le rêve, paru chez Gallimard (voir « le Monde des livres » du 4 décembre 1987).

● LES MOTS DE LA TÊTE. — tel est le titre d'une manifestation qui se déroulera le 12 mars dans les Salons Hoche (9, av. Hoche, 75008 Paris), organisée à l'initiative de l'association Proli-ESLSCA. Centre débats sur la langue française, l'écriture, le journalisme et la politique auront lieu au cours de cette journée.

● LE 5<sup>e</sup> SALON NATIONAL DES ÉDITEURS RÉGIONAUX et la fête du livre de La Couture (Pas-de-Calais) se tiendront les 12 et 13 mars à l'Espace Bernanos.

## Autocritique à propos de Lernet-Holenia

La germaniste G.-A. Goldschmidt qui, dans sa préface du Régiment des Deux-Siciles (Calmann-Lévy), affirmait le nazisme de son auteur (voir « le Monde des livres » du 4 mars), nous a adressé la mise au point suivante :

« C'est à la suite d'une mauvaise information recueillie en son temps auprès d'un ami de Heimann von Dodener qu'il a été affirmé dans la préface au livre le Régiment des Deux-Siciles, d'Alexander von Lernet-Holenia, que celui-ci était resté indifférent aux événements de son temps et au nazisme en particulier. Or il n'en est rien, Lernet-Holenia est justement un de ceux qui, jusque dans le contenu même de ses œuvres, se sont fondamentalement engagés contre l'horreur nazie. Je regrette très sincèrement cette erreur et je renvoie en l'occurrence aux remarquables travaux de M. Roger Lewinter sur ce sujet. » (A paraître aux Éditions Gérard Labovici.)

هذا من الامم



LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Maladies professionnelles

(Suite de la page 13.)

La jouissance de tyranniser un clan n'explique pas tout. Et Herbaudt ne se grandit pas, y compris en intelligence, en laissant un portrait posthume au vinol de celui qu'il nomme rageusement « une somptueuse salope ». Ce dépit trépanant ne juge que lui. C'est l'arapède se plaignant du rocher ! Il se trouve seulement que, comme Renan, France du Barrès, Formose-Gide a réussi à fasciner plusieurs générations et à marquer des dizaines de vocations littéraires sans avoir pour autant imposé une vision du monde cohérente ou entraînante ; par l'unique miracle d'un style, d'un genre de vie, d'un charme, d'un ascendant qu'il eût été bien bête de ne pas savoir. Sartre allait régner de même ; dernier du genre ?

Ces magistères irraisonnés font aussi partie des petits ridicules et des mystères respectables du métier.

**D**EUX récits plus imaginaires complètent les portraits et donnent sa dimension au thème général du livre. Le *Témoin gênant* montre comment un tiers, antiquaire, aperçoit les manigances et contorsions des gens de lettres que sont son épouse et un ami. Ce dernier intéresse moins par ses tics de romancier courant après les modes — et donc « de gauche », car tel est le préjugé bien ancré de Curtis ; à chacun sa marotte ! — que par la façon dont il tire promptement un livre d'un chagrin d'amour et d'une tentative de suicide auxquels il est seul à avoir cru. Toujours cette « utilisation des restes », qui finit par entacher d'artifice toute l'existence...

Entre un peintre slave des années folles et une poétesse bien parisienne (*Boris et Estelle*), l'exploitation artistique ou arriviste du « vécu » est mutuelle. Chacun tire profit de l'autre, avec plus ou moins de bonne foi et d'a-propos. A prôner, à prédire et à démentir. Rien entre eux n'aura été vraiment senti à l'état pur. Mais qu'est-ce que l'état pur ? En quoi serait-ce impur de tenir à distance sa vie et de convertir cet intervalle en figures de beauté ? Même si, comme c'est le cas, l'amitié amoureuse et intéressée n'a donné que des œuvres mineures, et des carrières médiocres...

Car tel m'apparaît l'ouvrage de Curtis : une preuve féroce que la vie d'artiste est faite de faux-semblants pitoyables, ... mais aussi l'aveu ému qu'y ayant goûté on n'en changerait pas pour un empire !

**L**y a un âge pour toiser les aînés (les jeunes croient que cela fait jeune) ; et il y a un âge pour admettre sa dette. Curtis reconnaît la sienne à sa manière, rose. Guimard y met une fraîcheur juvénile. L'auteur des *Choses de la vie* doit sa vocation à Giraudoux, comme pas mal d'autres, Blondin, Bastide, Claude Roy, Dormann, Cauwelaert... ; il ne voit pas pourquoi, après neuf ans de silence, il ne reprendrait pas la plume pour tirer son chapeau au « patron » et débarrasser, au passage, sa statue.

Les rappels biographiques, les résumés des œuvres, les analyses thématiques et autres, Guimard laisse cela aux érudits, qu'il cite : Debidour, Brody. Son propos se rapproche de celui de Chris Marker dans le *Giraudoux par lui-même*, au Seuil : se promener au plus près de l'éblouissement ressenti naguère, afin d'inciter la jeune classe à l'éprouver à son tour.

Premier petit miracle : ce sens du bonheur qui baigne toute l'œuvre, Giraudoux l'a conquis sur une enfance sans joie, sur des contraintes moroses, qu'il a eu le bon goût de ne pas monter en épingle. Son secret — faire poésie de tout — est le même que celui dont se moque Curtis, et que Giraudoux devine chez Racine quand il écrit : « Son amertume ne vient pas de ce qu'il est trompé ; sa douceur, de ce qu'il est en paix ; sa vigueur, de ce qu'il est herculéen, mais de ce qu'il est écrivain. »

**E**CRIVAIN lui-même autant qu'on peut l'être, Sartre aurait dû mieux comprendre Giraudoux qu'il ne l'a fait, dans *Situations*, en le réduisant, comme le déplore Guimard, à son aristotélisme. Avec le recul, bien des parités réunissent ces deux exercices de normaliens à mots d'auteur que sont *Electre* et *les Mouches*. Le malentendu est venu de ce que Sartre se punissait de trop bien manier les mots ; au lieu que Giraudoux n'a jamais boudé son plaisir.

Cela lui a valu d'autres ennuis : l'étouffement sous les étiquettes et les épithètes : « délicieux », « gracieux », « précieux », façons de réduire l'écrivain à des concetti, des confettis. Avec Marker, Guimard voit au contraire dans les tirades faussement légères de Giraudoux un remède toujours actuel contre les maux du siècle : l'aplomb des économistes, les magnats de la presse, les « mecs » de tout poil, les bavards comme les baroudeurs, les bien-penseurs, les possédants, les « 200 familles »...

Car l'homme n'était pas de droite — autre fable ; ni « collabo ». Il a prophétisé l'écologie et le féminisme. Il n'avait d'autre idéologie que de mettre en lumière les forces obscures qui « saccagent les possibilités de bonheur des hommes ». Encore ne théorisait-il pas. L'instinct poétique, toujours, primait la rhétorique.

Pour recommander cette leçon de bien-vivre aux nouvelles générations, Guimard ne pouvait mieux faire que de retrouver le ravissement enthousiaste de sa propre jeunesse !

★ LES MŒURS DES GRANDS FAUVES, de Jean-Louis Curtis, Flammarion, 192 p., 79 F.  
★ GIRAUDOUX : TIENS !, de Paul Guimard, Grasset, 174 p., 68 F.

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL DEGUY

La machine éditoriale

Agitation et rumeurs accompagnent la sortie du « Comité », de Michel Deguy. Nous avons interrogé l'ancien lecteur de chez Gallimard sur ce livre qui raconte ses expériences et ses déceptions, et qui tente de tirer la morale de l'histoire.

« Que vous le vouliez ou non, malgré les détours que vous empruntez, malgré les précautions et les dénégations dont vous vous protégez, le Comité — « ouvrage sarcastique » mais aussi « livre d'amertume » — va apparaître, apparaît déjà, comme un règlement de compte visant la maison Gallimard, une forme de vengeance, une façon en fait de « changer la faiblesse en force ».

— Non, ce n'est pas un livre d'amertume ; cela débute ainsi, cela revient, mais cela ne « baigne » pas dedans. De l'amertume et du ressentiment, le livre est passé, au cours des mois de sa gestation, à la satire et à l'allégresse. Il s'agissait de transformer cette diatribe et cette querelle en une vue qui ait de l'objectivité, qui dise quelque chose de l'état des lieux, du changement du paysage éditorial ces dix ou quinze dernières années. Autrement dit, je prétends être arrivé à de l'objectivité, à de la sagesse et à de la gaieté ; j'estimerai avoir échoué si j'en étais resté au stade du règlement de compte. Quant à Gallimard, qui est un des « lieux de mémoire » importants dans le tissu culturel français, ce nom désigne moins un lieu propre qu'un paradigme de fictions dans une autobiographie fantastique.

— Quel compte aura ainsi été réglé ? Vous posez vous-même cette question dans votre livre... Pensez-vous avoir apuré les comptes... si comptes il y avait ?

— Non, je ne pense pas. Parce qu'au fond on ne règle jamais aucun compte, il n'y a pas de solde. Je voudrais au contraire échapper à la vendetta infinie. Ou bien on est dedans et le compte n'est jamais réglé, ou bien on fait un saut de côté : c'est plutôt ce que j'essaie de faire dans ce livre. Tout finit quand même en comédie, c'est la bonne fin, puisque j'y change de pièce et recommence à jouer ailleurs.

Cette manière gallimardienne

— Croyez-vous que le Comité, en tant qu'intervention spectaculaire dans l'histoire de la maison Gallimard, puisse devenir un élément de prise de conscience, un facteur de transformation positive ?

— Je ne le crois pas une seconde. C'est cela l'horreur des querelles et des débats ; il n'y a pas une chance sur mille pour que quelqu'un de l'autre côté, chez Gallimard, prenne le positif, pour lui, de cette affaire, et fasse réflexion sur la marche du comité. Les seules réactions seront de désapprobation, de défense, d'attaque. Je n'attends absolument rien. Après tout, je n'ai pas reçu une seule réponse écrite d'aucun des membres du comité à la lettre que je leur avais adressée à la suite de mon éviction.

— Il y a dans votre livre — de son projet à sa forme — « des lignes rompues » — une volonté d'anticiper toutes les questions qu'il soulève, de répondre par avance aux objections et aux critiques, de parer à une éventuelle compassion du lecteur. N'y a-t-il pas, dans ce système un peu fermé et étouffant, le risque de clore le débat que le Comité pouvait prétendre instaurer sur le fonctionnement d'une « grande maison », sur l'usage et la paresse, sur la « fatalité » et l'« époque ».

— Dans sa forme, mon livre est constitué par l'entrelacement de plusieurs brins, de plusieurs tons,



Michel Deguy : « On ne règle jamais aucun compte. »

qui prennent alternativement le devant : morceaux romanesques, anecdotes, ton d'une « sociologie dans le couloir ». Le fil héroïque, le satirique, le caricatural, composent l'âme de la torse. Un autre fil, qui est le fil constant, c'est l'enquête : comment a-t-il pu se faire qu'un employeur que j'ai côtoyé pendant vingt-cinq ans, presque chaque semaine, au moment où il décide de se séparer de moi, le fasse sans même me convoquer, me parler, de cette manière typiquement gallimardienne. Cette mesure singulière et despotique, sans même parler de déontologie du travail, est, humainement parlant, tout à fait inadmissible.

— Oui, je cherche à occuper tous les points de vue. Je pense qu'il faut sans arrêt se mettre en question soi-même, c'est moins étouffant, réformé qu'un plaidoyer égoïste, *pro domo*, sans autocritique. La lucidité et l'effort d'élucidation doivent logiquement et moralement chercher à occuper le point de vue par où l'autre, légitimement, vous met en accusation. Bien entendu, c'est également une stratégie, un système de défense. Mais il y a tout

jours un point de cécité : je ne prétends pas avoir supprimé la tache aveugle.

— Vous écrivez : « Le fond de la question, le mot de l'affaire, c'est ce que je ne peux dire. » Il y a donc un secret, quelque chose d'indicible, dans « cette affaire de mort, d'amour et de médiocrité ». Quel est le statut de ce secret qui se retrouve aux deux pôles de l'histoire, en vous et hors de vous ? N'avez-vous pas raté, avec le Comité, à la fois votre autobiographie et l'analyse socioculturelle d'une certaine dégradation de l'institution éditoriale nommée Gallimard ?

— Le secret est triple. D'abord il y a ce que la morale et le droit obligent, plus encore qu'ils ne contraignent, à taire. Je me suis systématiquement interdit ce qui serait médisance — cette méchanceté qui fait la trame des conversations ordinaires, — qui porterait atteinte et ferait du mal à des tiers. Ensuite, il y a le non-savoir, qui tient à la partialité constitutive de tout point de vue. Enfin, cette faiblesse, cette faille de chaque être, la faille de sa constitution intime, le sujet, au fond, n'arrive pas à les comprendre, à les maîtriser. A la

fin, c'est l'indicible que l'on trouve dans la fragilité et la faille de quelqu'un. Il y a du secret dans ce sens-là, et du secret vraiment scellé, même à soi-même.

— Non, je n'ai pas « raté » l'autobiographie. Elle n'est pas complète ; je l'ai simplement inaugurée, en même temps, avec l'analyse. La question générale serait de savoir comment une entreprise devrait être éditée, machinée, pour que les rapports entre les points de pouvoir et l'instance délibérative soient les meilleurs possibles. Toujours me bante la question : « Comment ça aurait pu être mieux que cela ? » Le mutisme, la réserve, la non-convivialité, font qu'il n'y a pas un rapport optimal entre l'instance de décision et le Comité. Il n'y a aucune possibilité pour le pouvoir d'intégrer la critique intime profonde, la critique de l'intérieur. Par ailleurs, il y avait cette feinte révérencieuse entretenue que le pouvoir était en même temps le savoir. L'atmosphère de révérence courtoise fut beaucoup plus préjudiciable que je n'ai raconté. Le silence ou l'évitement, l'euphémisme et l'autocensure, beaucoup plus épais...

— Vous avez joué un rôle important dans la vie intellectuelle de ces vingt dernières années. Vos choix, goûts et options, même s'ils furent contraires, contestés, vous avez pu les faire prévaloir, parfois, ou souvent, dans des domaines — la philosophie et la poésie — où les lecteurs compétents ne courent pas les comités. N'exprimez-vous pas, en fin de compte, un regret, celui de ne plus avoir ce pouvoir, ou de ne l'avoir eu assez ?

— De ne plus l'avoir, ça m'est égal. Le « ne plus » ne me tarde pas, tout simplement parce que j'ai : je continue ma revue *Poésie* et je dirige depuis peu une collection, « L'extrême contemporain », chez le même éditeur, Belin. Quant au « pas assez », j'aurais voulu plus, j'aurais eu plus. C'est pourquoi je raconte comment j'ai refusé la proposition qui m'était faite, au début, d'entrer à part entière dans la maison Gallimard. De toute manière, les gens qui ont imaginé prendre le pouvoir sont sortis assez vite... J'aurais pu, c'est vrai, me battre davantage, par exemple contre ceux qui, du côté des sciences humaines, éliminaient en sous main la philosophie. Mais ça ne correspondait pas à mon tempérament.

Propos recueillis par PATRICK KÉCHICHIAN.

Les coulisses d'une grande maison

**L**a rumeur a tellement grossi avant la parution du livre de Michel Deguy sur le Comité Gallimard que l'atmosphère n'est plus guère favorable au serein jugement, à la libre attention. Le refus choquant des Presses universitaires de France de diffuser ce livre, après celui de plusieurs éditeurs de la plume, n'ont pas vraiment détendu le climat. Pamphlet écrit à l'encre du ressentiment, brûlot, analyse sociologique ricanante, autobiographie sarcastique, violente mise en cause enfin de l'un des piliers de la culture française, d'une maison qu'un nom, une famille ont su protéger de quelques vulgarités mercantiles...

Le Comité, c'est bien tout cela. C'est aussi la relation d'un secret, tacitement respecté

jusqu'à présent, le dévoilement volontairement partiel, fâcheusement partiel, des coulisses d'une grande maison, celle où Michel Deguy fut lecteur, membre du « comité », cette discrète et prestigieuse chapelle au cœur de la cathédrale Gallimard. Il le fut de 1960 à ce mois d'octobre 1988 où il reçut, sans autre forme de procès, une lettre de Claude Gallimard lui annonçant sa mise « hors comité ». De cette expérience de plus de vingt-cinq ans, de cette blessure et de cette déception, Deguy a tiré le Comité. Grinçant, ce livre l'est au point d'en devenir, parfois, gênant ; les carences qu'il dénonce soulèvent cependant des questions qu'il serait navrant d'évacuer dans la seule polémique.

Par ailleurs, Le Seuil publie un court traité de poétique de Michel Deguy : *La poésie n'est pas seule*. Dans ce livre difficile d'accès, le poète-philosophe opère une analyse « chimique » des différentes composantes — choses et mots, images, figures de rhétorique — du poème. « La passion et la puissance figurative de la poésie portent à l'éclairement de questions à l'aimer, le douleur, l'œuvre, le désirer, le donner, le perdre... Elle met en relation des choses entre elles, et les arts entre eux », écrit Michel Deguy.

P. Ké.  
★ LE COMITÉ, de Michel Deguy, Champ Vallon, distribution Distique, 208 p., 89 F.  
★ LA POÉSIE N'EST PAS SEULE, de Michel Deguy, Seuil, 186 p., 95 F.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.06.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Maurice DELAFOSSE  
HAUT-SENEGAL  
NIGER

Quelques exemplaires retrouvés de ce grand classique de la recherche ethnographique et historique en Afrique occidentale épuisés depuis longtemps, proposés exceptionnellement au public pour 800 FF les 3 volumes.

(1.300 pp., 41 planches groupant 80 clichés, 22 cartes)

Maisonneuve & Larose



NOIR SUR BLANC

N° 4 en vente (70 F)

Bator, Ravella, Radouet, Gérard, Merville, Stefan, Martrax, Pasolini, Ance, Le Gac, Guez Ricard, Raymond, dessins de Glatier Brus et photos de Dieter Appelt.

Le N° 5 paraîtra le 15 mars avec des dessins d'Alfred Corrales, des photos de Glatier de Clermont, des textes inédits (Labouge, Gonthier, Calaferte, Flabault...).

ABONNEMENTS : 77, RUE DESCARTES, 75005 PARIS. 4 N°s : 230 F. DISTRIBUTION LIBRAIRES : DISTIQUE.



## ● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

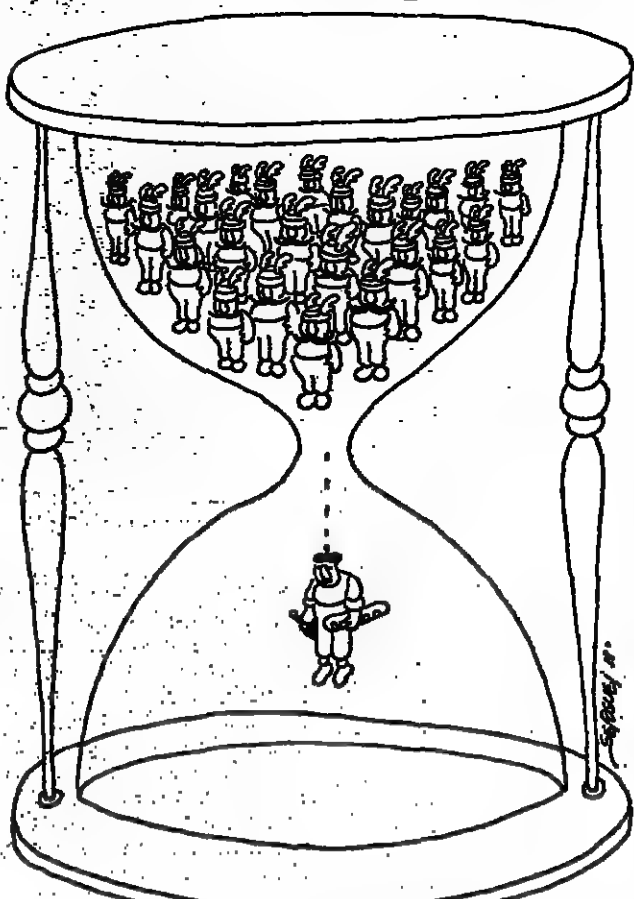
## Un mémorial de la population française

JEAN BODIN l'avait bien dit : « Il n'est force et richesse que d'hommes », et le royaume de France tira sa gloire du nombre de ses sujets entrepreneurs. A l'heure où ce pays ne se reproduit plus — même s'il détient le ruban bleu des naissances dans une Europe déjà ridée — et où nous allons passer sous la barre du un pour cent de la population mondiale, le volontarisme d'un Bodin devrait avoir toute sa place dans un argumentaire de l'avenir. A tous ceux — politiques compris, en cette saison propice — qui souhaitent détailler l'enjeu, l'ouvrage exceptionnel dirigé par Jacques Dupâquier offre à la fois du matériel et des idées.

C'est du monumental, sans fioritures et de belles proportions : quatre gros volumes (les deux derniers sont annoncés pour octobre), une quarantaine de spécialistes, des centaines de cartes et de courbes, de textes et d'images, un manuscrit bien poli par le maître d'œuvre. L'ambition ? « Une relecture démographique de l'histoire du peuple français », qui brasse d'abord du chiffre, mais qui explique la structure et la répartition d'une population, fait lire les paysages et les terroirs, touche à la famille et à la sexualité, à la médecine et à l'alimentation, donne un recensement de la vitalité tout son poids économique, social et même politique. On ne serait pas si éloigné d'un pari d'histoire totale si l'ancrage, le cœur, n'étaient toujours de démographie historique.

Le mot vaut le détour. Car il dit une aventure de la science française qu'on nous envie encore à l'étranger. Autour de l'INED, fondé en 1945 par Alfred Sauvy, et de sa revue *Population*, prit corps une dimension de l'histoire qui parlait d'un minuscule dénombrement du poids des hommes. Henry de Fleurbaey, un démographe et un archiviste, mettait au point la méthode de « reconstitution des familles » en puisant à pleines fiches perforées dans le trésor des registres paroissiaux tenus sous l'Ancien Régime. De leur côté, des historiens comme Meuvret et Goubert comptabilisaient au plus intime la peine des rustres et le choc des crises de subsistance. Une monographie exemplaire de la période, récompensée de l'Académie, fut l'étude de Goubert sur le Beauvaisis méridional l'époque pionnière de 1854 à 1900 : la démographie historique à la française s'était imposée.

Elle a prospéré depuis, accumulant études de villages et enquêtes générales, balayant systématiquement le dix-septième et le dix-huitième siècle, ces âges d'or de la documentation. La dernière d'entre elles, lancée en 1982 par Jean-Noël Biraben, fait gagner un bon siècle, de 1670 à 1870 environ, à la connaissance statistique : le tome deux de ce livre en offre la première au grand public. Nous sommes loin de l'état d'esprit d'un Voltaire, qui ignorait le mot « population » et parlait tout bonnement du « nombre des peuples » ; le quantitatif a ses lettres de noblesse à partir du seizième siècle, et la démographie qualitative des hautes périodes sans archives fiables n'a plus rien d'un vagabondage aimablement érudite ou archéologique. Il n'y avait pas eu d'histoire générale de la population française depuis le livre assez mince de Schöndel publié



en 1893 : le « Dupâquier » comble la lacune en synthétisant quarante années de travaux.

C'HACUN pourra y vagabonder à son gré : le voyage est toujours pittoresque, même si le style ne donne jamais dans le flamboyant. Voici tour à tour le melting pot gaulois et les premiers secrets de l'assimilation des barbares ; la peste ravageuse du quatorzième siècle, qui faucha dix millions d'âmes en sept offensives atroces ; un abrégé d'histoire des maladies, du « feu de saint Antoine » (cette introduction par l'ergot de seigle qui gangrenait les membres) à la suette ; puis la joyeuse présumée des bordes de la fin du Moyen Âge et les rires étranges de la « nouvelle Babylone », le Paris de Rostoff ; ou l'aventure des mapes crâniologiques montées dans les capitales, sur fond de surcharge des campagnes.

Le livre grouille, tressaute, tricote à la vie et à la mort, explique comment on apprit à ruser avec la camarde et à tromper la faim, suivent les élans collectifs vers tous les royaumes où la vie aurait été moins âpre. Sa profusion de détails tisse le saga d'une conquête de l'espace hexagonal et d'un art d'y respirer, plus large. La France devint ainsi le troisième « monde plein » après l'Egypte et la Chine, ce lieu farouche et béni où s'étaient rassemblés dès 1340 un Européen sur quatre et près de cinq habitants du globe sur cent. Une France qui, en 1789 encore, pesait dans le monde démographique cinq fois plus lourd qu'aujourd'hui.

L'histoire de cette sorte d'enthousiasme français à proliférer sur le « finistère » du continent européen, qui construisit, avec cent années et recueils, un très dense et majestueux royaume des hommes, est évidemment au centre du livre. On y marque avec bonheur

la place d'une révolution du néolithique qui lia enfin au sol peut-être quatre millions d'êtres vers 1800 ; la force de la Gaule à l'arrivée de César, qui comptait autour de sept millions de « Gaulois » bigarrés selon Biraben, un peu plus de quatre millions selon Roland Etienne ; puis l'essor, après les grandes crises des neuvième et dixième siècles, qui nous hisse aux pleines eaux des vingt millions à la veille des catastrophes de la guerre de Cent Ans.

UN peu plus de vingt millions, quand sont écartés les maux conjugués des pestes, des famines et des guerres à domicile : voilà la France à son étage, immobile de Louis XI à Louis XV, apprenant sur quatre siècles à ajuster les subsistances au nombre des ventres, maîtrisant le mouvement brownien qui fait grouiller les campagnes, proliférer les migrants et peupler les villes. Une France du lent recule de la mort et du bébé obligatoire tous les deux ans, au pis tous les trente mois. Cette « plénitude » est menacée au fil du dix-huitième siècle, quand le mariage se fait tardif et qu'on a appris au fond des campagnes le « funeste secret » du coitus interruptus. La courbe grimpe encore jusqu'à vingt-huit millions à la veille de la Révolution, mais s'est déjà

perdue l'harmonie relative entre des structures sociales et un art de vivre et de mourir : la France contemporaine devra inventer. On aura noté au passage que ce parler ne fut pas atteint au prix d'un renfermement satisfait sur l'indigène, ou supposé tel. Sur nos rives, dès le néolithique, on apprit à amalgamer les immigrés que déversaient l'Atlantique, la Méditerranée et les portes de l'Est : la France, affirme utilement Jacques Dupâquier, « n'est pas une île, la population n'est pas autochtone » ; elle a toujours reçu des apports extérieurs. Mais, dès ces temps de mélanges, nous toujours aussi à plain cette alchimie qui entreteint la puissance des « effres fondatrices » et qu'on pourrait nommer l'histoire : sur ce sol, l'évolution des populations ne fut jamais dissociée du poids du passé. Etant donné fixé de cet art national qui agrège à une chaîne.

Sur les cent sept chefs-lieux de la Gaule impériale recensés par Roland Etienne dans nos frontières actuelles, seize seulement ont perdu en 1982 leur rôle de ville et trente-sept de nos cinquante-cinq agglomérations de plus de cent mille habitants étaient bien vivantes à cette époque. Sans même parler des paysages et des axes de la circulation, cette cartographie urbaine vérifie un enracinement. Gardons-nous donc de croire que nos mutations du vingtième siècle n'auraient pas à connaître des traces physiques et des vieux usages du « nombre des peuples ». Jacques Dupâquier, l'heureux patron d'une grande entreprise savante à forte charge civique, a bien raison de dire : « Notre pyramide des âges est un mémorial ; nos attitudes devant la vie un héritage. »

★ HISTOIRE DE LA POPULATION FRANÇAISE, sous la direction de Jacques Dupâquier. T.1 DES ORIGINES A LA RENAISSANCE. T.2 DE LA RENAISSANCE A 1789, PUF, 565 et 601 p., 390 F chaque volume.

GERARD MERMET

## Monsieur le futur Président,

« La France est à refaire. Qui relèvera le défi ? »

Aubier

STEFAN ZWEIG

DONALD PRATER

Une magistrale évocation d'un maître de notre époque, à la croisée de deux siècles et de dix cultures.

EDITIONS DE LA TABLE RONDE

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

## MICHEL MOHRT VERS L'OUEST



« Un livre dense, à la fois retenu et dans une intense et familière »

François NOURISSER - Le Point

« Une odeur de cuir, de lavande et de tabac de Virginie »

Bernard FRANK - Le Monde

« Le livre d'un grand écrivain qui se penche sur sa jeunesse dans une belle lumière dorée d'automne »

Jean-Marie ROLLAND - France Inter

« Michel Mohrt est un homme sincère, qui ne triche pas »

Jean LAFITTE - France Inter

« Les moments d'un homme de culture »

Luc NEUBRON - Madame Figaro

« Indispensable et terriblement attachant »

Gérard GIGAN - Sud Ouest

OLIVIER ORBAN

## Les marécages de la haine

(Suite de la page 13.)

Est-ce à dire aussi, comme le fait Birbaum, que cette dénonciation de la « République juive » aurait assez bien rassemblé tous les antisémitismes (le chrétien compris) pour constituer en elle-même « un fait social distinct » ? C'est à voir. Les historiens n'ont certes jamais réduit l'antisémitisme à une constante idéologique ou à une triste idée politique.

Mais ils ont montré que dans les actions collectives, émeutes, défilés et réunions où il fut exprimé l'écume aux lèvres, il portait à leur point extrême une tension sociale et un trouble politique nés autant de la crise économique et du désarroi des classes moyennes que d'un refus raciste de l'idéal républicain.

L'Etat « enjuivé » était une cible commode, mais c'est la société tout entière qui était prise à partie par des esprits simples qui n'en comprenaient plus la complexité. L'antisémitisme n'est jamais un front de classes. Même s'il développe toute la perversion sociale de sa haine raciale.

JEAN-PIERRE RIOUX

★ UN MYTHE POLITIQUE : LA « RÉPUBLIQUE JUIVE », DE LÉON BLUM A PIERRE MENDES FRANCE, de Pierre Birbaum, Fayard, 417 p., 140 F.

★ L'EXTREME DROITE EN FRANCE, DE MAURRAS A LE PEN, d'Ariane Chebel d'Appollonia, Complexe, 447 p., 65 F.

A l'occasion de représentations de PALAIS MASCOTTE THÉÂTRE DE LA GASTILLE, RENCONTRE AVEC ENZO CORMANN MER. 16 MARS 19 H A LA LIBRAIRIE PLURIEL 56, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. Entrée libre.

MAISON DE LA POÉSIE Association subventionnée par la Ville de Paris 101, rue Rambuteau, 1<sup>er</sup> - M<sup>o</sup> Halles - Tél. : 42-36-27-53 JEUDI 17 MARS A 20 H 30 SOIRÉE JEANNE MOULIN DE LA PIERRE À FEUX A LA CRAIE DES SONGES Lecture-spectacle de : Marie-Chaire Beyer Présentation par l'auteur

## OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

8, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12



## Vite, lisez Pat Conroy ! C'est une vraie bombe !

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

« Attention, cet Américain frappe comme la foudre. Avec son roman, on touche un des sommets de la grande littérature sudiste. »

Le Prince des Mares est une vraie bombe.

Sans blague, on sort changé d'un tel bouquin.

ANDRÉ CLAWT - L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

Presses de la Renaissance

مكتبة من الرمال



## Bruxelles et la francophonie

Vingt ans, le bel âge... On peut ne pas en être persuadé, mais, pour la Foire internationale du livre de Bruxelles, c'est une certitude. Cette manifestation, qui a eu lieu cette année jusqu'au 13 mars au centre Régier (le Monde du 8 mars), a eu, en vingt ans, prendre la première place parmi les foires européennes ouvertes au grand public (ce n'est pas le cas de celle de Francfort).

Le nombre de ses visiteurs est passé de 61 000 en 1969 à 420 000 en 1987. La surface d'exposition atteint désormais 15 000 mètres

carrés. Les enquêtes sur la lecture en Belgique montrent qu'en 1969 47 % des Belges lisaient au moins un livre par an : ils sont aujourd'hui 78 %. Le président de la foire, M. Willy Vandermaelen, estime, bien sûr, n'y être pas pour rien, et on ne saurait lui donner tort. Avec ses 2 500 éditeurs, qui proposent quelque 200 000 titres, la Foire internationale du livre de Bruxelles est une assez belle preuve de la permanence de l'écrit, de la vitalité de la francophonie et du dynamisme de la Belgique.

## Thierry de Beaucé et le « théorème de Raimond »

L'ancien responsable de la diffusion culturelle du Quai d'Orsay donne des recettes pour renforcer le français dans le monde.

CONNAISSEZ-VOUS le « théorème de Raimond » ? Non ? Alors, c'est que vous ne hantez pas les couloirs du Quai d'Orsay, qui, ces temps-ci, en sont tout bruyants, ou que vous n'avez pas encore lu le *Nouveau discours sur l'universalité de la langue française*, de Thierry de Beaucé.

Pour une fois, ce n'est pas une allusion au plus célèbre Raymond (Barre) du sursis politique mais à (Jean-Bernard) Raimond, actuel ministre des affaires étrangères et ancien responsable du plus considérable département de ce même ministère, la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques.

Thierry de Beaucé, énarque, mais surtout écrivain (1) et homme aux actions contrastées, a été en 1986-1987 l'un des successeurs de Jean-Bernard Raimond à la direction générale des relations culturelles. Thierry de Beaucé connaît donc la musique, d'autant plus qu'il a aussi musardé un peu partout où la France est présente sur la planète, et il en a tiré la conviction, généralement plus répandue hors de l'Hexagone que dedans, que la francophonie est une carte d'avenir pour peu que les Français se décident enfin à la jouer pour de bon.

Le « théorème de Raimond », donc, est précisément, selon l'auteur du *Nouveau discours*, l'un des faux bords moutonnés de la francophonie. L'axiome raimondien postule « ne rien changer de ce qui a fait ses preuves ! ». Simple bon sens... Mais penchons-nous sur l'une — parmi beaucoup d'autres — des situations où a conduit le « postulat de Raimond », qui est finalement, en matière culturelle, celui de presque tout le Quai d'Orsay depuis, grosso modo, la disparition de de Gaulle.

Prenons le lycée franco-éthiopien d'Addis-Abeba. Dans des bâtiments construits datant de 1948, deux mille élèves, parmi lesquels hier les enfants des proches du Négus,

aujourd'hui le fils unique du président Mengistu ; une pléiade d'excellents professeurs « français de France ». « Le plus glorieux fleuron de la francophonie dans la corne de l'Afrique ! », plastraient-ils. Voire !

Le bac délivré par l'établissement ne donne pas accès à l'Université éthiopienne, obligeant les élèves à s'expatrier. Si encore ils venaient en France ! Mais Paris, à qui le lycée d'Addis offre les vœux de la tête — 16,5 millions de francs par an — en argue pour ne distribuer que peu de bourses aux Éthiopiens, lesquels sont « récupérés » par d'autres pays, notamment anglo-saxons. Un schéma de dépendance comparable est observé, pour rester dans la région, en Égypte et en Turquie, où des universités américaines locales n'ont qu'à cueillir les bacheliers sortants d'écoles francophones, généralement les meilleurs du pays.

### Professeurs en colère

Ce que propose Thierry de Beaucé pour effacer l'insidieux théorème, c'est de diminuer le coût des lycées en réduisant drastiquement le nombre des professeurs « détachés budgétaires » — 33 sur 48 enseignants français à Addis-Abeba — et, avec les économies réalisées, de donner plus de bourses en France ou, mieux, de créer, comme nombre de capitales y invitent, des filières universitaires en français, embryon peut-être de futures universités franco-étrangères.

Les très coûteux « détachés budgétaires », expatriés réputés les plus chers du monde, pourraient, dans de nombreux cas, être remplacés par des recrutés locaux, français ou étrangers, coûtant « dix fois moins cher », et qu'encadreraient évidemment quelques conseillers pédagogiques métropolitains très sur le volet. Certains lycées, comme celui de Bruxelles, pourraient même parfaitement fonctionner sans « détachés budgétaires ».

Ce serait une véritable révolution dans la citadelle de privilèges du système culturel français hors de France, et ça lui donnerait un fichtre coup de jeune ; des experts indépendants en conviennent, mais il faudrait pour cela affronter des syndicats mués en corporations, exposer nos ambassadeurs à la colère de professeurs rapatriés avant d'avoir fini de payer leur résidence secondaire. Et personne, jusqu'à Thierry de Beaucé, n'a voulu s'y risquer, préférant laisser vendre ou fermer en catimini des établissements comme le lycée Abdelkader de Beyrouth-Ouest ou le lycée Louis-Massignon de Casablanca, ou renoncer à l'université franco-arabe d'Alexandrie, parvenue par Léopold Senghor.

Doté d'une culture traditionnelle, mais sujet aux élan, aux curiosités vers le futur, Thierry de Beaucé a été l'un de ces hommes qui n'appartiennent pas vraiment à la gauche sans pour autant lui être étrangers et que François Mitterrand avait promis. La droite le leur a fait payer, n'ayant eu cesse de remplacer Philippe de Saint-Robert au Commissariat général à la langue française ou Thierry de Beaucé à la direction générale des relations culturelles.

Le premier a tiré de son expérience un essai plein de panache, mais quelque peu amer (2). Le second nous donne un ouvrage moins nerveux dans la forme, mais finalement plus robuste par les faits qu'il met en lumière. À commencer par l'élément qui fait que le titre de son *Discours*, écho à celui, bicentenaire, de Rivarol, n'est pas présomptueux : à la veille de la Révolution, le français était réputé universel alors que seules cours et académies d'Europe le pratiquaient et que, en France même, plusieurs millions de personnes ne l'entendaient point... La francophonie n'est devenue universelle, fait valoir Thierry de Beaucé, que depuis un quart de siècle, lorsque le français, « merveilleux outil trouvé dans les décombres de la colonisation », a cessé d'appartenir aux seuls Français pour vivre également sa vie parmi les peuples démocratiquement en essor.

C'est cette vitalité afro-arabe, utilisant de plus en plus le français, et enrichissant *ad libitum* sa littérature, sa pensée, sa recherche, son vocabulaire, qui doit rendre optimiste ; même si, et l'auteur ne le dissimule pas, la France ne s'est pas encore décidée à se jeter avec tous ses moyens dans la bataille éditoriale et audiovisuelle, primordiales pour l'avenir francophone. Alors même que la culture « française » fait de plus en plus figure, aux yeux d'une quarantaine de nations, de seul point autour duquel peuvent s'organiser les résistances identitaires, face à ce que Jack Lang, dans sa période francophone, appelait « l'impérialisme financier et culturel qui rabote les cultures nationales ».

Ce qui ne gêne rien, le discours de Thierry de Beaucé est bordé de références historiques ou politiques souvent inédites, énoncées avec humour contenu et détachement apparent. Rien ne touche, dit-on, comme une passion exposée avec vergogne. Puisse la recette réussir auprès des pairs de Thierry de Beaucé !

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

★ NOUVEAU DISCOURS SUR L'UNIVERSALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE. Thierry de Beaucé, collection « Le monde actuel », Gallimard, 250 p., 90 F.

(1) Notamment *L'île éolienne*, un essai sur le Japon, et *La Chute de Tanger*, roman, Gallimard.

(2) *Lettre ouverte à ceux qui en perdent leur français*, Albin Michel (le Monde du 24 mai 1986).

## Simenon à l'ombre de Balzac

Le père du commissaire Maigret fête ses quatre-vingt-cinq ans et les Presses de la cité publient un Tout Simenon, sa comédie humaine.

par Roger Stéphane

LA Comédie humaine contient plus d'une centaine de romans ; mis à part les *Maigret*, Simenon a écrit sous son nom cent trente-deux romans. Comme les balzaciens, les amateurs de Simenon trouvent toujours un roman de derrière les fagots à citer en exemple du talent de leur auteur. L'écriture est différente. Balzac cède aux adjectifs emphatiques, aux comparaisons saugrenues. L'écriture de Simenon est volontairement

terme. Il se refuse à l'effet : « Colette, me racontait-il, était directrice littéraire du *Matin*, dans les années 20. Je lui ai envoyé des contes signés Georges Sim. La règle était d'aller, le mercredi, je crois, retirer ses contes ou retirer le chèque. Deux ou trois fois, j'ai retiré mes contes sans chèque. Puis, un jour, on m'a dit : « M<sup>me</sup> Colette voudrait vous voir. Je suis allé voir M<sup>me</sup> Colette, qui m'a fort impressionné. Elle était merveilleuse dans son fauteuil directorial, et tout de suite elle m'a appelé « mon petit Sim » — c'était mon premier pseudonyme. « Vous savez, j'ai lu votre dernier conte » [...]. C'est presque ça, mais ce n'est pas ça. Il est trop littéraire. Il ne faut pas faire de littérature. Pas de littérature, et ça tra. Je suis rentré chez moi et je me suis dit : « Supprimer la littérature ? » Je ne savais pas au juste ce que ça voulait dire quand je faisais de la littérature... Supprimer la littérature, qu'est-ce



Simenon : « J'ai essayé d'être le plus simple possible. »

Ce qui distingue encore davantage Simenon de Balzac, c'est la conception de l'homme, l'idée de l'homme. Balzac qualifie, Simenon explique. Balzac annonce que le père Goriot est prodigue, affirme que M. Grandet est avare. Simenon se garde de ce genre de qualification. Il cherche toutes sortes d'explications pour un comportement qu'il décrit sans le qualifier. Tout se passe comme s'il croyait l'homme inexplicable, inqualifiable : « Pour l'essentiel, dit Walter, l'homme est ce qu'il cache [...], un misérable petit tas de secrets. L'homme est ce qu'il fait, répondit mon père presque avec brutalité. Par tempérament, ce qu'il appelle la psychologie au secret, comme il eut dit le volé-la-tire, l'exaspération. » (Malraux, *La Lutte avec l'ange*.) A ce dialogue, Simenon hausserait les épaules et citerait derechef Mal-

s'acharne à trouver le coupable, qu'il livre ensuite sans joie à la police. Presque à chaque fois, le lecteur s'il se met à la place du juré, vote l'acquiescement. D'où la fascination de Simenon pour la psychiatrie : sa bibliothèque est riche d'ouvrages spécialisés, et il tire fierté d'être membre honoraire de nombreuses associations médicales.

### Des histoires de paumés

La collection « 10/18 » publie des reportages du jeune Simenon groupés sous deux titres : *A la découverte de la France* et *A la recherche de l'homme nu*. *A la découverte de la France* est surtout intéressant par les sources qu'il nous procure sur Maigret. Plus de cent pages sont consacrées aux coulisses de la police. Simenon a regardé faire les policiers de son temps, les a écoutés parler. Il a soigneusement observé le cadre dans lequel évoluera ce personnage hors du commun qu'est Maigret. Ici, on voit la réalité à partir de laquelle s'élaborera la fiction. Certains procédés peuvent paraître répétitifs : la pipe, les silences de Maigret, la discrétion de M<sup>me</sup> Maigret, l'absence d'enfant, le goût du commissaire pour la cuisine rustique, pour la bière ou le petit blanc (qu'est-ce qu'il boit !). Mais certains de ces polars pris séparément et lus à longs intervalles sont tout même assez étonnants (je pense en particulier à *L'affaire Sains-Fiacre* et à *Maigret chez le ministre*).

*A la recherche de l'homme nu* est dans un certain sens plus curieux. Pour l'essentiel, reportages sur les laissés-pour-compte de la colonisation, de la société industrielle. Thèmes sous-jacents de ces reportages : paumés de tous les pays, vous êtes frères. Et ici on retrouve un thème fréquent chez Simenon : tous les hommes, quoi qu'ils veulent paraître, sont, par certains aspects, des paumés. Les romans de Simenon : des histoires de paumés.

Comme Simenon a eu, le 13 février, quatre-vingt-cinq ans, les éditions des Presses de la Cité entreprennent la publication de *Tout Simenon*. Mystérieusement, le premier volume ne comprend que des romans postérieurs à 1945. Il serait plus judicieux de publier Simenon chronologiquement. Mais ne boudons pas notre plaisir : *Trois chambres à Manhattan* et, surtout, *Lettre à mon juge* étonneront leurs nouveaux lecteurs.

★ Au rythme de cinq volumes par an, quinze tomes vont réunir l'œuvre romanesque de Simenon publiée aux Presses de la Cité. TOUT SIMENON se poursuivra avec l'édition de l'intégralité de la production Fayard (1931-1939). Le tome I, qui vient de sortir, rassemble : *Le Fugitif des Roues*, la *Fuite de M. Monde*, *Trois chambres à Manhattan*, *Au bout du rouleau*, la *Pipe de Maigret*, *Maigret se fâche*, *Maigret à New-York*, *Lettre à mon juge*, le *Destin des Malins*, *Phon*, 392 p., 98 F.

★ MES APPRENTISSAGES, de Georges Simenon, A LA DÉCOUVERTE DE LA FRANCE, 446 p., A LA RECHERCHE DE L'HOMME NU, 443 p., éd. Francis Lacassin, Gilbert Sigaux, UGE/-10-18-.

★ Sous le titre PAGE DU ROMAN, la collection « Le regard littéraire » reprend divers textes de Simenon sur l'art romanesque. Préface de Jean-Baptiste Baroni, éd. Complexe, 154 p., 49 F.

### Comparaisons

S'impose la comparaison avec Balzac. Il y a près de vingt-cinq ans, j'avais prié Simenon de bien vouloir écrire un texte sur Balzac. Peu de temps après, je lus *Je me souviens*, son autobiographie.

#### Balzac par Simenon

Il est beaucoup question d'argent dans la famille. On vend des terres pour acheter des titres, on vend des titres pour jouer à la tontine, on prête et on emprunte en inscrivant soigneusement les transactions dans un carnet.

M. de Balzac était un homme paisible. Pour son père un peu farfelu, si digne dans son habit bleu [...] mais qui n'ose pas dévaler la voie devant sa femme, Balzac gardera toute sa vie de la tendresse.

Madame de Balzac voit tout, dirige tout, est partout. Débordante de vitalité malgré une santé précaire, des vapeurs et des évanouissements.

Louis Balssa, l'oncle d'Honoré, sera guillotiné pour avoir tué une servante qui se prétendait enceinte de ses œuvres.

#### Simenon par lui-même

Les premiers mots que j'ai entendus, encore bébé, furent : l'argent, l'argent, l'argent.

Mon père était un humble, un résigné, d'une résignation sans tristesse ni mélancolie. Il adorait la vie qu'il avait choisie de vivre [...] il a été pour moi un exemple de sagesse [...], voilà pourquoi j'ai pour lui une telle vénération.

Ma mère a une volonté farouche, tenace, une volonté dure. Pas une volonté en forme, pourtant. Ma mère est toute petite, mince, plutôt frêle [...]. Toute sa vie elle a suivi son chemin sans se laisser démonter par rien, s'avancant vers son but, coûte que coûte.

On a relevé de nombreuses traces de coups sur le corps de (ma tante) Félicie [...], on a arrêté Coucou et c'est à été en prison pour deux ans.

qui restait ? Alors j'ai essayé d'être le plus simple possible. C'est le conseil qui m'a le plus servi dans la vie. Je dois une fière chandelle à Colette de me l'avoir donné.

Les descriptions chez Balzac sont précises et se veulent objectives ; chez Simenon, elles sont sensuelles — je veux dire qu'elles font appel aux sens, à l'odorat, à l'ouïe, au toucher. Le roman de Balzac, élément d'une fresque, la *Comédie humaine*, est lui-même composé comme une fresque ; les personnages foisonnent. Le temps s'étire, parfois, tout le long d'une vie d'homme. Chez Simenon, au contraire, le roman est resserré, le plus souvent axé sur un seul personnage et se déroulant dans un laps de temps très court. Simenon transpose dans le roman la règle des trois unités : « Il y a deux sortes de romans, les romans-fresques, chroniques, et les romans-tragédies. Aujourd'hui, je ne crois pas que les gens aient le loisir de lire des romans-chroniques. Et puis ce n'est pas ma manière : j'écris mes romans comme une tragédie. Personne ne va voir un acte d'une tragédie un soir et un autre le lendemain. »

raux, celui des *Conquérants* : « Juger, c'est de toute évidence ne pas comprendre, parce que, si l'on comprend, l'on ne pourrait plus juger. » Simenon se garde pourtant de tirer des conclusions présomptueuses d'une psychologie qui s'apparente à la psychologie des profondeurs.

Simenon s'appesantit sur les secrets, sur ce qui se situe à la limite du conscient et de l'inconscient, du refoulé et du ressenti. Il n'en tire pas de conclusion mécaniste. Il ne prétend pas que les informations qu'il révèle justifient : sa prudence, réelle ici, consiste à suggérer qu'elles éclairent. Il est obsédé par l'article 64 de notre code pénal : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ou lorsqu'il y a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. » Pris à la lettre, le texte justifie tout. Compte tenu du décalogue, de nos mœurs polices, tuer son prochain est anormal. Le criminel est possédé. Ce qui caractérise Maigret, c'est qu'il ne formule jamais de conclusion morale. Maigret, tarabusté par un magistrat impatient,

### Les impertinences de « Scut »

LOUIS Scutenaire, surpris par la Caméra devant son poste de télévision le 15 août 1987, laissait derrière lui une bombe à retardement composée d'apophories et de poèmes écrits les deux dernières années de sa vie. La bombe, désamorcée par les éditions Le Dilettante, vient de paraître sous la forme d'un petit volume, *Lunes rousses*. Il aurait enchanté cet incorrigible garsment qui, selon son ami Frédéric Dard, avait « un regard de vieux Chinois déguisé en Belge ».

Louis Scutenaire ne respectait rien et rien de l'amusait plus que de balayer d'une phrase les certitudes de ses contemporains. Son humour décapant, qu'il tournait souvent contre lui-même, le mettait à l'abri des encenseurs et autres thuriféraires qui, à force de béatitudes, momifient de leur vivant certains écrivains. « Les tristes sont des optimistes masqués », disait-il avant de jeter sur les soubresauts de la planète —

Afrique du Sud ou Afghanistan — un œil trop distrait pour être tout à fait désabusé. Sa logique à l'épreuve des faits lui permettait même de faire montre d'une grande indulgence à l'égard de Staline.

Les écrivains installés dans leurs œuvres comme dans des pantoufles excitaient particulièrement sa verve. Il aimait les imaginer au seuil de la mort : « Le moribond râle : « Je veux achever mon œuvre... je veux ach... » et il s'éteint comme si le tranchant de sa dernière syllabe l'avait décollé. » Dans l'ordre ou le désordre, les dernières impertinences de « Scut » sont à consommer à petites gorgées entre deux éclats de rire.

PIERRE DRACHLINE

★ LUNES ROUSSES, de Louis Scutenaire, avant-propos de Frédéric Dard, Le Dilettante, 59 p., 65 F.

(1) « Le Monde des livres » du 4 septembre 1987.

### GALERIE DENISE RENÉ

Éditeur

Œuvres graphiques de :

AGAM, ALBERS, ARP, CLAISSE, CRUZ-DIEZ, S. DELAUNAY, HERBIN, KASSAK, MORELLET, MORTENSEN, SOTO, VASARELY

198, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-22-77-57.





## LETTRES ÉTRANGÈRES

## Quand Buzzati écrivait à Brambilla...

L'histoire d'une amitié à travers une correspondance capitale pour comprendre Buzzati

Par Hector Bianciotti

**«A**près sa mort, je n'ai été qu'un survivant. En un certain sens, je suis devenu le petit homme qui va au cimetière un soir de novembre... C'est en ces termes que Dino Buzzati, quelques mois avant de s'en aller lui-même, évoquait Arturo Brambilla, qu'il avait connu sur les bancs de l'école, en 1916. Parmi ses amis, Brambilla serait «l'ami», celui avec qui il partagerait les mêmes étonnements et les mêmes angoisses, le même amour de la littérature, de la peinture, de la montagne. A qui il ne cessait, sa vie durant, de confier ses projets littéraires pour, une fois réalisés, les lui soumettre. On de le charger de la correction des épreuves du *Désert des Tartares*, publié lorsque, en 1940, il se trouvait en Afrique, en qualité de correspondant de guerre.

Leur première passion commune fut l'Égypte, qu'ils découvrirent grâce à l'*Histoire de l'Égypte*, de Gaston Maspero. Devenus Arnéris et Dinophis, des joutes poétiques allaient opposer les deux égyptologues en herbe célébrant à tour de rôle les dieux du Nil.

Arthur Rackman, l'illustrateur d'*Alice au pays des merveilles* et de *Peter Pan*, les éblouirait peu après, tandis que Poe, Dickens, Kipling, Wilde et Conrad seraient leurs préférés parmi les écrivains. Bien des années plus tard, Pascal, que Buzzati jugeait incomparable, prendrait le relais.

Or, en dépit de la similarité de leurs goûts et d'une amitié qui tendrait à effacer toute différence entre eux, leurs natures, au fond, ne se ressemblaient pas. Alors que, pendant trente ans, Buzzati lui a écrit des centaines de lettres, Brambilla n'a pris la peine de répondre qu'une fois sur dix à son ami, sans soupçonner l'anxiété où il le plongeait. Comme en amour, il y a toujours, en amitié, l'un qui aime, et l'autre qui aime surtout l'affection qu'on lui porte.

En outre, si Buzzati aspirait à écrire «un livre de mille pages qui commencerait par un murmure et finirait par une explosion mondiale catastrophique», Brambilla, lui, s'acheminait doucement vers l'enseignement.

Après les entretiens avec Yves Panafieu (1), qui constituent un extraordinaire autoportrait de l'auteur d'*Un amour*, ces *Lettres à Brambilla* sont capitales pour faire le tour de Buzzati. Car si essayer de comprendre son œuvre équivaut à dresser le plan d'un labyrinthe, tâcher de cerner sa vie, c'est comme dessiner le contour d'un brouillard.

Son œuvre a le mystère complexe des choses élaborées; sa vie, le mystère bien plus profond des choses simples. Et si le rapprochement de *Lettres et d'Entretiens* s'impose, c'est qu'il en résulte, de manière stupéfiante, que l'écrivain au seuil de la mort, pour qui «l'homme est une malformation de la nature», reste, sous tous ses aspects, l'adolescent dont le visage a bien pu prendre des rides au fil des ans, mais non pas l'âme, née vieille comme le monde et comme Hamlet.

## Le deuil du bonheur

On pourrait même avancer qu'il n'y a pas un autre écrivain dont la jeunesse ait été moins jeune, si l'on songe que, se sachant voué à la littérature, et à l'âge où même la grammaire a une fraîcheur de primevère, il lui arrivait d'affirmer que le grec et le latin, Homère, Dante et Pétrarque étaient des «joyeux stupides» quand on les confrontait à la splendeur des montagnes.

Comme il sied aux poètes adolescents, il portait d'avance le deuil du bonheur. Au démentir, une seule fois dans la vie il admettait l'avoir ressenti, dans ce désert africain qui fait une part si grande au ciel, où le sentiment d'attente qu'il suscite est comme la promesse d'une révélation qui ne saurait tarder.

Buzzati était né à Milan, en 1906, au sein d'une famille de la grande bourgeoisie, où la littérature et l'art étaient bien plus un luxe qu'une nécessité. Le père? Un homme qui tenait beaucoup à être bien habillé, dont il avait hérité l'horreur du débraillé, et qu'il n'aurait probablement pas reconnu s'il l'avait rencontré dans la rue, disait-il à Yves Panafieu, en 1971. La mère? «Plutôt une aristocrate», Vénitienne d'origine. Il avait cinquante-quatre ans lorsqu'elle est morte, et il ne l'avait jamais quittée, étant

demeuré, de surcroît, à l'égale de ses deux frères, célibataire. Et cet attachement n'était dû, selon lui, qu'à un caractère de Mme Buzzati, jamais en retard quand il s'agissait de témoigner de la tendresse, et qui accordait à ses enfants assez de liberté pour qu'ils se sentent découragés d'en faire usage, n'éprouvant aucun désir d'abandonner cette forteresse qu'était la maison familiale, où on se reconnaît à l'abri des malheurs du monde.

## Une véritable aversion à l'encontre du bien

A dix-huit ans, son idée de l'humaine condition se trouvait arrêtée une fois pour toutes. Précurseur, si l'on peut dire, de l'homme mûr pour qui la liberté ne sera que l'idole d'une infime minorité d'intellectuels, l'adolescent ne croyait pas plus au libre arbitre qu'au mérite ou à la faute, Judas n'ayant pas moins obéi à sa nature que le Christ à la sienne. Et, convaincu qu'on ne sera jamais que ce qu'on a été, Kant faisait à ses yeux figure d'imbécile en proclamant qu'il convient au bienfaiteur de ressentir une véritable aversion à l'encontre du bien, afin que son action ait du prix.

A vingt ans, alors que, malgré son pessimisme, il s'était cru capable d'accomplir de grandes choses, il se trouve un manque absolu de génie, de volonté, de culture. Mais, bientôt, le succès compta pour lui plus que la montagne, plus encore que l'amour qui, au fond, le fera toujours souffrir sans rien lui apporter. Sinon l'humiliation d'être incapable de bien aimer les femmes, de leur donner du plaisir. Celle qu'il épousa sur le tard, après la mort de sa mère, ce sera une jeune fille de trente-six ans, cadette.

Entré en 1928 au *Corriere della Sera*, il y demeura plus de quarante ans, jusqu'à sa mort. Chroniqueur musical ou faits divers, grand reportage ou entretien avec des vedettes du sport, du cinéma, de la mode, il aura été de tous les aspects du journalisme: Yves Saint Laurent se souviendrait-il de cet Italien tiré à quatre épingles venu interviewer le jeune homme succédant triomphalement à Christian Dior?

Si le journalisme l'avait terrifié, il s'en est servi, tout fait

divers lui procurant, par quelques biais, une matière pour ses fictions, quoiqu'il ne fût en rien de ces romanciers qui collaborent avec la réalité, mais de ceux qui essayent de la dépasser, guettant à travers ses lézards l'interminable cortège des ombres. Ne croyant pas à la survie, il était cependant convaincu que les murs d'une maison absorbent quelque chose des gens qui y ont habité, qu'une trace en demeure que, pendant un certain temps, on peut capter. Les grincements des portes que l'on ferme et que l'on ouvre, la nuit, dans l'obscurité, ou la paix d'un jardin sous la lune avec tout ce que cette paix dissimule de grouillement d'insectes qui silencieusement s'entre-tuent, l'auront toujours fasciné.

N'est-il pas allé, une fois, se trouvant à court de sujets, jusqu'à jeter une araignée dans la toile d'une autre afin d'observer ce qu'il adviendrait? Ne disait-il pas que la guerre permet à l'homme de s'exprimer et, mieux que l'amour, de se sentir jeune? «J'ai assisté à des catastrophes d'une beauté telle qu'elles embellissaient l'âme d'admiration», avouait-il à l'âge où l'approche de la fin rend l'homme invulnérable; à cet âge où, l'avenir faisant défaut, il lui semblait ridicule que l'on s'immisce encore à la beauté. Quels abîmes ne recelait pas la sévérité polie de l'Italien du Nord qu'il était! Quelles ténèbres!

Comme un miroir d'obsidienne, son œuvre les reflète, dont la muse tutélaire est la peur. Et dire que c'est pour lui fausser compagnie qu'il écrivait alors que, une fois exprimée, la peur se rapprochait à nouveau de lui, riche des effrois dont il l'avait parée, plus noire, plus lugubre, plus menaçante. Mais les deux ont de ces caprices, et c'est ainsi que Dino Buzzati est devenu l'un des maîtres de la littérature fantastique.

★ **LETTRES À BRAMBILLA**, de Dino Buzzati. Introduction de Luciano Simonelli. Traduit par Sasi et Michel Breilman, Bernard Grasset, 301 p., 110 F.

★ Signalons également **LE CAPITAINE PIC ET AUTRES POÉSIES**, de Dino Buzzati. Ces textes sont publiés à la fois en italien et dans leur récente (et première) traduction française par Henri Latorre. Ed. La Touraille (40, rue Fagel, 13008 Marseille), 102 p., 39 F.

(1) *Mes dévotions*. Entretiens avec Yves Panafieu, Robert Laffont, 1973.

## Les paraboles de Patricia Highsmith

**L**a folie des hommes, leurs déviances, ce qu'ils veulent dissimuler aux autres, ou se cacher à eux-mêmes et qui soudain les submerge, Patricia Highsmith en a l'habitude. Ce sont souvent les matériaux de ses histoires. Elle examine tout cela avec un soin maniaque; elle le décrit minutieusement, avec une simplicité qui décuple le malaise et l'efficacité de la narration.

Catastrophes, son dernier livre, qui sort aujourd'hui, ce sont dix nouvelles qui commencent dans la banalité et finissent dans l'angoisse, qui parlent du quotidien et le font soudain basculer dans l'horreur.

Ces nouveaux mystères ne sont certes pas dépourvus d'ancêtres littéraires. L'ombre de Melville accompagne *Moby Dick* ou la baleine torpille et celle de Dante et de son *Enfer* rôde dans les couloirs, la piscine et les deux tours — qui seront incendiées — des Jade Towers (*Panique aux Jade Towers*), immeuble new-yorkais de quatre-vingt-sept étages pour riches. On n'y voulait que des gens convenables, quand soudain on y découvre des cadavres.

## «Comme lors de ta première enfance»

Et là, le récit, qu'on croyait anodin, dérape vers le fantastique, selon la loi de la multiplication: les caillots sont de plus en plus nombreux et de plus en plus gros. «Morle» de l'histoire, si l'on peut dire: quand on cherche à détruire, on multiplie. Le produit à exterminer immunise les plus résistants, et l'on entre dans un cycle infernal. De même, par contamination, la visite de délégués de l'ONU au Naburi, pays imaginaire d'Afrique occidentale, provoque des catastrophes en chaîne, et la mort des délégués, tués par des fourmis. Celles-ci avaient trouvé refuge dans les masques à gaz qu'on offrait aux visiteurs pour les protéger de fumées toxiques.

Plus l'homme se défend, plus le désastre est grand; comme si les animaux, la nature elle-même, se révoltaient contre les excès de l'intervention humaine. L'homme a mis en marche un processus fou qu'il ne peut ni arrêter ni réparer. Ainsi quand le pape (Sixtus VI, le pape à la pantoufle rouge) se met à tenir, en Amérique latine, un discours de justice sociale, il s'ensuit des émeutes et des massacres. Et le pape est tué. Aucune parole non conforme à la fonction de celui qui le tient ne peut passer: tout est bloqué.



Patricia Highsmith

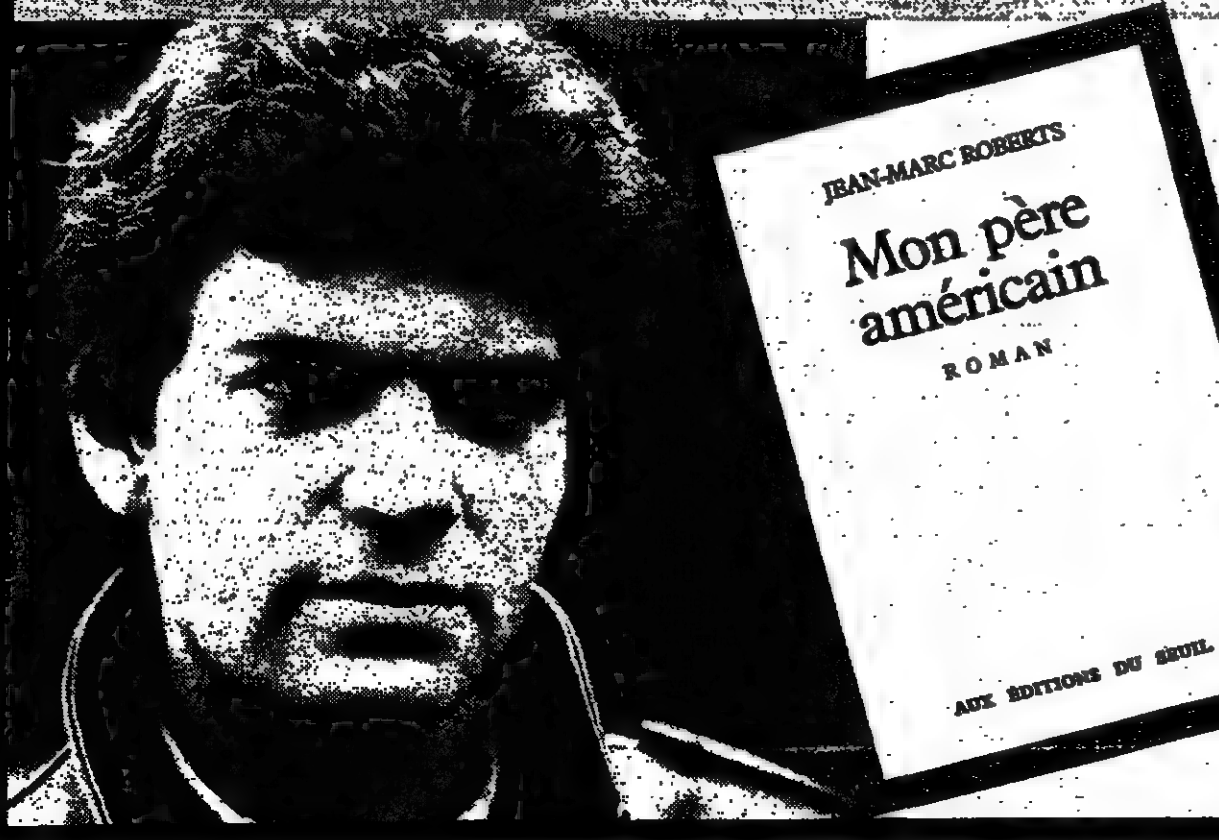
On ne peut extirper de l'univers ni la folie ni le meurtre, comme le montre l'étonnant *Pique-nique à la Maison-Blanche*. Quant à l'avenir, il est coincé entre les mères porteuses (*Ventres à louer*) et les salles de vieux (*En route pour l'éternité*). Dans ce dernier récit, la vieille Naomi Barton, qui a plus de deux cents ans en 2080, illustre la lettre la fameuse maxime: «Il nous enterra tous»: Naomi, tu es une veinarde! écrit Patricia Highsmith. Du moins si jamais tu t'amuses. Est-ce le cas? Que sent ton esprit maléfique, dans ce corps couché sur le dos, un boudin de caoutchouc sous le croupion pour éviter les escarres? A quel pense-t-il? Est-ce qu'il fait agueul-agueul entre ses gencives édentées, comme lors de ta première enfance, quand tu avais les reins emmaillottés dans une couche?»

Enfin, un président américain incertain qui se croit dans un film de série B et qui se remet entre les mains de sa femme, cerné qu'il est par les «affaires», déclenche une guerre nucléaire. Il en meurt, mais pas seul.

Les dix histoires noires de Patricia Highsmith, c'est, au fond, tout ce qui devrait arriver, sur cette planète, si certains «garde-fous», — c'est le cas de le dire — cessaient de fonctionner. Mais à travers ces paraboles et leur terrible logique, Patricia Highsmith pose et repose la même question, qui semble rester sans réponse: «Les «garde-fous» sont-ils vraiment encore là, et pour combien de temps?»

JOSYANE SAVIGNEAU.  
★ **CATASTROPHES**, de Patricia Highsmith, traduit de l'anglais par Annie Saumont pour certaines nouvelles et par Jacqueline Robert pour d'autres, Calmann-Lévy, 274 p., 92 F.

## JEAN-MARC ROBERTS



Si hasardeux qu'il soit de dire où et quand un écrivain a trouvé sa musique à lui, rien qu'à lui, reconnaissable entre toutes, sans doute beaucoup dateront-ils celle de Roberts de cet hiver, de ce roman. Georges Conchon/L'Express

Cette façon désinvolte de raconter les blessures du cœur fait du «Père américain» quelque chose que l'on aime avec une mélancolie riieuse.

Jean-François Josselin/Le Nouvel Observateur

Un humour, une légèreté, une habileté, une politesse qui non seulement nous bouleversent, mais aussi nous impressionnent: Jérôme Garcin/Le Provençal

Tout cela est chatoyant, rapide, allusif, gai.

François Nourissier, de l'Académie Goncourt  
Le Figaro Magazine

Editions du Seuil

هنا من الاميل







# Culture

## CINÉMA

« La Bohème », de Luigi Comencini

### Mimi chez les « Montparnos »

Pleurez, Margot, sur Puccini.  
Le mélo,  
chanté pour l'occasion,  
est toujours vivant.

La caméra s'avance vers les toits de Paris, toits de maisons populaires dans une nuit bien sombre, lourde de froid et de neige. On est à la veille de Noël. La caméra s'approche d'une maison en haut de laquelle des fenêtres sont éclairées de lueurs vacillantes. Mimi brode dans sa mansarde, auprès d'une bougie. Dans l'atelier qu'il partage avec le peintre Marcello, le poète Rodolfo va brûler un manuscrit dans la cheminée, faite de combustible pour faire du feu.

C'est seulement au cinéma qu'on entre dans l'intimité des gens en passant par les fenêtres. Luigi Comencini ne fait pas ici que suivre une tradition. D'emblée, il affirme : ce spectacle est un film, le film *La Bohème*, opéra italien de Giacomo Puccini, très connu, très aimé, en France puisqu'il est allé chercher son sujet dans *Scènes de la vie de bohème*, d'Henry Murger, publiées à la fin des années 1840. On ne lit plus beaucoup Murger (1), mais, à cause de Puccini, on pleure toujours aux amours malheureuses de Mimi et de Rodolfo (Rodolfo).

Luigi Comencini, donc, a filmé l'opéra. L'histoire commence dans les mansardes, où elle se terminera, tout le monde le sait déjà, avec la mort de Mimi, vaincue par la tuberculose et revenue là où elle avait cru, une veille de Noël, trouver le bonheur. Elle a traversé l'hiver et, au premier soleil du printemps, elle s'est éteinte.

Il n'est pas utile de reprendre à perte de vue les considérations sur les rapports du cinéma et de l'opéra, sinon pour dire qu'aujourd'hui chaque cinéaste, à condition qu'il ait du talent et qu'il soit un auteur, apporte à l'œuvre lyrique qu'il transpose sa solution personnelle. Le caractère musical particulier de *La Bohème* (par rapport à *Don Giovanni*, la *Traviata*, *Carmen*, *Otello*, *Macbeth*), porté à l'écran ces dernières années, a conduit Comencini à une démarche semblable à celle de Jacques Demy et Michel Legrand avec *Les Parapluies de Cherbourg*, directement conçus pour le cinéma.



Barbara Hendricks dans le rôle de Mimi.

Oubliions le texte français en vers, faussement poétique, qui est longtemps cours à l'Opéra-Comique et dans les théâtres de province. Il était marqué de conventions qui n'existent pas dans le langage italien que recroissent les sous-titres (de Simon Miralès).

Nous ne sommes plus à l'époque de Louis-Philippe mais dans le Paris bohème de 1910, où, du quartier Latin à Montparnasse, se côtoient des hommes et des femmes de diverses nationalités, de couleurs de peau différentes. Mimi, interprétée par Barbara Hendricks, chanteuse américaine noire, est peut-être bien antillaise. Mimi, la Mimi de Barbara Hendricks et de Puccini, vient tout droit du pays de Comencini. La mise en scène la suit et suggère son image, tout autant que la musique même lorsqu'elle est absente.

Le destin des autres personnages s'ordonne autour d'elle dans des décors de studio d'une admirable unité réaliste et plastique. Ce n'est pas la première fois qu'un cinéaste Luigi Comencini recrée certains aspects sociaux de la fin du dix-neuvième siècle et du début du ving-

tième. Sans trahir aucunement l'opéra, il l'a placé dans son propre univers. Les enfants qui courent dans la rue où se trouve le café *Momus* pour s'emparer des jouets de Pargipol pourrissent dans les *Aventures de Pinocchio*, ou de *Quora*, comme Pargipol, d'ailleurs, qui se retrouve seul et misérable sur le pavé. Comme le balayeur noir, et les « petits métiers » dans le jour blafard et la neige d'une cour où l'auberge des Trois Sergents remplace la barrière d'Enfer. Et comment ne pas évoquer, lors des tragiques scènes finales des adieux de Mimi (Barbara Hendricks n'est plus qu'un soufflé) à Rodolfo et ses amis, l'agonie de Stefania Sandrelli à la fin d'un vrai crime d'amour ?

#### La condition humaine

Où, tout Comencini, thématique et style, est dans cette *Bohème*, film bouleversant, grand film d'un cinéaste qui s'est toujours penché sur le mauvais sort de la condition humaine. L'opéra se fait cinéma, le théâtre se fait film, car l'amour se montre volontiers théâtral : s'installe dans

le réalisme. Angela Biasi, en Musetta, c'est la féminité capricieuse. Le personnage prend une importance qu'il n'a pas forcément à la scène, et, en Marcello, Gino Quilico, avec son charme de rapin, est le contrepoint moins exigeant, moins romantique de ce Rodolfo (Luca Ciconeri) déchiré par sa liaison avec Mimi.

N'empêche que les deux couples sont mal assortis et ne peuvent pas durer. Encore un thème comencien. Musetta et Marcello se prennent, se séparent, se retrouvent et, de toute façon, le bonheur n'existe pas pour eux.

JACQUES SICIER.

(1) Pour la sortie de *La Bohème*, les éditions Gallimard reprennent, dans la collection « Folio », le livre de Murger, dans le texte de la dernière édition publiée de son vivant (1859). 480 p., 30 F.

D'autre part, les éditions Calmann-Lévy publient le texte du livret en français, avec les annotations de Comencini et le texte de Murger, préfacé par Dominique Fernandez, illustré de photographies tirées du film. 330 p., 180 F.

### La musique des temps modernes

Les opéras de Puccini sont d'excellentes musiques de film. Cela, on s'en doutait avant *La Bohème* de Comencini. Leur anachronisme harmonique peut prêter à confusion (*La Bohème* est postérieure de quinze ans à *Parsifal*, Tosca presque contemporain de *Pallás*, *Turandot* fut créé un an après *Wozzeck* !). Mais Puccini est bel et bien un enfant des temps modernes dont l'œuvre répond aux objectifs industriels de rapidité et de rendement.

On a donc pu écrire que ses opéras « sont construits comme des films » (1). Ainsi du suspense final de *Madame Butterfly*, situé successivement à l'intérieur et à l'extérieur de la maison où l'héroïne va se faire hara-kiri : le découpage, plan par plan, est inscrit dans le scénario. Ainsi du coup de foudre mutuel de Rodolfo et de Mimi dans *La Bohème* : le présent et le futur de leur amour se télescopent en quatre mots (« Et au retour ? » - *Curieux !*). Ainsi, toujours dans *La Bohème*, de l'extraordinaire contraste de rythme et d'atmosphère entre le deuxième acte (au café *Momus*) et le troisième (la barrière d'Enfer). On quitte les héros au sommet du bonheur, on les retrouve au plus noir du désespoir : une pareille ellipse, c'est presque trop beau.

Une commodité supplémentaire était offerte aux cinéastes dans *La Bohème* par des personnages « tout simples » - ils le revendiquent - qui vivent leur vie au coup par coup.

Qu'on compare le flash-back interminable d'*Otello* sur son passé et les quelques dizaines de phrases nécessaires à Mimi et à Rodolfo pour se présenter. Ou encore, l'épaisseur démoniaque d'un lagon au regard de l'immédiateté dans le mal d'un *Scarpia* (dans *Tosca*). Hommes et femmes, chez Puccini, apparaissent pour ce qu'ils sont, chantent avec virulence ce qu'ils ressentent, et on a bien l'illusion que leur vérité, quand ils sont filmés, ne s'écarte pas de l'image et du son. D'où notre érudition. Et notre émotion.

*La Bohème*, enfin, comporte d'authentiques scènes de comédie musicale américaine (le rigo-

don remplaçant les claquettes, la chanson de Musetta annonçant les scènes de « cinéma dans le cinéma » chères à Stanley Donen) et fait appel, chez l'auditeur, au même genre de réflexes conditionnés : exultation lorsque le rythme s'accroît ; compassion lorsque l'orchestration s'amplifie ; larmes aux yeux lorsque les chanteurs chantent plus haut.

Jamais, donc, l'idée que l'on se faisait d'un opéra très connu a été aussi peu trahie que par le film de Comencini. Cela s'explique par la profonde sympathie du cinéaste italien pour le peuple et la pauvreté, dit ici Jacques Sicier. Mais également par une adéquation tout aussi profonde de l'interprétation musicale à la simplicité de l'image et du sujet.

Barbara Hendricks et José Carreras ne sont ni Freni ni Pavarotti, James Conlon (jeune chef en poste à Rotterdam et sous contrat chez Erato) n'a pas l'expérience de Karajan ; tous trois sont, devant l'œuvre, sans arrière-pensées et ne tentent pas, comme les stars d'opéra nommées, d'appliquer à une musique limpide des raffinements (de couleurs, d'expression en aparté, de phrasés) très compliqués. Il s'agit au contraire de jouer la finesse, la légèreté : l'Orchestre national, les Chœurs et la Maîtrise de Radio-France le font avec une très française efficacité. On peut regretter que les voix d'Angela-Maria Biasi (Musetta), de Gino Quilico (Marcello), de José Carreras (Rodolfo) aient un peu tendu, et même que le timbre limpide et délicat de Barbara Hendricks soit à ce point dénué de mystère. Mais trop de mystère aurait certainement terni la fleur bleue.

ANNE REY.

\* Un coffret de 2 CD, 2 LP ou 2 cassettes Erato. Ou sous forme d'extraits (un CD, un LP ou une cassette).

(1) Le compositeur italien Lorenzo Ferrero, dans un passionnant article sur le « postmodernisme » de Puccini, publié dans le numéro 109, actuellement en vente, du *Monde de la musique*. Avec une discographie comparée de François Lafon.

### PATRIMOINE

#### M. Léotard annonce de nouvelles mesures pour Versailles

Une série d'importantes mesures, notamment financières, en faveur du domaine national de Versailles.

Conférence de presse, mercredi 9 mars, à Paris, dans le salon doré de la rue de Valois. Sujet : Versailles. A la surprise du public peu ou prou familier au dossier versaillais, jusqu'à présent bourré, le ministre de la culture n'est pas seulement flanqué des représentants habituels du patrimoine français. M. André Durieux, le maître de Versailles lui-même, est au côté de M. François Léotard, ce qui suppose résolus d'anciennes querelles de voisinage entre la ville et l'Etat. Mais aussi des têtes plus inhabituelles encore, qui nous viennent, apparemment, du secrétariat au tourisme, de la Caisse des dépôts et consignations, du Crédit national.

A quelques semaines des législatives de 1986, Jack Lang avait déjà joué de la fibre monarchiste des électeurs français, en faisant donner les Grandes Zaux. Allait-on avoir, là encore, le signe d'une continuité Lang-Léotard. Oui, c'est-à-dire non. Oui, pour l'opportunité de l'annonce qui allait suivre. Non, car le ministre semble avoir trouvé les moyens d'une politique versaillaise à long terme. Les moyens tactiques et les moyens financiers.

Les moyens tactiques sont issus d'une première phase de discussion qui a réuni, outre le ministre et les partenaires déjà mentionnés, la Chambre de commerce et d'industrie de Versailles et la Réunion des musées nationaux. Les mêmes partenaires resteront donc désormais unis au sein d'une Société civile d'études pour l'aménagement et la mise en valeur du domaine national et des sites culturels de Versailles. « Sa mission, nous précise-t-on, sera de définir le contenu du programme d'aménagement de Versailles en réalisant l'ensemble des études nécessaires, architecturales, urba-

nistiques, techniques, économiques, muséographiques... »

M. Léotard ne s'est d'ailleurs pas privé de déplorer l'état de dégradation du palais, du parc et des annexes dépendantes : « Le patrimoine de Versailles est menacé », a-t-il déclaré. Les jardins ont été délaissés, la présentation du monument s'est dégradée comme en témoigne l'encombrement actuel du grand espace royal, constitué par la place d'Armes, les Petites et les Grandes Ecuries. Le domaine national a perdu son unité par des affectations et des usages incompatibles avec leur vocation initiale. « Bravo, cent fois bravo, même si l'on peut au instant se demander quels usages

sont, près de deux siècles après la prise de la Bastille, compatibles avec la célébration royale qui fut malgré tout et sans erreur la vocation initiale du palais.

Mais laissons cela et réjouissons-nous. La loi-programme du 5 janvier 1985 sur le patrimoine monumental va permettre de « sauvegarder le domaine national ». Trente millions de francs lui seront consacrés en 1985 (hors fonctionnement du château). Et la rénovation des seuls jardins bénéficiera d'une enveloppe d'au moins 25 millions de francs sur la période 1985-1992.

En 1989, le palais de Versailles sera ainsi presque prêt à célébrer la fête à Versailles.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

#### Six projets pour le domaine

Ouvrir le domaine au public et trouver de nouveaux moyens d'animer Versailles sont les deux grandes directions dans lesquelles s'inscrivent six projets.

1. Ouvrir au public l'ensemble du domaine patrimonial : cet objectif se traduit par l'ouverture de nouveaux espaces qui retrouvent leur vocation culturelle.

La salle du Jeu de paume a été restaurée et ouverte au public le 25 février 1988.

La Grande Ecurie du château de Versailles fait l'objet d'une réflexion d'ensemble visant au développement des services administratifs qu'elle abrite, afin d'y installer une académie équestre reprenant les traditions de la célèbre école de Versailles qui a créé les fondements de l'équitation française classique.

Le Musée des voitures et carrosses, qui date de 1831, sera également, dans la Grande Ecurie, à partir de 1989, l'objet d'aménagements permettant son ouverture au public.

Dans les Petites Ecuries, le Musée des monuments antiques, dont la mise en place sera enge-

née dès 1989, permettra à la fois de présenter au public cette architecture superbe de Mansart et une collection unique au monde de moulages de monuments et de sculptures antiques.

2. Redonner à Versailles sa vocation de foyer de création. M. François Léotard a décidé la mise en œuvre de deux réalisations :

Le Centre de musique baroque de Versailles a été créé à l'automne 1987 pour mettre en valeur le patrimoine musical lié à l'histoire du château de Versailles. Sous la présidence de M. Jean-Claude Malgoire, il assure une triple mission de diffusion, de recherche et d'enseignement.

L'école de sculpture de Versailles, école d'art unique en son genre, à vocation européenne, sera installée dans l'hôtel des Menus-Plaisirs entièrement rénové et adapté à ses besoins, auprès d'un jardin sculptural dirigé par le sculpteur Ian Hamilton Finlay et le paysagiste Alexandre Chemetoff, pour commémorer la Déclaration des droits de l'homme.

### « Broadcast News », de James L. Brooks

#### Les secrets de la boîte magique

Comment naît une étoile au ciel du petit écran.

Les coulisses de la télé privée comme si vous aviez été engagé par TF 1... La loi de l'écoute, la concurrence sauvage, les licenciements, le stress de l'heure dans les émissions en direct, la division du travail au journal télévisé - le journaliste qui fait les reportages et les commentaires (Albert Brooks) n'est pas celui qui présente l'émission et qui doit impérativement « passer l'écran », être « médiatique ». C'est le cas de William Hurt, qui, en plus, est beau et débordé de charme, alors peu importe s'il ne comprend pas la moitié de ce qu'il dit. D'ailleurs il le sait, et compense par le sang-froid, la faculté d'adaptation et un sens aigu de la démagogie télévisuelle. Il y a un personnage encore plus important, la productrice (Holly Hunter). Le public ne la voit pas,

mais elle fait fonction de rédacteur en chef, metteur en page, monteuse... C'est son expérience, la rapidité et la justesse de ses réactions qui font que le journal est bon ou mauvais.

*Broadcast News* (Pleurez pas, l'es en direct), écrit, produit et réalisé par James L. Brooks, commence et finit en comédie mordante, un peu amère. Pendant tout le reste, on apprend autant sur les mœurs des stars de la télé - ces idoles fin de siècle - que sur les arcanes de la Bourse avec *Wall Street*. Les deux films sont aussi efficaces et d'ailleurs ont à peu près autant de nominations aux Oscars. Le miracle du cinéma hollywoodien, c'est le détail qui fait tilt dans la mémoire et vous accroche aux personnages et à l'histoire, même la plus conventionnelle. Tout y est : les tics, le vocabulaire, la façon de s'habiller, les anecdotes vraies glanées dans les archives, le spectacle fascinant de la bousculade, des cruautés de ces métiers publics. Et puis les états d'âme, la solitude qui accompagne la réussite, le sacrifice de la vie privée, les conflits idéologiques - « ça fait peut-être de l'écoute, mais l'information, ce n'est pas ça » - la rivalité professionnelle et sentimentale entre le loser intellectuel honnête, et le beau gosse à qui tout est donné.

Albert Brooks et William Hurt se disputent le cœur de Holly Hunter. Ils sont tous les trois formidables, ils y vont franco et ça marche. Mais leurs mariages tiennent une bonne partie des deux heures quinze du film. On s'en serait passé. Le plus intéressant, c'est moins les frustrations sexuelles des uns et des autres que la vie secrète de la boîte magique, ses trucs, ses truquages, ses passions. C'est aussi vrai et aussi facile que les histoires sur les dessous de Hollywood ou sur les familles de la Mafia. Mais quatre-vingt-dix minutes de plaisir sans problème sur cent trente-cinq minutes de film, c'est bon à prendre. Le moindre rôle est bien tenu et il y a en prime les brèves apparitions de Jack Nicholson, sinici et propre, en star du journal télévisé.

COLETTE GODARD.

### « Les Enfants de Salem »

#### de Larry Cohen

La mise en cause de la parole divine à travers les crimes d'un tueur engendré par une femme et un extra-terrestre, c'était *God Told Me To*. La mise au monde d'un bébé monstrueux et cruel, pourchassé par la police jusque dans les égouts, c'était *It's Alive*, deux œuvres l'amusées du cynisme-délinant Larry Cohen, également scénariste de *Pacte avec un tueur*, intrigue impeccable qui se tient au tranchant du cauchemar et du sarcasme : juste le domaine de Larry Cohen, son climat, sa tasse de thé.

A vrai dire, les *Enfants de Salem* n'atteignent pas ce niveau. Il paraît que le film a été fabriqué directement pour le marché des cassettes vidéo, et ceci expliquerait cela. Quand même, l'histoire est à la fois suffisamment simple et - un père et son fils en butte à une population de vampires - et abracadabrante à souhait - Sam Fuller, hilaré et sautillant chasseur de nazis devenu pour l'occasion pourfendeur des vampires, est irrésistible.

Mais surtout, il y a des moments d'étrangeté rare, - ainsi la cérémonie nuptiale entre les enfants morts, - des regards voyeurs, de soudaines coulées de poésie perverse... preuve que Larry Cohen n'a rien perdu de son singulier talent - *He's alive*.

C.G.

**THEATRE OUVERT**  
Les Voix du Nord  
**L'ETALON OR**  
COMEDIE DE CAEN  
Daniel Lemoine  
Michel Dubois  
**PARIS-NORD**  
ATTRICTIONS  
POUR NOCES ET BANQUETS  
Jacques Donnohé  
Catherine Jacob  
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

مكتبة الامم المتحدة



## Culture

## JAZZ

Howard Johnson au Studio 104

## Le goût des graves

Howard Johnson est né en 1941, en Alabama. Cultivé, homme de scène et de télévision, son apprentissage est venu sur le tas. Dans les grandes années, il impose le tuba. Avec Mingus (en 1964-1965) ou Archie Shepp, mais aussi dans les grands groupes de pop music à Los Angeles. Pour remplacer Harry Carey, il est au premier rang chez Ellington. Il tourne avec l'orchestre de Buddy Rich. Pupitre attiré de Gil Evans, il se fait arranger avec le bluesman Taj Mahal. Il accompagne Paul Butterfield, Paul Simon ou B.B. King. Howard Johnson, qui porte un nom de chaîne alimentaire (un peu comme un jazzman qui se nommerait Félix Potin), a la plus belle carte de visite de ces vingt-cinq dernières années. Pour lui, la musique n'a jamais cessé d'être une expérience poétique.

A Montreux, en 1977, il a coupé le souffle de quatre mille festivaliers avec une improvisation époustouflante pour tuba solo. Il vient régulièrement en Europe avec George Gruniz ou Jack DeJohnette. La dernière fois, c'était au mois de juillet, pour les tournées d'été, avec le big band de Dizzy Gillespie. Cette fois, c'est en quintet, sous son propre nom. Il n'est que son groupe de six tubas. Gravity, qu'il n'a jamais pu faire voyager : question de suppléments de bagages...

Tuba, baryton, guitare basse, d'où vient à Howard Johnson ce goût des graves ? D'une idée que je me fais sous doute de ma virilité. A quoi il ajoute : « Plus sérieusement, je me rappelle qu'en Alabama, du temps encore de mon père, les nègres n'avaient pas le droit, pour parler, d'employer le registre des graves. Leur voix devait être haut perchée. Dans les bars, il se trouvait toujours quelqu'un pour les rappeler à l'ordre. Et Buddy Collette avait dit à Mingus : « Laisse tomber le violoncelle, Mingus. Joue de la basse. Le violoncelle n'est pas un instrument nègre. Tu ne pourras jamais faire slapper un violoncelle. Prends donc la basse... »

FRANCIS MARMADE.

\* Howard Johnson Quintet, au Studio 104, Maison de Radio-France, ce jeudi 10 mars, à 20 h 30.

## VARIÉTÉS

Anna Prucnal à la Cigale

## Trop de voix !

Cette femme a un don. Elle peut pousser un cri strident dans un micro et cela reste de la voix chantée. De même pour les notes graves, qu'elle laisse tant dégringoler qu'elles ressemblent à la fin d'un rôle d'agonisant. Dans les salles où Prucnal se produit, on ne fait donc pas systématiquement les frais d'un excellent sonorisateur (« Avec votre voix, vous n'avez pas besoin de sono »).

Les musiciens connaissent les difficultés de ce genre d'artistes. Cela change des grosses machines de la variété. Ici, c'est Anna Prucnal, mais en même temps, ils ne prennent pour une comarade avec qui on fait de la musique en liberté. Elle voudrait obtenir d'elle le feu sacré. Que le batteur se mette aux percussions africaines, par exemple, ou aux pincesaux « au lieu de cet insupportable balancement de la batterie qui vous fait tous chanter de la même façon ».

Mais le problème d'argent se pose surtout au moment de la réalisation d'un disque. Puisqu'elle sait qu'elle ne dispose pas de six mois pour le peaufiner à la perfection, elle n'a qu'un seul caprice : « Qu'on ne fasse qu'une seule prise, tout le disque d'un coup. Qu'on n'ait pas à le refaire la grâce de Dieu ».

Malgré ces soucis, Anna Prucnal chante en souriant. La bouche si grande ouverte que parfois, dans un poste de télévision en gros plan, cela en devient gênant.

De temps en temps, elle oublie toutes ses grandes idées sur le métier et se laisse tenter par le commerce : la voici qui sort sur le marché un 45 tours entièrement synthétique (live-vive). « Les jeunes adorent ces sons, parodi-ils ». En attendant les résultats de cette prouesse technique, elle pense déjà à aller encore plus loin : elle a la quelque part qu'il y aurait chez Julio Iglesias deux notes qui reproduiraient la jouissance sexuelle, qui reviendraient toujours, et feraient se paver les foules. « Eh bien ces deux notes, je donnerais tout ce que je possède pour les avoir ».

SOPHIE FONTANEL.

\* La Cigale, du 10 au 13.

● RECTIFICATIF. — Dans le Monde du 10 mars, à propos du programme du quarante-deuxième Festival d'Avignon, nous avons indiqué deux numéros de téléphone erronés. Pour obtenir des renseignements complémentaires sur le programme du Festival, il faut composer le (16) 90-82-67-08 pour Avignon et le (1) 48-74-59-88 pour Paris.

JUSQU'AU 26 MARS

**ATHENÉE**

**GERTRUD**

SODERBERG/BRUNO BOEGLIN

mar. 19 h

mer. jeu. ven. sam. 20 h 30

47-42-67-27 AGENCES FNAC CROUS

3515 BILLETU

## Communication

## Les difficultés de la Cinq

M. Seydoux estime que « l'heure des comptes va bientôt sonner »

« L'heure des comptes va bientôt sonner » : dans une interview au magazine américain *Variety*, M. Jérôme Seydoux, actionnaire à 10 % de la Cinq, explique clairement que « quelque chose doit être fait » pour stopper le déficit de la chaîne qui atteint 700 millions de francs en dix mois. Il avertit : « ne pas vouloir continuer à verser de l'argent dans une affaire qui ne perd ». Pour M. Seydoux, « on ne peut continuer à perdre de l'argent comme cela pendant longtemps » et « les choses vont changer quand ils auront besoin de plus d'argent. Ils devront alors parler aux actionnaires. Mon intention est d'attendre et voir ce qui arrive alors ».

Interrogé sur les responsabilités dans ce déficit, M. Seydoux désigne « la direction, c'est-à-dire tout le monde ». Toujours en « bons termes » avec M. Silvio Berlusconi, M. Seydoux n'aurait, en revanche, pas rencontré l'autre actionnaire principal de la chaîne, M. Robert Hersant, depuis un an. Il reste néanmoins « optimiste, car la plupart des rumeurs politiques autour de l'annulation de l'ancienne Cinq ont disparu ». « La clé du problème est maintenant économique : est-ce une bonne affaire ? »

## BIBLIOGRAPHIE

« La Régulation de la télévision », de B. Guillon et J.-G. Padiouan

## Un art fait de doigté

La régulation de la communication est une idée neuve en France. Pour qu'elle s'y acclimate et que la CNCL atteigne l'état d'institution, il faudrait à cette dernière le temps de bâtir une doctrine, de gagner la confiance et le respect des parties concernées, et lui donner enfin les moyens de rivaliser en expertise avec les acteurs du milieu audiovisuel, sans pour autant bécoter à sanctionner ces derniers. Au moment où un sondage révèle que 41 % des Français (contre 30 %) se prononcent pour la suspension de la CNCL (1), telle est la conclusion de deux experts indépendants que la CNCL a chargés d'enquêter sur « la Régulation de la télévision ».

Au terme d'un tour du monde des institutions de régulation — FCC américaine, CRTC canadienne, BBC Board of Governors et IBA britannique, notamment —, Bernard Guillon et Jean-Gustave Padiouan balisent une voie étroite pour le modèle français, dont ils soulignent le caractère très original. Sans doute parce que la tradition hexagonale conçoit la régulation des systèmes audiovisuels comme une fonction administrative, alors qu'elle relèverait, selon les auteurs, d'un « art de gouverner qui requiert beaucoup de doigté ».

Car la « nouvelle écologie de la régulation » en celle d'un paysage météorologique (câble, satellites, télécommunications, cryptage...) et pourtant unique, car ces médias sont interdépendants. D'où la difficulté des structures jeunes, comme la CNCL, qui doit prendre simultanément des décisions aux effets en cascade souvent imprévisibles. Incertitudes et importance des enjeux économiques, sur fond d'expertise technique contestée, font que les « turbulences » sont les compagnons des régulateurs. Et leurs problèmes sont politiques — au sens donné par Bertrand de Jouvenel — puisqu'il n'existe pas de « solution qui dissout le problème et emporte une conviction irrésistible ».

D'autant que « décider ne suffit plus », notent les auteurs : le régulateur doit justifier et argumenter ses mesures, s'en faire l'avocat. Soit au nom de principes qui s'inscrivent dans des procédures très formelles mais transparentes (comme aux Etats-Unis) ; soit au nom des buts à atteindre, avec le risque de décevoir des attentes si un consensus

minimal ne s'établit pas (c'est la tradition britannique).

Puisque les problèmes n'ont pas de solution univoque, les règlements sont précisés et doivent s'adapter aux pressions contradictoires. Or le cadre juridique français ne favorise pas cette souplesse, avec ses « lois trop précises », et il « place de facto la CNCL dans un contexte d'imbriication de responsabilités » ferait en situations conflictuelles à répétition.

Si « les activités de régulation correspondent à des jeux entre des protagonistes », comme le croient les auteurs, alors la CNCL n'aurait pas toutes les cartes en main pour jouer son rôle. Car elle est « relativement isolée des opinions publiques par le législateur », ce qui lui ôte « des ressources de pression et de menace vis-à-vis des puissances politiques et audiovisuelles de tous ordres ».

Entre l'élaboration solitaire, la participation des assujettis, l'officialisation des décisions judiciaires, les auteurs recensent quatre modes — non exclusifs — de formation des règlements. Tous ont besoin de dispositifs d'évaluation réguliers, de sanctions graduées, et d'indépendance.

Entre son agenda serré et une pénurie problématique, la CNCL doit faire le difficile apprentissage d'un « nouveau code d'action publique baptisé régulation ». Une innovation sans gloire de précédent en France, si ce n'est la Commission des opérations de Bourse, et que les pratiques de l'Etat français ne favorisent guère. En publiant ces travaux, la CNCL a le mérite de livrer au débat ces interrogations. M. Gabriel de Broglie, le président, la CNCL tire de cette analyse la conviction renforcée que « la régulation est affaire de réglage plus que de réglementation ». Le lecteur trouvera, lui, un panorama complet de la question, assorti de perspectives critiques sur l'avenir de la CNCL.

MICHEL COLOMBA D'ISTRIA.

(1) Sondage la Croix-Sofres réalisé du 23 au 28 février sur une échantillon nationale de mille personnes.

« La Régulation de la télévision », de B. Guillon et J.-G. Padiouan. La Documentation française, collection « Etudes de la CNCL », 70 F.

## Les progrès de la télévision en haute définition

## Collaboration européenne et polémique avec le Japon

La première réunion à Tokyo des experts japonais et européens de télévision à haute définition a mis en évidence les divergences profondes entre la Communauté européenne et le Japon sur la définition d'un standard unique de télévision du futur, avec image améliorée, écran large et son amélioré.

Les deux parties ont échangé des informations sur l'état d'avancement de leurs projets respectifs, système MUSE pour la télévision publique japonaise NHK, norme Mac Paquet européenne. A l'issue de la réunion, elles ont appelé les industriels des deux camps à multiplier les échanges directs et fixé une nouvelle date de réunion en septembre, après l'exposition internationale de matériels de diffusion prévue à Brighton.

Mais les experts européens, notamment ceux de Philips et de Thomson, critiquent le Japon pour son manque de coopération et préviennent qu'ils n'accepteront pas

que le Japon fasse « cavalier seul » pour imposer une norme de fait avant la réunion du CCIR en 1990, qui doit choisir un standard international.

En même temps, les industriels européens renforcent leur coopération dans le domaine : un accord vient d'être signé entre le français Thomson Video Equipement et la société BTS, filiale de Bosch et de Philips. Spécialistes des studios de télévision, les deux partenaires entendent ainsi renforcer leurs positions, notamment en étant les premiers du monde à pouvoir équiper des studios de technologie entièrement numérique.

Bosch, Philips et Thomson, qui collaborent déjà au sein du programme européen Eureka TVHD, étudieront la possibilité d'autres formes de collaboration au-delà de ce premier accord de coopération technologique.

## Les chaînes publiques en quête de ressources

## La marée des parrains

(Suite de la première page.)

« Ce dossier aux débordements exemplaires (enquêtes exclusives d'une société proche du ministère et de l'ANPE, présence continue de membres du cabinet en plateau, contrôle direct du « conducteur » de l'émission, etc.), ne peut vous laisser insensibles ». Écrivait à la CNCL le 26 février dernier, le secrétaire du comité d'établissement parisien de FR 3, M. Alexandre Cazères. Une vision des faits contestée par Henry Lauret, le producteur délégué du magazine (par ailleurs rédacteur en chef adjoint de Soir 3) et sur laquelle les « sages », officiellement saisis, devront se prononcer. Fondée ou non, cette polémique met toutefois en lumière les inévitables ambiguïtés entretenues par les chaînes avec leurs bailleurs de fonds, administrations ou entreprises privées.

## L'ingérence des annonceurs

« Les sponsors n'ont aucune influence sur mes émissions », assure, mercredi 9 mars, au Forum des nouveaux espaces TV, la productrice de TF1, Pascale Breugnot, avant de... détailler les « négociations de marchand de tapis » auxquelles donnent lieu ses discussions avec les annonceurs. N'a-t-elle pas été contrainte de rappeler à l'intervalle régulier la marque Carte noire (le café) dans l'émission « Ciné-Star » ? Ne pense-t-elle pas rajouter une séquence de douche dans son prochain « Super Sexy » pour souligner à l'antenne le parrainage de cette émission par un savon de Marseille ? Des compromis obligatoires quand les sponsors appor-

tent 20, 30, voire 40 % du budget d'une émission.

Libérale, la réglementation élaborée par la CNCL a surtout pour objet de distinguer publicité classique — les spots — et parrainage, ainsi que d'éviter l'ingérence des annonceurs, comme si les différents acteurs — gens de publicité et professionnels de télévision — fondaient leur base dans le nouvel Eldorado, après des années de frustration. A TF1 même, la pagaille se faisait telle qu'il a fallu une lettre de son vice-PDG, M. Patrick Lelay, pour rappeler que parrainage et sponsoring relèvent exclusivement de la règle de la chaîne.

Ce flou est dommageable pour le privé. Il est plus encore pour la vocation du secteur public, dont il pose ornement le mode de financement. Le Parlement vote chaque année les ressources des chaînes : redevance et publicité de marque et collective. Un vote... indicatif, puisque les chaînes publiques sont réglementairement autorisées, depuis plusieurs années, à dépasser leur quotas publicitaires (de 120 à 130 millions de francs en 1987) pour aider au financement de la politique audiovisuelle du gouvernement. Les chaînes gardant par devers elles un quart des excédents réalisés sur leur antenne.

En 1988, le public a donné des consignes très strictes pour que les plateaux votés ne soient pas dépassés. Tout se passe comme si Antoine 2 et FR 3 voyaient dans l'envoi du parrainage un moyen de compenser ce blocage. Ainsi, grâce au parrainage, ces deux chaînes ont augmenté de 20 % son budget publicitaire.

PIERRE-ANGEL GAY.

PEPSI EN ACCORD AVEC RTL ET RMC PRÉSENTE

**MICHAEL JACKSON**

**AU PARC DES PRINCES**

23 JUIN/LYON/STADE GERLAND

27-28 JUIN/PARIS/PARC DES PRINCES

9 AOUT/MONTPELLIER/STADE RICHTER

14 AOUT/NICE/STADE DE LOUEST

LOC: FNAC, AGENCES ET PAR MINITEL 36 15 RTL / 36 15 RMC

RTL RMC

PEPSI

CBS

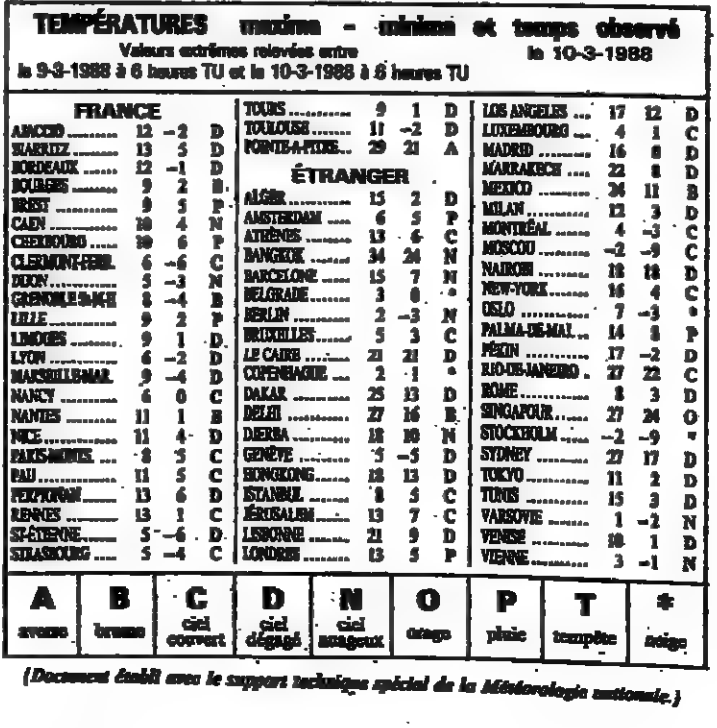
ZERO





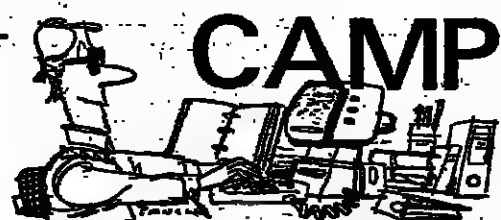


spécial de la Météorologie nationale.)





# « services »



## CAMPUS

### Enseigner le Moyen Age

« Le Moyen Age est un monde d'ignorance et d'angoisse, traversé de guerres, de famines et d'épidémies » : telle est la représentation que se font de l'époque médiévale un grand nombre d'élèves de quatrième et de troisième sondés par leurs professeurs. A cette image négative répandue chez les adolescents répond aujourd'hui une fascination toute nouvelle de la part du grand public : le Moyen Age est à la mode, comme l'attestent le succès des livres de Jeanne Bourin ou d'Umberto Eco, ou l'engouement pour les fêtes folkloriques commémorant cette époque (à l'année Clovis à Soissons, « millénaires des Capétiens » en Picardie).

Mais transformer cette vague en connaissance pose aux enseignants de difficiles problèmes de communication. Dans sa dernière livraison, la revue *Médiévales*, publiée aux Presses universitaires de Vincennes, propose quelques exemples d'expériences pédagogiques, comme l'organisation d'un banquet ou la réalisation d'un film sur l'an 1000, qui ont transformé des collégiens en historiens. Toutefois, les auteurs déplorent le décalage qui sépare l'enseignement secondaire du supérieur : les étudiants, qui ont tout oublié de leurs programmes de cinquième et de seconde, doivent étudier des thèmes trop pointus, au risque d'ignorer des pans entiers d'histoire. Les professeurs de collège, pour leur part, ne sont pas assez informés des découvertes récentes de l'université. L'étude du Moyen Age donne l'occasion de plaider, une fois de plus, pour « de meilleurs liens fonctionnels entre les ordres de l'enseignement ».

R. R.

(*Médiévales*, n° 13, automne 1987, 55 F, Presses universitaires de Vincennes, université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02.)

### Allemand en été

L'université de Strasbourg organise, du 4 au 30 juillet, des cours de langue, littérature et civilisation allemandes. Quinze heures par semaine. Excursion en RFA avec des étudiants allemands.

### Aménagement du territoire

L'Association des DEGS d'aménagement du territoire et développement local organise, jeudi 24 mars, à l'université de Bordeaux, une conférence

débat sur cette formation et ses débouchés professionnels.

★ Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, université de Bordeaux-I, avenue Léon-Duguit, 33604 Pessac. Tél. : 80-80-51-80.

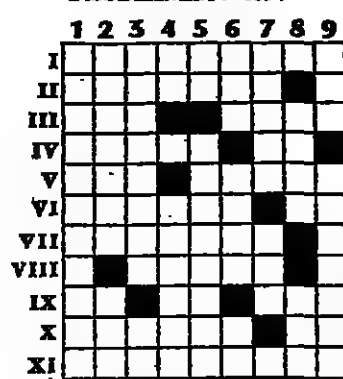
### Fusion-Acquisition

L'Institut supérieur des affaires (ISA) vient de créer une filière « Fusion-Acquisition » comprenant, outre les cours dispensés par des professeurs du centre HEC-ISA, des interventions de praticiens de haut niveau. Cette formation prépare à des responsabilités au sein des entreprises, des banques ou des cabinets conseils.

★ Institut supérieur des affaires, 78350 Jouy-en-Josas. Tél. : (1) 39-88-74-40.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4697



Solution du problème n° 4696

Horizontalement

I. Rancunier. — II. Hier. Ecu. — III. Urticaire. — IV. Tain. — V. Age. Etape. — VI. Toner. Reg. — VII. Ergot. — VIII. Saniense. — IX. Mite. Ma. — X. Es. Orpin. — XI. Seigneurs.

Verticalement

1. Rhumatisme. — 2. Air. Go. Aisé. 3. Nettement. — 4. Cria. Erié. — 5. Clerge. On. — 6. Néant. Outre. — 7. Ici. Arts. Pu. — 8. Euripe. Emir. — 9. Ego. Ans.

GUY BROUTY.

### HORIZONTELEMENT

I. Fait marcher la presse. — II. Une qui est souvent pendue au bout du fil. — III. On la fait pousser, ainsi que son fruit, en de multiples lieux. Son contenu peut faire perdre contenance. — IV. On y a forcément anguille sous roche. Note. — V. Avoir pour habitude de faire vibrer la corde sensible. Nécessite un effort de la part d'une moulinette. — VI. Sûre de plaire. Qui peut inciter à demander sa note plutôt que prévu. — VII. Ont trouvé à qui parler avec Marius. — VIII. Fut amené à décevoir la vie de famille. — IX. Se fait désirer. Troublée en son cœur. Qui peut engager à fermer les yeux ou bien à se boucher les oreilles. — X. Est devenu sage avec l'âge. Centre de recherches. — XI. Endroits où l'on prend racine.

### VERTICALEMENT

1. Genres de « représentations ». — 2. Elan qui ne permet pas de faire un grand bond. Est souvent pris à la gorge. — 3. Son appétit peut lui faire beaucoup avaler. Qui a donc permis de bien faire. — 4. Parcours par maints pousse-pousse. Peut servir à percer. — 5. « Mis » en boule. On ne les trouve pas que dans de grandes surfaces. — 6. Amené à se réjouir. Entraîne une élimination. Se faisait remarquer malgré son éloignement. — 7. Sont appelés à couvrir rapidement. Est employé pour faire la raie. — 8. Est réservé aux idoles. Il n'est pas besoin d'être fadr pour y marcher sur des clous ! — 9. Se tème est légère. Diffusée par les colporteurs.

## Communiqué aux anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie

Un Pèlerinage-Rencontre National d'Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (1952-1962) aura lieu à LOURDES les 10, 11, 12, 13 JUIN 1988.

Afin de donner à ce premier rassemblement l'ampleur qu'il mérite, les responsables lorrains seraient particulièrement heureux d'établir des contacts avec des Anciens Combattants d'A.F.N. ainsi que des organisations départementales et locales.

Adressez toutes correspondances à : ORGANISATION PELERINAGE-RENCONTRE A.C. A.F.N. - 6, Avenue de la Gare - 65100 LOURDES - Tél. 62.94.08.01.

## Religions

### Nomination de deux évêques coadjuteurs

#### Mgr Louis Dufaux à Grenoble Mgr Pierre Pican à Bayeux

Le pape a nommé, le jeudi 10 mars, deux évêques coadjuteurs à Grenoble (Isère) et à Bayeux (Calvados). Il s'agit de Mgr Louis Dufaux, actuel évêque auxiliaire à Marseille, futur successeur à Grenoble de Mgr Matagrin (né en 1919), et du Père Pierre Pican, salésien, appelé à succéder à Bayeux à Mgr Badré (né en 1913). C'est à soixante-cinq ans que les évêques se retirent de leurs fonctions.

[Né le 21 octobre 1931 à Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes), Mgr Louis Dufaux a été ordonné prêtre à Nice en 1955. Il est spécialiste des questions d'enseignement religieux : après avoir été directeur de la catéchèse à Nice de 1965 à 1970, il a été à Paris directeur-adjoint, puis directeur du Centre national de l'enseignement religieux (CNER) de 1970 à 1978. Avant d'être nommé évêque en 1984 comme administrateur du diocèse de Marseille — après le départ à Rome du cardinal Enghenray — puis auxiliaire du nouvel archevêque Mgr Coffy, Louis Dufaux a été vicaire général de son diocèse de Nice. Membre de la commission épiscopale des migrants, il connaît bien la communauté musulmane et préside le secrétariat de l'épiscopat français pour les relations avec l'islam (SRI).]

[Né le 27 février 1935 à Granville (Manche), le Père Pierre Pican est salésien. Il a fait son noviciat à Dormans (Marne) et son scolasticat à Fontaines, près de Lyon. Il a été ordonné prêtre en 1966, avant de se rendre à Beyrouth, où il a été successivement directeur d'école, supérieur à l'université américaine et vicaire de paroisse. Il est revenu en France en 1971 pour enseigner à l'Institut salésien Lemmonier à Caen, où il est encore aujourd'hui supérieur et président du comité de l'enseignement libre du diocèse de Bayeux. De 1971 à 1981, il a été provincial des salésiens de Paris.]

### JOURNAL OFFICIEL

Est publiée au Journal officiel du jeudi 10 mars 1988 :

UNE RECOMMANDATION  
N° 88-2 du 23 février 1988 de la Commission nationale de la communication et des libertés aux sociétés nationales de programme et aux services de communication audiovisuelle autorisés ou concédés.

Victimes des accidents de la route. — L'Assemblée générale de l'Association des familles des victimes des accidents de la circulation (ARVAC) aura lieu le 12 mars, à partir de 14 heures, au CEDIAS, 8, rue Las Cases, 75007 Paris.  
★ ARVAC, 15, rue de l'Écluse, 75010 Paris. Tél. : (1) 42-46-86-75.

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde CADRES

## L'IMMOBILIER

Le Cabinet ETAP a proposé aux lecteurs de Monde les postes suivants :

- X. ECP. MED...  
UN VÉRITABLE ENTREPRENEUR  
500.000 + Paris. Tél. 9A 900-8 MB
- Nos salaires : 300 millions  
UN MANAGER POUR  
LES GÉRER Centre-Est. Tél. 9B 904-7 MB
- La Collection de l'Édition et d'Édition  
UN CHALLENGE TECHNIQUE  
ET HUMAIN POUR UN PAPIER  
DE VALEUR Toulouse. Tél. 9A 940-8 MB
- Secteur en forte croissance, 20% depuis 5 ans  
CHÉF SERVICE  
COMPTABLE 300.000 Paris. Tél. 9A 942-8 MB
- PIERRE  
JEUNE INGÉNIEUR DE PRODUCTION  
AM, IMA, INSA, ENSIA... Créteil. Tél. 9A 943-8 MB
- Vendre des produits sophistiqués  
robotiques - maintenance automatisée  
INGÉNIEUR D'AFFAIRES EXPORT Paris. Tél. 9B 906-7 MB
- INGÉNIEUR COMMERCIAL  
FRANCE Paris. Tél. 9B 907-7 MB
- Des ambitions dans le ciel  
INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT  
PRODUITS LESSIVELS Paris. Tél. 9A 938-8 MB
- INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT  
POLYMERES Sud-Ouest. Tél. 9A 939-8 MB
- INGÉNIEURS  
FABRICATION Normandie. Tél. 9A 940-8 MB  
N. de France Nord. Tél. 9A 941-8 MB  
Sud-Est. Tél. 9A 942-8 MB
- INGÉNIEURS PROCÉDES Sud-Ouest. Tél. 9A 943-8 MB  
Midi-Pyrénées. Tél. 9A 944-8 MB

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez votre candidature au Cabinet ETAP, en précisant la référence.

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75015 Paris



### Le département du Val-de-Marne

recrute par contrat ou par voie de détachement

#### I) UN CHEF DE PROJET POUR LE SERVICE INFORMATIQUE

- Ayant une bonne maîtrise des bases de données.
- Expérience d'une méthode d'analyse et de réalisation soustée.
- Matériel utilisé : BULL DPS 8/6C DS 8, DPO 7/6C DS 7.

#### II) UN CHEF DE PROJET POUR LE SERVICE COMMUNICATION MICRO-INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

réalisation des développements et Micro-informatique et Bureautique. Conditions : diplôme d'ingénieur ou de l'Enseignement Supérieur et informatique, expérience professionnelle d'au moins 5 ans.

#### III) UN CHEF DE PRODUCTION POUR LE SERVICE INFORMATIQUE

- Relations avec les services utilisateurs, coordination des Secteurs d'exploitation et de préparation, optimisation des ressources, établissement et suivi de la planification, analyse des résultats.
- Conditions : diplôme de l'Enseignement Supérieur, expérience professionnelle, connaissances du matériel BULL et réseaux appréciées.

Transmettre les dossiers de candidatures comprenant :  
• Une lettre motivée ;  
• Un curriculum vitae (avec prétentions) ;  
• Photocopie du dernier arrêté de promotion ou celle des diplômes ;  
• Une photographie d'identité  
ou plus tard le mercredi 12 mars 1988, le cachet de la poste faisant foi, à :

L'HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE  
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL  
recrutement, pièce 404  
avenue du Général-de-Gaulle,  
94011 Créteil Cedex.

SERIE INFORMATIQUE  
ALBAISIE  
Tél. : (1) 42-82-80-06  
recherche  
INGÉNIEURS  
SYSTEMES  
INFORMATISÉS

(Télétrans)  
Expérience requise :  
Assembleur et langage  
évolués  
Unité appréciée.

AGENCE COMMUNICATION  
PARIS-13 RECHERCHE  
pour la direct. et le dévelop.  
pement de services d'intercom.  
munication, un(e)

DOCUMENTALISTE  
ayant une solide exp. de  
prof. dans les secteurs  
presse, publicité ou conseil  
d'entreprise, souhaitant faire  
du marketing document.  
Libre très rapidement.  
Env. lettre, c.v., photo, s/n  
à 440.

LE MONDE PUBLICITE,  
8, rue Montebello,  
75007 PARIS.

DEMANDES  
D'EMPLOIS

CHEF B.E. spécialiste  
conception de systèmes  
électroniques, réalis.  
emploi similaire dans 50  
entreprises, Mard. d'appeler  
au 48-22-22-55.

J.F. BONNE PRESENTA-  
TION ch. emploi mi-temps  
ou 3 jrs par sem. mécano-  
comp. ou march. informati-  
que, actuel ou appelé à  
clients, petit courrier, Roye  
ou ses env., 44-43-44-35.

### appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt

V. St-Sauveur 94 m² d'ap-  
pt, 3 ch., 7 ch., 15 ch., 18 ch.,  
2 700 000 F, 43-21-30-85.

PALAIS-ROYAL  
R. MOULIERE quartier  
calme, 4 pièces, 3<sup>e</sup> étage,  
serrurerie, 2 300 000 F,  
Tél. : 48-35-20-00.

12<sup>e</sup> arrdt

N° ALDUR 130 m² non  
converti, gd salon, très st,  
2 100 000 F, 48-48-25-25.

13<sup>e</sup> arrdt

CITÉ FLORALE

le charme d'une petite MAI-  
SON calme, de 90 m² pour  
1 ou 2 pers., 48-48-25-25.

15<sup>e</sup> arrdt

CONVENTION

bel immeuble p. de talis.  
VRAI 3<sup>e</sup> ét., cul., bain,  
1 180 000 F, 43-23-81-35.

18<sup>e</sup> arrdt

Près PL. VICTOR-HUGO  
STANDARD, pièce de salle,  
beau 5 pièces + services,  
Prix : 4 000 000 F,  
TEL. 43-25-32-55.

Province

Vende appt dans domaine  
de prestige avec accès golf,  
tennis, piscine, etc.  
A 1 heure de Paris.  
Tél. Vert : 05-21-11-44.

locations  
non meublées  
offres

Paris

ALDUR PARIS-13  
Av. Gambetta (face M) dans  
imm. bon état 7<sup>e</sup> ét., en  
appt 1 ch. 10 m², 1 ch.  
3 p., cul., w.c., s. de bain,  
34 m² env., cave et garage,  
6 500 F mensuels, compris  
sécurité chauff., et charges.  
Séjournez références ad-  
gées. Garantie d'emploi.  
St. M. A. CATELAN 42, J.  
F. Vite, 93190 Livry-Gargan.

A LOUER

ENTRE PARTICULIERS  
très grand choix locations  
HESITA  
Paris-15 : 43-08-08-10.  
Paris-2 : 43-56-58-48.

### locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE  
8, avenue de Messine,  
75008 Paris, recherche  
APARTEMENTS DE 6000  
CLASSE, belle récept.,  
sans minimum 3 chambres.

T. (1) 45-82-78-98.

Région parisienne

YVELINES 18 : Défense, par-  
200 m², sq. ch. chm., cuis.  
amér., 5 ch., 2 bns, 2 w-c +  
100 m² gar., 2 voit., salle  
jeux, laverie, 8 500 F/mois.  
Tél. 38-78-72-72 trois bar.

appartements  
achats

Rech. 2 à 4 p. PARIS prêt.  
St. M. 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>,  
18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, avec ou sans ter-  
rain, PAE CPT chez notaire,  
40-75-45-07, même le soir.

3. REILLADE, 64, av. La  
Motte-Picquet, Paris-15,  
recherche pour clientèle  
admission APPTS et  
BMM, tous prix, tte sa-  
isance, Paris 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>,  
Tél. : 45-68-00-75.

IMMO MARCADET

rech. urgent ttes surfaces  
même à rénover. Paris ou  
provis. Tél. : 43-82-01-82.

maisons  
individuelles

CHAVILLE RÉSID.  
superbe villa 1983, 220 m²,  
s/tarr. 200 m², sq. 55 m²,  
5 ch., cuis., bain, loc. 60,  
box 2 voit., 3 150 000 F,  
ROI SOLEIL 39-49-49-49.

viagers

F. CRUZ 42-66-19-00

18<sup>e</sup> MICHEL-ANGE  
stud. 138 000 + 1 800 fme  
81 a : studio tout équipé,  
loyer perçu par l'acq. Vi-  
agers F. Cruz 42-66-19-00.

### propriétés

PRÈS RAMBOUILLET (78)

SITE RECHERCHE  
MAISON MODERNE 250 m²  
sur 2 000 m² arborés, Prix  
JUSTIFIÉ : 1 900 000 F.  
GESTRAFIM 90-80-10-80.

48 MARTEL BRIVE  
sup. maison forte restaurée,  
poutres, cheminée monum.,  
dépend. 1,3 ha, 1 400 000  
à déb. Pour info : J. P. V.  
P. G. Tél. : (1) 43-54-30-56.

MOÛL - Maison d'architecte  
7 p., 180 m², 3 niveaux, ter-  
rain 8 000 m², P. 2-3 mil-  
lions. Tél. : 88-22-30-60.

ARRAS (7 min), part. vd très  
belle maison F5 (conv. 83),  
12 ch., cheminée, gar.,  
pays., boscs, de charme. P.  
mari, cause dép. 450 000 F.  
T. solo ap. 18 : 48-99-55-51.

terrains

RECHERCHONS AU MAROC

TERRAIN  
pour promotion immobilière  
et tourisme de groupe  
INVESTISSEURS  
basés en Suisse,  
Entre St n° 44  
LE MONDE PUBLICITE,  
8, r. Montebello, Paris-7<sup>e</sup>.

bureaux

Locations

DOMIC. DEPUIS 80 F M2.  
Paris 1<sup>er</sup>, 9<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> ou 15<sup>e</sup>.  
CONST. SARR. 1 500 F HT.  
INTER DOM 43-40-31-48.

DOSSIERATION CEALE  
BPO. SECRET. TILES  
TELECOM. TRAIT. TEXTES.  
AGECO : 42-94-95-28.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitutions de sociétés et  
tous services, 43-55-17-50.  
Votre adresse commerciale ou  
SIEGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, office  
CONSTITUTION STES  
Prix compét. Délais rapides.  
ASPAC 42-93-60-50 +

fonds  
de commerce

Achats

Vende BAHIA (Bréil) bar-  
restaurant, 5 chambres,  
50 m² plage, 20 km Salve-  
dor. Excell. affaire pleine  
expansion, à saisir immé-  
diat. Prix : 900 000 F.  
Ecr. Herve Toulon 601146.

مكتبة الامم المتحدة



## Le Carnet du Monde

مكتبة من الامم

## Naissances

**Maurice OLENDER**  
et  
**Lydia FLEM.**  
sont heureux d'annoncer à leurs amis la naissance de

Selma,

née le 1<sup>er</sup> mars 1988.  
72 bis, rue Bonaparte,  
75006 Paris.

— Je m'appelle

**Yann KERBLAT.**

Je suis né le 20 février 1988, à Bangkok.

mes parents

Victoria, née Abad  
et Bernard KERBLAT,  
sont très heureux et fiers de moi.

Bernard et Victoria Kerblat,  
21 SOI 49/4 Sukhumvit,  
Bangkok 10110 (Thaïlande).

Nos abonnés bénéficient d'une  
réduction sur les insertions du  
« Carnet du Monde », sont priés de  
joindre à leur envoi de texte une des  
dernières bandes pour justifier de  
cette qualité.

## Décès

— Les obsèques de

**M. Jacques BAUDOUIN**

auront lieu le vendredi 11 mars 1988, à  
14 heures, au temple du Vésinet,  
1, route du Grand-Port, Le Vésinet  
(Yvelines).

(Voir le Monde du 10 mars.)

[Né le 16 septembre 1924, à Paris, Jacques  
Baudouin était diplômé de l'École nationale de la  
France d'outre-mer. Ancien élève de l'École  
nationale d'administration, il fut successivement  
administrateur de la France d'outre-mer en  
Afrique-Equatoriale et en Afrique-Occidentale  
française (1946-1952), directeur du cabinet du  
gouverneur de la Polynésie française (1955-  
1960), maître des requêtes au Conseil d'Etat  
(1962), commissaire du gouvernement auprès  
des formations contentieuses du Conseil d'Etat  
(1965-1970), directeur des hôpitaux au ministère  
de la Santé (1970-1974), directeur du cabinet  
de Robert Boulin (1974-1977), membre de la  
Commission des opérations de Bourse (1979)  
et directeur général de l'Agence nationale pour  
l'emploi (1979-1981). Jacques Baudouin avait  
réintégré le Conseil d'Etat en 1981 et devenu,  
l'année suivante, président de la 3<sup>e</sup> sous-section  
de contentieux. Il était officier de la Légion  
d'honneur.]

— M<sup>me</sup> Jean-Pierre BOUTI,  
née Garcia-Ligero,  
et son fils Laurent,  
M. et M<sup>me</sup> Axel Zerkow  
et leur fille Lucille,  
M. et M<sup>me</sup> Eugène Hornecker  
et leurs enfants Jean et Franck,  
M. et M<sup>me</sup> Hubert Fort,  
M. et M<sup>me</sup> José Garcia-Ligero,

M. et M<sup>me</sup> François Garcia-Ligero,  
M. et M<sup>me</sup> Daniel Garcia-Ligero,  
M. et M<sup>me</sup> Marnel Garcia-Ligero,  
M. et M<sup>me</sup> René Le Taliec,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Meunier,  
M. et M<sup>me</sup> Pascal Roman,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Madjarian,  
M. et M<sup>me</sup> Tonin Sotomayor,  
La famille Bouti,  
ont l'immense douleur de faire part du  
décès de

**Jean-Pierre BOUTI**,  
chevalier du Ouissam alaouite,  
leur époux, père, grand-père, frère,  
oncle, parent et allié.

appelé à Dieu le 3 mars 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Ibn-Al-Battar,  
(Orangers) Rabat (Maroc).

— M. Jacques Dalbanne,  
M. et M<sup>me</sup> Patrick Nodé-Langlois  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Loublat  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Guy le Maré  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. Hugues le Maré,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Albert Henry,  
ses enfants, petits-enfants et arrière-  
petits-enfants.

Et toute la famille,  
ont la profonde tristesse de faire part du  
retour à la maison du Père de

**M<sup>me</sup> Jacques DALBANNE**,  
née Yvonne le Maré.

piacemont endormie dans la paix du  
Seigneur.

leur époux, mère, belle-mère, grand-  
mère, sœur, belle-sœur, tante, grand-  
tante, arrière-grand-tante et parents,  
survivent le mercredi 9 mars 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le samedi 12 mars, à 9 heures, en l'église  
Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du  
Roi, à Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15-17, avenue Saint-Foy,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Paul Desbriat,  
son fils,  
Et toute sa famille,  
ont l'immense chagrin de faire part du  
décès de

**M<sup>me</sup> Eugénie DESTRIAT**,  
survive le 9 mars 1988, dans sa quatre-  
vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu ce jour, dans  
l'intimité.

1, rue du Regard,  
75006 Paris.

— Saint-Cyr-an-Mont-d'Or, Lyon.

**M<sup>me</sup> Claire MANILLAT**,  
M. et M<sup>me</sup> D. d'Albis  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Velten,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Charles Fournier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. Jacques Darier,  
M<sup>me</sup> Jacques Darier,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Gilbert MANILLAT**,  
née Madeleine Mayot.

Les funérailles auront lieu le vendredi  
11 mars 1988, à 14 heures, au temple du  
Change, Lyon-9.

Condolances sur registre.

Inhumation au cimetière de Saint-  
Cyr, dans l'intimité.

— Simone Merino Peris,  
son épouse,  
Coriane et Jean-Marie Beivines  
Merino,  
Bertrand et Yannick Merino Peris,  
ses enfants,  
Ambroise et Elodie Beivines Merino,  
ses petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès,  
survenu à Toulouse le 3 mars 1988, de

**Bernard MERINO PERIS**.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu  
lieu dans l'intimité familiale, à Cérat  
(Pyrénées-Orientales), le 7 mars 1988.

Chemin de Vigues-Phéas,  
66400 Cérat,  
9, rue de Saint-  
75700 André,  
207, rue Saint-Maur,  
75010 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Pierre Alain Nemet,  
ses parents,  
M. Jean-Claude Nemet,  
son frère,  
M. et M<sup>me</sup> André Nemet,  
M. et M<sup>me</sup> Marcel Alary,  
ses grands-parents,  
Famille et alliés,  
ont la douleur de faire part du décès  
accidentel de

**Isabelle Andrée NEMET**,  
survive dans sa vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 11 mars, à 15 heures, en  
l'église Saint-Augustin, Paris-8.

— M<sup>me</sup> Maurice Varsano,  
M<sup>me</sup> Valsano Varsano,  
M. Serge Varsano,

ont la grande douleur de faire part du  
décès du pianiste

**Daniel VARSANO**,  
leur fils, petit-fils et frère,

survive le 9 mars 1988.

Les obsèques auront lieu le vendredi  
11 mars, à 14 heures, au cimetière du  
Montparnasse. Réunion à la porte prin-  
cipale, 3, boulevard Edgar-Quinet,  
Paris-14<sup>e</sup>.

La famille ne recevra pas de con-  
dolances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Grenoble.

Ses collègues  
Et ses amis,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. le doyen Paul VEYRET**,  
ancien directeur  
de l'Institut de géographie alpine,  
et rappellent à votre souvenir

**M<sup>me</sup> Germaine VEYRET**.

— On nous prie de rappeler le décès  
accidentel de

**Christian GIRARD**,  
maître d'œuvre,

à l'âge de quarante-neuf ans,

et celui de sa fille

**Agathe**,  
championne de France juniors  
1966-1967 de K.L. à ski,

à l'âge de dix-huit ans,

survives à Machault le 4 mars 1988.

(Voir le Monde du 10 mars.)

## Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre à  
tous les témoignages de sympathie qui  
leur ont parvenus lors du décès de

Bernard,

M<sup>me</sup> Liliane Hilbert,  
son épouse,

Catherine et Jean-Pierre Baron,  
Amick et Jean-Pierre Morau,  
Brigitte Hilbert et Jean-Claude  
Martin,  
Patrick et Monique Hilbert,  
Francine Hilbert et Patrick Boset,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Maximilien Roy,  
ses beaux-parents,  
Et toute sa famille,

remercient du fond du cœur toutes les  
personnes qui les ont aidés à partager  
leur peine et à supporter cette épreuve.

— Le Mouvement ATD Quart  
Monde remercie tous ceux qui ont témoigné  
leur amitié et leur confiance à l'occasion  
du décès de son fondateur.

Puis que jamais, nous sommes courus  
ensemble à faire vivre

**l'appel du Père Joseph**,  
gravé le 17 octobre 1967 au Trocadéro :

« Là où des hommes sont  
condamnés à vivre dans la misère,  
les droits de l'homme sont violés.  
S'agit-il pour les faire respecter est un  
devoir sacré. »

ATD Quart Monde,  
95480 Pierrelaye.

## Anniversaires

— Remerciement (Vosges). Entre-  
Deux-Eaux.

Une pensée est demandée à tous  
amis pour les premier et troisième anni-  
versaires respectifs des décès de

**M<sup>me</sup> René CHARLES**,  
et de son fils

**Pierre-Jean CHARLES**,  
ingénieur agronome,  
INA Paris.

— Université Lille-III, le samedi  
12 mars, à 14 h 30, domaine littéraire et  
juridique de Villeneuve-d'Ascq,  
salle 207, bâtiment administratif,  
2<sup>e</sup> étage. M. Philippe Gagnepain : « Le  
pouvoir dans la ville au XVIII<sup>e</sup> siècle. »  
Espace comparative de part et d'autre de  
la frontière gaullo-belge. »

— Université de Metz, le samedi  
12 mars, à 15 heures, faculté de lettres,  
salle 32. M. Jean-Marc Holz : « La  
Ruhr : crise, reconversion et dynamisme  
régional. »

— Université Paris-I-Panthéon-  
Sorbonne, le samedi 14 mars, à 19 h 30,  
salle C 22-04, au centre Pierre-Mendes-  
France, M. Jossua Dridi : « Une étude  
économique des déterminants de la  
balance des paiements selon le dévelop-  
pement économique. »

— Université Paris-X-Nevers, le  
samedi 14 mars, à 14 h 30, salle C 24,  
M. Louis Mallard : « La forêt de nos  
ancêtres. »

— Université Paris-I, le samedi  
15 mars, à 16 h 30, appartement décanal  
(contre-Panthéon), M<sup>me</sup> Cécile Nas-  
roune : « Le contrôle de l'extension des  
sanctions planétaires et droit algérien. »

— Université Paris-III, le samedi  
16 mars, à 8 h 30, salle Bourjane,  
M<sup>me</sup> Fatima Jaoui, épouse Labbali :  
« Le discours du ordre de Hassan II  
(1961-1962). Analyse sémantique et  
historiographique. »

— Université Paris-IV, le mercredi  
16 mars, à 14 heures, salle des Actes,  
centre administratif, M. Pascal Mah-  
foudh : « La ville de Sfax. Recherches  
d'archéologie monumentale et évolution  
urbaine. »

— Université Paris-I, le samedi  
26 mars, à 9 h 30, salle 308, surée,  
1, rue Victor-Cousin, galerie  
1-8-Deuxième, exécutif L. M<sup>me</sup> Maria  
Rosa de Madrigal : « L'Espagne et le  
Rif. Pénitence coloniale et résistances  
locales (1909-1926). »

## Communications diverses

— L'Institut Lucien-Hervé organise le  
samedi 12 mars 1988, de 9 h 30 à  
20 heures, ses premières rencontres au  
FIAP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, sur  
le thème : « Les enjeux économiques,  
sociaux et politiques pour la gauche  
française, à l'horizon de 1993. »

— Quelle marge pour quelle politique  
économique ?

— Le social en déclin ou naissance  
possible d'un nouveau modèle ?

— Le champ politique à la veille et  
après l'élection présidentielle : la gauche  
en quête d'une nouvelle stratégie démocra-  
tique.

Trois tables rondes avec la participa-  
tion d'économistes, de hauts fonction-  
naires, de syndicalistes, d'universitaires,  
etc.

Faire tous renseignements : Tél. : 45-  
82-16-60.

— Régime Ecossais Rectifié, Franc-  
Maçonnerie chrétienne. Sessions étude  
et information approfondies, au mé-  
leur niveau actuel. Deux journées en  
week-end, les 16 et 17 avril 1988.

Admission sur candidature. Loge  
l'Equerre n° 4, LNF - BP 31, 75160  
Paris Cedex 04.

## Soutenances de thèses

— Université Paris-X-Nanterre, le  
vendredi 11 mars, à 14 heures, salle  
C 24, M. Edouard Weber : « Les pro-  
blèmes d'anthropologie à l'université de  
Paris dans la seconde moitié du  
XVIII<sup>e</sup> siècle. »

— Université Lille-III, le samedi  
12 mars, à 14 h 30, domaine littéraire et  
juridique de Villeneuve-d'Ascq,  
salle 207, bâtiment administratif,  
2<sup>e</sup> étage. M. Philippe Gagnepain : « Le  
pouvoir dans la ville au XVIII<sup>e</sup> siècle. »  
Espace comparative de part et d'autre de  
la frontière gaullo-belge. »

— Université de Metz, le samedi  
12 mars, à 15 heures, faculté de lettres,  
salle 32. M. Jean-Marc Holz : « La  
Ruhr : crise, reconversion et dynamisme  
régional. »

— Université Paris-I-Panthéon-  
Sorbonne, le samedi 14 mars, à 19 h 30,  
salle C 22-04, au centre Pierre-Mendes-  
France, M. Jossua Dridi : « Une étude  
économique des déterminants de la  
balance des paiements selon le dévelop-  
pement économique. »

— Université Paris-X-Nevers, le  
samedi 14 mars, à 14 h 30, salle C 24,  
M. Louis Mallard : « La forêt de nos  
ancêtres. »

— Université Paris-I, le samedi  
15 mars, à 16 h 30, appartement décanal  
(contre-Panthéon), M<sup>me</sup> Cécile Nas-  
roune : « Le contrôle de l'extension des  
sanctions planétaires et droit algérien. »

— Université Paris-III, le samedi  
16 mars, à 8 h 30, salle Bourjane,  
M<sup>me</sup> Fatima Jaoui, épouse Labbali :  
« Le discours du ordre de Hassan II  
(1961-1962). Analyse sémantique et  
historiographique. »

— Université Paris-IV, le mercredi  
16 mars, à 14 heures, salle des Actes,  
centre administratif, M. Pascal Mah-  
foudh : « La ville de Sfax. Recherches  
d'archéologie monumentale et évolution  
urbaine. »

— Université Paris-I, le samedi  
26 mars, à 9 h 30, salle 308, surée,  
1, rue Victor-Cousin, galerie  
1-8-Deuxième, exécutif L. M<sup>me</sup> Maria  
Rosa de Madrigal : « L'Espagne et le  
Rif. Pénitence coloniale et résistances  
locales (1909-1926). »

## VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

**VENTE & FONTAINEBLEAU**

**HOTEL DES VENTES**

5, rue Royale, Pl. du Chateau

**SAMEDI 12 MARS**  
**& DIMANCHE 13 MARS & 14 h**

**1 500 FAIENCES des XVII<sup>e</sup>,  
XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles**

M<sup>me</sup> GENEAT, commissaire priseur  
73000 FONTAINEBLEAU, Tél. : 64-22-57-62  
(Expo. 11/52/23 h-12 h 13/5-10/12h).

**HOTEL DES VENTES**  
9, rue Drouot, 75009 PARIS  
Téléphone : 42-46-17-11  
Téléc : Drouot 842260  
Informations téléphoniques permanentes :  
47-70-17-17

**Compagnie des commissaires-priseurs de Paris**  
Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indications  
particulières, \* expo le matin de la vente.

**SAMEDI 12 MARS**  
\*S. 1. — 16 h : tapis anc. — M<sup>me</sup> ROGEON.

**LUNDI 14 MARS**  
S. 2. — 14 h 15 : René PIROLA 1879-1912. — 15 h 30 : Tableaux  
modernes. M<sup>me</sup> ROGEON.  
S. 4. — Petits bijoux, monnaies, meubles. — M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX,  
BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 7. — 14 h 15 : tabl. anc Art de la Chine. Meubles et obj. d'art. 19<sup>e</sup>.  
19<sup>e</sup>. — M<sup>me</sup> DAUSSY. Mme de Granddier, MM. Augier, Croissy,  
Beurdeley et Rindere, experts.  
S. 10. — Tableaux et dessins anciens et 19<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.  
S. 14. — Bons meubles, objets mobiliers. M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

**MARDI 15 MARS**  
S. 1. — Tableaux anciens et modernes, meubles et objets d'ameublement  
du 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> s., tapisseries. — M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU,  
SOLANET.  
S. 8. — Bibliothèque Maurice SAILLET : sept modernes, ARCOLE,  
M<sup>me</sup> RENAUD.  
S. 9. — Armes, souvenirs historiques. M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
M. Duchiron, expert.

**MERCREDI 16 MARS**  
S. 2. — Antiques haute époque, art nègre. M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX,  
BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Roudillon, expert.  
S. 3. — Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. —  
M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique  
Fromanger, experts.  
S. 5. — 11 h : tableaux anciens. Mairie du 9<sup>e</sup>. Salle Rosini (expo lundi 14  
de 21 h à 23 h, mardi 15 de 11 h à 18 h et de 21 h à 23 h. Petits  
salons). 14 h : tableaux anciens, bibelots, objets d'art, mobilier. —  
M<sup>me</sup> BOISGIRARD.  
S. 6. — Autographes, livres. — M<sup>me</sup> DEURBERGUE.  
S. 7. — Dessins, tableaux anciens, produits, objets d'art, mobilier  
principalement du 18<sup>e</sup>. — PARIS AUCTION.  
S. 9. — Suite de la vente du 15 mars. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 10. — Meubles et objets d'art des 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> s. — M<sup>me</sup> COUTURIER,  
DE NICOLAY.  
S. 13. — Meubles, tableaux et objets d'art. M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 15. — Tab., bib., mob. — M<sup>me</sup> LANGLADE.  
S. 16. — Tab., bib., mob. — M<sup>me</sup> ROGEON.

**JEUDI 17 MARS**  
S. 2. — Cabinet d'un amateur. Antiques, Orient art primitif. —  
M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR,  
M. Roudillon, expert.  
S. 8. — Eventails. Jouets. M<sup>me</sup> D. BONDU.  
S. 9. — 21 h : l'Art de l'Islam. — M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.

**VENREDI 18 MARS**  
S. 1-7. — 14 h 30 : importants tableaux. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD,  
TAJAN.  
S. 3. — Bijoux, argenterie ancienne et moderne. — M<sup>me</sup> AUDAP,  
GODEAU, SOLANET.  
S. 5-6. — Tableaux anciens. Importants meubles et objets d'art. Tapisseries.  
M<sup>me</sup> COUTURIER, DE NICOLAY.  
S. 8. — Tapisseries-poste. M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 9. — 14 h 30 : suite de la vente du 17. — M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.  
S. 10. — Bijoux, argenterie, tableaux, cartes postales, art déco, faïence,  
objets d'art, mobilier. — M<sup>me</sup> BOSCHER, STUDER.  
S. 11. — Objets d'art et d'ameublement. — M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN,  
FERRIEN.  
S. 14. — Gravures, meubles. M<sup>me</sup> DEURBERGUE.  
S. 16. — Tableaux anciens. M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

**ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE**  
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.  
BOSCHER, STUDER, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.  
COUTURIER, DE NICOLAY, 51, rue de Belleville (75007), 45-55-85-44.  
DAUSSY, 46, rue de la Victoire (75009), 47-74-38-93.  
DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-50.  
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (architecte)  
RHEIMS-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-61-81-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-61-50-91.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-66-96-95.  
PARIS AUCTION - G.L.E. de commissaires-priseurs, 4, rue Drouot  
(75009), 42-47-03-99. Etudes : DE CAGNY, CARDINET, Eric  
COUTURIER, DUMOUSSET, HOEBANX, KALCK-MOREAU,  
RIBEYRE.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009),  
47-70-83-38.  
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-41-06.

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERES

Le règlement du SUPER GROS LOT est publié sous le n° 10.000.000

**Le numéro 173770 gagne 10 000 000,00 F**

Le numéro approchant à la centaine de mille

**073770 gagne 1 000 000,00 F**

numéros approchant à la centaine de mille	numéros approchant à la centaine de mille	numéros approchant à la centaine de mille	numéros approchant à la centaine de mille
103770	173700	173700	173700
123770	173710	173710	173710
133770	173720	173720	173720
143770	173730	173730	173730
153770	173740	173740	173740
163770	173750	173750	173750
173770	173760	173760	173760
183770	173770	173770	



## SOMMAIRE

■ Le contentieux franco-algérien sur le gaz continue de dominer les relations entre les deux pays. (lire page 28).

■ Une première pour faire face à la concurrence croissante des banques commerciales et mutuelles en Europe, les caisses d'épargne françaises et catalanes se rapprochent (lire ci-contre).

■ M. Camdessus propose de renforcer les moyens d'intervention et d'aménager les instruments dont dispose le FMI (lire ci-dessous).

■ Les Japonais achètent davantage de biens européens, mais ils continuent d'investir peu et d'une manière peu satisfaisante sur le territoire de la CEE (lire ci-dessous).

■ Selon le ministère de l'Industrie, les entreprises du secteur public obtiennent de bons résultats (lire ci-contre).

## L'Europe financière en marche

### Accord entre caisses d'épargne françaises et catalanes

La convention de coopération que les caisses d'épargne Ecuireuil et la caisse d'épargne de Barcelone - la Caixa (promue en catalan « calixa ») - ont signé avec une certaine souplesse, le mercredi 9 mars à Paris, constitue une première dans l'univers des caisses d'épargne européennes. Ces dernières vont, en effet, devoir affronter une concurrence croissante de la part des banques commerciales et mutualistes.

En outre, l'intégration financière entraînera dans les années qui viennent une intensification des flux économiques entre les pays de la CEE, en même temps qu'un développement de la circulation des biens et des personnes. Dans un tel contexte, les clients des grands établissements bancaires (particuliers, entreprises et collectivités locales) aspireront de plus en plus à trouver partout en Europe des relais leur donnant, où qu'ils se trouvent, un accès aux produits et services financiers auxquels ils sont habitués chez eux.

Comme l'ont indiqué très clairement MM. Jean-Pierre Thiolon, président du Centre national des caisses d'épargne (CENCEP), et M. Joan Torrés Fumal, directeur général de la Caixa, le choix qui est offert à chaque institution nationale est alors simple : il lui faut ou bien s'implanter directement et significativement dans les pays de la CEE, ou mettre en œuvre une stratégie d'alliance conduisant à utiliser l'appui logistique des partenaires, qu'il s'agisse de l'accueil de la clientèle ou des services et prestations bancaires dont elle a besoin.

C'est cette stratégie d'alliance que le réseau de l'Ecuireuil et la Caixa de Barcelone ont décidé d'adopter, parce qu'elle ne nécessite pas de mettre en jeu de gros moyens financiers - ce qui serait le cas pour une acquisition et entraînerait un risque important dans une Europe surabondante, et parce qu'elle correspond à une même vision des choses de part et d'autre des Pyrénées, avec des traditions et des valeurs de référence identiques.

Chacun des deux partenaires représentera l'autre dans son propre pays, reconnaissant ainsi implicitement à implanter des agences de l'autre côté. Les clients de chaque réseau trouveront dans les agences de l'autre des conditions d'accueil préférentielles et un ensemble de services spécifiques : dépannage de trésorerie, assurances, facilités pour l'octroi d'un crédit, conseils en investissements immobiliers, traitement privilégié pour l'ensemble des besoins des PME-PMI, associations et collectivités locales (gestion de trésorerie, crédits, montages financiers, etc.).

Une carte de reconnaissance commune baptisée MAS (« plus » en espagnol, et abrégé de « money and services ») permettra aux personnes physiques de se présenter aux agences des partenaires dans les deux pays, les Français pouvant, par exemple, utiliser leur chèque Ecuireuil pour effectuer des retraits en espèces aux guichets catalans.

#### Le premier acte

La Caixa, avec ses cinq cent cinquante guichets et ses trois mille cent employés, est la troisième caisse d'épargne ibérique et la deuxième en Catalogne, distribuant 30 % des crédits industriels de la province, derrière la puissante Caixa de pensions. Du côté français, les premières caisses d'épargne à mettre en œuvre la convention de coopération seront celles de Paris (cent cinquante-six agences et huit cents personnes) et celles du Roussillon.

La convention n'est que le premier acte d'une collaboration entre les caisses d'épargne européennes, Sparkassen en Allemagne, Caisse générale d'épargne et de retraite en Belgique, Trust and Savings en Grande-Bretagne, les négociations les plus poussées étant celles qui ont été engagées avec la toute-puissante Caixa de Milan. On remarquera que la signature de cette convention s'inscrit dans un contexte espagnol d'ouverture à l'Europe financière, et aussi d'inquiétude face à l'horizon 1992. Il n'est pas étonnant que

les premières initiatives émanent des régions les plus industrialisées de la péninsule ibérique, et aussi les plus ouvertes aux influences extérieures. Sur la côte nord, le Banco de Bilbao et le Banco Vizcaya ont amorcé un processus de fusion pour constituer la première banque d'Espagne. En outre, le Banco de Santander participait au noyau stable de la Société générale, récemment privatisée. En Catalogne, on vient de voir le Crédit national français et le CIC créer des organismes de financement en association avec le Banco de Sabadell de Barcelone, établissement très actif qui fait partie du non moins actif groupe des six banques moyennes, toutes situées dans le nord du pays, qui comprend, outre l'établissement précité, le Banco Pastor (trois cent cinquante agences en Galice), le Banco Herrero d'Oviedo (dans les Asturies), le Banco Guipuzcoano, le Banco Zaira goziano et le Banco March des Baléares.

On observera enfin, à l'approche de l'échéance 1992, que la recherche d'implantations directes dans d'autres pays de la CEE reste une activité. L'Institut San-Paolo de Turin vient de racheter en France la Banque Vernes, filiale d'Indosuez. Quant à la Deutschebank, numéro un allemand, elle a acquis il y a trois ans les cent guichets de la filiale italienne de la Bank of America et prospecte la France, où elle est présente, avec dix-neuf agences sur le Crédit du Nord, dans la maison mère, Paribas, serait fort aise d'ouvrir le capital à un partenaire étranger. D'autres opérations de ce genre et d'autres alliances suivront. L'Europe financière est en marche.

FRANÇOIS RENARD.

## BILLET

### Les joies de l'héritage

La gestion des prédécesseurs a généralement bon dos quand il s'agit de réamorcer les déficits. En revanche, toute amélioration sensible est toujours à porter au crédit des dirigeants en place. M. Jacques Chirac vient de donner une nouvelle illustration de cette règle d'or gouvernementale dans le bilan sur les entreprises publiques dressé par un comité interministériel réuni le 9 mars à Matignon.

« Alors que les entreprises du secteur public avaient perdu 140 milliards de francs entre 1981 et 1986, leurs bénéfices pour l'année 1987 seront supérieurs à 7 milliards de francs », souligne, dans un communiqué publié par Matignon, le gouvernement, qui se félicite notamment du redressement opéré par les entreprises qui étaient dans la situation la plus difficile : Renault, CDF-Chimie et Usinor-Sacilor - qui avaient perdu 105 milliards de francs entre 1981 et 1986 - ont globalement équilibré leurs résultats en 1987. Il aurait suffi d'un changement de majorité pour provoquer le miracle...

C'est aller un peu vite en besogne et faire peu de cas des efforts de redressement entrepris avant 1986. C'est oublier que les bénéfices supérieurs à 3 milliards de francs que Renault annoncera pour 1987 (contre une perte de 12,5 milliards en 1984) sont le fruit de l'action de sauvetage engagée par Georges Besse, son PDG, dès janvier 1985 et de la contribution de

l'ensemble du personnel de la Régie, capable de réaliser, comme le soulignait lui-même Georges Besse à l'automne 1986, des gains de productivité de 25 % en deux ans.

C'est oublier aussi que la conjoncture a été généreuse dans l'automobile comme dans la chimie en 1987, et a considérablement simplifié l'amélioration prévue.

Quant à affirmer aujourd'hui péremptoirement que « ce redressement est durable, d'autant qu'il s'accompagne d'une amélioration nette de leur situation financière, caractérisée par une augmentation très forte de leurs fonds propres et une maîtrise de leur endettement », c'est là aussi brûler les étapes. Pour ne prendre que l'exemple de Renault, le désendettement de 12 milliards de francs envisagé reste à faire, et demeure soumis, en tout état de cause, aux recettes que l'Etat actionnaire sera capable de dégager sur les rentrées de privatisation ou sur...

Pour ne pas être en reste sur le sujet, M. Alain Madelin dénonce dans les nationalisations « un placement sans aucune rentabilité pour l'Etat ». Pourtant, celui-ci n'a-t-il pas engrangé, grâce à la privatisation de Saint-Gobain, 8 milliards, alors que sa nationalisation ne lui avait coûté que 6 milliards et qu'il n'a jamais versé à la compagnie de dotations en capital ?

CLAIRE BLANDIN.

## Les partenaires de la CEE et le « grand marché »

### Le Japon s'ouvre davantage aux produits européens

En 1987, le Japon a acheté sensiblement plus à la Communauté que l'année précédente. C'est un changement appréciable, même si les exportations japonaises vers la CEE ont continué à progresser et que du même coup le solde excédentaire japonais est resté à peu près inchangé. La Commission européenne y voit la consécration de ses efforts pour obtenir une meilleure ouverture

du marché japonais. Mais les principaux défis à venir pour les Douze concernent les orientations à donner aux investissements japonais dans la Communauté et d'autre part les conditions dans lesquelles les exportateurs japonais, et en particulier les fabricants de voitures, pourront bénéficier, à partir de 1993, des avantages du « grand marché ».

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

M. Willy De Clercq, commissaire chargé des relations extérieures, qui faisait le point, le mercredi 9 mars, sur les résultats de la politique menée par la Communauté à l'égard du Japon, est content. Les exportations de la Communauté vers le Japon ont progressé de manière significative en 1987 : + 8,7 %, et même + 19,9 % si on exclut des statistiques l'or non monétaire qui fausse les calculs.

Le bond en avant est dû pour une large part au boom des ventes de voitures de luxe. Mais les exportations de textiles et de produits chimiques ont également augmenté, et on découvre que, parmi les Douze, c'est la France qui a réalisé les meilleures performances. Ses exportations vers le Japon ont progressé de 33 %, contre 23 % pour la RFA ; elles n'ont pas de moins de 10 % de celles de l'Allemagne de l'Ouest. « Cette évolution encourageante est manifestement due à la relance de la demande interne. Celle-ci a atteint 4,3 % en 1987, a été déterminante pour la progression de 3,7 % du PIB », a déclaré M. De Clercq.

Le Marché commun a été la seule zone vers laquelle les ventes japonaises ont progressé : + 6,1 % en 1987, alors que les exportations vers les Etats-Unis diminuaient de 10,4 %. La Communauté, marché ouvert, marché prometteur avec l'échéance de 1993, fait de moins en moins figure de quantité négligeable à Tokyo. Il y a quelques années, les échanges du Japon avec la CEE représentaient environ un tiers de ce qu'ils étaient avec les Etats-Unis, contre approximativement la moitié aujourd'hui.

Les actions sectorielles entreprises par la CEE en vue d'une meilleure ouverture du marché japonais ont permis des progrès. C'est le cas pour les voitures, les cosmétiques, les appareils médicaux. D'autres vont être entreprises. S'agissant des produits agricoles, les discussions porteront d'abord sur les produits laitiers et la viande de porc. La Commission attend avec impatience que le Japon, conformément aux directives données par le conseil du GATT, rende moins discriminatoire la fiscalité qu'il applique au cognac et au whisky. La Commission avoue un vrai échec : les entreprises européennes demeurent exclues des

grands travaux. Le programme en cinq ans prévoit pour ceux-ci des crédits de l'ordre de 150 milliards de dollars, une vraie bataille à laquelle les groupes européens de BTI aimeraient pouvoir prétendre.

#### Les investissements

Les Japonais développent leurs investissements extérieurs, mais beaucoup plus aux Etats-Unis que dans la CEE. M. De Clercq regrette que ces investissements japonais en Europe soient surtout destinés au soutien des exportations (assurances, banques, usines d'assemblage...) et concernent rarement des investissements productifs créateurs d'emplois. Il est vrai qu'en l'absence d'un minimum de politique industrielle commune, notamment d'une harmonisation des aides à l'investissement, la Communauté ne peut guère que faire appel à la bonne volonté japonaise.

Le débat sur la manière dont les partenaires extérieurs de la CEE pourront bénéficier du « grand mar-

ché » s'amorce. M. De Clercq a choisi le cas sensible de l'automobile. En 1987, le Japon a vendu 118 000 voitures à la CEE, soit une progression de 18 % en deux ans, et a acheté 87 000 voitures aux constructeurs européens. La concurrence japonaise est contenue par les restrictions quantitatives qu'imposent la France, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne et le Portugal. « Le grand marché n'est pas compatible avec l'existence de limitations nationales. Celles-ci devront disparaître, mais il y a aussi les impératifs sociaux. La libéralisation devra s'insérer dans une politique globale », a souligné M. De Clercq. Bref, le décontingement du marché européen sera négocié. Dans l'esprit de la Commission, le Japon devra accepter des mesures de transition, une certaine stabilité de ses parts de marché et aussi davantage ouvrir son propre marché aux constructeurs européens.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Un plaidoyer du directeur général de l'organisation

### M. Michel Camdessus souhaite une hausse substantielle des moyens du Fonds monétaire international

Renforcer notamment « par une augmentation substantielle » des quotas-païs les moyens d'intervention du Fonds monétaire international et adapter ses instruments à une situation où la crise de la dette se conjugue à « des désordres plus profonds », tel est le double objectif qu'a défini, le mercredi 9 mars à Paris, le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus.

Un premier pas a été franchi avec la création de la « facilité d'ajustement structurel renforcé » en décembre 1987. Un fonds au nom barbare - M. Edouard Balladur préconise de la baptiser « facilité Camdessus » - destiné aux pays les plus démunis - généralement africains. La France, la première, a apporté formellement sa contribution de 800 millions de DTS (1), le mercredi 9 mars.

A terme, 12 milliards de dollars pourront être réunis pour accorder des prêts à 0,5 % d'intérêt sur dix ans à des Etats confrontés à un endettement paralysant. Cette approche correspondait à une urgence, celle de pays coupés, de fait, du système financier international et « laissés à l'abandon ».

Le FMI étudie désormais d'autres aménagements pour mieux tenir compte d'un autre impératif, celui de la durée. On ne peut corriger des problèmes structurels en un an, temps moyen couvert par les accords de confirmation du FMI, de

plus en plus utilisés par les pays endettés pour obtenir le décaissement du processus de négociation avec leurs créanciers publics et privés. Conscients de devoir à la fois répondre à des problèmes de moyen terme et aux difficultés de l'endettement, les experts du Fonds envisagent de « moderniser » un instrument créé en 1974 et tombé en désuétude, les « accords de financement élargi ».

Ce type d'accord a l'avantage de couvrir des programmes d'action sur trois ans et pourrait mieux répondre aux problèmes des pays à revenus intermédiaires d'Amérique latine. Enfin, les différents types d'interventions pourraient s'accompagner de clauses permettant de déclencher financements supplémentaires du FMI et nouvelles mesures de correction économique de la part des débiteurs au cas où des « imprévus » viendraient bouleverser les prévisions - flambée des taux d'intérêt, chute des recettes à l'exportation ou forte hausse des importations. Il ne s'agit pas d'une « révolution », a souligné M. Camdessus, mais d'une adaptation nécessaire. Technique complexe, les discussions se tiennent d'ailleurs au temps à aborder.

Les débats du comité intermédiaire du FMI, le 14 avril prochain à Washington, aborderont ces sujets. Les pays membre du Fonds en exa-

mineront deux autres sur lesquels il ne sera pas aisé de trouver un terrain d'entente. Le temps d'une augmentation des quotas du Fonds, réexaminés tous les cinq ans, est venu. Sur ce point, M. Camdessus a estimé qu'une hausse de 50 % permettrait tout juste de maintenir le niveau atteint depuis 1983 et préconise une réévaluation plus substantielle.

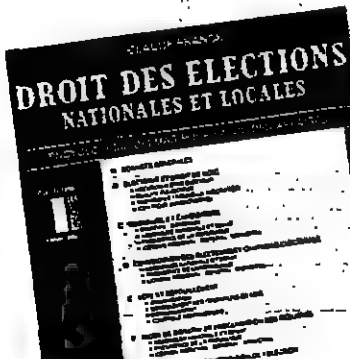
On imagine les débats entre pays membres sur ce point, même s'il existe un consensus sur la nécessité de renforcer le rôle des organismes multilatéraux et par là même leurs moyens financiers. Enfin, l'éventualité d'une allocation de droits de tirages spéciaux en faveur des pays en développement sera à nouveau évoquée.

La France a toujours soutenu une telle mesure, préconisant même des systèmes « ingénieux », selon M. Camdessus, pour que ces nouvelles liquidités profitent aux pays qui en ont le plus besoin. La polémique sur les conséquences inflationnistes - marginales - d'une telle allocation renaitra sans doute à cette occasion. Elle aura singulièrement perdu de sa portée, selon le FMI, l'index l'inflation semble aujourd'hui mieux contrôlée.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Droits de tirages spéciaux : 1 DTS = 7,78 francs français.

**pour bien décider en affaires...**



100 TITRES  
à 8 séries :  
DROIT PRIVÉ  
DROIT PUBLIC  
INFORMATIQUE  
DROIT DU TRAVAIL  
FINANCES-GESTION  
DROIT DES AFFAIRES  
DROIT DE L'IMMOBILIER  
DROIT DES SOCIÉTÉS

CHEZ VOTRE LIBRAIRE



مكتبة الامم المتحدة



## Économie

Le contentieux sur la fourniture de gaz

## Psychodrame franco-algérien

(Suite de la première page.)

La chaîne gazière avait pour réputation de lier acheteur et vendeur par l'importance des investissements nécessaires, de renforcer ainsi, du fait de contrats d'une durée minimum de vingt ans, la sécurité des approvisionnements, enfin d'être moins chère que le pétrole.

Le lien entre acheteur et vendeur a été altéré lorsque les Algériens, pour faire pression sur les prix, ont fortement réduit leurs livraisons au cours de l'hiver 1980, en prétextant des difficultés techniques. Et l'alignement du prix du gaz sur celui du pétrole léger en fait désormais la thermie la plus chère à l'importation.

L'évolution récente a surtout fait prendre conscience aux dirigeants énergétiques que, devant l'impossibilité de prévoir, le premier impératif était la souplesse. S'engager sur vingt ou vingt-cinq ans, imaginer la consommation sur une telle période, représente une gageure. Nul n'ignore que les capacités de stockage de Gaz de France sont presque intégrales, mais, la société française ne saura plus, l'an prochain, ou mettre le gaz qu'elle est contrainte d'envoyer. En vertu du principe *take or pay*, Gaz de France devra payer le gaz qu'elle ne prendra pas. Or les trois contrats algériens sont les plus rigides qu'ait signés GDF. Tous les autres prévoient des souplesses (de l'ordre de 10 %).

Enfin, en cette période où la préoccupation majeure des gouvernements est le déséquilibre des échanges, les dirigeants français ont pu s'apercevoir que les pays vendeurs n'étaient attentifs à d'éventuelles compensations industrielles qu'au moment de la signature des contrats.

La structure du bilan énergétique français milite, elle aussi, pour une réduction de la part du gaz dans les approvisionnements du pays. La politique nucléaire a amené la part de l'électricité à croître considérablement dans les années à venir. Comme il n'est pas raisonnable de voir le rôle du pétrole tomber en dessous du tiers des besoins, le gaz et le charbon devront se partager, en gros, 20 % de la consommation nationale à la fin du siècle.

Or le charbon est la forme d'énergie la plus disponible, la mieux répartie géopolitiquement, la moins chère rendue dans les ports français, la plus compétitive pour faire de la vapeur. La part du gaz, qui est actuellement de 12 %, pourrait donc descendre en dessous de 10 % à la fin du siècle. Les contrats en cours (avec l'Algérie, l'URSS, la Norvège et les Pays-Bas) seront suffisants pour couvrir les besoins nationaux jusqu'au siècle prochain.

## L'économie du GNL

Dans ces conditions, la France peut-elle accepter de placer ses relations commerciales avec l'Algérie sur un plan purement politique ? La réponse ne peut qu'être négative. Les socialistes en avaient bien conscience lorsqu'ils avaient tenté d'intercaler entre l'échec ministériel et l'intervention présidentielle une mission de sages confies, côté français, à M. Jean-Marcel Jeanneney, ancien ministre de l'Industrie du général de Gaulle. Il était clair pour les sages que les deux logiques étaient inconciliables.

La doctrine de Gaz de France n'a jamais changé : il faut que le gaz soit vendu au consommateur

final à un prix au plus égal à celui des énergies concurrentes. C'est la condition essentielle pour ne pas perdre soit de l'argent, soit des parts de marché.

Quant aux Algériens, s'étant endettés en devises pour des investissements colossaux de liquéfaction, ils comprennent mal que le gaz ne rapporte pas autant d'argent que le pétrole à la tête du puits. Car tel est bien le problème majeur qui affecte l'économie du gaz naturel liquéfié (GNL) : il coûte très cher en liquéfaction, transport et regazification ; aussi, lorsque le cours du brut est faible, la marge commerciale et technique abaisse le prix du gaz, qui se rapproche en théorie de zéro.

**Naguère, la crainte de manquer d'énergie avait fait donner la priorité à la sécurité des approvisionnements. Aujourd'hui, l'impératif, c'est la souplesse. Cela obscurcit l'avenir du gaz et complique les relations franco-algériennes.**

La formule imposée en 1982 par MM. Nabi et Yousfi, respectivement ministre de l'énergie et directeur général de la SONATRACH - qui n'avait pas prévu le retournement du marché, - aboutissait ainsi à couler de l'argent aux Algériens si les prix du brut descendaient en dessous de 7 dollars le baril.

Or il faut bien comprendre que la SONATRACH remet aujourd'hui en cause cet accord qu'elle a mis trois ans à imposer à Gaz de France. Accepter un arbitrage politique, c'est porter le coup de grâce à cette stabilité qui était censée être la qualité propre des échanges gazières.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la SONATRACH, qui avait signé à la fin des années 70 pour quelque 50 milliards de mètres cubes par an de contrats de GNL, a perdu en route, du fait de son refus de voir les réalités du

la signature en cours de petits contrats avec la Grèce (0,5 milliard de mètres cubes par an) et avec la Turquie (2 milliards de mètres cubes) ne réduit guère la sous-utilisation, ruineuse, des capacités de production. La « grande victoire » algérienne sur les prix de 1982 - dernière année des prix chers de l'énergie - s'est transformée en défaite sur le marché.

On ne saurait s'en réjouir. Les liens entre la France et l'Algérie, pour être complexes et conflictuels, n'en sont pas moins forts, et essentiels aux deux pays. Et Paris ne peut ignorer les difficultés profondes engendrées, dans un pays dont il est le premier partenaire commercial, par la baisse des recettes énergétiques comme par la chute du dollar.

La France ne saurait non plus oublier que, de tous ses fournisseurs de gaz, l'Algérie est le seul pays avec lequel ses échanges commerciaux sont en fait équilibrés (légèrement déficitaires au début de la décennie et excédentaires depuis 1985). Enfin, il faut savoir que les prix payés par Gaz de France à la SONATRACH sont inférieurs de l'ordre de 10 % à ceux payés par le Japon à l'Indonésie.

## Une aide active

Il n'est donc pas choquant que la France ait une politique active d'aide à l'Algérie. Les sages l'avaient compris en 1981. Il n'était pas question que GDF accepte un prix supérieur à celui du marché. En revanche, il était compréhensible que le gouvernement fasse un geste. A condition de bien séparer les problèmes. Jean-Marcel Jeanneney avait donc proposé la création d'un fonds d'investissement alimenté

par une somme indexée à la fois sur le prix du gaz et sur celui des exportations françaises vers l'Algérie, une formule qui n'a pas tant échoué du fait de sa ressemblance historique-coloniale que du conflit qui opposa le ministre algérien du plan à celui de l'énergie.

L'accord négocié par Claude Cheysson tentait de maintenir une certaine séparation des problèmes (financiers), puisqu'une partie des prix du gaz était à la charge du ministère des relations extérieures. Un directeur du budget, Jean Choussat, qui n'avait pas compris l'enjeu du dossier - et dont la décharge le budget 1984 était particulièrement difficile à boucler, - imposa l'intégralité de la facture à Gaz de France. L'erreur était consommée.

Face au « don » ainsi fait à l'Algérie - 8 milliards de francs en cumulé, - on a pu constater que les échanges entre les deux pays avaient connu une réelle vigueur pendant deux ans et que les relations politiques s'étaient nettement améliorées avec un Etat qui joue un rôle déterminant de médiation entre l'Irak et l'Iran.

Laisser les compagnies gazières, si elles ne trouvent pas de terrain d'accord, aller en arbitrage comme le prévoit le contrat, aider résolument l'Algérie à passer la phase difficile dans laquelle elle se trouve du fait du renversement du marché de l'énergie (résoudre pour commencer le conflit sur les taux d'intérêt des prêts faits à Alger), renoncer à l'illusion que deux pays modifieront à eux seuls l'évolution d'un marché et les échanges Nord-Sud : les relations entre l'Algérie et la France pourraient être simples. Mais dans ce couple divorcé, les négociations, mêmes commerciales, peuvent-elles ne pas relever d'un psychodrame ?

BRUNO DETHOMAS.

A PARTIR DE

71 000 F



RENAULT 21: VOTRE LIBERTE

Toute la liberté rien que la liberté. Fougueuses, sportives, performantes, les Renault 21 vous conduisent en toute sécurité dans un monde de liberté totale, de liberté absolue. 14 versions, 6 motorisations, 5 niveaux d'équipements. 10 versions essence dont 2 automatic, 4 motorisations de 1721 cm<sup>3</sup> à 1995 cm<sup>3</sup> Turbo. 4 versions Diesel.

2 motorisations, 2068 cm<sup>3</sup> en Diesel et Turbo Diesel.

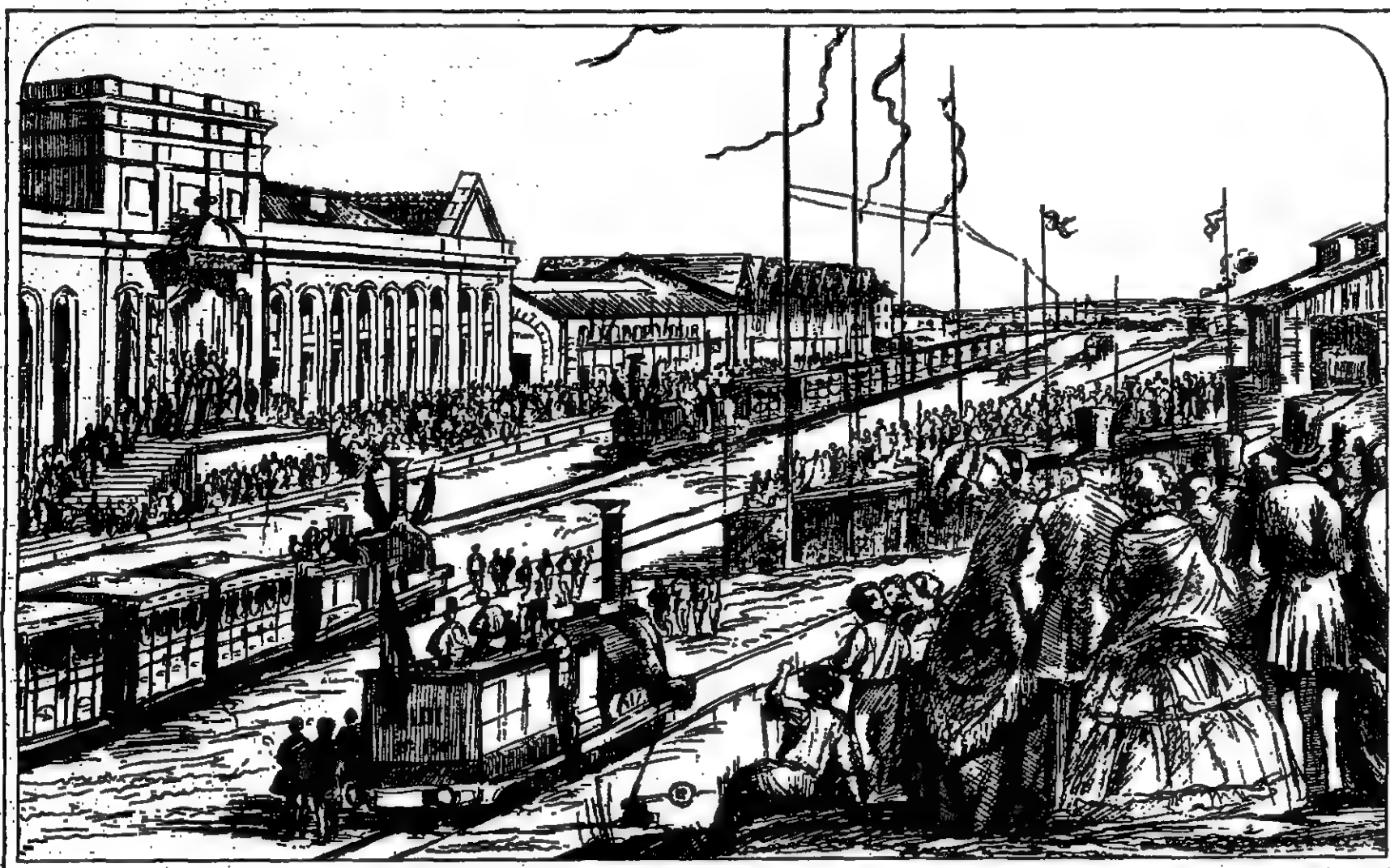
Modèle présenté Renault 21Ti avec options. Milésime 88. Consommations normes UTAC: 5,8 L à 90 km/h - 7,1 L à 120 km/h - 10,7 L en cycle urbain - Garantie anti-corrosion Renault 5 ans - DIAC votre financeur - KENAU préconise elf

**RENAULT**  
DES VOITURES  
A VIVRE



# 1852... 1992

Dès sa création en 1852,  
la Compagnie du Midi avait  
le mouvement pour vocation.



INAUGURATION DES CHEMINS DE FER DU MIDI, SECTION DE BORDEAUX A CETTE

**1852** Le mouvement déjà. C'est l'ère du chemin de fer, le début des grands projets, l'ouverture des marchés. La toute nouvelle Compagnie du Midi est sur les rails...

**1987** La Compagnie du Midi acquiert une grande compagnie d'assurance-vie britannique Equity and Law et devient le plus européen des groupes privés de l'assurance française.

La même année, elle prend le contrôle de Meeschaert-Rousselle, première charge d'agents de change française. Elle gère plus de 60 milliards d'actifs et rassemble plus de cent sociétés, allant de l'assurance à l'immobilier, des services financiers à l'industrie.

Et 5 000 wagons de la Compagnie du Midi roulent déjà sur les rails de l'Europe...

**1992** Le mouvement aujourd'hui, c'est l'Europe sans frontières de 1992.

La Compagnie du Midi doit y jouer un rôle majeur. La Compagnie du Midi en a l'ambition et les moyens. La Compagnie du Midi est en train d'en acquérir la dimension.

Pour vivre à l'heure de L'Europe, La Compagnie du Midi appelle aujourd'hui les actionnaires de ses filiales à la rejoindre.

**La Compagnie du Midi**

135 ans d'investissements et de croissance

135 ans de dividendes ininterrompus

Pour tout renseignement, appelez gratuitement le

**NUMERO VERT 05.20.98.48**

## COMPAGNIE DU MIDI

78, RUE DE L'UNIVERSITÉ - 75007 PARIS



## Économie

## AFFAIRES

## Sur le front des OPA

**Le gouvernement belge tente de faire adopter une législation d'urgence**

A la suite de la bataille pour la prise de contrôle de la Générale de Belgique, le gouvernement belge souhaite faire adopter rapidement par le Parlement une législation permettant de contrôler les offres publiques d'achat. Un groupe de travail parlementaire doit examiner un texte qui pourrait être soumis au vote de la Chambre la semaine prochaine. En cas d'adoption, il s'appliquerait jusqu'à fin 1989 et serait rétroactif au 1<sup>er</sup> mars 1988 pour les sociétés belges disposant d'un capital minimum de 200 millions de francs belges (32 millions de francs français). Ce texte est une version raccourcie du projet de loi déposé par le gouvernement en 1987. Il prévoit une déclaration obligatoire à la société convoitée et à la commission bancaire, pour tout actionnaire détenant au moins 10 % du total des droits de vote d'une société belge cotée. En outre, toute acquisition supplémentaire de 5 % doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration. En cas de non-déclaration, les actions acquises seraient privées de leur droit de vote pendant un an.

**ÉTATS-UNIS : Macy's propose aux cadres de Federated Stores de payer cash leurs titres**

Macy's propose dans son OPA sur Federated Stores de payer comptant la totalité des actions de la chaîne américaine de grands magasins détenues par ses cadres, alors que les autres détenteurs d'actions ne recevront que 80 % en cash. Les documents relatifs à l'offre d'achat de 6,1 milliards de dollars de Federated faite par Macy's, relèvent de traitement particulier aux quatre-vingt-cinq cadres du groupe convoité. Cette révélation a provoqué l'indignation de plusieurs grands arbitragistes de Wall-Street, qui comptent parmi les plus gros détenteurs d'actions Federated.

**SUÈDE : Stora souhaite prendre la majorité de Swedish Match**

Stora, spécialisée dans le bois, la pâte à papier et la chimie, a annoncé son intention d'acquiescer la majorité du groupe Swedish Match qui produit du bois et des allumettes. Les cotations des deux titres ont été suspendues dès mardi 9 mars à la Bourse de

Stockholm. Toutefois, les modalités de cette opération ne seront connues qu'à la fin du mois de mars. Stora a simplement précisé qu'il souhaitait acquiescer l'ensemble des actions de Swedish Match, ces deux firmes comptent, parmi leurs actionnaires majoritaires, des membres du groupe Wallenberg qui contrôle notamment Saab, Asa et Electrolux.

**RFA : le groupe de distribution Asko veut prendre le contrôle de Massa**

Le groupe ouest-allemand Asko Deutsche Kaufhaus AG, a fait part à l'Office fédéral des cartels de Berlin-Ouest de son intention de prendre le contrôle majoritaire de Massa AG, une chaîne de distribution concurrente spécialisée comme Asko dans des ventes discount. Il y a à peine un mois, l'Office des cartels avait donné son accord pour l'augmentation à 49,9 % de la part d'Asko, auparavant limitée à 24,9 %. Les ventes d'Asko ont atteint 10,1 milliards de DM en 1987 (33,8 milliards de francs) soit près du double de 1986 (5,98 milliards de DM).

## SOCIAL

## La nouvelle convention de l'UNEDIC

## Les conditions financières des stages de formation longue seront améliorées

Licenciés ou démissionnaires, les stagiaires en formation de longue durée continueront de percevoir de l'Etat une indemnisation égale à l'allocation de base du régime d'assurance-chômage. Un décret, prochainement publié au Journal officiel, confirmera cette mesure, arrêtée à la suite de tractations entre le ministère des affaires sociales et les partenaires sociaux, à l'initiative de l'UCC-CFDT (Union confédérale des ingénieurs et cadres).

Logique, ce maintien d'un niveau de revenu constant tout au long de la formation (40 % du salaire de référence et 46,32 F par jour depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1987) n'allait techniquement pas de soi.

Dans le protocole d'accord signé le 30 décembre 1987 pour la nouvelle convention UNEDIC - qui devrait être définitivement adoptée cette semaine - il avait certes été prévu que les stagiaires en formation recevraient leurs allocations de base, s'ils y avaient droit, financées en grande partie par l'Etat et transformées en allocations de formation-reclassement. Mais la période était limitée à quatorze mois, comme pour les autres chômeurs dans le même cas. Ensuite, il était admis que la rémunération des stagiaires en fin de droits ou indemnisés par l'allocation spécifique de solidarité serait de 3250 F, également pris en charge par l'Etat.

En fait, ces dispositions, plus favorables que les précédentes malgré tout, pénalisaient les formations longues, de douze mois à trois ans par exemple. Surtout, elles abaissaient le niveau de revenu de personnes, cadres et techniciens essentiellement, qui auraient dès lors été contraintes de renoncer à des stages de longue durée tels que la prépa-

tion d'un diplôme d'ingénieur au CESI (Centre d'études supérieures industrielles).

Préoccupé de cette situation qui allait à l'encontre du but recherché par l'accord UNEDIC, les responsables de l'UCC-CFDT ont attiré l'attention du ministère des affaires sociales sur cet inconvénient. Il a donc été décidé que l'Etat prendrait à sa charge la rémunération des stagiaires en formation longue pour un montant équivalent à l'allocation de base, au-delà de la période d'indemnisation. Et cela, dans deux hypothèses : soit pour les chômeurs, licenciés d'une entreprise, soit pour les salariés ayant démissionné de leur poste pour suivre une formation précoce. Dans ce dernier cas, toutefois, il faudra justifier de trois ans d'exercice d'une activité professionnelle.

A. La.

## Grèves à Fusine Renault de Cléon

L'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime), qui fabrique la plupart des moteurs pour les véhicules de la Régie, est touchée, depuis le mardi 8 mars, par des arrêts de travail à l'initiative de la CGT pour protester contre l'intention de la direction de licencier 150 personnes en « surf-emploi » sur 1987. Selon la CGT, 80 % des ouvriers concernés auraient fait grève les 8 et 9 mars, la direction donnant les chiffres de 9,5 % de l'ensemble du personnel jeudi matin, contre 24 % mardi, et de 12 % mercredi, où la grève s'était concentrée sur le département des moteurs F, qui équipe les R9, R11, R5 et certaines R21. La perte de production est évaluée à un million de moteurs sur quarante-huit heures.

La procédure de licenciement se trouve dans un imbroglio juridique. Le 18 février, le tribunal de grande instance a rejeté la demande du comité d'entreprise d'un délai supplémentaire de deux mois pour se prononcer faute de connaître les prix de revient dans les usines d'Espagne et du Mexique, et le volume d'heures supplémentaires dans l'usine (la direction, vivement critiquée sur ce dernier point par l'inspection du travail, avait promis le 25 janvier de fournir les précisions dans deux mois, c'est-à-dire pour la fin mars). En revanche, la direction départementale du travail, le 29 février, a estimé que « l'incertitude sur le nombre d'heures supplémentaires ne permet pas aux représentants du personnel d'apprécier les raisons économiques du licenciement, ni non plus de se prononcer en connaissance de cause sur les mesures envisagées pour éviter les licenciements ».

## EN BREF

● Régine reprend Ladoyen. — L'artiste de variété Régine, qui dirige plusieurs clubs privés en France et à l'étranger, reprend Ladoyen, le célèbre restaurant des jardins des Champs-Élysées. Propriété de la Ville de Paris, le restaurant était fermé depuis septembre dernier, après que la société concessionnaire avait vendu la totalité de ses actions à une filiale de CERS (holding française du groupe De Benedetti), sans en avertir la Ville, qui avait résilié ensuite sa concession. Celle-ci vient d'être donnée pour quinze ans à Régine.

● 1,25 million de dollars pour le licenciement de travailleurs contaminés aux États-Unis. — La société métallurgique américaine Don Run d'Herculeum (Missouri) va payer une somme de 1,25 million de dollars (7,12 millions de francs) pour avoir licencié des travailleurs temporaires ayant des doses excessives de plomb dans le sang. L'entreprise avait pris cette décision pour éviter de les placer à des postes de travail non exposés en leur maintenant leurs salaires et leurs avantages, comme le prévoit la loi. Elle devra aussi se mettre en conformité avec les normes sanitaires et payer les arriérés de salaires des ouvriers licenciés. Seul Chrysler a payé une amende plus importante (1,5 million de dollars), en juillet 1987, pour infraction à la réglementation sanitaire. — (AFP.)

## Renseignements publicités

Le Monde

AFFAIRES

Tél. : 46-55-31-42

poste 4160 ou 4107

مقدرا من الاموال

(Publié)

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
PRÉFECTURE DE POLICE

**Direction de la Prévention et de la Protection civile  
5<sup>e</sup> bureau  
Installations classées pour la protection de l'environnement**

Une enquête publique est ouverte à Paris du 5 avril au 4 mai 1988 inclus, concernant la demande présentée par la compagnie parisienne de chauffage urbain en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension de la chaufferie de La Villette située à Paris 19<sup>e</sup>, 34, quai de la Marne.

L'installation relèvera de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique suivante : 153 bis 1<sup>re</sup> : Installation de combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur plus de 8 000 thermies.

Le dossier est déposé au commissariat de police judiciaire et administrative du quartier du Pont-de-Flandre, 37, rue de Nantes, à Paris 19<sup>e</sup>, et tenu à la disposition du public pendant la durée de l'enquête.

Monsieur René Bourny, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, désigné en qualité de commissaire-enquêteur, recevra les déclarations des tiers au commissariat précité aux jours et heures suivants :

- Mercredi 6 avril de 9 h 30 à 12 h 30.
- Samedi 16 avril de 9 h 30 à 12 h 30.
- Mercredi 20 avril de 9 h 30 à 12 h 30.
- Vendredi 29 avril de 15 h à 18 h.
- Mercredi 4 mai de 15 h à 18 h.

**P. LE PRÉFET DE POLICE ET PAR DÉLÉGATION  
Le Directeur de la prévention et de la protection civile,  
Marcel BURLLOT**

(Publié)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'ÉQUIPEMENT**

## OBJET :

Franchissement de l'estuaire de la Seine  
entre Le Havre et Honfleur.  
Déclaration d'utilité publique.

LE PRÉFET  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE  
ET DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

LE PRÉFET  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DE LA RÉGION DE BASSE-NORMANDIE  
ET DU DÉPARTEMENT DU CALVADOS  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

**VU :**  
Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-7 et l'article R.11-1, déclinés ;  
La loi n° 87-580 du 17 juillet 1987 facilitant la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine ;  
L'avis favorable de la Commission de la Seine et de l'Avance ;  
Le plan général des travaux voté par le président de la commission d'enquête ;  
L'avis favorable de la Commission d'enquête n° 27 du 27 juillet, 4 et 10 août 1987 prescrivant l'ouverture :

- d'une enquête publique en application de la loi n° 83-530 du 12 juillet 1983 relative à la détermination des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- d'une enquête publique relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral et notamment l'article 26 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 concernant le changement d'utilisation des zones littorales ;
- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux relatifs au franchissement de l'estuaire de la Seine entre Le Havre et Honfleur ;
- Le dossier des enquêtes ouvertes sur le projet, notamment les registres et imprimés et les pièces annexes que les avis d'enquête ont été régulièrement insérés dans la presse, publiés et affichés dans les lieux d'enquêtes indiqués ;
- Le rapport et les conclusions favorables de la commission d'enquête sur l'utilité publique du projet en date du 8 décembre 1987 ;
- Le procès-verbal de la réunion de la commission départementale des sites, perspectives et paysages de Calvados en date du 20 octobre 1987 ;
- Le procès-verbal de la réunion de la commission départementale des sites, perspectives et paysages de la Seine-Maritime en date du 16 décembre 1987 ;
- L'avis favorable de M. le Préfet, commissaire de la République de l'arrondissement du Havre en date du 23 décembre 1987 ;
- L'avis favorable de M. le Préfet, commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département du Calvados en date du 13 janvier 1988 ;
- L'avis favorable de M. le sous-préfet de Lisieux, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Lisieux en date du 11 janvier 1988 ;
- L'avis favorable de M. le Préfet, commissaire de la République du département de l'Eure en date du 25 janvier 1988 ;
- Le procès-verbal de clôture de la consultation mise à l'échelle central en date du 24 février 1988 ;

CONSIDÉRANT les modifications apportées au projet pour répondre aux demandes exprimées au cours des enquêtes, à savoir :

- l'élargissement de la bande cyclable qui sera portée à un mètre,
- l'implantation de l'ouvrage qui sera éloigné des installations de la société Miroline et qui sera mis en conformité avec le plan d'occupation des sols regroupant l'ensemble des communes du canton d'Honfleur et notamment la commune de La Rivière-Saint-Sauveur, approuvé par le président de l'EPIC le 3 février 1987 et après modification le 6 février 1988 ;

CONSIDÉRANT les mesures compensatoires décidées pour la protection de l'environnement de l'estuaire de la Seine ;

## ARRÊTENT :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont déclarées d'utilité publique les travaux de franchissement de l'estuaire de la Seine entre Le Havre et Honfleur, conformément aux dispositions du plan ci-dessus.

Article 2. — Le présent arrêté sera affiché à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement à Rouen, à la sous-préfecture du Havre, à la mairie de Sandouville, à la préfecture de Calvados, à la sous-préfecture de Lisieux, à la mairie d'Honfleur.

Il sera en outre inséré aux recueils des actes administratifs des départements de la Seine-Maritime et du Calvados, et publié dans les journaux LE FIGARO, PARIS-NORMANDIE, TOUTES ÉDITIONS, LE HAVRE-LIBRE, LE HAVRE-PRESSE, OUEST-FRANCE, LE JOURNAL DU PAYS D'AUGE.

Article 3. — M. le Préfet, commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime, M. le Préfet, commissaire de la République de la région de Basse-Normandie et du département du Calvados, M. le sous-préfet du Havre, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement du Havre, M. le sous-préfet de Lisieux, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Lisieux, MM. les maires des communes de Sandouville et d'Honfleur, MM. les ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées, directeurs départementaux de l'Équipement de la Seine-Maritime et du Calvados, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

ROUEN, le 25 février 1988

LE PRÉFET,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE  
ET DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

J.-C. CHYVOLLAT

CAEN, le 25 février 1988

LE PRÉFET,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DE LA RÉGION DE BASSE-NORMANDIE  
ET DU DÉPARTEMENT DU CALVADOS  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Jean ANET.

Pour amplification  
Pour le chef du service du budget  
des routes et des transports,  
l'agent autorisé

F. ZAMBELLO.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENEZ

## Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2500 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, 1, rue de la République, 92000 Nanterre, France.

Will  
France meet  
its Waterloo  
in 1992?

The Economist

Your independent weekly view of World Affairs, Finance, Science

Traduction du texte ci-dessus :

Dossier spécial France n° 12 du 12 mars 1988

« 1992 : un désastre pour la France ? »

Chaque semaine, votre aperçu indépendant sur les affaires du monde, de la finance, de la science.



# Économie

## REPÈRES

### Changes

**Pas de nouvelle baisse du dollar, selon M. Baker**

La décision du gouvernement britannique de laisser s'apprécier le livre sterling, notamment face au mark, n'affecte pas la volonté des principaux pays industrialisés de stabiliser le dollar, a indiqué le mercredi 9 mars, M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor, qui s'exprimait devant la commission économique conjointe du Congrès, a rappelé que la Grande-Bretagne et les autres grands pays industrialisés s'étaient engagés, à la fin décembre 1987, à promouvoir la stabilité des taux de change. M. Baker a, une nouvelle fois, réaffirmé qu'une baisse supplémentaire du dollar aurait des effets négatifs sur les économies des pays industrialisés.

### Contrefaçons

**Les Européens s'unissent**

Cinq associations européennes de protection des marques (France, Suisse, Italie, RFA, Belgique) viennent de s'unir au sein du Comité pour la lutte anti-contrefaçon (COLC). L'association, qui regroupera mille quatre cents sociétés, agit notamment auprès du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), où se négocie un code des contrefaçons assorti de sanctions économiques. Le marché des contrefaçons représente 3 % à 5 % du commerce mondial.

### Chantiers navals

**Le Japon, premier constructeur en 1987**

Le Japon a conservé, en 1987, sa position de premier constructeur naval du monde, affirme le rapport annuel de l'Association des exportateurs japonais de navires, publié le 9 mars. Se référant au registre de navigation maritime des Lloyd's, l'association indique que les chantiers japonais ont reçu, en 1987, des commandes pour cinq cent quarante-sept navires, soit 477 000 tonnes de jauge brute. Ce chiffre constitue 34,7 % des commandes mondiales pour 1987, mais il est nettement en retrait par rapport à l'année précédente (551 000 tonnes de jauge brute).

## La résolution des petits litiges

### L'accès à la justice va être simplifié pour les consommateurs

#### DIJON

de notre envoyée spéciale

Le superbe campé-til qui vous a été livré n'est pas celui que vous aviez choisi, et vous ne parvenez pas à le faire changer. Le lave-vaisselle, si longtemps attendu, est le plus souvent en panne. Le téléviseur vous a rendu non le fort joli manteau que vous lui aviez confié, mais un haillon importable. Votre propriétaire refuse obstinément de vous rembourser le ballon d'eau chaude mort d'usage après un long et fidèle usage. L'artisan, qui avait promis de reprendre votre séjour après avoir écopé sans vergogne un acompte substantiel, se fait attendre depuis plusieurs mois. L'hôtel confortable, où vous vous réjouissiez de passer quelques jours de vacances, à 100 mètres de la plage, s'est révélé être un infâme gourbi malséant et il faut trois heures d'attente de marche pour atteindre la plage, car il fallait comprendre que les 100 mètres étaient... à vol d'oiseau! Autant de petits litiges où le consommateur-usager est désarmé en face du professionnel de mauvaise volonté, et dans l'incapacité de se faire donner raison : porter plainte est compliqué, demande une bonne dose d'obstination et coûte souvent beaucoup plus que les sommes en jeu.

Une expérimentation pour faciliter l'accès à la justice et le règlement de ces petits litiges va être menée en Bourgogne dans les tribunaux d'instance de Dijon (Côte-d'Or) et du Creusot (Saône-et-Loire), avec de nombreuses bénédictions : la Commission des Communautés européennes (qui finance le projet), le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation, le Conseil national de la consommation, l'université de Bourgogne. M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, a donné, mercredi 9 mars à Dijon, le coup d'envoi de cette expérimentation qui va durer deux ans.

Grâce à un décret, paru le 7 mars au Journal officiel, le consommateur qui s'estime lésé pourra saisir le tribunal d'instance par simple déclara-

tion, verbale ou écrite, au greffe, si le litige n'excède pas 13 000 F, et d'autre part pourra demander au juge de rendre une ordonnance d'« injonction de faire » (l'affaire n'étant jugée que s'il n'y a pas de résultat) lorsqu'une prestation prévue par un contrat n'a pas été exécutée, dans la limite de 30 000 F. Mais ce décret n'entrera en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

#### Statuer en équité

D'ici là, les tribunaux d'instance de Dijon et du Creusot mèneront une action d'information et d'aide aux justiciables et tenteront de réactiver la « tentative préalable de conciliation », qui existe, mais n'est que très rarement utilisée. Des audiences spéciales de conciliation (deux par mois) sont prévues, des formulaires de demande ont été mis au point et imprimés, une permanence sera tenue chaque mercredi après-midi pour aider les justiciables, leur rappelant qu'il est possible de saisir le tribunal par requête conjointe (ce qui se coûte rien) et de demander au juge de « statuer en équité » (lorsque les preuves font défaut ou qu'aucun critère précis ne permet d'évaluer un dommage). Enfin, une tentative est faite pour trouver des experts judiciaires prêts à donner une consultation écrite ou verbale « pour un coût réduit, prévisible et forfaitaire » selon la formule de M. Gilles Stracchi, président du tribunal d'instance de Dijon.

Cette expérimentation pour rapprocher le consommateur de la justice

JOSÉE DOYÈRE.

## TRANSPORTS

● Air Inter : la direction signe un accord avec un syndicat minoritaire de navigants. Après vingt réunions, la direction d'Air Inter et le Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (SNPNAC) ont signé un accord, le 8 mars, sur les conditions de travail et de rémunération des équipages de l'Airbus A-320 avec deux pilotes. Une autre négociation s'engagera « dans les

meilleurs délais » sur les garanties de carrière pour les officiers mécaniciens navigants. Le SNPNAC représente 45 % des pilotes, selon la direction, mais n'a obtenu que 18 % des votes du personnel navigant lors des dernières élections au comité d'entreprise. Les trois autres syndicats (SNPL, SPAC et SNOMAC) poursuivent leur mouvement de grève.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Francic-Régions

La Sicav des initiatives régionales

Comptes de l'exercice clos le 31.12.1987

approuvés par le Conseil d'Administration du 02.03.1988

Actif net : F 116.903.443,84

Performance 1987 : - 13,51 %

Performance au 1<sup>er</sup> mars 1988 : + 5,47 %

Dividende proposé : F 19,75 + 6,58 d'avoir fiscal

Prochaine Assemblée Générale le 28.04.1988

(sur 2<sup>e</sup> convocation)

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



### MATRA

Le transfert des titres cédés par l'Etat tant aux membres du groupe d'actionnaires stables qu'aux bénéficiaires de l'offre publique de vente vient de marquer l'aboutissement des opérations de privatisation de Matra. La société Matra rappelle, à cette occasion, que la constatation de sa privatisation entraîne, conformément aux décisions prises par l'Assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires le 19 octobre 1987, un certain nombre de modifications de ses statuts.

Celles-ci, outre le retour aux dispositions communes du droit des sociétés, pour ce qui est de la composition de son conseil d'administration, concernent essentiellement le régime de son actionnariat. Elles visent :

- A supprimer le caractère obligatoirement nominatif des actions et à permettre toutefois à la société de connaître périodiquement la composition de son actionnariat au travers d'une organisation centrale mise en place au sein de la

SICOVAM dans le cadre du régime dit du porteur identifiable.

- A introduire un droit de vote double au profit des actions détenues sous la forme nominative par le même titulaire depuis plus de deux ans, ce délai commençant à courir à compter de l'entrée en vigueur des nouveaux statuts, soit depuis le 10 février 1988.

- A instituer l'obligation, pour tout actionnaire détenant au moins 0,5 % du capital de la société, d'en informer celui-ci et de renouveler sa déclaration chaque fois qu'un nouveau seuil de 0,5 % sera franchi.

Il est rappelé que, suite à la division par deux du nominal et à l'attribution aux actionnaires de cinq actions gratuites pour chacune des actions obtenues après division, le capital de la société est aujourd'hui de 993 520 200 F, divisé en 19 870 404 actions de 50 F de nominal.

## A CES TARIFS VOUS POUVEZ MAINTENANT VOUS OFFRIR LE STYLE AMERICAN AIRLINES.

NEW YORK	3 950 F
CHICAGO	4 605 F
DALLAS/FORT WORTH	4 945 F
LOS ANGELES	5 390 F
SAN FRANCISCO	5 390 F
LAS VEGAS	5 585 F
HOUSTON	4 945 F
SAN DIEGO	5 430 F
NEW ORLEANS	5 510 F
PHOENIX	5 430 F
DENVER	5 415 F
DETROIT	4 830 F
SEATTLE	5 730 F
CINCINNATI	4 830 F
RALEIGH/DURHAM	4 985 F



### American Airlines

Tarifs aller-retour en classe économique, valables tous les jours jusqu'au 31.05.88, dans la limite des places disponibles. Emission et règlement du billet dans les 24 heures suivant la réservation. Durée minimale du séjour : 14 jours. Frais d'annulation : 15 %. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité et autres droits : 150 F non compris (variables selon taux du dollar). Contactez votre agent de voyages ou appelez-nous au : (1) 42.89.05.22.

en mars dans

### Ordinateurs & BANQUE

BANQUE LA HENIN  
BARCLAYS BANK  
CREDIT IMMOBILIER  
CREDIT LYONNAIS  
MANTIS  
OM FRANCE  
SOCIETE GENERALE

le numéro 35 FF

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE  
45-55-81-82, page 4330

هنا من الامم



## Marchés financiers

## Les maisons de titres japonaises en vedette

Le boom des Bourses de valeurs japonaises en 1987 a bouleversé le hit-parade des grands groupes nippons. Le constructeur automobile Toyota se trouve relégué à la seconde place, détrôné par la grande maison de courtage Nomura dans le classement établi par l'agence privée de recherche sur le crédit, la Teikoku Data Bank, des entreprises ayant déclaré leurs bénéfices impossibles annuels entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 septembre 1987.

Les maisons de titres se taillent la part du lion : elles ravissent huit des dix premières places. Mais il faut remarquer que cette étude, arrêtée le 30 septembre, ne tient pas compte des effets du krach boursier d'octobre. Elles affichent des hausses allant de 11,1% (Nomura) à 81% (Nippon Kangyo Kakumaru Securities).

En revanche Toyota, le numéro un japonais de l'automobile, voit son bénéfice impossible reculer de 11%. Le seul autre groupe industriel figurant dans les dix premiers, Honda Motor, enregistre néanmoins une hausse de 13,3% au cours de la période étudiée.

Ce classement exclut les nombreuses entreprises arrêtant leurs comptes le 31 mars (terme de l'année fiscale), ainsi que les banques commerciales, les compagnies d'assurances, les géants de l'électronique et les compagnies d'électricité. Néanmoins, les 2844 sociétés sous revue voient leurs bénéfices impossibles cumulés progresser de 18,3%, témoignant des efforts faits pour enrayer le handicap de la hausse du yen.

## Le rachat de la Caisse nationale de crédit agricole a été approuvé par 92 caisses régionales sur 94

Sur 94 caisses régionales du Crédit agricole, 92 ont répondu favorablement à l'offre de l'Etat concernant le rachat de la Caisse nationale pour 7 milliards de francs, ce qui permet la mise en œuvre de la loi de mutualisation de cette caisse. En effet, cette mise en œuvre ne pouvait être effectuée que si 75% des caisses régionales se prononçaient pour le rachat. Les deux caisses qui n'ont pas encore répondu à l'offre sont celles de Tarn-et-Garonne, dont le conseil d'administration se réunit le 11 mars, et surtout celle de Toulouse, qui avait été la seule à émettre un avis défavorable au rachat lors d'une première consultation en septembre dernier. Elles ont jusqu'à la fin du mois pour faire connaître leur réponse.

Si la caisse de Toulouse donne un avis négatif, elle ne sera pas exclue de la Fédération, mais sera dotée d'un régime de « franchise », au risque d'être marginalisée. Quant aux salariés du Crédit agricole, auxquels la loi réservait 10% du capital de la Caisse nationale, plus de 62% d'entre eux ont souscrit, remplissant leur quota en huit jours.

## CCF : résultat en hausse en 1987

Le Crédit commercial de France (CCF) a enregistré un résultat net consolidé (part du groupe) de 432,6 millions de francs, en hausse de 22,8% en 1987, année de sa privatisation, après retraitement pour tenir compte des cessions et absorptions.

Les activités d'intermédiation de la banque ont vivement progressé : +12% pour les dépôts à vue en francs, +25% pour les crédits aux particuliers, +20% pour les prêts à moyen et à long terme. Mais la baisse du dollar ayant pesé sur les performances à l'étranger, le total des dépôts n'a progressé que de 3% à 62 milliards de francs et celui des crédits distribués a stagné à 80 milliards de francs.

Les activités financières ont continué de se développer de manière « extrêmement positive », sauf sur le secteur obligataire et euro-obligataire. M. Michel Peberreau, le président du CCF, s'est notamment félicité des résultats enregistrés dans les activités de conseil auprès des entreprises privatisées et dans le domaine des fusions-absorptions.

Au total, le produit net bancaire s'est accru de 7,2% et les frais généraux de 5,9%. Le résultat brut d'exploitation progresse donc de 10,4% à 1,75 milliard. Enfin, le dividende net par action passera à 2,50 F.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société Française d'Investissement en France et à l'Étranger

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE

Le conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987 proposera à l'assemblée générale qui sera réunie sur première convocation le 23 mars 1988, de fixer le dividende net de l'exercice 1987 de la SICAV à 18,00 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 2,46 francs portant son montant global à 20,46 francs.

Pour l'actionnaire personne physique relevant de l'impôt sur le revenu, le dividende distribué par la SICAV SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT en France et à l'Étranger se compose comme suit :

- revenus d'obligations françaises non indexées à concurrence d'un montant de 10,04 francs assorti d'un crédit d'impôt de 0,70 franc;
- revenus d'actions françaises à concurrence d'un montant de 1,87 franc assorti d'un crédit d'impôt de 1,11 franc;
- autres revenus à concurrence d'un montant de 8,09 francs assorti d'un crédit d'impôt de 0,65 franc.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce dividende sera détaché et mis en paiement le 15 avril 1988.

SIÈGE SOCIAL : 56, RUE DE LILLE - 75007 PARIS

BUREAUX : 5, AVENUE DE L'OPÉRA - 75001 PARIS - TÉL : (1) 49 27 04 51

## S.N.I. Société Nationale d'Investissement La Sicav diversifiée

Comptes de l'exercice clos le 31.12.1987 approuvés par le Conseil d'Administration du 22.02.1988

Actif net : F 1.155.800.898,56

Nombre de titres en circulation : 1.122.684

Performance 1986 : + 17,64 % (coupon net réinvesti)

Performance 1987 : - 9,15 % (coupon net réinvesti)

Performance au 22 février 1988 : + 5,25 %

Dividende proposé : F 49,00 + 4,97 d'avoir fiscal

Prochaine Assemblée Générale sur 2<sup>e</sup> convocation le 14.04.1988 au 66, rue de la Victoire, 75009 Paris (Salle du Conseil)

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



## NEW-YORK, 9 mars ↓

## Dents de scie

Au terme d'une journée en dents de scie, la Bourse de New-York a clôturé la séance du mercredi 9 mars par une baisse de 0,03 %. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu 6,97 points à 2.074,10. Le volume des transactions est resté important avec 211 millions d'actions échangées contre 238 millions mardi 8. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 871 contre 637, et 459 titres n'ont pas changé de mains.

Les investisseurs gardent une certaine confiance vis-à-vis du marché rassuré par la relative bonne santé des indicateurs économiques américains. Cependant, les prises de bénéfices continuent, comme le montre la baisse de Wall Street de mercredi qui fait suite à une progression de l'indice de 1,2 % la veille.

En dehors des actions de sociétés opérables, les titres japonais ont connu une progression notable. La fermeté de Tokyo explique ce regain d'intérêt. Ainsi, Matsushita Electrical a gagné 5 à 200 3/4 et Honda 2 5/8 à 129 5/8. Parmi les dix valeurs les plus actives on trouve Detroit Edison avec 10,8 millions de titres échangés ; Storage Technology avec 3,1 millions ; Pacific Gas and Electric avec 2,3 millions ; Columbia Entertainment avec 1,9 million et Homestake Mining avec 1,6 million.

VALEURS	Cours du 8 mars	Cours du 9 mars
Alcoa	47 3/4	48
Allegis Inc. (U.S.)	78	78 1/8
A.T.T.	28 1/4	28 1/2
Boeing	57 1/8	57 1/2
Chas. McKinnon Bank	25 3/8	25 1/4
Du Pont de Nemours	51 1/2	51 3/4
GenCorp	42 1/2	42 3/4
Exxon	42 1/2	41 7/8
Ford	45 5/8	45
General Motors	72 7/8	72 1/2
Goodyear	61 3/4	61 1/4
IBM	112 3/4	112 1/2
J.T.T.	46 5/8	46 3/4
Mobil Oil	42 3/4	42 3/8
Rockwell International	34 1/4	34 1/8
Schlumberger	34 1/4	34 1/8
Texas	43 3/4	43 1/8
Union Carbide	33 3/8	33 1/2
Westinghouse	52 1/8	52 1/2
Xerox Corp.	58 7/8	58 3/8

## LONDRES, 9 mars ↑

## Fermeté

Les cours des valeurs ont évolué de manière irrégulière mercredi avant de terminer à des niveaux presque inchangés par rapport à ceux de la veille. L'indice FT a terminé en hausse de 2,4 points (+0,16%) à 1.460,1. Quelques 458 millions de titres ont été échangés. En nette progression en début de séance, dans le sillage de Wall Street, le marché a nettement réduit ses gains en fin de journée à mesure que la livre poursuivait sa hausse.

Cette reprise du sterling qui ravive les craintes d'une perte de compétitivité des exportations britanniques a sérieusement entamé l'optimisme que le marché avait manifesté en début de journée à l'annonce des résultats encourageants de plusieurs compagnies. Les valeurs pétrolières étaient en net progrès, stimulées par un retour aux bénéfices en 1987 de la Compagnie Ultramar. La Banque NZI, filiale du holding financier néo-zélandais NZI Corporation, a acheté pour 39 millions de livres la banque londonienne Arbuthnot Latham & Co. Le Nordbank suisse.

Enfin, les mines d'or poursuivent leur hausse de même que les fonds d'Etat.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Société générale de Belgique : la Banque Lennu, filiale de Suez, n'a pas de conseil de vote. — La banque d'affaires flamande Lennu qui, avec moins de 1%, est l'un des actionnaires belges liés à Suez dans la bataille pour le contrôle de la Société générale de Belgique ne s'est jamais engagée à voter pour l'un ou l'autre groupe lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire de la SGB prévue pour la mi-avril à l'issue d'un processus de consultation de cet établissement.

● Le KIO en pourparlers pour racheter la compagnie aérienne Spantax. — Le groupe Kuwait Investment Office (KIO) négocie actuellement le rachat de la compagnie aérienne privée espagnole Spantax, à l'indiqué un porte-parole de la société espagnole. Le groupe koweïtien a indiqué qu'il étudierait la transaction « avec un grand intérêt » et qu'il devrait prendre une décision « dans les deux ou trois prochains jours ». Spantax a une dette de 9 milliards de pesetas (460 millions de francs) vis-à-vis de l'administration espagnole, qui serait prise en charge par la KIO au cas où il enverrait majoritairement dans le capital de Spantax, indiquant qu'il ne s'agit pas d'une opération de dette de source espagnole.

● Réduction du capital de Pernod-Ricard. — Le conseil d'administration de Pernod-Ricard a constaté l'annulation de 513 000 des actions de la firme et a décidé comme convenu au début du mois de janvier de réduire le capital pour le ramener à 783 148 000 F, divisé en 9 789 351 actions de 80 F nominal. Le conseil d'administration a en effet constaté que 9 984 actionnaires, ayant déclaré posséder ensemble 3 980 501 actions,

## PARIS, 9 mars ↑

## Regain de confiance

Le mouvement s'est inversé mercredi. Dès les premiers échanges du matin l'indicateur de tendance gagnait 1,7 %. Il progressait jusqu'à 2 % à l'ouverture de la séance officielle et clôturait à +2,4 %. A l'origine de ce regain de confiance, la publication du résultat du commerce extérieur de janvier. Il faut aussi regarder outre-Atlantique. Wall Street s'est orientée à la hausse mardi après une semaine de consolidation. L'indice Dow Jones a atteint le niveau de 2.081,07 et de nombreux spéculateurs s'attendent à présent à une poursuite de la progression.

A l'inverse, la tenue du marché obligataire américain, depuis la publication des chiffres du chômage, a contenu le MATIF. Cette crainte d'une reprise de l'inflation aux Etats-Unis et donc d'une hausse des taux d'intérêt a entraîné une légère baisse du contrat notional de mars, avant qu'il ne revienne à son niveau de la veille.

L'activité demeurait peu élevée, tout comme sur le marché des actions. Si néanmoins les chiffres d'affaires augmentaient sur le marché à règlement mensuel, cela était dû principalement aux investisseurs institutionnels. Les étrangers demeuraient sur la réserve.

Parmi les plus fortes hausses figuraient des valeurs de la distribution comme Nouvelles Galeries et du BTP : SGE, Spic Batignolles.

En revanche, la Sfm restait stable, avec un volume de transactions nettement moins élevé que mardi.

La Financière Truffaut signalait qu'elle détient à présent 6,43 % de son propre capital. La SICAV Unifrance du Crédit Agricole annonçait posséder 5,05 % de Bongrain et 2,97 % de Silic.

## TOKYO, 10 mars ↑

## Gain léger

La Bourse de Tokyo continue sur sa lancée. Après une progression de 0,5 % mercredi, l'indice Nikkei des 225 valeurs industrielles a clôturé, le jeudi 10 mars, sur une légère hausse de 12,43 yens à 25 617,82. A mi-séance, 1 milliard de titres avaient été échangés contre 550 millions la veille. Les valeurs largement capitalisées, anciens et nouveaux, les instruments de prévisions, les céramiques et les chimiques ont particulièrement augmenté.

En attendant la progression de 9 % à 16 % des bénéfices des grandes entreprises japonaises pour l'exercice 1987-1988 qu'annoncent plusieurs analystes, les résultats de certaines grandes sociétés déçoivent. Ainsi, la compagnie Sanyo Electric Co a enregistré une perte nette consécutive de 17,57 milliards de yens (750 millions de francs) au cours de l'année 1986-1987.

VALEURS	Cours du 9 mars	Cours du 10 mars
Alcatel	546	557
Brigance	1 340	1 340
Casio	1 440	1 440
Fujitsu	3 450	3 440
Honda Motor	1 880	1 880
Mitsubishi Bank	2 950	2 950
Mitsubishi Heavy	870	883
Sony Corp.	5 250	5 260
Toyota Motor	2 450	2 430

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
A.B.P. S.A.	225 50	225 50	La Caisse d'Épargne	231	230
Amalco & Amalco	358	360	Le gél. de la mer	240	230
Assirol	311	312	Loch Investissement	248	245 10
B.A.C.	430	430	Loxane	166 40	160
B. Dumas & Assoc.	378	377	Martell, Michèle	58	59
B.I.C.M.	622	622	Médoc Intermat	305	309
B.I.P.	470	475	Médoc Intermat	125	125
Boussac	780	780	Médoc Intermat	432	440
Boussac	775	775	Médoc Intermat	225	225
CB&L de Lyon	900	915	Médoc Intermat	520	520
Calsonic	825	820	Médoc Intermat	185	182 40
Canal Plus	438	441	On. Gest. Fin.	253	200 12
Carif	1230	1235	Prabourg (C. H. & F.)	100	99 70
C.A.I. de P. (C.I.)	255	254	Razal	707	718
C.A.T.C.	125 50	127	St-Gobain Industrie	150	155 10
C.C.M.E.	787	800	St-Gobain Industrie	150	155 10
C. E. de P.	236	236	S.C.E.P.M.	130 70	130 70
C.E.L.D.	506	520	Sagin	250	235
C.E.P.F.	149 80	145	Sema-Merc	530	550
C.E.P. Communication	1190	1180	S.E.P.	1140	1160
C.E.I. Information	526	582	S.E.P.	1110	1055
Cinema d'Image	422	430	S.E.P.	1110	1055
C.N.I.M.	200	250	Sigec	1212	1150
Concept	208	212	Sigec	235	236
Conseil	440	450	Sigec	653	680
Dafra	152 50	150	Sigec	270	270
Daphne	3050	3080	TF 1	180	185
Develco	1135	1180	Urbis	112	112
Dewille	641	645	Union Financ. de P.	444	448
Dreux-Cl. comm.	131	129	Valeurs de France	308	296
Edisons Belloni	395	397			
Elec. S. Dumas	210	210			
Elysees Invest	410	415			
Financ.	600	624			
Gaumont	848	802			
Guy Degrange	233	230			
I.C.C.	155	155			
IDA	108	108			
I.G.F.	108	108			
IN2	120 50	122			
Int. Metal Service	168	168			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

## Marché des options négociables le 9 mars 1988

Nombre de contrats : 8 135

VALEURS	Cours	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mar	Jun	Mar	Jun
Elf-Aquitaine	240	29	42	6	7,70
Lafarge-Coppes	1 100	96	150	6	42
Michelin	140	45	52	2	3,40
Midi	1 280	100	195	28	87
Paribas	320	3,50	23	22	42
Praxair	920	44	105	18	56
Saint-Gobain	400	22	43	3	14
Thomson-CSF	120	46,50	51,50	-	-

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 mars 1988

Nombre de contrats : 33 343

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 88	Jun 88	Sept. 88	
Dernier .....	103,45	102,05	101,60	
Précédent .....	103,55	102,15	101,70	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 88	Sept. 88	Jun 88	Sept. 88
102	1,65	2,17	1,64	2,58

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 5,66 F ↑

Le dollar était en légère hausse sur le marché des changes de Paris où il a terminé la séance à 128,08 yens contre 128,28 yens. A Paris, il évoluait à 5,66 F contre 5,6550 F au fixing de la veille et 5,65 F à la clôture des échanges internationaux.

FRANCFORT	9 mars	10 mars
Dollar (en DM)	1,667	1,67
TOKYO	9 mars	10 mars
Dollar (en yen)	128,08	128,28

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (10 mars) : 79/67 1/2 / 79/67 1/2

New-York (9 mars) : 69/64 1/2 / 69/64 1/2

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

8 mars 9 mars

Valeurs françaises : 184,6 186,4

Valeurs étrangères : 187,4 189,1

C<sup>o</sup> des agents de change (base 100 : 31 déc. 1987)

Indice général : 296,1 298,2

NEW-YORK (indice Dow Jones)

8 mars 9 mars

Industrielles : 2681,47 2674,27

LONDRES (indice Financial Times)

8 mars 9 mars

Industrielles : 1 457,7 1 460,1

Mines d'or : 242,2 248

Fonds d'Etat : 96,53 96,68

TOKYO

9 mars 10 mars

Nikkei Dow Jones : 25 617,82 25 617,82

Indice général : 2 184,33 2 182,55

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX ANS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	
S.E.-L.	5,6350	5,6350	+ 30	+ 45	+ 65	+ 90	+ 250	+ 330
S.com.	4,0917	4,0916	- 47	- 25	- 87	- 50	- 199	- 165
Yen (100)	4,0994	4,0951	+ 110	+ 132	+ 234	+ 268	+ 769	+ 857
DM	3,3648	3,3638	+ 189	+ 129	+ 223	+ 258	+ 720	+ 767
Florin	3,0141	3,0148	+ 87	+ 98	+ 288	+ 297	+ 812	+ 823
FR (100)	16,1826	16,1981	+ 165	+ 268	+ 372	+ 512	+ 1332	+ 1617
PS	4,0949	4,1009	+ 289	+ 209	+ 394	+ 422	+ 1152	+ 1216
L. (1 000)	4,5806	4,5805	- 142	- 35	- 278	- 214	- 643	- 615
S.	10,4278	10,4390	+ 126	+ 70	+ 242	+ 163	+ 613	+ 490



## BOURSE DU 9 MARS

Règlement mensuel																	
VALEURS						VALEURS						VALEURS					
Compt. ann.	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compt. ann.	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compt. ann.	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	% + -			
1801	1596	3980	3980		1901	1596	3980	3980		2001	1596	3980	3980				
3068	3880	1077	1077	+ 0.88	3068	3880	1077	1077	+ 0.88	3068	3880	1077	1077	+ 0.88			
907	1025	1031	1031	+ 0.29	907	1025	1031	1031	+ 0.29	907	1025	1031	1031	+ 0.29			
1264	1300	1306	1306	+ 0.36	1264	1300	1306	1306	+ 0.36	1264	1300	1306	1306	+ 0.36			
1495	1699	1699	1699		1495	1699	1699	1699		1495	1699	1699	1699				
1288	1279	1286	1286	+ 0.47	1288	1279	1286	1286	+ 0.47	1288	1279	1286	1286	+ 0.47			
1180	1286	1286	1286	+ 0.47	1180	1286	1286	1286	+ 0.47	1180	1286	1286	1286	+ 0.47			
390	360	369	369	+ 0.43	390	360	369	369	+ 0.43	390	360	369	369	+ 0.43			
620	480	489	489	+ 0.70	620	480	489	489	+ 0.70	620	480	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
2200	489	489	489	+ 0.70	2200	489	489	489	+ 0.70	2200	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489	489	+ 0.70			
1960	489	489	489	+ 0.70	1960	489	489										

Comptant (selection)

SICAV (selection)

9/3

VALEURS	% du %	% de coupons	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat
<b>Obligations</b>																	
Exp. 6,80 % 77	126 55	7 021	Chauxvins (M)	578	578	Luxemb (M)	1301	1350	Traut-Lang	302	302	A.A.A.	718 95	702 39	Franc-Algérie	524 05	857 17
8,80 % 78/93	101 38	8 480	Chauxvins (M)	141 10	137 50	Luxemb (M)	570	570	Traut-Lang	342	350	A.A.A.	194 54	189 33	Franc-Algérie	1384 02	1384 02
10,20 % 79/94	104	8 548	C.I.F. (France, d)	109	120	Luxemb (M)	86 30	86 70	Ulfar S.M.A.	540	540	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	281 45	285 07
10,20 % 80/90	104 80	8 572	C.I.F. (France, d)	728	728	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	316 80	312 31
10,20 % 81/89	104 80	8 572	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
10,20 % 82/88	113	2 823	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
10,20 % 83/88	115 10	12 022	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
14,80 % 84/88	115 10	8 718	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
12,40 % 85/88	116 85	2 829	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
12,20 % 86/88	112 30	8 133	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
11,50 % 86/88	111 76	0 541	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
10,20 % 87/88	109 20	7 786	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CAT 12,10 % 2007	109 20	7 786	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CAT 8,80 % 1987	109 20	2 390	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CAT 8,80 % 1986	105 41	1 071	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
Ch. France 3 %	93		C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens	1002 36	1001 30
CNB Banque Int. 12	102 32	1 901	C.I.F. (France, d)	109	120	Magerit (M)	148 80	142 80	U.L.F.	287	287	Acton Farm	340 20	344 77	Publics Algériens		

[illegible]

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**45-55-91-82, poste 4330**

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le dilemme de Pékin au Tibet. 3 Les affrontements en Cisjordanie. 4 Les autorités soviétiques cherchent à apaiser les tensions entre les nationalités au Caucase. 5 Autriche : le cinquantenaire anniversaire de l'Anschluss.	7 M. Pasqua à « L'heure de vérité ». 8 Les premiers ministres de M. Barre. 9 La session du comité central du PCF.	10 Après le meurtre d'un gendarme en Corse. - L'affaire des fausses factures de Nancy. - Le recensement des condamnés maghrébins : mesure humanitaire ou démagogie ? 12 Alerte aux crickets péloponnésiens en Afrique.	21 La Bohème, de Luigi Comencini. - De nouvelles mesures pour Versailles. 22 Anna Prucnal à la Cigale. - Communication.	27 Le Japon s'ouvre davantage aux produits européens. 30 La nouvelle convention de l'UNEDIC. 31 L'accès à la justice va être simplifié pour les consommateurs. 32-33 Marchés financiers.	Abonnements ..... 6 Annonces classées ..... 25 Bulletin d'abonnement ..... 24 Campus ..... 26 Carnet ..... 26 Météorologie ..... 26 Loto, Loterie ..... 25 Mots croisés ..... 24 Radio-télévision ..... 23 Spectacles ..... 23	● La campagne présidentielle en direct. ELEC ● Le mini-journal de la rédaction. JOUR ● 16 h : la cote en direct du palais Brongniart. BOURSE Actualité, International, Sports, Campus, F.W.M., Télérama. 3615 Taper LEMONDE

## Ancien ministre maire d'Alfortville Joseph Franceschi est mort

Joseph Franceschi, ancien ministre, maire socialiste d'Alfortville (Val-de-Marne), est décédé, le jeudi 10 mars, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-quatre ans.

« Cette ville me plaît, j'en serai le maire ! », ainsi Joseph Franceschi racontait-il son coup de foudre pour Alfortville, lors de son arrivée dans cette ville après la guerre. De fait, il devint dès 1951 conseiller municipal, puis adjoint au maire, avant d'être lui-même élu premier magistrat de la ville en 1965. L'histoire de Joseph Franceschi est d'abord une histoire d'amour entre un homme et une ville, d'une part, entre un homme et la chose électorale, d'autre part. Rien ne le passionnait davantage que les élections, qu'il savait admirablement préparer, gagner et analyser.

Professeur, Joseph Franceschi avait adhéré dès 1938 - à l'âge de quatorze ans - aux Jeunes socialistes de la SFIO. Il poursuivit jusqu'à dans les années 70 une carrière d'attaché local, avant d'entrer en 1973 à la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, et surtout de se faire valoir, aux yeux de François Mitterrand, pour ses capacités d'organisateur lors de la campagne présidentielle de 1974. Le candidat de la gauche lui avait alors confié la charge d'organiser ses meetings et surtout de mettre sur pied son service d'ordre, tâche qu'il reprit en 1981.

A Alfortville, il s'était attaché au sort des personnes âgées, et fit visiter ses réalisations au candidat Mitterrand pendant la campagne de 1981, ce qui lui valut sans doute de devenir secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées dans les gouvernements de M. Mauroy.

Après l'attentat de la rue des Rosiers, le 17 août 1982, il fut nommé secrétaire d'Etat à la sécurité publique. Parfaitement efficace dans sa première tâche gouvernementale, il échoua dans la seconde. Perçu à l'origine comme une marque d'intérêt du pouvoir pour la police, le secrétaire d'Etat chargé de la sécurité devint en fait un facteur de division dans cette même police, du fait notamment de la mauvaise qualité de ses relations avec Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur. A ce poste, il chercha surtout à séduire les policiers, quitta à épouser leurs sentiments spontanés. Mais il ne sut ni apprécier ni prévenir les débordements des manifestations policières du 3 juin 1983 sous les fenêtres du garde des sceaux, Robert Badinter. Aussi redevenait-il, dans le gouvernement de M. Fabius, chargé des personnes âgées.

Ce militant socialiste de toujours avait constamment gardé la confiance du président, qui lui témoignait à maintes reprises sa sollicitude dans ses réussites comme dans ses échecs.

J.-M. C.

[Né le 15 janvier 1924 à Tunis, licencié de lettres et en droit public, docteur en sciences politiques, Joseph Franceschi a été élu conseiller municipal d'Alfortville en 1951, maire en 1965, conseiller régional depuis 1967 et député du Val-de-Marne depuis 1973. Il avait été vice-président de l'Assemblée nationale en 1977 et 1978. Secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées de 1981 à 1982, puis de la sécurité publique de 1982 à 1984, il fut secrétaire d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées de 1984 à mars 1986.]

JUSQU'AU 15 MAI 1988\*

## LONDRES GRATUIT

Pour les moins de 16 ans\*

Britanny Vacances

8, rue du 4 Septembre 75001 PARIS  
Tél. 43 93 00 35

## Presque équilibré en janvier

### La bonne surprise du commerce extérieur

La Bourse a parfois de bien curieuses réactions. Elle attendait depuis quelques jours - avec une impatience croissante - les résultats du commerce extérieur de la France pour janvier. Ceux-ci ne venant pas, elle avait commencé de s'interroger. Puis, de l'interrogation, on était passé à l'interprétation : le gouvernement cachait des résultats encore une fois très mauvais. Pauvre commerce extérieur.

Quand furent enfin publiés, avec plus de trois semaines de retard, les résultats, ce fut d'abord la surprise. La balance commerciale était à peu près équilibrée (1). M. Michel Noir eut sa petite revanche, convoquant en ses bureaux les radios et les télévisions pour annoncer la bonne nouvelle. Que le ministre se soit embrouillé dans des chiffres à peine sortis des ordinateurs, peu importe. On n'est plus à ça près en campagne électorale. L'important était d'annoncer la bonne nouvelle et de le faire le plus vite et de la façon la plus spectaculaire possible. Du coup, la Bourse corrigea son erreur de prévision, regagnant avec fair-play en une séance

ce qu'elle avait perdu en huit jours : environ 2,5 %.

Ah ! si les boursiers lisaient mieux les journaux ! L'ensemble des pays européens, pas seulement ceux de la CEE, mais également les nordiques de l'ALE (l'Association de libre-échange), s'étaient mis d'accord depuis un certain temps pour harmoniser leurs statistiques douanières. Énorme travail. En France par exemple, les exportations des voitures à demi achevées étaient jusqu'à présent comptabilisées « pièces détachées ». On les recensait désormais sous la rubrique « exportation de voitures ». On en passe, et de beaucoup plus compliquées.

Du coup, les services des douanes qui, sur 1,5 million de déclarations, corrigent chaque mois 20 000 à 30 000 erreurs, ont eu à en redresser 195 000. Certains pays ne publient leurs statistiques de janvier que dans un ou deux mois.

Reste l'essentiel, le résultat lui-même. Les exportations, avec 77,7 milliards de francs, progressent de 13,9 % par rapport à janvier 1987, un bon résultat qui confirme ce que l'on sait

depuis l'été dernier : la conjoncture internationale, en s'améliorant nettement à partir du printemps 1987 - à la surprise générale, - a entraîné un net accroissement du commerce mondial. Du coup, la demande de produits manufacturés adressée à la France s'est accrue de 5,8 % l'année dernière après déjà une progression de 3,3 % en 1986. Les chiffres du commerce extérieur de janvier semblent montrer que cette tendance s'est inversée et que nos positions s'améliorent dans l'ensemble du commerce mondial.

Pourvu que ça dure...

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Jusqu'à présent, certaines entreprises déclaraient leurs exportations jusqu'au 25 du mois. Les nouvelles méthodes européennes font disparaître cette facilité. Sur ces bases, le commerce extérieur de la France a été très légèrement excédentaire en janvier (600 millions de francs). C'est sur les bases anciennes qu'il a été excédentaire de 100 millions.

## L'Osservatore romano condamne l'utilisation des préservatifs

L'Osservatore romano, le quotidien du Vatican, a condamné, le mercredi 9 mars, l'utilisation des préservatifs masculins dans la lutte contre la propagation du SIDA.

« Le seul moyen efficace, c'est d'éviter la cause de la contagion, ce qui, dans 95 % des cas, revient à s'abstenir de rapports sexuels en dehors du mariage et de l'usage de drogues », affirme dans un éditorial l'Osservatore romano qui, ajoute que tenter de freiner la propagation de la maladie par l'utilisation de préservatifs masculins est « non seulement peu fiable d'un point de vue technique, mais également et surtout moralement inacceptable ».

[La condamnation par Rome de l'utilisation du préservatif masculin n'est pas nouvelle. La condamnation d'une telle condamnation prend cependant une autre dimension compte tenu de l'extension du SIDA, le préservatif étant à l'heure actuelle, selon les spécialistes, le seul moyen de lutte efficace contre l'épidémie. Mais, une fois de plus, le Vatican se refuse à entendre ? Des enquêtes ont montré que les interdits de Rome ne sont pas suivis par une majorité de catholiques.]

## M. André Frossard reçu à l'Académie française

L'Académie française devait recevoir, le jeudi 10 mars, sous la coupole M. André Frossard, élu au siège du duc de Centurie, mort le 17 juillet 1986. Il est accueilli par le RP Ambroise-Marie Carré. Le Monde, comme à l'accoutumée, publiera le texte des deux discours dans son numéro daté 13-14 mars.

Rappelons que l'Académie française doit procéder, le 24 mars, à une double élection en vue de pourvoir les sièges laissés vacants par les décès du duc de Broglie et de Georges Dumézil. Au premier fauteuil sont candidats MM. Michel Debré et Georges Marty. Au second, MM. José Cabanis, Jean Camion, Jacques Ruffié et Vladimir Volkoff.

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 10 mars

#### Stabilisation

L'embellie provoquée le mercredi 9 mars par la publication du chiffre du commerce extérieur français en janvier aura été de courte durée. L'indicateur de tendance, après avoir ouvert en hausse de 0,11 % jeudi, redevenait négatif durant les transactions de la matinée. Il revenait à - 0,22 %. En hausse figuraient Facom (+5,8%), Maisons Phénix (+5,3%), Chargeurs (+3,8%), Signaux (+3,8%), Luchaire (+3,7%), Silic (+3,5%) et Fromageries Bel (+3,2%).

## Sur le vif

### Bête de télé

C'est bien vrai, ce mensonge-là ? Deux de mes copains, Rollet et Boggio, lui tirent le portrait, à Pasqua, un très bon bouquin, impartial et pertinent - on en parlait hier à « L'heure de vérité », - et il a pas lu ? Même pas relu ? Je le crois pas. J'ai tort ? Tant mieux. Je demande que ça, le croie. Difficile de faire autrement, tellement il est crédible à l'écran. Moi, à la place de nos faveurs d'images, de nos docteurs en médias, je prescrirais trois minutes de Charlie-vidéo, matin, midi et soir à tous les candidats.

C'est une bête de télé, ce mec. Une nature. Le sourire « ouistiti-saxe », les phrases toutes faites, le prêt-à-parler, très peu pour lui. La caméra, il s'en fout. Tressé sur sa chaise, perché en avant, il cherche ses mots, des mots sur mesure, il les ramasse comme s'ils étaient tombés par terre, il les pèse, il les roule dans la farine avec une pointe d'ail et de moutarde et il les passe à la poêle. Ce n'est pas l'air d'attacher. Aucun calcul appa-

rant, aucune arrière-pensée. Bravo l'artiste !

Cela dit, je l'ai trouvé un peu trisane, pas vous ? Un peu désenchanté. C'est sûrement rapport à mon Mimi. Parait qu'il en est resté dingue. Pasqua, écorché d'admiration. Et que l'autre ne le déteste pas, pas du tout. Rien d'étonnant. Ils sont taillés dans la même étoffe, ces deux-là, celle des hommes d'Etat. Alors, le coup des renseignements généraux, des sondages catastrophiques dont il s'empresse de téléphoner les résultats au château, pour son bien, à mon Mimi, pour qu'il ne se ridiculise pas en prenant une veste le mois prochain, moi, ça me paraît un peu gros. Tellement gros que ça en devenait touchant. Remarque, mon Jacquot, il est pas marié avec pour la vie, Pasqua, le suis prête à parier que si l'autre lui fait des avances, il résistera pas. D'accord il y a peu de chances. Domage...

CLAUDE SARRAUTE.

## Sur l'ensemble du territoire français

### Plusieurs centaines de perquisitions contre un réseau de pédophilie

Deux cent soixante-dix perquisitions - dont deux cent soixante-dix ont effectivement abouti - ont eu lieu, le mercredi 9 mars, à partir de 6 heures, sur l'ensemble du territoire français, afin de démanteler des réseaux de pédophilie. Elles ont été conduites sur commission rogatoire d'un juge d'instruction parisien, M. Michel Ajasse, qui instruit les suites françaises d'une procédure belge pour incitation de mineurs à la débauche.

En février 1987, un réseau fournissant des enfants et des adolescents à des clients belges et étrangers avait été démantelé à Bruxelles. Il agissait sous le couvert d'un « Centre de recherches et d'information sur l'enfance et la sexualité » (CRIES), dont le responsable était M. Philippe Carpentier et qui éditait une revue, l'Esprit, installée boulevard Sérurier dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, la branche française de cette association était animée par un ancien ecclésiastique.

Une liste de clients du CRIES a donc été transmise, via Interpol et l'entraide judiciaire, aux autorités françaises. C'est l'exploitation de ce document qui a motivé la vaste opération de mercredi, préparée depuis un mois par les services de police. Elle a mobilisé dix-sept services régionaux de police judiciaire (SRPJ) pour cent quatre-vingt-quatre perquisitions et, en région parisienne, la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP) ainsi que les divisions et services départementaux pour quatre-vingt-sept perquisitions. Soit, pour la seule région

parisienne, deux cent cinquante fonctionnaires et quatre-vingt-dix voitures. A la PJ parisienne, on justifie l'ampleur de l'opération par « la nécessité de faire tout d'un coup, sinon le téléphone aurait fonctionné. Le milieu pédophile est très très structuré ». L'essentiel du travail des policiers, devant les gardes à vue, est notamment le visionnage des cassettes vidéo saisies, de façon à établir si les interpellés étaient simplement des abonnés de la revue l'Esprit ou s'ils avaient, eux-mêmes, commis le délit d'incitation de mineurs à la débauche.

## Décès du pianiste Daniel Varsano

Le pianiste français Daniel Varsano est mort, le mercredi 9 mars. Il était âgé de trente-quatre ans. [Né en 1954, Daniel Varsano aura connu une carrière brillante et médiatique que sa familiarité avec les Etats-Unis peut expliquer en partie. Après avoir travaillé à l'Académie Marguerite Long (1963), il s'installa en effet à Los Angeles où il obtint les diplômes de concertiste et de musicologie de l'Université de Californie du Sud. Il revint en France pour étudier de 1972 à 1976, avec Pierre Sancan et Magda Tagliaferro, et ses débuts de concertiste à Paris datent de 1974.]

Daniel Varsano, qui, outre le piano, jouait du clavier et du synthétiseur, s'est notamment fait connaître par ses interprétations des Variations Goldberg de Bach et des Variations Diabelli de Beethoven. Il avait enregistré plusieurs disques chez CBS, parmi lesquels on retient généralement ceux consacrés à Satie.]

## ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

### FORMATION CONTINUE

ÉLÉMENTS DE GESTION D'ENTREPRISE  
80 heures à partir du 18 avril  
ANALYSE D'EXPLOITATION ET GESTION BUDGÉTAIRE  
80 heures à partir du 18 avril  
INTRODUCTION COMPTABLE A LA GESTION  
(Niveaux I et II)  
60 heures à partir du 18 avril

BCCIP : 3, rue Armand-Moisant, 75016 PARIS  
Tél. : 43-20-08-82 - Poste 452  
MÉTROPOLITAIN

CAPELOU

modèles, sommiers, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS. TEL. 43 97 16 35 - MÉTRO PERCHAMBERT

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-RESTAURATION

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4344

Le numéro du « Monde » daté 10 mars 1988 a été tiré à 493 642 exemplaires

A B C D E F G H